

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.  
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

**SOMMAIRE** : La signification des théories macro-économiques, par F. de Roos — Rapport du Fonds des Rentes : année 1966 — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

## LA SIGNIFICATION DES THEORIES MACRO-ECONOMIQUES

par F. de ROOS, *Professeur à la Vrije Universiteit, Amsterdam.*

### 1. Introduction.

Les théories économiques sont utilisées à des fins très différentes. Elles peuvent servir à expliquer l'aspect économique de la réalité ainsi qu'à prévoir et à influencer l'évolution d'une ou plusieurs grandeurs économiques. Ainsi, les trois buts de la science, formulés dans la célèbre citation de Comte « savoir pour prévoir pour pourvoir », se discernent clairement dans le domaine de la science économique. Dans cette étude, nous voudrions présenter quelques observations sur la portée des théories macro-économiques. Le critère de validité de ces théories sera leur aptitude à satisfaire aux trois objectifs précités.

Il va de soi que c'est l'explication de l'aspect économique de la réalité qui constitue l'objectif principal de la théorie économique. Sans explication, aucune prévision et aucune intervention ne sont possibles. C'est bien là le sens de la citation de Comte. Une analyse de la signification des théories macro-économiques

portera principalement sur l'aptitude de ces théories à expliquer les faits économiques. Toutefois, auparavant, il y a lieu de préciser ce que l'on entend par macro-économie. Ce concept peut, en effet, comme il ressort clairement de la littérature moderne, recouvrir des réalités très différentes.

### 2. Définition des concepts.

On oppose les théories macro-économiques aux théories micro-économiques. A première vue, on pourrait supposer que les théories macro-économiques couvrent les grands modèles et les théories micro-économiques, les petits <sup>(1)</sup>. Les modèles macro-économiques constitueraient ainsi des ensembles cohérents d'un grand nombre de modèles micro-économiques.

(1) Par modèle économique on entend, dans ce contexte, un système d'équations mathématiques, exprimant les relations entre les diverses grandeurs économiques.

Il existe une semblable conception de la macro-économie <sup>(1)</sup>. Dans cette optique, le système de l'équilibre économique général tel qu'il a été conçu par Walras ressortirait à la macro-économie. Dans ce système, en effet, les modèles qui se rapportent à des agents économiques individuels sont coordonnés en un ensemble englobant toute l'économie.

La plupart des auteurs ont toutefois une autre conception des théories macro-économiques. Ils entendent par là les théories qui traitent de la nature, des relations et du comportement des agrégats économiques. C'est ce qui ressort clairement, par exemple, de la définition de Fellner : « Macro-economics, or aggregative economics, studies aggregates of individual decision-making units, particularly an « economy as a whole » <sup>(2)</sup>. On retrouve cette définition de Fellner, tout au moins dans ses caractéristiques essentielles, chez un grand nombre d'auteurs qui se sont occupés de macro-économie <sup>(3)</sup>. Presque sans exception, on doit donc entendre, par macro-économie, une analyse basée sur des agrégats économiques, c'est-à-dire des grandeurs résultant de l'addition de grandeurs économiques individuelles. Ceci diffère évidemment du système de l'équilibre économique général de type walrassien. Selon la définition de Fellner, il s'agit en effet de faire la *sommation* de grandeurs économiques individuelles pour former des agrégats. Cette définition contient deux éléments qui méritent de retenir l'attention. On y parle d'agrégats économiques et cela, au niveau de l'ensemble de l'économie. Cette association a son importance parce qu'elle nous apprend quelque chose sur la nature de l'agrégation.

On peut aboutir à des agrégats économiques par deux méthodes différentes <sup>(4)</sup>. D'un côté, on peut faire la sommation de grandeurs économiques plus ou moins homogènes. On peut, par exemple, faire la sommation des fonctions

de demande et d'offre des poinçonneuses ou, à la rigueur, pour l'ensemble de l'industrie des machines-outils. Cette méthode est d'utilisation très courante dans la théorie micro-économique et conduit à l'analyse au niveau sectoriel. Par la nature des choses, le caractère de généralisation d'une telle agrégation est clairement perçu. A mesure que s'accroît l'hétérogénéité des biens faisant partie d'un même « produit », cette procédure se révèle de moins en moins acceptable. Dans les cas où on fait la sommation des fonctions d'offre et de demande de biens imparfaitement homogènes et où, de cette manière, on aboutit à une analyse sectorielle, ce sont des critères techniques plutôt qu'économiques qui déterminent le choix des biens à additionner. Il s'agit néanmoins d'une forme d'analyse économique maintes fois utilisée et qui, dans la pratique, s'est révélée très féconde.

Toutefois, il est d'usage de considérer la sommation de grandeurs économiques plus ou moins homogènes comme du domaine de la micro-économie, même si on ne peut plus parler ici de micro-économie pure. Souvent des distinctions rationnelles en soi peuvent revêtir une part d'arbitraire dans les cas limites. Il en est ainsi de l'analyse par secteur qu'on inclut, bien qu'elle ait trait à des agrégats, dans le domaine de la micro-économie.

En macro-économie, au contraire, on ne recherche pas des grandeurs économiques homogènes, qui se prêtent à la sommation. La macro-économie s'occupe, en ordre principal, de grandeurs se rapportant à l'ensemble de l'économie ou à de grandes parties de cet ensemble, telles que le revenu national, la production totale, l'emploi total, les investissements globaux, les importations du pays en cause, etc. On ne peut évidemment trouver ces grandeurs macro-économiques qu'en additionnant des choses très différentes. Pour notre exposé, il importe peu de savoir si on relève statistiquement les grandeurs macro-économiques dans la réalité, ou si on les imagine pour les inclure dans des modèles macro-économiques. D'ailleurs, même dans cette éventualité, ce sont des grandeurs hétérogènes que l'on additionne. Dans le cas de la fonction macro-économique de consommation par exemple, on additionne la demande de très nombreux consommateurs pour un grand nombre de biens de consommation différents. Dans ce procédé de sommation ou d'agrégation, il est presque

<sup>(1)</sup> Voir, à ce sujet, l'aperçu de F. Machlup, *Der Wettstreit zwischen Mikro- und Makrotheorien in der Nationalökonomie*, Tübingen, Mohr, 1960, pp. 5 sq.

<sup>(2)</sup> Cf. W. Fellner, *Emergence and Content of Modern Economic Analysis*, New York, Mc Graw-Hill, 1960, p. 275.

<sup>(3)</sup> Voir, par exemple, F.J. de Jong, *De werking van een volkshuishouding*, Leyde, Stenfert Kroese, I, 1959, p. 23; K.E. Boulding, *Economic Analysis*, New York, Harper & Row, II, 1966, p. 1; R.G. Lipsey, *An Introduction to Positive Economics*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1963, p. 329.

<sup>(4)</sup> F. Machlup, *op cit.*, p. 8.

toujours nécessaire de disposer des prix en monnaie des biens et des services pour pouvoir aboutir à des grandeurs macro-économiques.

Il est donc clair que, dans la théorie macro-économique qui s'occupe d'agrégats au niveau de l'économie dans son ensemble, on agrège des éléments très hétérogènes. C'est là une caractéristique des théories macro-économiques qui, selon nous, est essentielle et les distingue nettement des théories micro-économiques.

Cependant, l'agrégation de grandeurs économiques hétérogènes ne peut s'opérer efficacement que si on utilise leurs prix exprimés en monnaie. De plus, en faisant la sommation de biens et de services non homogènes, il faut supposer que les *rappports de prix* ne changent pas et qu'ils sont sans signification pour le processus économique. Sans quoi, la macro-économie ne peut remplir correctement sa tâche de science explicative et, encore moins, être de quelque utilité pour prévoir et influencer l'évolution de l'économie. En effet, des changements dans les rapports de prix peuvent provoquer des processus de substitution aussi bien sur le plan de la production que sur celui de la consommation, processus qui peuvent exercer une influence propre sur l'évolution de l'économie.

En fait, les modèles macro-économiques négligent les changements dans les rapports de prix — à quelques exceptions près. C'est en cela qu'ils diffèrent nettement de la théorie micro-économique, qui accorde précisément une grande importance aux rapports de prix.

Tout ceci donne à penser que les théories macro-économiques peuvent également être qualifiées de théories qui négligent les rapports de prix et les changements dans ces rapports <sup>(1)</sup>. Ce n'est toutefois pas strictement exact, parce que même cette conception n'exclut pas les exceptions. Ainsi, il est de règle, dans les modèles macro-économiques, d'attacher de l'importance aux changements dans les taux de change et les taux d'intérêt; souvent aussi le niveau général des prix retient l'attention.

Pour le moment, toutefois, nous négligerons ces exceptions. Seront considérées comme théories macro-économiques celles qui traitent

des grandeurs économiques au niveau de l'économie dans son ensemble et qui, dès lors, négligent l'influence des variations dans les rapports de prix sur le processus économique. L'absence de signification des rapports de prix retiendra particulièrement l'attention. Nous chercherons notamment à savoir si, et dans l'affirmative dans quelles circonstances, on peut ne pas tenir compte des rapports de prix et des changements qui s'y opèrent. Si, dans certaines circonstances, ceci se justifie, on conclura à l'aptitude des théories macro-économiques à satisfaire aux trois objectifs de « savoir pour prévoir pour pourvoir ». Alors, les théories macro-économiques peuvent être significatives.

Dans les autres circonstances, c'est-à-dire lorsque les rapports de prix peuvent jouer un rôle important dans la vie économique, les théories macro-économiques ne peuvent en principe être utilisées. Nous reviendrons sur ce point à la fin de cet article, car, comme on le verra, on ne pourra ôter toute signification aux théories macro-économiques même dans des circonstances où les rapports de prix sont importants.

### 3. La loi de Say.

Dans ce qui précède, nous avons vu qu'une caractéristique importante des théories macro-économiques est qu'elles ne tiennent pas compte de l'influence des changements dans les rapports de prix sur le processus économique. Dès lors, on peut se demander dans quelles circonstances ces rapports de prix sont sans signification.

A notre sens, la meilleure manière de répondre à cette question est de partir de la loi de Say et de se demander dans quelles conditions la loi de Say s'appliquera ou non. Il y a lieu auparavant de faire quelques observations sur la signification de la loi de Say.

A première vue, le contenu de cette loi est suffisamment clair. « Les produits s'échangent contre des produits » vise à exprimer que, dans la vie économique, celui qui offre ne le fait que dans le but de se porter demandeur. Il s'ensuit qu'une surproduction générale est impossible. Comme, cependant, des surproductions générales se manifestent, on en déduit évidemment que la « loi des débouchés » n'est

(1) F. Machlup, *op cit.*, pp. 9-10.

pas exacte et doit être rejetée comme principe général d'explication.

Les motifs de ce rejet sont d'ailleurs quelque peu différents, selon la conception qu'on a de la loi de Say. Ainsi, selon Keynes, la loi de Say et les formulations analogues d'autres auteurs impliquent que la totalité des coûts de production, directs ou indirects, doit nécessairement être dépensée pour acheter le produit <sup>(1)</sup>. Épargner revient ainsi en fait à acheter non des biens de consommation mais des biens d'investissement.

A cet égard, Keynes remarque qu'il est en effet évident qu'un individu qui s'enrichit, enrichit également l'économie. Un acte d'épargne individuel implique donc un acte d'investissement correspondant. Toutefois, Keynes fait observer que : « Those who think in this way are deceived, nevertheless, by an optical illusion, which makes two essentially different activities appear to be the same. They are fallaciously supposing that there is a nexus which unites decisions to abstain from present consumption with decisions to provide for future consumption; whereas the motives which determine the latter are not linked in any simple way with the motives which determine the former » <sup>(2)</sup>.

Ainsi qu'il ressort de cette citation, Keynes est donc d'avis que la « loi des débouchés » est mise en échec par l'absence d'un lien simple et clair entre les motivations des épargnants et celles des investisseurs. Les partisans de la loi de Say n'en sont pas suffisamment conscients parce qu'ils sont victimes d'une *optical illusion*.

Patinkin partage les vues de Keynes sur la loi de Say qu'il appelle *Say's Identity*. Il va toutefois plus loin, car il ne prête pas attention à l'absence de lien, signalée par Keynes, entre les motifs des divers sujets économiques. La citation suivante traduit clairement son point de vue : « Following Lange, we define Say's Identity as stating that — regardless of the prices and interest with which they are confronted — individuals always plan to use all of their proceeds from the sale of commodities and bonds for the purpose of purchasing other commodities and bonds » <sup>(3)</sup>.

Si la « loi des débouchés » a le sens que Keynes, Patinkin et beaucoup d'autres lui accordent, elle est en contradiction tellement évidente avec ce qu'on peut observer dans la réalité qu'il vaut mieux l'oublier.

Mais il est possible que J.B. Say et les autres auteurs qui, explicitement ou implicitement, se réfèrent à la « loi des débouchés », aient eu quelque chose de tout autre en vue <sup>(1)</sup>. En effet, on a peine à admettre que les auteurs classiques qui, en général, ont très bien observé la réalité, aient négligé si facilement les phénomènes de dépression.

Selon la conception qui prévaudra dans la suite de cet article, la loi de Say implique une référence au long terme. Elle vise alors à exprimer que l'économie, par le *truchement de la formation des prix*, est capable d'absorber tout accroissement de l'offre. Il ne s'agit pas tellement d'un processus de courte période, c'est-à-dire que pendant chaque courte période, toute offre créerait sa propre demande, mais tel sera le cas en longue période, lorsque toutes les adaptations auront été réalisées. Comme on le sait, les auteurs classiques se sont surtout intéressés au long terme et aux équilibres issus des adaptations dans le temps.

Il est très probable que Say lui-même, dans sa « loi des débouchés », ait songé également à la longue période. C'est ainsi que dans le chapitre des « débouchés », il fait l'observation suivante : « C'est donc avec la valeur de vos produits, transformée momentanément en une somme d'argent, que vous achetez, que tout le monde achète les choses dont chacun a besoin. Autrement comment ferait-on pour acheter maintenant en France, dans une année, six ou huit fois plus de choses qu'on n'en achetait sous le règne misérable de Charles VI ? Il est évident que c'est parce qu'on y produit six ou huit fois plus de choses, et qu'on achète ces choses les unes avec les autres » <sup>(2)</sup>.

Si l'on conçoit la loi de Say, ainsi qu'il est indiqué dans ce qui précède, comme une affirmation qui a trait au long terme, cette loi exprime en fait une *condition d'équilibre*. Elle veut alors dire que les quantités offertes et

(1) Cf. J.M. Keynes, *The General Theory of Employment, Interest and Money*, Londres, Macmillan, 1936, p. 18.

(2) J.M. Keynes, *op cit.*, p. 21.

(3) Cf. D. Patinkin, *Money, Interest and Prices*, New York, Harper & Row, 1965, 2<sup>e</sup> édit., p. 193.

(1) D. Patinkin, *op cit.* La note L entérine clairement cette possibilité. Voir également la bibliographie qui y est citée.

(2) Cf. J.B. Say, *Traité d'économie politique*, Paris, 1841, 6<sup>e</sup> édit., p. 139.

demandées sont équilibrées par le mécanisme du marché. « Toute offre crée sa propre demande » signifie alors que les quantités offertes et demandées sont équilibrées dans le cadre d'un — et d'un seul — agencement de rapports de prix et de prix absolus, déterminé par toutes les variables, le stock monétaire inclus.

La théorie de la formation des prix des produits et des facteurs de production nous enseigne que l'équilibre se réalise par le jeu de processus de substitution. Ces processus de substitution sont provoqués par des changements dans les rapports de prix. Tant dans le domaine de la production que dans le domaine de la consommation, ils se manifesteront par la substitution de produits ou de facteurs de production devenus relativement meilleur marché à des produits et des facteurs de production devenus relativement plus chers. Cette adaptation à des conditions d'offre et de demande en évolution, qui se reflète dans des variations des rapports de prix, prend naturellement du temps. C'est bien la raison pour laquelle on a admis que la loi de Say exprime une condition d'équilibre pour le long terme. Par le jeu du mécanisme du marché, toute offre créera sa propre demande à long terme, c'est-à-dire après toutes les adaptations; c'est, à notre sens, la meilleure manière d'interpréter cette loi.

La loi de Say implique en conséquence le jeu du mécanisme des prix. Il est clair aussi que le *nexus* qui, selon Keynes, manquerait, est tout de même présent dans le jeu complexe des relations de prix dont le système d'équilibre walrassien est l'expression.

On voit maintenant pourquoi, en examinant la signification des théories macro-économiques, on a évoqué la loi de Say. Dans les modèles macro-économiques, en effet, les rapports de prix ne jouent en principe aucun rôle. En d'autres termes, on accordera une signification aux théories macro-économiques dans les cas où la loi de Say ne peut jouer. Là où cette loi a un sens, les modèles micro-économiques seront d'actualité.

Avant d'examiner les cas où, par le biais de la formation des prix, la loi de Say peut jouer, il est bon de s'attarder encore un peu au court terme. Dans ce qui précède, nous avons montré à suffisance que la loi de Say a trait au long terme. La longueur de ce

terme, si elle n'est pas si facile à déterminer, est tout de même suffisante pour recouvrir des cycles conjoncturels. La loi de Say n'est donc pas, dans sa signification réelle, en contradiction avec la possibilité d'une sur- ou sous-production générale de nature conjoncturelle.

Néanmoins, il est d'usage de considérer les fluctuations conjoncturelles comme une dérogation à la loi de Say. En soi, il est difficile d'objecter à cette vue, car il est bien exact qu'une fluctuation conjoncturelle ne se concilie pas avec la conception d'équilibre de la loi de Say. Dans les cas de perturbations typiquement monétaires de thésaurisation ou destruction monétaire en période de demande générale déficiente, et de déthésaurisation ou création monétaire en période de demande générale excessive, il est clair que toute offre ne crée pas sa propre demande. On peut cependant considérer que de telles perturbations à court terme ne vont pas à l'encontre de la conception générale de la « loi des débouchés », puisque celle-ci suppose, comme condition d'équilibre dans le long terme, que les fluctuations conjoncturelles soient corrigées par le jeu du mécanisme du marché.

Pour autant qu'il incombe au *mécanisme du marché* d'y remédier, l'effet d'encaisse réelle, longuement étudié par Patinkin, joue un rôle important dans la correction de ces perturbations conjoncturelles (1).

Ce qui est visé par cet effet d'encaisse réelle, c'est que des changements dans le niveau des prix influencent, par le biais d'un changement dans la valeur réelle des encaisses, les dépenses effectives dans le domaine des biens. Ainsi, une hausse de prix entraînera, par une baisse de la valeur réelle des encaisses, une perturbation dans la composition optimale du patrimoine des propriétaires de ces encaisses. Ceux-ci chercheront alors à accroître leurs encaisses — nominales — en diminuant leurs dépenses en biens réels ou en vendant des titres, stimulant ainsi d'autres à limiter leurs dépenses de consommation. C'est ainsi qu'une hausse de prix et/ou une demande excessive peuvent être annihilées. De même, le jeu de cet effet d'encaisse réelle peut corriger

(1) Dans son volumineux ouvrage, ce *real balance effect* est analysé de manière très approfondie. A notre sens, il est très important pour le court terme, sans toutefois s'y limiter.

une baisse de prix ou, de manière connexe, une situation de sous-emploi liée à une baisse de prix.

La meilleure interprétation de cet effet d'encaisse réelle est celle d'une forme spéciale de substitution. Dans la théorie des prix, on entend, par substitution, le remplacement d'un bien par un autre en raison d'une modification dans les rapports de prix. L'effet d'encaisse réelle consiste en une substitution de monnaie et de biens sur base de changements dans de nombreux prix, c'est-à-dire dans le niveau général des prix, de sorte que le rapport entre la valeur de l'argent et des biens se modifie.

Il y a lieu de voir maintenant dans quelle mesure le mécanisme du marché est à même de résorber les perturbations conjoncturelles, ou, en d'autres termes, dans quelles circonstances l'effet d'encaisse réelle peut se manifester. En effet, si le mécanisme du marché n'est pas à même de corriger les perturbations conjoncturelles, il est de nouveau possible d'utiliser des modèles macro-économiques dans lesquels on néglige les processus de substitution.

Nous allons d'abord examiner si, et dans l'affirmative dans quelles circonstances, le mécanisme du marché peut, par le truchement des processus de substitution, amener la loi de Say à s'appliquer dans le long terme. Les perturbations typiquement monétaires, considérées comme relevant du court terme, ne sont pas prises en considération à ce stade. Nous examinerons ensuite la signification du mécanisme du marché en ce qui regarde les perturbations à court terme. Si nous pouvons répondre à ces questions, il sera possible d'éclairer quelque peu la signification des théories macro-économiques.

#### 4. Déséquilibres séculaires.

Le problème à considérer maintenant est celui de savoir si, et dans l'affirmative dans quelles circonstances, la loi de Say peut s'appliquer au long terme par le *truchement de la formation des prix*. Ceci revient à devoir examiner si, et dans l'affirmative dans quelles circonstances, tous les facteurs de production offerts pourront, grâce au jeu de la formation des prix, s'incorporer dans le processus de

production. A cette fin, nous utiliserons un modèle de croissance néo-classique simple pour économie fermée; par hypothèse, le progrès technique y est tenu pour neutre et autonome, tout en se réalisant intégralement dans l'économie (1). Si nous nous limitons à un modèle simple, c'est qu'il suffit à mettre en évidence ce dont nous voulons traiter ici (2).

Soit la fonction de production :

$$y = \gamma l^\alpha k^{1-\alpha} e^{\epsilon t} \quad (1)$$

dans laquelle :  $y$  = volume de la production globale;

$l$  = quantité de travail utilisée;

$k$  = quantité de capital utilisée;

$\gamma$  = coefficient de dimension;

$\alpha$  = élasticité de la production par rapport au facteur travail;

$(1 - \alpha)$  = élasticité de la production par rapport au facteur capital;

$\epsilon$  = taux du progrès technique.

Nous admettons que la population active se développe suivant l'équation :

$$L_t = L_0 \cdot e^{nt} \quad \text{ou} \quad \frac{dl}{dt} \cdot \frac{1}{l} = n \quad (2)$$

Par hypothèse, toute l'offre de travail est incorporée par le jeu du mécanisme du marché.

De plus, on admet que, par le jeu du mécanisme du marché, toutes les sommes épar-

(1) Comparer notamment R.M. Solow, « A Contribution to the Theory of Economic Growth », *The Quarterly Journal of Economics*, Cambridge, Mass., LXX, février 1956, n° 1, pp. 65-94.

(2) Pour un aperçu étendu des modèles de croissance, on se reportera à F.H. Hahn et R.C.O. Matthews, « The Theory of Economic Growth », in *Surveys of Economic Theory*, Londres, Macmillan, II, 1965, XI+271 p.

gnées durant le plein emploi des forces de production se transforment en investissements. Les épargnes sont supposées changer en proportion des changements dans le revenu national. Le taux (constant) d'épargne est désigné par  $s$ .

$$\frac{dy}{dt} \cdot \frac{1}{y} = \alpha \frac{dl}{dt} \cdot \frac{1}{l} + (1 - \alpha) \frac{dk}{dt} \cdot \frac{1}{k} + \varepsilon \quad (4)$$

Si nous introduisons les expressions (2) et (3) dans (4), nous obtenons :

$$\frac{dy}{dt} \cdot \frac{1}{y} = \alpha n + (1 - \alpha) \frac{sy}{k} + \varepsilon \quad (5)$$

L'équation (5) contient encore deux inconnues, à savoir le taux de croissance de la production totale  $\left(\frac{dy}{dt} \cdot \frac{1}{y}\right)$  et le taux de croissance du stock de biens de capital  $\left(\frac{dk}{dt} \cdot \frac{1}{k}\right)$ . Toutefois, si l'on admet qu'à long terme, le

Nous avons alors :

$$\frac{d\eta}{dt} = s \left( \frac{1}{k} \cdot \frac{dy}{dt} - \frac{y}{k^2} \frac{dk}{dt} \right) = \frac{sy}{k} \left( \frac{dy}{dt} \cdot \frac{1}{y} - \frac{dk}{dt} \cdot \frac{1}{k} \right) \quad (b)$$

On arrive à un taux de croissance constant du stock de biens de capital, si  $\frac{d\eta}{dt} = 0$ , ce qui sera le cas lorsque :

$$\frac{dk}{dt} \cdot \frac{1}{k} = \frac{dy}{dt} \cdot \frac{1}{y} \quad (c)$$

Incorporons (c) dans (5), cela nous donne :

$$\frac{dy}{dt} \cdot \frac{1}{y} = n + \frac{\varepsilon}{\alpha} \quad (6)$$

Ainsi, si toute l'offre de capital et de travail est incorporée dans le processus de production, c'est vers ce taux de croissance (6) que l'économie, sur base de ce modèle simple, tendra à long terme. Nous avons donc supposé ici que la loi de Say s'applique réellement par le jeu du mécanisme du marché.

Ce mécanisme, comme nous l'avons déjà vu, amènera, par des processus de substitution,

Nous avons alors :

$$i = sy \text{ ou } \frac{dk}{dt} \cdot \frac{1}{k} = \frac{i}{k} = \frac{sy}{k} \quad (3)$$

Pour déterminer le taux de croissance de la production globale, nous différencions (1) par rapport au temps.

processus économique tend vers un développement équilibré, cela revient à considérer le taux de croissance du stock de biens de capital comme une constante, tout comme d'ailleurs le coefficient du capital. Il en sera ainsi grâce au mécanisme du marché (1). Ce taux constant de croissance du stock de biens de capital dans le développement équilibré — parfois appelé *golden age* — peut aisément se définir (2).

$$\text{Soit } \eta = \frac{dk}{dt} \cdot \frac{1}{k} = \frac{sy}{k} \quad (a)$$

l'intégration de toutes les forces de production. On peut se demander maintenant, et c'est pourquoi le modèle de croissance précédent a été retenu, dans quelles conditions le mécanisme du marché peut atteindre cet objectif.

Puisqu'il s'agit ici de processus à long terme, il n'est pas interdit de supposer que sur tous les marchés règnent des conditions de concurrence suffisante (en réalité, parfaite) et que dès lors les facteurs de production sont rémunérés en fonction de leur productivité marginale. La mise en action des processus de substitution par les changements dans les rapports de prix signifie, dans le cadre du modèle employé, l'intégration complète du travail et du capital par le truchement des changements éventuellement nécessaires dans le rapport entre coût du travail et coût du capital.

(1) Cf. F. de Roos en D.B.J. Schouten, *Groetheorie*, Haarlem, F. Bohn, 1960, p. 128.

(2) Cf. P.D.F. Strijdom, *Effekte van Internasionale kapitaalbeweginge*, 1965, p. 53.

Incidentement, on peut faire à cet égard la remarque suivante. On admet assez généralement que, dans les économies occidentales, pour des raisons institutionnelles, les salaires réels ne peuvent baisser. A supposer que ce soit exact, on ne peut en conclure que les processus de substitution entre le capital et le travail, s'ils impliquent une baisse des coûts salariaux, ne pourront se produire. En effet, aussi longtemps que l'accumulation du capital et le progrès technique se poursuivront, les coûts salariaux par unité produite pourront baisser si la hausse des salaires monétaires réels reste en deçà de l'augmentation de la productivité du travail. En général, dans une économie en croissance, et même si les salaires réels sont rigides à la baisse, on pourra donc aboutir à une incorporation complète du facteur travail par le mécanisme du marché, abstraction faite, toute adaptation demandant du temps, des phénomènes de transition.

Les facteurs de production travail et capital peuvent donc être incorporés dans le processus de production par le biais des changements éventuellement nécessaires dans la relation de leurs taux de rémunération <sup>(1)</sup>. Une condition essentielle est naturellement que ces taux de rémunération puissent également changer et cela, dans les deux sens. Ce n'est, à vrai dire, pas toujours le cas. On peut négliger à cet égard, comme on l'a observé, la possibilité d'imperfections dans la concurrence puisque l'optique adoptée est exclusivement celle du long terme. Mais d'autres éventualités peuvent entraver le processus nécessaire de substitution provoqué par les changements dans le rapport des taux de rémunération.

On pourrait songer d'abord aux limites des possibilités dans le domaine technique. Il se peut qu'on ne connaisse pas de technique permettant d'utiliser tous les facteurs de production. On pourrait notamment concevoir qu'il ne soit pas possible d'organiser la production avec un recours si intensif au facteur travail qu'une large population active puisse être employée entièrement avec un stock de biens de capital relativement réduit au regard des normes occidentales. Nous reviendrons plus loin sur cette question, qui est surtout d'actua-

lité pour les pays en voie de développement. Dans la fonction de production utilisée, on ne prévoit pas cette possibilité d'une limitation du nombre des techniques. En fait, il faudra bien supposer que, dans les économies occidentales, cette fonction a une réalité suffisante <sup>(1)</sup> mais seulement dans le cadre des rapports de disponibilité entre le travail et le capital « propres » à ces économies.

En second lieu, d'autres causes que les causes techniques peuvent entraver le processus de substitution. A cet égard, il faut relever l'importance des taux de rémunération.

A long terme, le taux de rémunération du capital ( $pk$ ) tendra vers la productivité marginale du capital. Si le niveau des prix des produits finis est  $p$ , on aura alors :

$$pk = \frac{\partial y}{\partial k} \cdot p = (1 - \alpha) \frac{y}{k} \cdot p \quad (7)$$

Le rendement du capital ( $r$ ) devient alors :

$$r = \frac{pk}{p} = (1 - \alpha) \frac{y}{k} \quad (8)$$

A l'aide des équations (a), (c) et (6), on peut déterminer la valeur  $\frac{y}{k}$  dans le développement équilibré. Introduit dans (8), cela donne :

$$r = \frac{(1 - \alpha) (n + \frac{\varepsilon}{\alpha})}{s} \quad (9)$$

Le rendement du capital à atteindre dans le *golden age* dépend donc de l'accroissement en pourcentage de la population active ( $n$ ), du progrès technique ( $\varepsilon$ ) et du taux d'épargne ( $s$ ).

Il est possible cependant que les facteurs qui déterminent le rendement du capital, s'agencent de telle sorte que ce rendement tombe au-dessous du rendement minimum désiré. On sait, depuis la parution de la *General Theory* de Keynes, qu'un tel taux d'intérêt minimum ( $r \text{ min.}$ ) existe dans chaque économie. Si  $r \leq r \text{ min.}$  du fait, par exemple, qu'avec un taux d'épargne élevé, l'augmentation de la population est de peu d'importance et/ou que

<sup>(1)</sup> Dans le modèle simple, nous n'avons retenu qu'un produit. S'il y a plusieurs produits, il peut encore y avoir des substitutions par le biais de la consommation.

<sup>(1)</sup> Cf. « Méthodes de prévisions du développement économique à long terme », *Informations statistiques*, Office statistique des Communautés européennes, Bruxelles, n° 6, novembre-décembre 1960, pp. 535-641.



l'évolution technique stagne, le mécanisme du marché ne peut plus jouer alors de manière satisfaisante. Les épargnes réalisées en période de plein emploi des forces productives ne seront plus investies. Le taux d'intérêt a, en effet, déjà atteint son minimum institutionnel; il ne peut plus baisser et les épargnants ne souhaiteront plus investir leurs épargnes, si le rendement attendu est inférieur au minimum institutionnel.

Devant une telle situation, qu'on pourrait qualifier de situation de surabondance absolue de capital, la loi de Say perd sa validité. La formation des prix ne peut plus garantir alors que toute offre crée sa propre demande. Par la nature des choses, il n'y a plus à ce moment de croissance économique. L'économie stagne en raison d'une surabondance de capital.

On pourrait imaginer un autre cas extrême. Ce serait celui où la proportion dans laquelle le travail et le capital sont disponibles, est tellement défavorable pour le travail que les salaires réels se situent au minimum vital, alors que l'intégralité de la main-d'œuvre n'est pas incorporée dans le processus de production. Cette situation, qu'on pourrait qualifier de situation de rareté absolue de capital, est caractéristique dans de nombreux pays en voie de développement. Ici également, le mécanisme du marché ne peut conduire à la vérification de la loi de Say, parce que les salaires, en dépit du chômage croissant, ne peuvent descendre au-dessous du minimum vital. Ici encore l'économie présentera des signes de stagnation.

Dans le cas de stagnation due soit à une surabondance absolue de capital, soit à une rareté absolue de capital, le mécanisme de la formation des prix ne joue donc plus d'une manière satisfaisante. Les rapports de prix, notamment entre le capital et le travail, ne changent plus ou si des changements s'y opèrent, ils n'ont pas de signification particulière parce qu'ils ne peuvent induire de processus de substitution. Ici, les théories macro-économiques sont donc valables.

Si, par contre, on se trouve dans une économie en croissance ou dans le cas limite d'une économie stationnaire sans chômage, le processus de la formation des prix peut fonctionner et, à long terme, il fonctionnera. La loi de Say est, en l'occurrence, valable. Par des adaptations dans les rapports de prix, toute offre créera alors à long terme sa propre demande.

La validité des théories macro-économiques sera moindre dans ce cas, parce que ces théories ne tiennent pas compte de facteurs réels de l'évolution économique, à savoir les processus de substitution dus aux changements dans les rapports de prix. Dans les économies en croissance, la tâche de la théorie économique — « savoir pour prévoir pour pourvoir » — sera le mieux remplie par l'utilisation de modèles micro-économiques.

##### 5. Déséquilibres conjoncturels.

Même dans les économies en croissance, où la loi de Say peut fort bien s'appliquer à long terme, des déséquilibres se manifestent à court terme, appelés, pour la facilité, déséquilibres conjoncturels. Nous avons vu que, jusqu'à un certain point, ces déséquilibres peuvent être considérés comme des dérogations à la loi de Say.

Supposons que, dans une économie qui, à long terme, est en croissance, une dépression conjoncturelle ait lieu. Les causes d'une semblable dépression ne nous intéressent pas ici. Il est possible que, durant une dépression cyclique, les salaires et les prix ne baissent pas. Par la force des choses, il n'y aura pas non plus de processus de substitution, de sorte que les facteurs de production réduits au chômage ne pourront donc pas être incorporés par le jeu du mécanisme du marché.

Il est cependant plus probable que, durant une dépression, les salaires et les prix baissent par suite du chômage et des difficultés de débouchés des entreprises. Il est toutefois évident que la baisse des salaires et des prix sera d'importance approximativement égale, si bien que se produit le phénomène du *involuntary unemployment* analysé par Keynes. La substitution, due aux changements dans les rapports de prix, n'a dès lors pas lieu.

De même, l'effet d'encaisse réelle, que nous avons appris à connaître comme une forme spéciale de substitution, ne pourra pas jouer comme facteur rééquilibrant. Il va de soi, en effet, qu'une baisse des prix ouvre la perspective d'autres baisses de prix. On n'augmentera donc pas les dépenses du fait de l'accroissement de la valeur réelle des encaisses, mais, au contraire, on les contractera.

Il ressort de tout ceci que les théories macro-économiques permettent le mieux d'étudier l'évolution de l'économie durant une

dépression conjoncturelle. Dans ce cas, le rôle des rapports de prix est nul ou réduit, si bien que les modèles micro-économiques ne sont pas indiqués.

La question se présente d'une manière quelque peu différente dans le cas d'un processus d'expansion conjoncturelle dans une économie en croissance. Un tel processus est, en règle générale, lié à des hausses de prix. L'inflation de la demande s'accompagne généralement d'une inflation des coûts, la première étant la cause principale d'inflation <sup>(1)</sup>.

Il est d'usage d'analyser les processus inflationnistes, spécialement les hausses de prix, à l'aide des théories macro-économiques. Nous y reviendrons dans le paragraphe suivant, lorsque nous traiterons de la théorie monétaire. En soi, il est compréhensible que les phénomènes inflationnistes soient analysés à l'aide de modèles macro-économiques et ce n'est pas une erreur de le faire. On peut toutefois ajouter d'autres considérations si on examine ce qui se passe dans l'économie en général.

Lorsqu'une inflation de la demande se produit, la loi de Say subit évidemment une dérogation. En effet, on se trouve alors — contrairement à ce qui est exprimé dans cette loi — en présence d'un pouvoir d'achat dont l'origine ne se situe pas dans l'offre de biens et de services, mais qui résulte de la création monétaire et/ou de la déthésaurisation. Toutefois, on ne peut en conclure que, dans ce cas également, pour analyser l'évolution de l'économie l'utilisation des théories macro-économiques soit la plus indiquée. Il s'avère en effet que les rapports de prix et les changements qui s'y opèrent continuent à jouer un rôle important dans une économie sujette à des poussées inflationnistes.

Du point de vue macro-économique, un développement inflationniste du type courant dans les économies occidentales, ne paraît pas influencer sensiblement le processus économique. Au terme d'une analyse approfondie, van Muiswinkel conclut : « Een gematigde inflatie laat de besparingen onaangetaast of beïnvloedt deze positief...

» Tevens kan tot de slotsom worden gekomen, dat de positieve en negatieve invloeden van prijsstijgingen op de investeringen elkaar

ongeveer opheffen, zodat de invloed van inflatie op de investeringen per saldo nihil genoemd kan worden » <sup>(1)</sup>.

À l'intérieur du cadre général de l'économie qui n'est donc pas influencé de manière sensible par les processus inflationnistes, les phénomènes micro-économiques continuent à se manifester. Les changements dans les rapports de prix semblent donc jouer un rôle important. C'est notamment à tort qu'on croit que, durant les périodes d'inflation, tous les prix haussent dans des proportions approximativement identiques. Ainsi, aux Pays-Bas, on a enregistré, entre 1948 et 1965, des hausses très différenciées dans les prix de gros <sup>(2)</sup>. Durant cette période, l'indice général s'est accru de 56 p.c., l'indice des prix des produits alimentaires et des biens de consommation, de 64 p.c., tandis que pour les produits chimiques, l'accroissement n'était que de 31 p.c.

Les changements dans les rapports de prix qui se produisent en période d'inflation, correspondent naturellement aux développements divergents des conditions de la demande et de l'offre des divers biens; ces développements n'ont aucun lien avec l'inflation et le fait qu'ils puissent se manifester durant une inflation, a, sans conteste, son importance pour une évolution normale des mécanismes économiques. Nous avons vu en effet que les processus de substitution, fréquemment nécessaires pour opérer l'intégration de toutes les forces productives, exigent une flexibilité des prix et des rémunérations dans les deux sens. Toutefois, une relative rigidité, à la baisse, des prix et des rémunérations est fréquente. Si, durant une inflation, certains prix et certaines rémunérations haussent plus fortement que d'autres, on enregistre des changements dans les rapports de prix sans que la nécessité de baisses en termes absolus se fasse sentir. Les processus de substitution éventuellement nécessaires en sont facilités.

Il n'est pas impossible que les changements dans les rapports de prix survenant au cours d'une inflation, par une évolution similaire à celle qui se produit en l'absence de perturbations monétaires, soient favorisés par le facteur d'équilibre qui, dans une telle situation,

<sup>(1)</sup> Cf. M. Bronfenbrenner et F.D. Holzman, « A Survey of Inflation Theory », in *Surveys of Economic Theory*, Londres, Macmillan, I, 1965, p. 78 sq.

<sup>(1)</sup> Cf. L.F. van Muiswinkel, *Inflatie en economische groei*, 1967, p. 45.

<sup>(2)</sup> Cf. *Statistisch Zakboek*, Centraal Bureau voor de Statistiek, Zeist, De Haan, 1966, p. 148.

peut résulter de l'effet d'encaisse réelle. En effet, la hausse des prix accentue le besoin d'encaisses nominales. L'effet d'encaisse réelle entraînera alors l'absorption, par les encaisses des sujets économiques, de la monnaie nouvellement créée ou des liquidités libérées par la déthésaurisation. Une nouvelle situation d'équilibre s'établit par ce canal.

A vrai dire, en pratique, cet effet d'encaisse réelle ne pourra pas toujours jouer avec la même force. On suppose, en effet, que le stock monétaire demeure constant et ne s'accroît pas de nouveau par suite de la hausse des prix. On présume, de plus, que la hausse des prix n'entraîne pas de nouvelles déthésaurisations. Ces hypothèses ne se vérifient pas toujours entièrement, si bien que l'effet d'encaisse réelle ne conduit pas toujours au rétablissement de l'équilibre.

Il ressort de manière évidente de ce qui précède que l'analyse théorique de l'économie en expansion conjoncturelle ne peut se passer de l'analyse micro-économique. Un modèle macro-économique qui ne tient pas compte des modifications dans les rapports de prix, n'est pas valable pour remplir les tâches essentielles de la théorie économique, soit « savoir pour prévoir pour pourvoir ».

## 6. Synthèse : la macro-économie comme théorie des agrégats.

Nous avons vu que les théories macro-économiques sont surtout importantes pour analyser le processus économique, en même temps que pour prévoir et influencer sur l'activité économique, si les circonstances de fait s'y prêtent. Nous pouvons notamment conclure à l'importance des modèles macro-économiques pour la réalisation d'une ou de plusieurs tâches de la science économique, lorsqu'il s'agit d'économies stagnantes ainsi que d'économies qui, tout en étant en croissance à long terme, sont sujettes à des dépressions conjoncturelles.

Par contre, dans le cas d'économies qui ne présentent pas de signes de stagnation, mais qui sont caractérisées par un équilibre complètement stationnaire ou en croissance, on peut recourir à une théorie micro-économique. Il en va de même, comme nous l'avons vu, dans le cas où ces économies en croissance sont sujettes à des pressions inflationnistes. En fait,

ceci revient à souligner, dans la plupart des cas, la pertinence, pour les économies occidentales, généralement en croissance, des seules théories micro-économiques; les théories macro-économiques n'y sont valables que dans les périodes de dépression, considérées comme anormales.

Il ne faut toutefois pas perdre de vue que ces conclusions présupposent que la différence entre les théories micro-économiques et macro-économiques réside dans le fait qu'elles tiennent compte ou non des rapports de prix et que ces rapports de prix peuvent être importants pour l'analyse de la réalité. C'est de ces prémisses que découle la signification de fait assez restreinte des théories macro-économiques.

En conclusion des considérations sur la signification des théories macro-économiques, nous pourrions faire encore une autre observation.

Il est évident que les théories macro-économiques sont, en premier lieu, des théories qui utilisent des agrégats. Même si l'on s'accorde totalement sur la pertinence, dans les circonstances décrites, des théories micro-économiques pour expliquer l'évolution de l'économie, du fait de l'importance incontestable des rapports de prix, on rencontre néanmoins des problèmes requérant une approche macro-économique, parce qu'ils concernent l'économie dans son ensemble. On peut en donner quelques exemples.

La théorie monétaire est depuis longtemps une théorie macro-économique. Elle étudie les phénomènes qui ont trait à la monnaie ou qui y sont liés et cela au niveau de l'économie dans son ensemble. Il est évident que c'est la seule manière de parler avec discernement des problèmes concernant la monnaie, les mécanismes monétaires et la valeur de la monnaie, qui, incontestablement, remplit ses fonctions au niveau de l'économie dans son ensemble; elle en tire d'ailleurs sa signification. La discussion sur l'inflation l'a déjà souligné. Nous avons vu alors, en effet, que, dans les économies en croissance soumises à une expansion conjoncturelle, la signification des modèles micro-économiques est incontestable, mais que néanmoins dans le cas du phénomène inflationniste l'approche macro-économique s'indique.

De même, la théorie de la conjoncture et celle de la balance des paiements sont des

exemples typiques de théories macro-économiques. Elles le sont par nature, la conjoncture et la balance des paiements étant des phénomènes qui concernent l'économie entière.

La politique qui, dans les économies modernes, est suivie en ces domaines, à savoir la politique monétaire, la politique conjoncturelle et la politique de la balance des paiements, s'appuie donc sur les théories macro-économiques. Il ressort toutefois de l'application de mesures concrètes — telles que les récentes mesures de politique de crédit et de gestion financière de l'Etat aux Pays-Bas — que ces mesures ne manquent pas d'influencer les agents économiques individuels de manière très divergente. Ceci signifie que les analyses macro-économiques dans ces trois domaines de la théorie économique doivent se compléter par des modèles micro-économiques lorsqu'il s'agit de trouver des fondements satisfaisants à la politique à suivre dans des situations où les rapports de prix sont importants.

On trouve un dernier exemple de théorie macro-économique, au sens de modèles qui utilisent des agrégats, dans la théorie de la croissance. D'ailleurs, dans ce qui précède, nous nous sommes déjà servi d'un tel modèle.

Les phénomènes de la croissance économique sont tout d'abord importants pour l'économie entière. Il va donc de soi qu'on les étudie, au niveau de l'économie, par la construction de modèles de croissance macro-économiques. Cette méthode permet de se faire une idée des facteurs qui, dans l'économie, déterminent la croissance économique, ainsi que des interrelations de ces facteurs. Les

théories de croissance macro-économiques du type néo-classique, qui incorporent dans leurs modèles des modifications dans les rapports de rémunération des facteurs de production, tiennent donc compte de la possibilité de processus de substitution. Cela ne les empêche pas de rester des théories macro-économiques parce qu'elles supposent que le nombre de biens produits est limité à un seul produit ou un petit nombre de produits. C'est dire qu'elles se meuvent à un haut degré d'abstraction.

En réalité, les mécanismes de la croissance économique affectent les agents économiques individuels et embrassent un grand nombre de produits. Pas plus que du cadre macro-économique dans lequel s'accomplit la croissance, on ne pourra donc se passer de l'analyse micro-économique <sup>(1)</sup>.

Nous pouvons nous résumer de la manière suivante. Les théories macro-économiques s'appliquent d'abord aux économies en stagnation, quelle que soit la cause de celle-ci, et aux économies qui subissent une dépression conjoncturelle. Elles s'appliquent également aux économies qui ne connaissent pas de telles circonstances, considérées comme anormales; il s'agit alors d'analyser des problèmes qui, par leur nature, concernent l'économie dans son ensemble. La plupart du temps, toutefois, il faudra compléter les théories macro-économiques par des théories micro-économiques en vue d'asseoir la politique économique à suivre sur des fondements valables.

---

<sup>(1)</sup> Comme exemple d'une telle analyse, il faut citer H.C. Wytzes, *Ondernemingsgroei en ondernemingsstrategie*, 1967.

## RAPPORT DU FONDS DES RENTES : ANNEE 1966

Dans l'ensemble, l'activité économique en Belgique s'est encore développée en 1966, quoique à un rythme non uniforme.

L'accélération de la production et de la demande qui s'était manifestée pendant les premiers mois, s'est progressivement ralentie dans le courant de l'année. Cette transformation du climat conjoncturel de l'économie s'est opérée sous l'influence notamment de l'atténuation des pressions inflationnistes dans divers pays étrangers.

En raison de l'accélération de l'expansion au début de l'année, les autorités monétaires ont été amenées à rétablir des limitations quantitatives à l'expansion des crédits aux entreprises et particuliers. Le maintien de ces limitations s'est recommandé en cours d'année, nonobstant les incertitudes de la conjoncture, en raison notamment de la persistance de tensions sur les marchés de fonds et du déficit de la balance des opérations courantes avec l'étranger.

A l'instar des marchés monétaires des principaux pays étrangers, le marché du court terme s'est resserré en Belgique.

L'offre de fonds a été affectée par la détérioration des opérations avec l'étranger, tandis que la demande de fonds a été très importante en raison de l'expansion rapide des crédits aux entreprises et particuliers et des besoins du Trésor qui, bien qu'en régression, sont demeurés élevés. Il en est résulté des tensions dans les divers compartiments du marché qui se sont traduites notamment par une hausse marquée des taux d'intérêt. Celle-ci a été entérinée par l'Institut d'émission : le 2 juin, la Banque

Nationale a porté son taux d'escompte pour les traites acceptées domiciliées en banque de 4,75 à 5,25 p.c., et le 27 octobre, elle a relevé le taux de ses avances sur effets publics émis à maximum 130 jours, de 5,75 à 6 p.c.

Sous l'effet du resserrement du marché monétaire, les ressources que le Fonds des Rentes a pu se procurer dans le marché par l'émission de certificats, se sont réduites. De ce fait, et bien que son portefeuille de valeurs cotées n'ait augmenté que de 0,1 milliard d'une fin d'année à l'autre, le Fonds a dû souvent se présenter comme emprunteur sur le marché du « call money » et faire usage de son compte d'avances auprès de la Banque Nationale.

L'encours des certificats émis par le Fonds est revenu, de la fin de décembre 1965 à la fin de décembre 1966, de 5,9 à 4,5 milliards. Toutefois, pour apprécier exactement cet encours, il convient d'en déduire celui des certificats de trésorerie de la tranche B.

On rappellera ici que ces derniers certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957 par la conversion, à concurrence de un tiers environ, de la dette publique à court terme logée obligatoirement dans les banques. Ces certificats doivent être détenus en totalité par les banques et le Fonds des Rentes. A leur échéance, les certificats B détenus par les banques sont souscrits, au profit du Trésor, par le Fonds des Rentes, mais celui-ci peut, dans le cadre de ses adjudications hebdomadaires de certificats, les céder aux banques adjudicataires par priorité à ses propres certificats. En règle générale

cependant, le Fonds des Rentes ne cède pas tous les certificats B en sa possession mais en conserve un certain montant en vue de son recours éventuel aux avances de la Banque Nationale.

L'encours moyen journalier des émissions nettes de certificats par le Fonds des Rentes a évolué de la façon suivante :

Tableau I.

Moyennes journalières <sup>1</sup>	Certificats émis	Certificats B en portefeuille	Emission nette
	(millions de francs)		
1965 Décembre .....	6.344	1.470	4.874
Année .....	7.776	1.622	6.154
1966 Janvier .....	7.256	2.324	4.932
Février .....	7.376	2.233	5.143
Mars .....	7.913	2.314	5.599
Avril .....	8.524	2.337	6.187
Mai .....	7.852	2.633	5.219
Juin .....	7.653	2.638	5.015
Juillet .....	7.052	2.736	4.316
Août .....	5.943	2.253	3.690
Septembre .....	5.526	2.679	2.847
Octobre .....	5.757	2.358	3.399
Novembre .....	5.541	2.196	3.345
Décembre .....	5.252	2.423	2.829
Année .....	6.799	2.428	4.371

<sup>1</sup> Calculées sur la base du nombre total de jours du mois.

Alors qu'il avait fortement progressé en 1965, l'encours journalier moyen des certificats du Fonds s'est situé tout au long de l'année 1966, et particulièrement au second semestre, à un niveau inférieur à celui des périodes correspondantes de 1965. Cette évolution doit être attribuée à la faiblesse des souscriptions qui n'ont totalisé, pour l'ensemble du second semestre, que 17.894 millions au regard d'échéances qui se sont élevées à 21.973 millions. En fin d'année, l'encours net des émissions (certificats du Fonds des Rentes moins certificats « B » détenus par le Fonds) s'établissait à 1.255 millions.

Le taux d'intérêt a d'abord été ramené de 5,15 p.c. lors de la première adjudication de janvier à 5 p.c. en février. Le Fonds des Rentes a été amené à majorer, à partir du milieu du mois de mars, le taux d'intérêt bonifié aux souscripteurs de ses certificats. Les hausses progressives ultérieures l'ont toutefois porté, à la dernière adjudication de 1966, à 6,15 p.c. L'augmentation du taux d'adjudication entre le début et la fin de l'année a atteint 1 p.c., alors qu'en 1965, le taux avait, au contraire,

diminué de 0,10 p.c.; encore cette diminution masquait-elle le fait que des réductions plus importantes avaient été enregistrées dans le courant de l'année.

Une légère modification a été apportée à la fin d'août 1966 aux modalités des adjudications : depuis cette date, les souscriptions doivent porter sur un minimum de 1 million de francs, contre 250.000 francs auparavant.

Le Fonds des Rentes intervient également dans le marché des certificats de trésorerie à court terme autres que ceux de la tranche B. Bien qu'à la fin de 1966, tout comme un an auparavant, le Fonds ne détenait pas de certificats de ce genre, il s'est porté acheteur de ceux-ci dans le courant de l'année, à plusieurs reprises, uniquement pour de courtes périodes, opérant ainsi une action de régularisation conformément à une politique d'open market et à l'exclusion de toute intervention directe ou systématique au profit du Trésor.

Sur le marché de l'argent au jour le jour, les fonds traités ont diminué. La réduction de l'offre comparativement à 1965, à partir du deuxième trimestre, a reflété essentiellement la diminution des apports du Fonds des Rentes qui, de prêteur net au premier semestre, est devenu presque exclusivement emprunteur pour des montants importants au second semestre. Cette modification de la position du Fonds a traduit le resserrement de sa trésorerie par suite de la contraction de l'encours de ses certificats en circulation. Les prêts nets du Fonds ont atteint la moyenne journalière de 155 millions au premier semestre, alors que ses emprunts nets se sont élevés au second semestre à 1.225 millions en moyenne par jour. Par solde et pour l'ensemble de l'année, le Fonds des Rentes a donc été emprunteur net de call money pour 541 millions. En 1965, au contraire, les prêts nets du Fonds avaient atteint la moyenne journalière de 717 millions.

Les taux de l'argent au jour le jour ont ainsi accusé une hausse comparativement à 1965. La moyenne pondérée des taux journaliers notés sur le marché est passée, d'une année à l'autre, de 3,17 à 3,88 p.c.

La diminution des ressources mises à la disposition du Fonds des Rentes explique également qu'il n'a guère eu d'avoir en compte à la Banque Nationale, mais que, au contraire, il a eu, à plusieurs reprises, recours à la Banque.

Tableau II.

**Evolution des cours de quelques rentes types pendant l'année 1966**

	Moyenne des cours janvier 1966	Cours extrêmes		Moyenne des cours décembre 1966
		Plus bas	Plus haut	
4 % Unifiée, I .....	98,695	98,10	98,70	98,20
4 1/2 % Belge 1953-1968 .....	99,071	97,90	99,30	98,80
4 1/2 % Belge 1954-1972 .....	95,066	93,40	95,30	93,947
4 1/4 % Belge 1954-1974, I .....	93,147	91,90	93,30	92,257
5 % Belge 1958-1968 .....	98,757	97,20	99,30	99,004
4 3/4 % Belge 1959-1971 .....	96,476	95,40	96,50	95,661
5 1/4 % Belge 1960-1970, II .....	100,676	98,70	100,80	100,028
5 1/4 % Belge 1961-1970-1973 <sup>1</sup> .....	100,709	99,40	101,60	100,838
5 % Belge 1962-1967-1972-1977-1982, I .....	99,766	99,10	100,10	99,804
5 % Belge 1963-1973-1978-1983, I .....	93,242	92,10	94,00	93,376
6 1/4 % Belge 1964-1969-1974, I .....	99,471	97,80	99,60	98,214
6 1/4 % Belge 1965-1970-1976 .....	98,880	97,20	99,00	98,447
6 1/4 % Belge 1966-1971-1976, I <sup>2</sup> .....	—	96,80	97,60	97,238
4 % Lots 1941 .....	857,047	792,00	860,00	808,42
4 % Chem. de Fer 1955-1975, II .....	90,728	90,10	90,80	90,10
4 % priv. Chem. de Fer, tranche belge .....	512,762	467,00	515,00	479,571
4 3/4 % R.T.T. 1959-1970 .....	97,400	95,10	97,40	96,433

<sup>1</sup> 5 1/4 % à partir du 19 juin 1966.

<sup>2</sup> Admis aux cotations officielles le 25 juillet 1966.

Tableau III.

**Evolution des rendements de quelques valeurs**

	15 décembre 1965		3 janvier 1966		15 décembre 1966	
4 % Unifiée, I .....	98,60	4,04	98,60	4,04	98,20	4,05
4 1/2 % Belge 1953-1968 .....	98,90	5,48	98,90	5,49	98,80	6,07
4 1/2 % Belge 1954-1972 .....	95,00	5,85	95,00	5,86	94,00	6,34
4 1/4 % Belge 1954-1974, I .....	93,10	5,91	93,20	5,90	92,30	6,30
5 % Belge 1958-1968 .....	98,90	5,28	99,00	5,24	98,90	5,42
4 3/4 % Belge 1959-1971 .....	96,50	5,46	96,50	5,47	95,80	5,81
5 1/4 % Belge 1960-1970, I .....	90,50	5,28	99,10	5,39	98,30	5,71
5 1/4 % Belge 1961-1970-1973 <sup>1</sup> .....	100,70	4,00	100,60	4,07	100,80	5,63
5 % Belge 1962-1967-1972-1977-1982, I .....	99,80	4,82	99,60	5,00	99,80	3,49
5 % Belge 1963-1973-1978-1983, I .....	93,70	5,25	93,60	5,27	93,20	5,49
6 1/4 % Belge 1964-1969-1974, I .....	100,00	5,17	99,60	5,31	98,30	5,95
6 1/4 % Belge 1965-1970-1976 .....	98,50	5,59	98,80	5,51	98,40	5,68
6 1/4 % Belge 1966-1971-1976, I <sup>2</sup> .....	—	—	—	—	97,20	5,97
4 % Chem. de Fer 1955-1975, II .....	90,50	5,85	90,70	5,82	90,10	6,11
4 3/4 % R.T.T. 1959-1970 .....	97,00	5,41	97,40	5,30	96,40	5,77

<sup>1</sup> 5 1/4 % à partir du 19 juin 1966.

<sup>2</sup> Admis aux cotations officielles le 25 juillet 1966.

**Emissions d'emprunts.**

Les pouvoirs publics et les institutions d'intérêt public ont émis, par souscription publique, en 1966, les emprunts figurant au tableau IV.

Il y a lieu d'ajouter, aux émissions précitées, les titres de la *treizième tranche des obligations à 6,50 p.c., d'ensemble 115.113.000 francs*, remises aux sinistrés par la *Caisse*

*Autonome des Dommages de Guerre*, du 1<sup>er</sup> octobre 1965 au 30 septembre 1966.

Ces obligations ont été admises aux cotations officielles le 3 mai 1966.

La *Fondation Nationale pour le Financement de la Recherche Scientifique* a commencé le 1<sup>er</sup> avril 1966 l'émission au taux de 2 p.c. l'an et au pair, d'une septième tranche de 300.000.000 francs de son emprunt 1960-1999.

Tableau IV.

**Emissions d'emprunts**

Emprunts	Date d'émission	Nominal (millions de francs)	Taux nominal (pour cent)	Durée	Prix d'émission	Prix de remboursement	Rendement pour le souscripteur
							(pour cent)
Emprunt belge 1966-1971-1976 .....	9/ 2	10.000	6,25	5 ou 10 ans	99,25	100	6,43
			5 premières années			après 5 ans	après 5 ans
			6,50			102	6,61
			5 dernières années			après 10 ans	après 10 ans
Ville de Gand 1966-1973-1981 .....	10/ 3	1.000	6,50	7 ou 15 ans	99,00	100	6,68
			7 premières années			après 7 ans	après 7 ans
			6,70			102	6,77
			8 dernières années			après 15 ans	après 15 ans
Ville de Liège 1966-1973-1981 .....	10/ 3	1.000	6,50	7 ou 15 ans	99,00	100	6,68
			7 premières années			après 7 ans	après 7 ans
			6,70			102	6,77
			8 dernières années			après 15 ans	après 15 ans
Crédit Communal de Belgique 1966-1974-1981 ...	4/ 4	2.000	6,50	8 ou 15 ans	99,25	100	6,62
			8 premières années			après 8 ans	après 8 ans
			6,70			102	6,73
			7 dernières années			après 15 ans	après 15 ans
Emprunt belge 1966-1971-1976, 2 <sup>e</sup> série .....	9/ 5	9.200	6,25	5 ou 10 ans	99,00	100	6,49
			5 premières années			après 5 ans	après 5 ans
			6,50			102	6,64
			5 dernières années			après 10 ans	après 10 ans
Régie des Télégraphes et des Téléphones 1966-1972-1978 .....	22/ 6	2.500	6,50	6 ou 12 ans	99,00	100	6,71
			6 premières années			après 6 ans	après 6 ans
			6,75			102,50	6,87
			6 dernières années			après 12 ans	après 12 ans
Emprunt belge 1966-1972-1978 .....	12/ 9	12.110	6,75	6 ou 12 ans	100,00	100	6,75
			6 premières années			après 6 ans	après 6 ans
			7,00			101	6,90
			6 dernières années			après 12 ans	après 12 ans
Ville d'Anvers 1966-1976 ...	10/10	2.000	7,00	10 ans	99,00	100	7,15
							après 10 ans
Intercommunale pour l'Auto-route E3 1966-1978 .....	7/11	3.500	7,00	12 ans	99,00	100	7,13
							après 12 ans
Société Nationale des Chemins de fer belges 1966-1972-1978 .....	8/12	2.000	6,75	6 ou 12 ans	99,00	100	6,96
			6 premières années			après 6 ans	après 6 ans
			7,00			101	7,03
			6 dernières années			après 12 ans	après 12 ans
Société Nationale de Crédit Professionnel 1966-1973-1978 .....	28/12	500	7,00	7 ou 12 ans	99,50	100	7,09
						après 7 ans	après 7 ans
						101	7,12
		45.810				après 12 ans	après 12 ans

Le tableau ci-dessus fait abstraction des émissions au robinet des institutions d'intérêt public.

Le montant net des appels publics au marché des capitaux en 1966 s'élève donc à 33,1 milliards (émissions : 45,8 milliards moins remboursements : 12,7 milliards), contre : 37,1 milliards en 1965; 24,9 milliards en 1964; 20,3 milliards en 1963; 22,2 milliards en 1962; 20,6 milliards en 1961.

Tenant compte des mouvements du portefeuille du Fonds des Rentes, on obtient les chiffres ci-après :

	1965	1966
	(milliards de francs)	
Emissions .....	46,2	45,8
Remboursements .....	- 9,1	- 12,7
	37,1	33,1
Solde des opérations effectuées en bourse et dont le Fonds des Rentes a été la contrepartie ...	+ 0,5	+ 0,1
	37,6	33,2



Tableau V.

**Radiations et remboursements effectués en 1966**

15/ 1	4 ¼ % Emprunt belge 1956-1971 : — remboursement anticipé .....	2.618.742.000
23/ 1	5 ¼ % Société Nationale des Chemins de fer belges 1961 à 5 ou 10 ans : — remboursement anticipé .....	307.443.000
27/ 2	5 ¼ % Société Nationale de Crédit à l'Industrie 1961 à 5 ou 10 ans : — remboursement anticipé .....	102.658.000
19/ 3	4 ¼ % Société Nationale des Chemins de fer belges 1956-1971 : — remboursement anticipé .....	299.194.000
18/ 4	5 ¼ % Régie des Télégraphes et des Téléphones 1961 à 5 ou 10 ans : — remboursement anticipé .....	445.194.000
30/ 4	4 ¼ % Régie des Télégraphes et des Téléphones 1956 à 10 ou à 15 ans : — remboursement anticipé .....	516.254.000
15/ 5	4 ¼ % Ville d'Anvers 1956-1966-1971 : — remboursement anticipé .....	310.650.000
18/ 6	5 ¼ % Emprunt belge 1961-1973 : — remboursement anticipé .....	2.173.690.000
20/ 6	5 ½ % Obligations Crédit Communal 1958-1966 : — admis en paiement de souscriptions à l'emprunt 6 ½ % Crédit Com- munal 1966-1974-1981 .....	250.000.000
	— remboursement à l'échéance .....	750.000.000
1/ 9	5 ¼ % Ville d'Anvers 1961-1981 : — remboursement anticipé .....	194.292.000
1/ 9	4 ½ % Ville de Gand 1956-1971 : — remboursement anticipé .....	201.089.000
9/10	5 ¼ % Emprunt belge 1961-1981 de 6 milliards de francs : — remboursement anticipé .....	2.511.819.000
15/10	4 ½ % Province de Liège 1956-1966-1971 : — remboursement anticipé .....	150.554.000
15/11	4 ½ % Emprunt belge 1951-1966 : — remboursement final .....	603.135.000
27/11	5 ¼ % Société Nationale des Chemins de fer belges 1961-1981 : — remboursement anticipé .....	185.493.000
15/12	5 ¼ % Fonds des Routes 1961-1981 : — remboursement anticipé (chiffre provisoire) .....	1.092.591.000
		12.712.738.000 <sup>1</sup>

<sup>1</sup> A ce chiffre il y a lieu d'ajouter le remboursement, le 1er janvier 1966, des titres à numéros impairs, de la septième série de l'Emprunt de l'Assainissement Monétaire, remboursables à cette date, pour un montant de 1.032.865.000 francs.

**Fluctuations du portefeuille du Fonds des Rentes pendant l'année 1966.**

Le tableau ci-après résume les fluctuations du portefeuille du Fonds des Rentes pendant l'année 1966 :

Tableau VI.

(Capital nominal en millions de francs)

	Solde général	Mouvement	
		Plus	Moins
31 décembre 1965	6.298		
31 mars 1966	6.945	647	
30 juin 1966	7.289	344	
30 septembre 1966	7.148		141
31 décembre 1966	6.426		722
		991	863
Différence ...		+ 128	

Le montant le plus bas, soit 5.893 millions, a été enregistré le 20 janvier 1966. Le montant le plus élevé, soit 7.535 millions, a été atteint le 25 mai 1966.

Le portefeuille du Fonds a subi, depuis 1959, les variations suivantes :

(millions de francs)

1959 .....	+ 1.272
1960 .....	+ 2.071
1961 .....	+ 270
1962 .....	+ 870
1963 .....	+ 628
1964 .....	- 1.593
1965 .....	- 529
1966 .....	+ 128

**Volume des transactions.**

Le volume général des transactions effectuées en bourse, sur le marché des rentes, s'établit comme suit :

	1965	1966	Différence
	<i>(valeur nominale en millions de francs)</i>		
Titres offerts (par le public) .....	15.151	18.785	+ 3.634
Titres demandés (par le public) .....	16.666	19.051	+ 2.385
	31.817	37.836	+ 6.019

Ce volume global se répartit, comme suit, entre les quatre bourses du pays :

Les données du tableau VIII comparées à celles pour l'année 1965, font apparaître les différences ci-dessous :

— les ordres de ventes ont augmenté de .....	16.145
— les ordres d'achats ont diminué de .....	3.001
Augmentation de l'année ...	13.144

La moyenne journalière ressort à 1.749 postes inscrits aux carnets, par séance de bourse, en prenant comme base 252 séances par année.

Tableau VII.

	Titres offerts		Titres demandés		Total des transactions
	ventes notées en carnets par les agents de change		achats notés en carnets par les agents de change		
<b>Bruxelles :</b>					
Portefeuille « A » .....	11.936	15.113	14.333	17.666	32.779
Portefeuille « B » .....	3.177		3.333		
<b>Anvers :</b>		1.963		925	2.888
Portefeuille « A » .....	1.375		583		
Portefeuille « B » .....	588		342		
<b>Gand :</b>		1.131		308	1.439
Portefeuille « A » .....	823		158		
Portefeuille « B » .....	308		150		
<b>Liège :</b>		578		152	730
Portefeuille « A » .....	432		107		
Portefeuille « B » .....	146		45		
		18.785		19.051	37.836

Tableau VIII.

**Nombre d'ordres inscrits dans les carnets des agents de change, teneurs de carnets**

	Ordres de ventes notés en carnets par les agents de change		Ordres d'achats notés en carnets par les agents de change	
<b>Bruxelles :</b>				
Portefeuille « A » .....	187.074	262.020	63.403	92.349
Portefeuille « B » .....	74.946		28.946	
<b>Anvers :</b>		31.236		9.570
Portefeuille « A » .....	17.634		5.547	
Portefeuille « B » .....	13.602		4.023	
<b>Gand :</b>		26.848		4.955
Portefeuille « A » .....	18.844		2.994	
Portefeuille « B » .....	8.004		1.961	
<b>Liège :</b>		11.231		2.542
Portefeuille « A » .....	7.504		1.692	
Portefeuille « B » .....	3.727		850	
		331.335		109.416
<b>Total général .....</b>			440.751	

Pour la seule place de Bruxelles, les opérations du Fonds des Rentes se sont traduites par les mouvements matériels ci-après :

Entrées dans	
les coffres	1.051.694 titres contre 885.360 en 1965
Sorties	
des coffres	<u>1.048.943</u> titres contre <u>1.062.614</u> en 1965
Mouvement	
total	... 2.100.637 titres contre 1.947.974 en 1965

Ce mouvement a représenté, en 1966, une manipulation moyenne de 8.335 titres par journée de travail (contre 7.669 titres en 1965).

Les livraisons de titres ont été accompagnées de 51.759 bordereaux de dépôt numérique, ce qui détermine une moyenne journalière de 205 bordereaux.

\*  
\*\*

Les liquidations sur les places de province ont donné lieu aux mouvements de titres suivants :

	<i>(valeur nominale en millions de francs)</i>
Anvers .....	1.713,0
Gand .....	1.041,1
Liège .....	579,8

Nombre de jours de travail : 252.

### Nombre et volume des emprunts dont le Fonds des Rentes contrôle le marché.

Au 31 décembre 1966, le contrôle du Fonds s'exerçait sur 228 emprunts totalisant un capital nominal en circulation de 356.641 millions <sup>(1)</sup>.

Ces emprunts se répartissent comme suit :

Portefeuille « A » (emprunts émis par l'Etat ou à charge de l'Etat) : 71 emprunts totalisant 272.434 millions.

Portefeuille « B » (emprunts garantis par l'Etat, emprunts des provinces et communes, du Crédit Communal, etc.) : 157 emprunts totalisant 84.207 millions, se détaillant comme suit :

a) emprunts garantis par l'Etat : 57 emprunts totalisant 49.497 millions;

b) emprunts du Crédit Communal + Intercommunale pour l'Autoroute E3 : 11 emprunts totalisant 14.582 millions;

c) emprunts de la Société Nationale des Chemins de fer belges non garantis : 2 emprunts totalisant 1.296 millions;

d) emprunts des provinces : 4 emprunts totalisant 388 millions;

e) emprunts des villes et communes : 83 emprunts totalisant 18.444 millions.

Le portefeuille du Fonds au 31 décembre 1966 représente 1,54 p.c. des emprunts en circulation.

Le rapport s'établissait à 1,59 p.c. en 1965 <sup>(1)</sup>, à 1,87 p.c. en 1964 <sup>(1)</sup>, à 2,45 p.c. en 1963 <sup>(1)</sup> et à 2,29 p.c. en 1962 <sup>(1)</sup>.

### Situation générale du portefeuille à la fin de 1966.

La situation générale du portefeuille s'établit comme suit au 31 décembre 1966, comparativement au 31 décembre 1965 :

	31 décembre 1965	31 décembre 1966
	<i>(valeur nominale en millions de francs)</i>	
Portefeuille « A » :		
(Emprunts émis par l'Etat ou à charge de l'Etat) .....	3.469	3.313
Portefeuille « B » :		
(Emprunts garantis par l'Etat, emprunts des provinces et communes, du Crédit Communal, du Congo, etc.) .....	2.829	3.113
	6.298	6.426

### Classification des valeurs, au 31 décembre 1966, tenant compte de la durée restant à courir jusqu'à leur date de remboursement.

	<i>(valeur nominale en millions de francs)</i>
Portefeuille « A » :	
Moins de 5 ans .....	1.425
De 5 à 10 ans .....	1.365
Plus de 10 ans .....	<u>522</u>
	3.312

<sup>(1)</sup> Valeurs congolaises non comprises. Si l'on comprend les valeurs congolaises, les chiffres s'établissent à : 1,73 p.c. en 1965; 2,08 p.c. en 1964; 2,65 p.c. en 1963; 2,50 p.c. en 1962.

<sup>(1)</sup> Les valeurs congolaises ne sont pas comprises.

Portefeuille « B » :

	moins	de 5	plus de	total
	de 5 ans	à 10 ans	10 ans	
	(millions de francs de capital nominal)			
Emprunts garantis par l'Etat .....	398	381	453	1.232
Emprunts du Congo ...	—	—	904	904
Emprunts du Crédit Communal et des Intercommunales ...	—	98	91	189
Emprunts non garantis à long terme de la S.N.C.B. ....	—	—	28	28
Emprunts des villes et provinces .....	290	322	148	760
	688	801	1.624	3.113

**Renseignements généraux.**

*A. Evolution du portefeuille général (en valeur nominale) :*

Solde au 31 décembre 1965 .....	6.298.661.878
Solde au 31 décembre 1966 .....	6.426.265.916
Augmentation en 1966 ...	127.604.038

*B. Evolution par portefeuille (en valeur nominale) — Différence accusée par les montants des deux portefeuilles :*

	Portefeuille « A »	Portefeuille « B »
Le 31 décembre 1965	3.469.344.435	2.829.317.443
Le 31 décembre 1966	3.312.833.970	3.113.431.946
	- 156.510.465	+ 284.114.503
Augmentation du portefeuille :	127.604.038	

Tableau IX.

**Résultat des adjudications de certificats organisées par le Fonds des Rentes**

1966	Montant offert	Montant adjugé	Taux d'intérêt	1966	Montant offert	Montant adjugé	Taux d'intérêt
	(millions de francs)		(pour cent)		(millions de francs)		(pour cent)
4 janvier .....	2.304	1.737	5,15	5 juillet .....	165	65	5,60
11 janvier .....	1.560	1.135	5,10	12 juillet .....	155	55	5,60
18 janvier .....	1.089	716	5,10	19 juillet .....	541	391	5,75
25 janvier .....	983	465	5,05	26 juillet .....	2.310	2.310	5,75
1 février .....	1.000	527	5,05	2 août .....	1.530	1.430	5,75
8 février .....	85	35	5,00	9 août .....	665	665	5,75
15 février .....	950	650	5,00	16 août .....	859	809	5,75
22 février .....	1.056	731	5,00	23 août .....	845	795	5,75
1 mars .....	755	555	5,00	30 août .....	325	325	5,75
8 mars .....	850	645	5,00	6 septembre ...	515	515	5,75
15 mars .....	1.245	995	5,05	13 septembre ...	147	147	5,75
22 mars .....	1.281	877	5,05	20 septembre ...	620	620	5,75
29 mars .....	3.480	3.430	5,10	27 septembre ...	672	672	5,80
5 avril .....	309	309	5,10	4 octobre .....	700	700	5,80
12 avril .....	715	665	5,10	11 octobre .....	770	770	5,85
19 avril .....	1.305	1.097	5,10	18 octobre .....	1.144	1.094	5,85
26 avril .....	882	872	5,15	25 octobre .....	546	546	5,90
3 mai .....	870	870	5,15	3 novembre ....	192	192	5,90
10 mai .....	576	521	5,20	8 novembre ....	380	380	5,95
17 mai .....	315	215	5,25	15 novembre ....	346	346	5,95
24 mai .....	625	625	5,30	22 novembre ....	1.933	1.933	6,00
31 mai .....	116	66	5,30	29 novembre ....	2.114	2.114	6,00
7 juin .....	620	620	5,50	6 décembre ....	130	80	6,00
14 juin .....	1.277	1.217	5,50	13 décembre ....	120	120	6,05
21 juin .....	1.077	827	5,50	20 décembre ....	75	75	6,05
28 juin .....	825	825	5,60	27 décembre ....	745	745	6,15

Tableau X. **Evolution des principaux postes de la situation du Fonds des Rentes**

(millions de francs)

Fin de période	Avoirs du Fonds des Rentes					Financement		
	Portefeuille (valeur nominale)			Prêts de call money	Solde créditeur à la B.N.B.	Encours de certificats du Fonds des Rentes	Emprunts de call money	Solde débitéur à la B.N.B.
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie B	Autres certificats de trésorerie					
1965 Décembre .....	6.299	2.728	—	—	50	5.884	—	—
1966 Janvier .....	6.081	2.209	—	2.000	425	7.318	—	—
Février .....	6.976	2.271	1.050	666	—	7.307	—	370
Mars .....	6.945	3.621	1.950	—	—	8.272	190	844
Avril .....	6.969	2.970	—	1.588	—	8.186	—	—
Mai .....	7.508	3.092	—	135	—	7.479	—	—
Juin .....	7.289	2.306	4.850	—	—	7.618	591	2.945
Juillet .....	6.927	2.925	1.150	—	—	5.343	1.332	1.031
Août .....	6.826	2.822	3.425	—	—	6.034	673	2.989
Septembre .....	7.148	2.894	100	—	—	5.378	724	691
Octobre .....	6.911	2.218	800	—	—	5.293	711	569
Novembre .....	6.698	2.324	2.400	—	—	5.409	2.272	400
Décembre .....	6.426	3.269	—	—	—	4.524	1.563	320

Tableau XI.

**Taux de l'argent au jour le jour en 1966**

Moyennes pondérées  
par les montants des capitaux empruntés,  
des taux journaliers moyens

Janvier .....	3,20
Février .....	3,16
Mars .....	3,53
Avril .....	3,70
Mai .....	4,02
Juin .....	3,50
Juillet .....	4,57
Août .....	3,95
Septembre .....	4,35
Octobre .....	4,40
Novembre .....	4,40
Décembre .....	3,92

## BILAN ET COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1966

*Bilan au 31 décembre 1966*

*Résultats au 31 décembre 1966*

ACTIF		CREDIT	
Fonds publics (valeur nominale 6.426.265.916) .....	6.913.616.751	Revenus des fonds publics .....	318.761.231
Certificats de trésorerie tranche B ...	3.269.000.000	Intérêts des certificats de trésorerie, tranche B .....	132.891.480
Ventes de titres à liquider .....	97.970.578	Intérêts des certificats de trésorerie D	76.290.566
Coupons échus à encaisser .....	316.028	Intérêts des prêts à court terme .....	9.783.992
Prorata d'intérêts courus sur fonds publics .....	146.018.594	Solde des postes de titres complète- ment liquidés .....	4.975.698
Prorata d'intérêts courus sur certi- ficats de trésorerie, tranche B .....	19.253.102		<hr/>
	<hr/>		542.702.967
	10.446.175.053		<hr/>
	<hr/>		
PASSIF		DEBIT	
Banque Nationale de Belgique, compte d'avances .....	320.527.660	Intérêts sur compte d'avances à la Banque Nationale de Belgique .....	20.152.376
Emprunts à court terme .....	1.563.000.000	Intérêts sur emprunts à court terme	33.497.167
Certificats Fonds des Rentes .....	4.524.000.000	Intérêts sur certificats Fonds des Ren- tes .....	365.122.234
Trésor public (art. 9 de la loi du 19 juin 1959) .....	2.812.500.000	Courtages .....	19.634.011
Achats de titres à liquider .....	69.447.205	Commissions sur opérations de call money .....	676.361
Prorata d'intérêts courus sur emprunts à court terme .....	356.017	Frais généraux .....	336.972
Prorata d'intérêts courus sur certificats Fonds des Rentes .....	37.944.421		<hr/>
Réserve générale au 31 décembre 1965	1.015.115.904	Bénéfice à virer à la réserve générale	103.283.846
Résultat au 31 décembre 1966	<hr/>		542.702.967
	1.118.399.750		<hr/>
	<hr/>	Pour mémoire : Coupons de valeurs congolaises venus à échéance, restés en souffrance, faute de paiement :	
	10.446.175.053	4 % privilégiée Vicicongo .....	443.340
	<hr/>		

Le bilan du Fonds des Rentes au 31 décembre 1966 fait apparaître une réserve générale de 1.118,4 millions.

On constate également que la valeur comptable des fonds publics en portefeuille est supérieure de 1.411 millions à la valeur boursière au 31 décembre 1966.

Cette moins-value boursière se ventile comme suit :

	<i>(millions de francs)</i>
Valeurs belges .....	801,1
Titres de l'emprunt du Fonds belgo-congolais d'amortissement et de gestion .....	442,9
Valeurs congolaises .....	167,0
	<hr/>
	1.411,0

La réserve générale de 1.118,4 millions est suffisante pour couvrir la moins-value de 801,1 millions sur les fonds publics belges.

Les résultats de l'exercice 1966 (103,3 millions) sont nettement plus favorables que ceux qui ont été obtenus au cours de l'exercice précédent (19,4 millions); il s'agit principalement de l'accroissement des revenus des fonds publics et des intérêts des certificats de trésorerie détenus par le Fonds.

Bruxelles, le 31 mars 1967.

Le président,  
M. D'HAEZE.

1966 (1<sup>er</sup> semestre) — Moyenne des cotations

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
Portefeuille « A » :						
3 %	Belge, II	99,900	99,895	99,900	99,900	99,895
3 ½ %	Belge 1937	87,800	87,800	87,800	87,800	87,800
3 ½ %	Belge 1943	88,600	88,590	88,652	88,494	88,311
4 %	Unifiée, I	98,695	98,700	98,700	98,700	98,504
4 %	Libération	88,538	88,755	88,769	88,700	88,700
4 ½ %	Belge 1953-1973	95,842	95,830	95,800	95,773	95,638
4 ½ %	Belge 1953-1968	99,071	98,715	98,469	98,600	98,483
4 ½ %	Belge 1954-1972	95,066	95,030	95,230	95,126	94,794
4 ¼ %	Belge 1954-1974, I	93,147	93,155	93,147	93,263	93,300
4 %	Belge 1955-1975	90,742	90,900	90,660	90,552	90,477
4 ¼ %	Belge 1956-1971	99,957	99,555	97,552	98,384	98,761
4 ¼ %	Belge 1956-1967-1973	98,795	98,700	98,730	98,789	97,905
4 ½ %	Belge 1956-1967	99,728	98,810	98,708	98,863	98,522
5 %	Belge 1957-1969	98,247	98,460	97,934	97,873	97,695
5 %	Belge 1958-1968	98,757	98,555	98,421	98,368	98,022
4 ¾ %	Belge 1959-1971	96,476	96,300	96,300	96,289	95,994
5 %	Belge 1959-1970	98,528	98,205	97,856	97,763	97,233
5 ¼ %	Belge 1960, II	100,676	100,225	99,995	99,526	99,044
5 ½ %	Belge 1960, III	101,190	100,620	100,413	100,932	100,222
5 ½ %	Belge 1961-1970-1973	100,709	100,680	100,604	100,942	100,438
5 ½ %	Belge 1961-1971-1976-1981	100,181	100,300	100,274	100,152	99,977
5 %	Belge 1962-1982, I	99,766	99,735	99,917	100,010	99,811
5 %	Belge 1963-1983, I	93,242	92,870	92,730	92,926	93,066
6 %	Belge 1963-1983	95,566	95,500	95,213	95,047	94,800
6 ¼ %	Belge 1964-1974, I	99,471	99,220	99,352	99,131	98,700
6 ¼ %	Belge 1964-1969-1975	99,685	99,190	99,047	99,078	98,777
6 ¼ %	Belge 1964-1969-1974, II	98,966	98,770	98,274	98,515	98,311
6 ¼ %	Belge 1965-1970-1976	98,880	98,575	98,256	98,331	98,011
6 ¼ %	Belge 1965-1971-1978	98,733	98,495	98,074	98,047	98,122
6 ¼ %	Belge 1965-1971-1980	—	—	98,000	97,994	97,677
6 ¼ %	Belge 1966-1971-1976, I	—	—	—	—	—
6 ¼ %	Belge 1966-1971-1976, II	—	—	—	—	—
4 %	Lots 1933	1.119,619	1.115,150	1.112,521	1.114,526	1.098,611
4 %	Lots 1941	857,047	856,550	851,869	852,000	841,222
2 %	Lots 1953	1.062,000	1.062,700	1.054,956	1.053,420	1.026,777
4 %	Chemins de fer belges 1955, II	90,728	90,800	90,800	90,763	90,700
5 %	Fonds des Routes 1957-1967	99,900	99,710	99,700	99,700	99,350
6 %	Fonds des Routes 1963-1983	94,890	95,025	94,995	94,789	94,677
6 ¼ %	Fonds des Routes 1964-1974	99,609	99,250	98,595	98,710	98,561
6 ¼ %	Fonds des Routes 1965-1972-1980	—	—	—	—	97,300
4 %	Chemins de fer belges, tr. belge	512,762	509,400	505,391	503,210	499,277
Portefeuille « B » :						
3 %	Vicinaux j/j, IV	60,033	60,100	59,957	59,357	58,783
3 ½ %	R.T.T. 1943	100,000	100,000	99,920	99,900	99,338
4 ½ %	R.T.T. 1953, I	101,966	102,315	102,100	102,189	102,216
4 ¼ %	R.T.T. 1954, I	93,204	93,100	93,100	93,094	92,955
4 ¾ %	R.T.T. 1959-1970	97,400	97,225	96,987	96,757	96,311
5 ½ %	R.T.T. 1961-1971	100,752	100,505	100,321	100,350	100,038
4 ½ %	Chemins de fer 1954-1972	96,009	96,100	96,100	96,047	96,000
5 %	Chemins de fer 1957-1972	100,071	99,850	99,430	99,394	99,100
4 ¾ %	Chemins de fer 1959, I	97,400	97,400	97,443	97,500	97,500
5 ½ %	Chemins de fer 1963-1983	93,995	93,935	93,860	93,800	93,800
6 ¼ %	Chemins de fer 1964-1974	99,485	99,730	99,413	99,489	99,383
6 ¼ %	Chemins de fer 1965-1977	98,676	98,655	98,443	98,315	98,300
5 %	S.N.C.I. 1959-1969	98,466	98,660	98,939	99,263	98,477
4 ½ %	Distributions d'Eau 1953-1968	99,300	99,255	99,008	98,947	99,105
4 %	Crédit Communal, I	82,385	82,140	81,965	82,184	82,083
4 %	Crédit Communal, IV	93,500	93,500	93,500	93,500	93,461
5 %	Crédit Communal 1957	99,428	98,785	98,239	98,021	97,377
4 %	Chemins de fer 1937	755,588	755,941	750,363	750,500	751,647
4 %	Anvers 1931	95,500	95,483	95,400	95,400	95,360
4 ½ %	Anvers 1953, I	100,952	101,225	101,313	101,500	101,500
4 %	Anvers 1955-1975	91,900	91,900	91,900	91,800	91,800
5 %	Anvers 1959-1969	97,781	97,800	97,800	97,800	97,800
4 %	Bruxelles 1930	86,200	86,190	85,723	85,180	84,830
4 ½ %	Bruxelles 1956-1967-1972	97,714	97,800	97,800	97,800	97,800
5,30 %	Bruxelles 1963-1973-1983	93,647	93,600	93,578	93,400	93,400
4 ¼ %	Gand 1954-1974	92,400	92,400	92,400	92,400	92,336
4 ½ %	Gand 1956-1971	99,262	99,320	99,230	99,257	99,483
4 ½ %	Liège 1956-1970	100,000	100,000	99,908	99,900	99,900
5 %	Liège 1957-1967	99,700	99,700	99,700	99,700	99,700
2 %	Bruxelles 1905	741,250	733,375	729,200	727,000	726,000

1966 (2<sup>e</sup> semestre) — Moyenne des cotations

		Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Portefeuille « A » :							
3	%	Belge, II .....	99,900	99,900	99,900	99,900	99,900
3	½ %	Belge 1937 .....	87,800	87,776	87,600	87,480	87,400
3	½ %	Belge 1943 .....	88,168	87,900	87,900	87,900	87,900
4	%	Unifiée, I .....	98,200	98,200	98,200	98,200	98,200
4	%	Libération .....	88,700	88,700	88,700	88,700	88,380
4	½ %	Belge 1953-1973 .....	95,168	95,013	94,918	94,780	94,600
4	½ %	Belge 1953-1968 .....	98,668	98,368	98,154	98,830	98,860
4	½ %	Belge 1954-1972 .....	94,152	94,200	94,000	93,545	93,650
4	¼ %	Belge 1954-1974, I .....	92,600	92,550	92,300	91,930	92,045
4	%	Belge 1955-1975 .....	89,247	89,581	89,377	89,260	89,255
4	¼ %	Belge 1956-1971 .....	99,873	100,031	100,118	100,290	100,575
4	¼ %	Belge 1956-1967-1973 .....	99,457	99,309	98,316	98,730	99,095
4	½ %	Belge 1956-1967 .....	99,152	99,250	98,768	99,075	99,500
5	%	Belge 1957-1969 .....	97,968	98,131	97,768	97,600	97,845
5	%	Belge 1958-1968 .....	98,300	98,077	97,391	98,505	98,785
4	¾ %	Belge 1959-1971 .....	96,178	96,154	96,145	96,040	95,940
5	%	Belge 1959-1970 .....	97,268	97,254	96,122	96,485	97,010
5	¼ %	Belge 1960, II .....	98,884	99,109	99,018	99,280	99,570
5	½ %	Belge 1960, III .....	100,073	100,100	98,913	98,520	98,790
5	½ %	Belge 1961-1970-1973 .....	101,131	101,381	99,886	99,825	100,185
5	½ %	Belge 1961-1971-1976-1981 .....	100,231	100,354	100,080	100,189	100,000
5	%	Belge 1962-1982, I .....	100,231	99,818	99,272	99,525	99,735
5	%	Belge 1963-1983, I .....	92,578	92,786	92,227	92,355	92,660
6	%	Belge 1963-1983 .....	93,715	93,527	93,118	92,485	92,545
6	¼ %	Belge 1964-1974, I .....	98,752	98,890	98,481	98,830	98,735
6	¼ %	Belge 1964-1969-1975 .....	98,731	98,722	98,268	97,835	97,750
6	¼ %	Belge 1964-1969-1974, II .....	97,989	97,945	97,722	97,665	98,175
6	¼ %	Belge 1965-1970-1976 .....	97,421	97,659	98,268	98,685	98,295
6	¼ %	Belge 1965-1971-1978 .....	98,221	98,200	98,045	98,070	98,105
6	¼ %	Belge 1965-1971-1980 .....	97,205	96,750	96,786	96,535	96,385
6	¼ %	Belge 1966-1971-1976, I .....	96,880	97,145	97,118	97,420	97,530
6	¼ %	Belge 1966-1971-1976, II .....	—	—	—	96,920	96,690
4	%	Lots 1933 .....	1.086,157	1.091,590	1.085,045	1.085,900	1.075,400
4	%	Lots 1941 .....	810,894	818,181	803,000	799,050	799,700
2	%	Lots 1953 .....	1.017,157	1.014,772	965,000	933,250	938,400
4	%	Chemins de fer belges 1955, II .....	90,194	90,800	90,209	90,200	90,115
5	%	Fonds des Routes 1957-1967 .....	99,684	99,600	99,236	99,225	99,435
6	%	Fonds des Routes 1963-1983 .....	94,642	94,600	94,422	94,100	93,875
6	¼ %	Fonds des Routes 1964-1974 .....	98,578	98,768	98,286	98,265	98,265
6	¼ %	Fonds des Routes 1965-1972-1980 .....	97,200	97,163	96,954	96,855	96,890
4	%	Chemins de fer belges, tr. belge .....	484,684	486,727	474,954	472,300	472,250
Portefeuille « B » :							
3	%	Vicinaux j/j, IV .....	58,675	58,575	58,428	58,150	58,000
3	½ %	R.T.T. 1943 .....	97,054	97,316	97,592	97,600	97,590
4	½ %	R.T.T. 1953, I .....	102,178	102,027	101,422	102,510	102,830
4	¼ %	R.T.T. 1954, I .....	92,200	92,300	91,850	90,690	90,660
4	¾ %	R.T.T. 1959-1970 .....	95,378	95,422	95,509	95,780	95,965
5	½ %	R.T.T. 1961-1971 .....	99,878	100,209	99,600	99,455	99,660
4	½ %	Chemins de fer 1954-1972 .....	95,257	95,072	94,954	94,485	94,125
5	%	Chemins de fer 1957-1972 .....	99,300	99,427	99,054	99,215	99,585
4	¾ %	Chemins de fer 1959, I .....	97,500	97,586	97,513	97,415	97,400
5	½ %	Chemins de fer 1963-1983 .....	93,400	93,486	93,481	93,400	93,215
6	¼ %	Chemins de fer 1964-1974 .....	98,726	98,672	97,786	97,910	98,400
6	¼ %	Chemins de fer 1965-1977 .....	97,984	98,272	97,786	97,925	98,460
5	%	S.N.C.I. 1959-1969 .....	97,510	97,495	96,977	96,480	96,450
4	½ %	Distributions d'Eau 1953-1968 .....	99,100	99,100	98,968	99,250	99,465
4	%	Crédit Communal, I .....	81,200	81,100	80,513	80,225	79,995
4	%	Crédit Communal, IV .....	93,400	93,400	93,390	93,055	92,760
5	%	Crédit Communal 1957 .....	97,200	97,200	96,895	96,600	96,370
4	%	Chemins de fer 1937 .....	748,000	748,631	748,636	734,947	728,444
4	%	Anvers 1931 .....	95,300	95,414	95,440	95,275	95,200
4	½ %	Anvers 1953, I .....	101,500	101,500	101,436	101,355	101,310
4	%	Anvers 1955-1975 .....	91,800	91,800	91,800	91,800	91,800
5	%	Anvers 1959-1969 .....	97,800	97,736	97,586	97,120	96,715
4	%	Bruxelles 1930 .....	84,075	83,655	83,141	82,490	82,262
4	½ %	Bruxelles 1956-1967-1972 .....	97,800	97,800	97,709	97,935	98,365
5,30	%	Bruxelles 1963-1973-1983 .....	93,400	93,400	93,322	93,300	93,265
4	¼ %	Gand 1954-1974 .....	92,200	92,200	92,159	92,100	92,100
4	½ %	Gand 1956-1971 .....	99,836	100,159	99,959	99,705	99,735
4	½ %	Liège 1956-1970 .....	100,431	100,477	100,095	99,640	99,350
5	%	Liège 1957-1967 .....	99,700	99,700	99,431	99,300	99,300
2	%	Bruxelles 1905 .....	706,142	714,444	712,666	713,750	711,500



# BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le *Bulletin* de mai 1967. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

## 1. MONNAIE ET CREDIT

CLERFAÏT G., De l'extension nécessaire de la politique monétaire. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXI, n° 3, 1967, pp. 211-237.*)

Il problema del finanziamento degli investimenti in Belgio nei Rapporti De Voghel e Cortvriendt. (*Bancaria, Rome, XXIII, n° 3, mars 1967, pp. 312-324.*)

LISMONT R., L'évolution monétaire dans les pays du Benelux de 1958 à 1965. (*Bulletin trimestriel économique et statistique de Benelux, Bruxelles, n° 1, 1967, pp. 7-20.*)

ROCHETTE J., Réflexions sur le calcul des charges d'emprunt. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXI, n° 4, 1967, pp. 332-363.*)

TOURNEUR F., La Centrale belge des risques du crédit. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXI, n° 4, 1967, pp. 365-380.*)

## 3. INTERMEDIARIES FINANCIERS NON MONETAIRES

ZONDERVAN R., Réflexions sur la division du patrimoine (II<sup>e</sup> partie). (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXI, n° 3, 1967, pp. 239-265.*)

## 4. FINANCES PUBLIQUES

DE GRAND'RY A. e.a., Recueil des lois et arrêtés sur la comptabilité de l'Etat. (*UGA, Heule, 1967, pp. div.*)

DESAMA C. & BLAISE A., Comment les communautés villageoises avaient recours au crédit au XVII<sup>e</sup> siècle. (*Bulletin trimestriel du Crédit Communal de Belgique, Bruxelles, XXI, n° 80, avril 1967, pp. 55-65.*)

D'HAENZE M., Aspecten van onze openbare financiën. (*Conférences du Centre d'Etudes bancaires et financières, Impresor, Bruxelles, cahier n° 125, avril 1967, 30 p.*)

GOETHALS M., La dette communale. (*Bulletin trimestriel du Crédit Communal de Belgique, Bruxelles, XXI, n° 80, avril 1967, pp. 69-72.*)

Impôt des personnes physiques. (*Revue belge des Sciences commerciales, Bruxelles, XLII, n°s 1-2, janvier-février 1967, pp. 5-20.*)

SPREUTELS M., La politique fiscale. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 4, avril 1967, pp. 5-41.*)

TIBERGHIEN A., Het nieuwe fiscaal regime toepasselijk op de onroerende meerwaarden. (*Conférences du Centre d'Etudes bancaires et financières, Impresor, Bruxelles, cahier n° 126, avril 1967, 30 p.*)

VAN ELSLANDE R., Taxe sur la valeur ajoutée. (*Vita, Bruxelles, XXIV, n° 9, 15 mai 1967, pp. 333-335.*)

## 6. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

Financieringsproblemen van de internationale investeringen in België. (*Tijd, Anvers, XLII, n°s 17-18, 28 avril et 5 mai 1967, pp. 15-21 et 17-25.*)

GLEJSER H., Le revenu des régions belges. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 34, 2<sup>e</sup> trimestre 1967, pp. 263-272.*)

## 7. PRIX ET SALAIRES

GUBBELS R., Les disparités entre les rémunérations masculines et féminines. (*Revue du Travail, Bruxelles, LXVIII, mars 1967, pp. 473-496.*)

## 8. EMPLOI ET CHOMAGE

CLOSSET Ch. L. & VAN COMPERNOLLE J., La réservation de certains avantages sociaux aux travailleurs syndiqués et les principes d'égalité et de liberté d'association. (*Journal des Tribunaux, Bruxelles, LXXXII, 13 mai 1967, pp. 305-311.*)

DENIS F., L'immigration et la situation du marché de l'emploi. (*Les Dossiers de l'Action sociale catholique, Bruxelles, XLIV, n° 4, avril-mai 1967, pp. 207-220.*)

SHELLEKENS J., Fermeture d'entreprises. (*C.E.D.-Samson, Bruxelles, 1966, 106 p.*)

## 9. SECURITE SOCIALE

DELPEREE A., L'assurance maladie-invalidité dans le contexte socio-économique contemporain. (*Reflète et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, VI, n° 2, mars 1967, pp. 83-96.*)

## 10. SITUATION ECONOMIQUE — POLITIQUE ECONOMIQUE

DE CAEVEL J. e.a., Régions et structures industrielles. Le cas de la Belgique. (*Editions Génin, Paris, 1966, 238 p.*)

HENRION R., La décision gouvernementale et le rôle du technicien. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 34, 2<sup>e</sup> trimestre 1967, pp. 147-158.*)

Industrial Investment in Belgium. A Businessman's Guide-Book. (*Société Générale de Banque, Bruxelles, 1967, 89 p.*)

La situation économique de la Belgique. 1<sup>er</sup> trimestre 1967. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXII, n° 19, 13 mai 1967, pp. 169-177.*)

PIEROT F., La politique de reconversion des régions charbonnières ne serait-elle qu'une mystification ? (*Bulletin du Grand Liège, Liège, n° 64, mai 1967, pp. 3-9.*)

## 11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

DEHAENE J. L., De huisvesting in België. (*De Gids op maatschappelijk Gebied, Bruxelles, LVIII, n° 4, avril 1967, pp. 297-314.*)

DUVIEUSART A.M.J., La politique de l'électricité en Belgique. (*La Revue Nouvelle, Bruxelles, XLV, n° 5, 15 mai 1967, pp. 480-488.*)

Le secteur textile dans le cadre européen. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, VI, n° 2, mars 1967, pp. 137-150.*)

MICHELSEN F., Les problèmes de l'industrie textile. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, VI, n° 2, mars 1967, pp. 123-136.*)

PUTZEYS A., Le budget des travaux publics pour 1967 et le plan quinquennal des travaux publics. (*Bulletin du Grand Liège, Liège, n° 64, mai 1967, pp. 10-17.*)

REYNAERT W., L'industrie textile d'hier, d'aujourd'hui et de demain. (*Société Royale d'Economie Politique de Belgique, Bruxelles, 1967, 33 p.*)

WERY R., Un modèle prévisionnel de l'agriculture belge. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 34, 2<sup>e</sup> trimestre 1967, pp. 273-294.*)

## 12. RECHERCHE SCIENTIFIQUE

VAN DEN ABEELLEN G., L'industrie devant le phénomène de l'explosion scientifique. (*Conférences du Centre d'Etudes bancaires et financières, Impresor, Bruxelles, cahier n° 128, mai 1967, 31 p.*)

VAN DEN VEN P., La situation actuelle de la recherche scientifique fondamentale en Belgique. (*Bulletin de la Classe des Lettres et des Sciences morales et politiques, Bruxelles, LII, 5<sup>e</sup> série, n° 12, décembre 1966, pp. 528-542.*)

## 13. COMMERCE EXTERIEUR

Le commerce entre la Belgique et les pays en voie de développement. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXII, n° 16, 22 avril 1967, pp. 145-148.*)

Les négociations Kennedy : les derniers instants ont été les plus durs. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXII, n° 21, 27 mai 1967, pp. 193-197.*)

MELIN L., L'économie de l'Extrême-Orient et la Belgique. (*Revue des Sciences économiques, Liège, XLII, n° 149, mars 1967, pp. 33-41.*)

## 16. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

BIRON H., La réforme du système monétaire international. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXI, n° 4, 1967, pp. 307-330.*)

CHAMBERS P., Some Re-Thinking on the Problems of Liquidity. (*The South African Journal of Economics, Johannesburg, XXXV, n° 1, mars 1967, pp. 3-14.*)

COLLIN F., De prioriteit van de monetaire integratie in Europees verband. (*Conférences du Centre d'Etudes bancaires et financières, Impresor, Bruxelles, cahier n° 129, juin 1967, 24 p.*)

DIAMOND M., Trends in the Flow of International Private Capital, 1957-1965. (*Staff Papers, Washington, XIV, n° 1, mars 1967, pp. 1-42.*)

Euro-dollars, euro-emissioni e mercato europeo dei capitali. (*Bancaria, Rome, XXIII, n° 3, mars 1967, pp. 352-360.*)

EXTER J., Real Gold or Paper Gold. (*The South African Journal of Economics, Johannesburg, XXXV, n° 1, mars 1967, pp. 15-29.*)

HOGAN J.D., The U.S. Balance of Payments and Capital Flows. (*Praeger, New York, 1967, XIII+199 p.*)

KINDLEBERGER C.P., International Monetary Arrangements. (*University of Queensland, Queensland, 1966, 20 p.*)

LEDUC G., La France et le problème de l'or. (*Conférences du Centre d'Etudes bancaires et financières, Impresor, Bruxelles, cahier n° 127, mai 1967, 31 p.*)

LEDUC G., Le problème des liquidités monétaires internationales. (*Bulletin mensuel de la Banque centrale-Cameroun Afrique équatoriale, Paris, n° 1022, avril 1967, pp. 1066-1077.*)

La Banque des Règlements Internationaux. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXII, n° 17, 29 avril 1967, pp. 153-156.*)

LELIEVRE B., Le marché de l'or en 1966. (*Banque, Paris, XLII, n° 251, mai 1967, pp. 313-317.*)

L'évolution de la politique monétaire internationale. (*Chambre de Commerce Internationale, Paris, 1967, 20 p.*)

MILLER J.D., The Financial Markets and the World Bank. (*Bank en Effectenbedrijf, Amsterdam, XV, n° 6, avril 1967, pp. 3-7.*)

- MOSSE R., Les problèmes monétaires internationaux. (*Payot, Paris, 1967, 318 p.*)
- SHANNON I., Gold and the American Balance of Payments. (*Henry Regnery Company, Chicago, 1966, IX+150 p.*)
- The Role of Sterling. (*D.E.A.-Progress Report, Londres, n° 27, avril 1967, pp. 14.*)
- TICHY G., Neuere Literatur zum Thema internationale Liquidität. (*Zeitschrift für Nationalökonomie, Vienne, XXVII, nos 1-2, avril 1967, pp. 183-193.*)
- WILLIAMS D., Foreign Currency Issues on European Security Markets. (*Staff Papers, Washington, XIV, n° 1, mars 1967, pp. 43-79.*)
- 17. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE**
- ASKENAZY H., Les bourses du Marché commun en 1966. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, IX, n° 34, 4<sup>e</sup> trimestre 1966, pp. 91-99.*)
- BLONDEL SPINELLI D., L'énergie dans l'Europe des Six. Fondements d'une politique énergétique commune. (*Cujas, Paris, 1966, 351 p.*)
- CARLI G., L'esperienza europea e l'armonizzazione delle politiche economiche. (*Bancaria, Rome, XXIII, n° 3, mars 1967, pp. 279-287.*)
- CONSTANTINIDES-MEGRET C., Le rôle des pouvoirs publics nationaux dans la mise en œuvre du droit communautaire. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 100, mars 1967, pp. 213-220.*)
- DAVIES J., Le Marché commun vu par les industriels anglais. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 100, mars 1967, pp. 151-154.*)
- Dix ans de politique agricole commune. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 100, mars 1967, pp. 160-166.*)
- DONNEDIEU de VABRES J., Le Marché commun — dix ans après sa signature. Souvenirs de négociations. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 100, mars 1967, pp. 118-126.*)
- DOUSSET J., Bilan et perspectives de la politique commune des transports. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 100, mars 1967, pp. 174-180.*)
- Fiscal Harmonization in Common Markets. 1. Theory. 2. Practice. (*Columbia University Press, New York, 1967, XX+468 et XXI+674 p.*)
- FORTE F., E.E.C. Sales Tax Harmonization : An Alternative Scheme. (*Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review, Rome, n° 80, mars 1967, pp. 56-72.*)
- FOYER H. & KRIJNSE LOCKER H., Les exportations de biens d'équipement de la Communauté. (*Informations statistiques de l'Office statistique des Communautés européennes, Bruxelles, n° 1, 1<sup>er</sup> trimestre 1967, pp. 5-68.*)
- FURST G., Ein System der Preisstatistik für die Europäische Wirtschaftsgemeinschaft. (*Informations statistiques de l'Office statistique des Communautés européennes, Bruxelles, n° 1, 1<sup>er</sup> trimestre 1967, pp. 5-68.*)
- HEYNIG E., Problèmes institutionnels posés par la mise en œuvre d'une politique sociale au niveau communautaire. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 100, mars 1967, pp. 198-212.*)
- HOELEN H., Kartellering, overheid en E.E.G. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, LII, n° 2589, 19 avril 1967, pp. 415-418.*)
- La Communauté européenne en face de nombreux problèmes. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, IX, n° 34, 4<sup>e</sup> trimestre 1966, pp. 71-76.*)
- L'adhésion éventuelle de la Grande-Bretagne à la Communauté. Extraits des conférences de presse données par M. H. Wilson, Premier ministre du Royaume-Uni, et par M. G. Brown, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, après leur visite dans les six capitales de la Communauté. (*Bulletin de la Communauté Economique Européenne, Bruxelles, n° 4, avril 1967, pp. 16-23.*)
- LAPIE P.O., La politique énergétique commune, ses étapes et ses difficultés. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 100, mars 1967, pp. 134-141.*)
- La priorité de l'intégration monétaire sur le plan européen. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXII, n° 20, 20 mai 1967, pp. 185-188.*)
- LASSIER J., Dix ans de politique de la concurrence. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 100, mars 1967, pp. 167-173.*)
- Le Marché commun européen après dix années d'existence. (*Bulletin mensuel économique de la First National City Bank, New York, avril 1967, pp. 11-14.*)
- MALGRAIN Y., Le Marché commun agricole après le règlement de la crise de juin 1965. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, IX, n° 34, 4<sup>e</sup> trimestre 1966, pp. 31-37.*)
- MARJOLIN R., Interview with M. Marjolin, Vice-President of the Commission of the E.E.C. (*The Banker, Londres, CXVII, n° 495, mai 1967, pp. 384-395.*)
- MEGRET J., La technique communautaire d'harmonisation des législations : l'article 100. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 100, mars 1967, pp. 181-189.*)
- MITZAKIS M.G., Force et faiblesse de la position monétaire du Marché commun. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, IX, n° 34, 4<sup>e</sup> trimestre 1966, pp. 38-42.*)
- MORISSENS L., La cohérence de l'intégration des politiques économiques dans la C.E.E. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 34, 2<sup>e</sup> trimestre 1967, pp. 219-261.*)
- Neuvième rapport d'activité du Comité monétaire. (*Journal officiel des Communautés européennes, Bruxelles, X, n° 86, 5 mai 1967, pp. 1697-1715.*)
- PEDINI M., La C.E.E. e la sua politica commerciale. (*Rivista di Politica Economica, Rome, LVII, n° 4, avril 1967, pp. 601-613.*)
- PEYRARD M., La conjoncture économique de la Communauté. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, IX, n° 34, 4<sup>e</sup> trimestre 1966, pp. 77-81.*)
- SAINT-GEOURS J., Les perspectives du Marché commun européen pour la prochaine décennie. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 100, mars 1967, pp. 142-144.*)

- SARAMITE M., La politique commune de conjoncture dans la C.E.E. (*Institut d'Etudes politiques de Toulouse, Toulouse, 1966, 210 p.*)
- SCAILTEUR C., L'harmonisation des taxes sur les affaires dans le Marché commun. (*Recueil général de l'Enregistrement et du Notariat, Bruxelles, CXVI, nos 21029 à 21033, mai 1967, pp. 161-178.*)
- Statistiques harmonisées des gains horaires moyens bruts dans les industries des Communautés européennes — avril 1966. (*Statistiques sociales de l'Office statistique des Communautés européennes, Bruxelles, n° 1, 1967, pp. 3-93.*)
- Sterling and Europe. (*The Irish Banking Review, Dublin, mars 1967, pp. 14-17.*)
- TARR R., Bibliographie européenne : La politique de développement régional. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, IX, n° 34, 4<sup>e</sup> trimestre 1966, pp. 100-104.*)
- The Common Market and the United Kingdom. A Guide to the European Economic Community and the Possible Effects of British Membership. (*Westminster Bank Ltd., Londres, 1966, 60 p.*)
- TOULEMON R., L'association à la C.E.E. est-elle une formule d'avenir? (*Revue du Marché commun, Paris, n° 100, mars 1967, pp. 145-150.*)
- ULMER E. & BEIER F.K., La répression de la concurrence déloyale dans les Etats membres de la C.E.E. 1. Droit comparé avec propositions pour le rapprochement des législations. (*Dalloz, Paris, 1967, XIX+308 p.*)
- URI P., De la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier au Marché commun. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 100, mars 1967, pp. 111-117.*)
- VAN HOESTENBERGHE J., Algemene probleemstelling van de regionale politiek in de E.E.G. (*Tijd, Anvers, XLII, n° 17, 28 avril 1967, pp. 5-9.*)
- VIGNES D., L'harmonisation des législations : les travaux effectués et en cours. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 100, mars 1967, pp. 190-197.*)
- WILLIAMS G.T., L'agriculture britannique et le Marché commun. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 100, mars 1967, pp. 155-159.*)
- ZIJLMANS H., Le financement de la politique agricole commune de la Communauté Economique Européenne. (*Revue des Sciences économiques, Liège, XLII, n° 149, mars 1967, pp. 13-22.*)

#### 18. DIVERS

La Belgique et le développement du Tiers-Monde. (Livre blanc.) (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, XXII, avril 1967, numéro spécial, pp. I-XIII et 1-31.*)

La réforme du statut des sociétés anonymes. (*Revue belge des Sciences commerciales, Bruxelles, XLII, nos 1-2, janvier-février 1967, pp. 37-44.*)

## LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique comprend les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — Economie générale
2. — Monnaie, crédit et banque
3. — Finances publiques
4. — Agriculture
5. — Industrie
6. — Travail
7. — Commerce intérieur
8. — Commerce extérieur
9. — Transports
10. — Prix et salaires
11. — Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers
12. — Communauté Economique Européenne

### 1. — ECONOMIE GENERALE

#### Arrêté royal du 17 mai 1967

relatif à l'exécution de l'article 2, §§ 5 et 6, de la loi du 31 mars 1967, attribuant certains pouvoirs au Roi en vue d'assurer la relance économique, l'accélération de la reconversion régionale et la stabilisation de l'équilibre budgétaire (Moniteur du 20 mai 1967, p. 5380).

Article 1<sup>er</sup>. — L'article 2, § 5, de la loi du 31 mars 1967, attribuant certains pouvoirs au Roi en vue d'assurer la relance économique, l'accélération de la reconversion régionale et la stabilisation de l'équilibre budgétaire, entre en vigueur le 18 mai 1967.

#### Arrêté royal n° 22 du 23 mai 1967

modifiant la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'in-

dustries nouvelles, la loi du 18 juillet 1959 instaurant des mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions et la loi du 14 juillet 1966 instaurant temporairement des aides exceptionnelles en vue d'accélérer la reconversion et le développement économiques des régions charbonnières et de certaines régions confrontées avec des problèmes aigus et urgents (Moniteur du 25 mai 1967, p. 5594).

Article 1<sup>er</sup>. — (...)

» Le montant global à concurrence duquel la garantie de l'Etat peut être accordée est fixé à un en-cours de 25 milliards de francs sur lesquels s'imputent les garanties accordées en vertu des lois des 7 août 1953 et 10 juillet 1957. Par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le Roi peut porter ce montant à 35 milliards de francs par libération de deux tranches de 5 milliards de francs chacune. »

Art. 2. — (...).

« Article 8. Les entreprises ayant bénéficié, pour des opérations visées à l'article 1er b, ou 1, c, d'une aide de l'Etat en vertu d'un des articles 3 à 6, aux fins de réaliser un investissement en immeubles, peuvent être exonérées du précompte immobilier afférent à ces immeubles, et ce pendant une période de cinq ans maximum à partir du 1<sup>er</sup> janvier qui suit leur occupation ».

Art. 3. — Dans l'article 7 de la loi du 18 juillet 1959, instaurant des mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions, les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 modifiés par la loi du 30 juillet 1963 et les alinéas 3 et 4 modifiés par la loi du 14 février 1961 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« La garantie de l'Etat peut, aux conditions que le Roi détermine, être attachée par les Ministres compétents au remboursement total ou partiel en capital, intérêts et accessoires des prêts visés à l'article 6.

» Les garanties octroyées par l'Etat s'imputent sur le plafond fixé à l'article 4 de la loi du 17 juillet 1959,

instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles.

» Toutefois, si le prêt n'a pas été accordé par un organisme public de crédit, la garantie de l'Etat ne pourra dépasser 50 p.c. de la somme restant due, après réalisation des sûretés éventuellement constituées en faveur du prêteur.

« Article 12. Les entreprises ayant bénéficié d'une aide de l'Etat en vertu d'un des articles 6 à 9, aux fins de réaliser un investissement en immeubles, peuvent être exonérées du précompte immobilier afférent à ces immeubles, et ce pendant une période de cinq ans maximum à partir du 1<sup>er</sup> janvier qui suit leur occupation ».

Art. 5. — (...).

« Les garanties attachées par l'Etat à des prêts sur base de la présente loi s'imputent sur le plafond fixé par l'article 4 de la loi du 17 juillet 1959 ».

## 2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

### Arrêté royal n° 11 du 18 avril 1967

*modifiant l'arrêté royal n° 42 du 15 décembre 1934 relatif au contrôle des caisses d'épargne privées et la loi du 7 décembre 1934 instituant un Office Central de la Petite Epargne. Avis du Conseil d'Etat (Moniteur du 12 mai 1967, p. 5137).*

### Arrêté royal du 28 avril 1967

*autorisant la société coopérative « Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique » à contracter, sous la garantie de l'Etat, un vingt-neuvième emprunt, d'un montant effectif de 220 millions de francs (Moniteur du 30 mai 1967, p. 5787).*

### Arrêté royal du 2 mai 1967

*relatif à l'emprunt 1967 à 6 ou 15 ans de 3,5 milliards de francs, à contracter, sous la garantie de l'Etat, par la Société Nationale des Chemins de fer belges (Moniteur du 4 mai 1967, p. 4869).*

Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) portant intérêt aux taux indiqués ci-après :

6,75 p.c. l'an, à partir du 17 mai 1967 jusqu'au 16 mai 1973;

7 p.c. l'an, à partir du 17 mai 1973 jusqu'au 16 mai 1982.

Art. 3. — La souscription publique (...) est close dès que les souscriptions atteignent le capital nominal de trois milliards cinq cents millions de francs (...).

Art. 4. — Le prix d'émission, fixé à 995 francs net par mille francs de capital nominal, est payable intégralement en espèces au moment du dépôt des souscriptions.

Art. 6. — L'emprunt est amortissable à partir de la deuxième année (...).

Art. 9. — Les porteurs ont la faculté d'obtenir le remboursement anticipé de leurs obligations le 17 mai 1973, au pair de la valeur nominale.

Art. 10. — Le paiement des intérêts et le remboursement des obligations sont garantis par l'Etat.

### Loi du 3 mai 1967

*modifiant l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs (Moniteur du 20 mai 1967, p. 5379).*

Article 1<sup>er</sup>. — A l'article 14 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, sont apportées les modifications suivantes :

1. Dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, la phrase « Il en est de même des obligations émises par de telles sociétés » est supprimée.

2. Le deuxième alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Toutefois, ces banques peuvent souscrire ou acquérir, autrement que dans une bourse de fonds publics, de tels titres en vue de leur offre en vente et en conserver la propriété pendant un délai ne pouvant dépasser un an à compter de la première souscription ou acquisition opérée à cette fin. Elles peuvent également posséder, dans les mêmes limites, des parts dans une ou plusieurs associations en participation formées en vue de l'offre en vente d'actions ou d'obligations. »

3. L'article est complété par les dispositions qui suivent :

« La Commission bancaire peut accorder, pour des périodes n'excédant pas chacune un an, deux prorogations des délais prévus aux alinéas 2 et 3.

» La Commission bancaire peut, par règlement soumis à l'approbation du Ministre des Finances et du Ministre des Affaires économiques, établir à l'égard de toutes les banques inscrites des prescriptions tendant, d'une part à assurer son information au sujet des opérations définies à l'alinéa 2, et d'autre part à limiter l'ampleur relative des portefeuilles de titres à offrir en vente.

» La Commission bancaire peut, lorsqu'elles se justifient par des circonstances exceptionnelles, autoriser des dérogations aux limites fixées par elle en vertu de l'alinéa précédent. »

### Arrêté royal n° 18 du 23 mai 1967

*modifiant l'arrêté royal du 22 octobre 1937 portant création d'un Conseil des Institutions de Crédit (Moniteur du 25 mai 1967, p. 5647).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 22 octobre 1937 est remplacé par la disposition suivante :

« Il est institué auprès du département des Finances un « Conseil des Institutions Publiques de Crédit ». Son siège est à Bruxelles ou dans une des communes limitrophes.

» Sa compétence s'étend aux institutions publiques de crédit instituées par une loi. »

*Art. 2.* — L'article 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Le Conseil a pour mission de contribuer d'une façon permanente à la coordination de l'activité, de l'organisation et des attributions respectives des institutions désignées à l'article précédent.

» Il assure l'étude de questions dont l'examen lui est confié par le pouvoir exécutif.

» Il peut également prendre l'initiative de procéder à des études et de donner au Ministre des Finances ou au Conseil Supérieur des Finances son avis sur toutes les questions rentrant dans sa mission.

» Il peut publier des rapports sur les conclusions de ses travaux. »

*Art. 3.* — Un article 2bis rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 2bis. Les institutions publiques de crédit visées à l'article précédent sont tenues de consulter le Conseil préalablement à toutes modifications dans leurs conditions et méthodes de collecte de fonds sur le marché, sauf en ce qui concerne les attributions qui leur sont conférées par la législation organisant le régime de la sécurité sociale.

» Elles sont tenues d'informer le Conseil :

» 1<sup>o</sup> de leurs projets de recourir au marché des capitaux par l'émission discontinue d'emprunts obligataires ainsi que des conditions des emprunts projetés;

» 2<sup>o</sup> de leurs projets d'orientation nouvelle en matière de placements et crédits ainsi que de tout changement dans la structure de leurs placements antérieurs.

» Elles sont, en outre, tenues de communiquer au Conseil, au début de chaque année, le programme d'extension éventuelle de leur réseau d'exploitation et, périodiquement, une situation comptable dont il arrête la forme et le contenu. »

*Art. 4.* — L'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. Les institutions publiques de crédit visées à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, sont tenues de fournir au Conseil tous les renseignements qu'il demande en vue de

l'accomplissement de sa mission. Ces renseignements ont un caractère confidentiel. »

*Art. 5.* — L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. Le Conseil est composé de onze membres nommés par le Roi. Six membres sont choisis en raison de leur compétence, parmi les personnalités dirigeantes des institutions visées à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2. Un membre est choisi parmi les membres du Comité financier fonctionnant auprès du Ministère de la Prévoyance sociale.

» En outre, quatre membres sont choisis parmi les personnalités particulièrement compétentes dans le domaine financier.

» Le Roi nomme un président choisi parmi les membres du Conseil. »

*Art. 6.* — L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. Dans les limites fixées par le présent arrêté, le Conseil a tout pouvoir de prendre et d'exécuter les décisions propres à faciliter l'accomplissement de sa mission.

### Arrêté royal n° 19 du 23 mai 1967

*modifiant la loi du 16 mars 1919 instituant une Société Nationale de Crédit à l'Industrie et l'arrêté royal du 22 octobre 1937 relatif au statut de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie (Moniteur du 25 mai 1967, p. 5572).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — L'article 2, alinéa 1<sup>er</sup> et 2, de la loi du 16 mars 1919 instituant une Société Nationale de Crédit à l'Industrie est remplacé par les dispositions suivantes :

« La Société Nationale de Crédit à l'Industrie peut accepter des dépôts et émettre des bons de caisse et des obligations, quelle qu'en soit la durée, à concurrence de 80 milliards de francs. Toutefois, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, élever ce montant à 100 milliards par libération successive de quatre tranches de 5 milliards de francs chacune.

» L'Etat garantit, sans égard à la limitation prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le remboursement et le paiement des intérêts des dépôts acceptés et des obligations et bons de caisse émis en conformité avec les statuts de la Société Nationale. »

*Art. 2.* — Dans l'article 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, d), de l'arrêté royal du 22 octobre 1937, relatif au statut de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, modifié par la loi du 21 août 1948, le second alinéa est supprimé.

### Arrêté royal n° 20 du 23 mai 1967

*modifiant la législation relative à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite (Moniteur du 25 mai 1967, p. 5577).*

*Art. 4.* — (...)

« Art. 10. Le conseil général arrête, sous l'approbation du Ministre des Finances, les règlements organiques de la Caisse, ainsi que la teneur de toutes conventions à conclure entre la Caisse et les organismes appelés à concourir avec elle à l'exécution de la présente loi.

Il détermine, sous la même approbation :

1° le taux à bonifier aux sommes déposées et aux bons d'épargne à terme;

2° l'époque à laquelle les sommes versées ou retirées deviennent ou cessent d'être productives d'intérêts, ainsi que les modalités d'acquisition et de règlement des intérêts en dérogeant, le cas échéant, à l'article 1154 du Code civil;

3° le minimum des versements;

4° le minimum des dépôts susceptibles de produire intérêt;

5° les conditions des emprunts à émettre, le cas échéant, par la Caisse;

Il détermine annuellement la répartition des placements nouveaux à effectuer.

Il donne son avis sur l'acceptation des libéralités faites à la Caisse.

Il peut, par un règlement organique, déléguer au conseil d'administration les pouvoirs énumérés au 2° alinéa, 1° à 4°, du présent article. Les décisions prises par délégation restent soumises à l'approbation du Ministre des Finances. »

Art. 8. — (...)

« Art. 20. La Caisse Générale peut accepter des dépôts d'argent sous toutes formes quelconques. Sauf ce qui est dit à l'article 22, §§ 2 et 3, ces dépôts sont constatés par des inscriptions dans des livrets ouverts au nom des déposants.

La Caisse Générale peut de même émettre des bons d'épargne à terme. »

Art. 9. — (...)

« Art. 22. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des dispositions des §§ 2 et 3, le retrait des dépôts inscrits dans un livret peut être opéré sans avis préalable à concurrence du maximum fixé par le conseil général sous l'approbation du Ministre des Finances.

Les retraits qui excèdent ce maximum peuvent être opérés :

a) après un préavis de huit jours, lorsque le montant excède ce maximum, sans en dépasser le double;

b) après un préavis de quinze jours, lorsque le montant excède le double de ce maximum, sans en dépasser le quintuple;

c) après un préavis d'un mois, lorsque le montant excède le quintuple de ce maximum, sans en dépasser le décuple;

d) après un préavis de trois mois, lorsque le montant excède le décuple de ce maximum.

Ces délais peuvent être abrégés par le conseil d'administration, soit par mesure générale, soit par mesure individuelle.

§ 2. La Caisse Générale peut accepter, avec ou sans émission de livrets, des dépôts affranchis des délais prévus par l'alinéa 2 du § 1<sup>er</sup>.

§ 3. La Caisse Générale peut accepter, avec ou sans émission de livrets, des dépôts à terme ou préavis convenu. »

Art. 11. — L'article 28, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« La part de l'actif destinée à être placée provisoirement est utilisée de l'une des manières suivantes :

1° escompte de lettres de change et billets à ordre;

2° fonds publics belges à douze mois d'échéance au plus;

3° prêts au jour le jour;

4° ouvertures de crédit réalisées par souscription d'effets de commerce;

5° avances sur fonds publics belges ou des Etats étrangers, des communes ou des provinces, et sur actions ou obligations de sociétés belges;

6° ouvertures de crédit et prêts à tempérament; ouvertures de crédit et prêts personnels à tempérament. »

Art. 12. — Dans l'article 29, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 14 octobre 1937, le 3° est remplacé par la disposition suivante :

« 3° Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires. »

### Arrêté royal n° 21 du 23 mai 1967

*modifiant la loi du 2 avril 1962 constituant une Société Nationale d'Investissement et des sociétés régionales d'investissement agréées, modifiée par la loi du 14 avril 1965 (Moniteur du 25 mai 1967, p. 5590).*

Article 1<sup>er</sup>. — L'article 2 de la loi du 2 avril 1962, constituant une Société Nationale d'Investissement et des sociétés régionales d'investissement agréées, modifié par la loi du 14 avril 1965, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 2. — § 1<sup>er</sup>. La Société Nationale d'Investissement a pour objet de favoriser la création, la réorganisation ou l'extension d'entreprises industrielles et commerciales constituées sous la forme de sociétés de capitaux dont le siège social ou le principal établissement est en Belgique.

§ 2. En vue de la réalisation de cet objet, la Société Nationale d'Investissement peut :

1° faire partie d'associations, groupes, syndicats d'études ou de recherches, constitués en vue de la création ou de la réorganisation d'entreprises;

2° apporter une partie du capital lors de la constitution d'une société, prendre part à une augmentation de capital ou exercer les droits de souscription acquis en qualité d'ancien actionnaire;

3° acquérir, d'une autre manière, une participation dans le capital;

4° souscrire des obligations convertibles en actions;

5° accomplir les opérations se rapportant aux intérêts précitées ou répondant à la protection de ses intérêts patrimoniaux.

Ces décisions sont prises par le conseil d'administration. Dans le cas visé aux 3° et 4° ci-dessus celui-ci statue à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés. La souscription d'obligations convertibles en actions n'est pas soumise à cette majorité qualifiée, dans la mesure où la Société Nationale d'Investissement exerce des droits de préférence acquis en qualité d'ancien actionnaire.

§ 3. Lorsque la Société Nationale d'Investissement intervient à la constitution d'une société, elle le fait en qualité de fondateur et du consentement des fondateurs. La Société Nationale d'Investissement ne peut acquérir une participation ou augmenter sa participation dans une société déjà constituée que du consentement préalable et exprès du conseil d'administration de la société.

§ 4. Les participations de la Société Nationale d'Investissement sont temporaires, sauf exception décidée par le conseil d'administration de la Société Nationale d'Investissement à la majorité des deux tiers des voix.

§ 5. La participation de la Société Nationale d'Investissement, dans le capital d'une société anonyme, peut s'élever au maximum à quatre-vingts pour cent du capital de celle-ci.

§ 6. Il peut être dérogé à la disposition qui précède; toutefois, cette dérogation est subordonnée à l'autorisation du Conseil des Ministres sur proposition faite à la majorité des deux tiers, par le conseil d'administration de la Société Nationale d'Investissement.



3. — FINANCES PUBLIQUES

**Arrêté ministériel du 17 mars 1967**

*modifiant l'arrêté ministériel du 20 décembre 1966 relatif à l'octroi d'une aide financière à la pêche maritime (Moniteur du 6 mai 1967, p. 4900).*

**Loi du 6 avril 1967**

*contenant le budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1967 (Moniteur du 4 mai 1967, p. 4834).*

*Article 1<sup>er</sup>. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1967 afférentes au Ministère des Communications (...) des crédits s'élevant à la somme de 8.294.078.000 francs.*

*Art. 7. — Des crédits d'engagement sont ouverts pour un montant de 5.740.000.000 francs (...).*

**Loi du 7 avril 1967**

*modifiant les articles 355 et 357 du Code des impôts sur les revenus (Moniteur du 9 mai 1967, p. 4963).*

**Arrêté ministériel du 14 avril 1967**

*modifiant l'arrêté ministériel du 8 juillet 1966 portant règlement interne du contrôle de l'engagement des dépenses (Moniteur du 6 mai 1967, p. 4899).*

**Arrêté royal du 20 avril 1967**

*fixant la situation des crédits reportés de l'année 1966 (dépenses ordinaires) (Moniteur du 26 mai 1967, p. 5693).*

**Loi du 5 mai 1967**

*contenant le budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1967 (Moniteur du 19 mai 1967, p. 5323).*

*Article 1<sup>er</sup>. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1967 afférentes au Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur (...) des crédits s'élevant à la somme de 4.038.625.000 francs.*

**Loi du 9 mai 1967**

*modifiant l'article 89 du Code des impôts sur les revenus (Moniteur du 31 mai 1967, p. 5843).*

**Loi du 11 mai 1967**

*modifiant le Code des taxes assimilées au timbre (Moniteur du 25 mai 1967, p. 5571).*

**Arrêté royal du 16 mai 1967**

*modifiant le Code des taxes assimilées au timbre (Moniteur du 25 mai 1967, p. 5612).*

**Arrêté royal du 17 mai 1967**

*modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur du 25 mai 1967, p. 5615).*

**Arrêtés ministériels des 17 et 18 mai 1967**

*modifiant l'arrêté ministériel du 23 décembre 1964 portant Règlement complémentaire sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 25 mai 1967, pp. 5634 et 5641).*

**Arrêté royal du 19 mai 1967**

*modifiant le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 25 mai 1967, p. 5613).*

**Arrêté royal n° 17 du 23 mai 1967**

*réorganisant le Conseil Supérieur des Finances (Moniteur du 25 mai 1967, p. 5643).*

*Article 1<sup>er</sup>. — Il est institué, à titre permanent, auprès du département des Finances, un Conseil Supérieur des Finances.*

*Art. 2. — Le Conseil est chargé d'assister le Ministre des Finances dans l'élaboration et l'application des mesures de politique financière qui concernent le fonctionnement des divers marchés des capitaux.*

*Art. 3. — Les attributions du Conseil Supérieur des Finances sont de nature purement technique et consultative.*

Le Conseil délibère sur les objets qui lui sont soumis par le Ministre des Finances. Il peut, au surplus, délibérer sur tout autre objet entrant dans sa compétence et, en particulier, sur les problèmes relatifs à la coordination de l'activité des différents organismes financiers relevant tant du secteur public que du secteur privé. Lorsque le Conseil s'est saisi lui-même d'une question, la majorité des deux tiers des membres est requise pour qu'une résolution soit adoptée.

Le Conseil remet au Ministre des Finances des avis ou lui soumet des propositions. Il peut notamment proposer d'adresser aux divers organismes visés à l'alinéa 2 des recommandations concernant leurs opérations d'emprunt et de réception de dépôts, leurs opérations de crédit et leurs placements.

*Art. 4.* — Le Conseil est présidé par le Ministre des Finances qui désigne un vice-président chargé de le remplacer, en cas d'absence ou d'empêchement. Le président dirige les débats mais ne participe pas au vote.

La composition du Conseil est déterminée comme suit :

Six membres du Conseil représentent respectivement le Ministre des Finances, le Ministre des Affaires économiques, le Ministre de la Prévoyance sociale, le Bureau de Programmation économique, la Banque Nationale de Belgique et la Commission Bancaire.

Chacun de ces membres est désigné par le Ministre ou l'institution intéressée.

Le Roi nomme, en outre, selon les modalités qu'il détermine :

1° douze membres choisis par Lui et appartenant aux secteurs des institutions publiques de crédit, des banques de dépôts, des sociétés financières, des caisses d'épargne privées, des sociétés hypothécaires et de capitalisation, des entreprises d'assurances sur la vie, des bourses de valeurs mobilières;

2° quatre membres choisis par Lui en raison de leur compétence particulière dans le domaine financier.

.....

#### **Arrêté royal n° 23 du 23 mai 1967**

*modifiant le Code des impôts sur les revenus, en vue d'assurer une perception plus exacte de ces impôts (Moniteur du 25 mai 1967, p. 5600).*

#### **Arrêté royal du 23 mai 1967**

*relatif aux taxes assimilées au timbre (Moniteur du 25 mai 1967, p. 5641).*

#### **Arrêté royal du 23 mai 1967**

*modifiant le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 25 mai 1967, p. 5642).*

#### **Arrêtés royaux des 24 et 29 mai 1967**

*relatifs au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 31 mai 1967, p. 5844).*

#### **Arrêté ministériel du 30 mai 1967**

*relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 31 mai 1967, p. 5864).*

### **4. — AGRICULTURE**

#### **Arrêté royal du 11 mai 1967**

*complétant l'arrêté royal du 6 mai 1965 prescrivant un recensement annuel agricole et horticole au 15 mai 1967 (Moniteur du 17 mai 1967, p. 5234).*

### **5. — INDUSTRIE**

#### **Arrêté royal du 11 mai 1967**

*fixant, pour l'année civile 1967, les taux du prélèvement perçu en faveur du Directoire de l'Industrie charbonnière (Moniteur du 26 mai 1967, p. 5.687).*

6. — TRAVAIL

Arrêté royal du 10 avril 1967

*portant statut du personnel de la coopération avec les pays en voie de développement (Moniteur du 23 mai 1967, p. 5446).*

Arrêté royal du 17 avril 1967

*relatif à la durée du travail des ouvriers occupés dans les entreprises d'affichage et de publicité (Moniteur du 27 mai 1967, p. 5720).*

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté ministériel du 9 mai 1967

*modifiant la liste I annexée à l'arrêté ministériel du 7 janvier 1966, soumettant à licence l'importation de certaines marchandises (Moniteur du 13 mai 1967, p. 5174).*

Arrêté royal du 17 mai 1967

*modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur du 25 mai 1967, p. 5615).*

Arrêté ministériel du 30 mai 1967

*relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 31 mai 1967, p. 5864).*

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté royal du 11 avril 1967

*rendant obligatoire la convention collective du 13 octobre 1966 de la Commission paritaire nationale pour employés de l'industrie et du commerce du pétrole, fixant les conditions de rémunération des employés occupés dans les entreprises relevant de cette commission paritaire (Moniteur du 24 mai 1967, p. 5509).*

Arrêté royal du 20 avril 1967

*rendant obligatoire la convention collective du 12 janvier 1967 de la Commission paritaire nationale des services de santé fixant les conditions de rémunération des travailleurs des services de santé (Moniteur du 24 mai 1967, p. 5519).*

Arrêté ministériel du 23 mai 1967

*modifiant l'arrêté ministériel du 18 juillet 1962 réglementant les prix des spécialités pharmaceutiques (Moniteur du 25 mai 1967, p. 5652).*

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Arrêté royal du 17 mai 1967

*portant exécution de l'article 2, § 6, alinéa 5, de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés (Moniteur du 27 mai 1967, p. 5724).*

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

**Arrangement entre le gouvernement  
du Royaume de Belgique et le gouvernement  
de la République fédérale d'Allemagne**

*relatif à l'application des règlements n° 3 et n° 4 du Conseil de la Communauté Economique Européenne concernant la sécurité sociale des travailleurs migrants, signé à Bruxelles, le 20 juillet 1965. Arrangement administratif, signé à Bruxelles le 20 juillet 1965, relatif aux modalités d'application du premier accord complémentaire (sécurité sociale des travailleurs frontaliers) à la convention générale de sécurité sociale entre la République fédérale d'Allemagne et le Royaume de Belgique du 7 décembre 1957. Arrangement administratif, signé à Bruxelles*

*le 20 juillet 1965, relatif aux modalités d'application du troisième Accord complémentaire (paiement des rentes pour la période antérieure à l'entrée en vigueur de la Convention) à la Convention générale de sécurité sociale entre la République fédérale d'Allemagne et le Royaume de Belgique du 7 décembre 1957 (Moniteur du 13 mai 1967, p. 5338).*

**Règlement n° 90/67/C.E.E.  
du Conseil du 8 mai 1967**

*relatif à des mesures transitoires en vue de l'application des prix communs dans le secteur des céréales (Journal officiel du 9 mai 1967, p. 1749).*

## ERRATUM

*Dans l'article « Le marché financier en Belgique », Bulletin d'avril 1967, p. 415, lire le deuxième alinéa de la deuxième colonne comme suit : « Par les opérations de la seconde catégorie, l'Institut achète et place éventuellement sur le marché hors banque des acceptations bancaires ou commerciales visées représentatives d'importations et d'exportations et, le cas échéant, des acceptations bancaires et commerciales non visées. Pour ces deux dernières catégories d'effets, il agit cependant comme courtier s'il peut faire coïncider l'offre et la demande ».*

# STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers

## I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

### 1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1963	1964	1965	1966
		(milliers, à fin d'année)				
Population totale .....	I.N.S.	8.512	9.328	9.428	9.499	9.556
Population en âge de travailler (15 à 65 ans) .....	»	5.850	5.948	5.996	6.022	
dont : Hommes .....	»	2.902	2.950	2.984	2.998	
Femmes .....	»	2.948	2.998	3.012	3.024	
Population active <sup>1</sup> :	Ministère de l'Emploi et du Travail	3.481	3.589	3.622	3.660	
dont : Agriculture .....	»	423	230	216	206	
Industries extractives .....	»	191	102	102	97	
Industries manufacturières .....	»	1.311	1.267	1.289	1.291	
Bâtiments et construction .....	»	197	276	282	286	
Transports .....	»	243	245	250	243	
Commerce, banques, assurances, et services .....	»	1.024	1.404	1.427	1.476	
Chômeurs complets .....	»	92	65	56	61	

<sup>1</sup> Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

## I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
<b>1. Rémunération des salariés <sup>1</sup> :</b>										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la sécurité sociale	124,2	135,7	137,2	136,8	144,8	152,7	166,1	182,0	211,8	232,5
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	9,5	10,1	10,7	10,6	11,8	12,6	14,2	15,3	16,7	18,5
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	20,3	23,4	24,0	23,6	26,2	28,9	31,5	36,5	42,9	48,5
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	50,3	53,2	58,2	60,0	63,5	64,6	69,2	76,8	82,3	91,7
e) Corrections et compléments	11,6	13,0	13,3	13,6	15,5	15,2	20,0	21,1	20,0	20,9
<i>Total ...</i>	<i>215,9</i>	<i>235,4</i>	<i>243,4</i>	<i>244,6</i>	<i>261,8</i>	<i>274,0</i>	<i>301,0</i>	<i>331,7</i>	<i>373,7</i>	<i>412,1</i>
<b>2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :</b>										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture <sup>1</sup>	19,6	23,0	21,5	22,5	23,4	27,0	25,2	27,3	29,6	30,5
b) Professions libérales <sup>1</sup>	9,9	10,1	11,2	11,7	12,5	13,3	14,3	15,1	16,6	21,3
c) Commerçants et artisans indépendants <sup>1</sup>	71,6	71,1	71,2	73,0	76,0	79,3	82,8	87,2	95,7	102,4
d) Revenus des sociétés de personnes <sup>2</sup>	6,4	6,2	5,6	6,0	6,5	7,1	7,2	7,4	7,9	8,4
e) Ajustement statistique	0,6	1,0	1,2	1,0	1,3	0,4	0,6	- 0,4	- 0,9	- 1,0
<i>Total ...</i>	<i>108,1</i>	<i>111,4</i>	<i>110,7</i>	<i>114,2</i>	<i>119,7</i>	<i>127,1</i>	<i>130,1</i>	<i>136,6</i>	<i>148,9</i>	<i>161,6</i>
<b>3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers <sup>1</sup> :</b>										
a) Intérêts	13,5	14,5	15,9	17,3	19,2	21,0	23,5	25,8	28,2	30,4
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	33,7	34,1	34,1	34,3	34,2	34,1	34,0	33,6	33,3	33,4
c) Dividendes, tantièmes, dons	12,5	13,4	12,3	11,4	13,1	14,6	16,1	14,6	15,0	16,3
<i>Total ...</i>	<i>59,7</i>	<i>62,0</i>	<i>62,3</i>	<i>63,0</i>	<i>66,5</i>	<i>69,7</i>	<i>73,6</i>	<i>74,0</i>	<i>76,5</i>	<i>80,1</i>
<b>4. Bénéfices non distribués de sociétés <sup>2</sup> ...</b>	13,3	10,2	7,2	10,6	11,7	13,2	11,7	13,3	15,7	16,2
<b>5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique</b>	8,3	8,7	7,8	7,6	9,2	10,0	11,5	11,3	14,1	16,0
<b>6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat</b>	5,3	6,3	5,4	5,0	5,8	5,8	5,4	4,4	6,3	3,3
<b>7. Intérêt de la dette publique</b>	-11,7	-12,6	-12,9	-14,0	-16,4	-18,6	-18,6	-20,5	-22,1	-24,2
<b>Revenu national net au coût des facteurs ...</b>	<b>398,9</b>	<b>421,4</b>	<b>423,9</b>	<b>431,0</b>	<b>458,3</b>	<b>481,2</b>	<b>514,7</b>	<b>550,8</b>	<b>613,1</b>	<b>665,1</b>
<b>8. Amortissements</b>	47,1	50,1	50,5	53,2	56,1	58,4	61,7	67,0	74,3	79,7
<b>Revenu national brut au coût des facteurs ...</b>	<b>446,0</b>	<b>471,5</b>	<b>474,4</b>	<b>484,2</b>	<b>514,4</b>	<b>539,6</b>	<b>576,4</b>	<b>617,8</b>	<b>687,4</b>	<b>744,8</b>
<b>9. Impôts indirects</b>	50,8	54,2	55,2	60,2	65,4	73,2	78,8	84,4	94,1	101,8
<b>10. Subsidés</b>	- 6,5	- 6,5	- 6,9	- 6,6	- 7,2	- 6,7	- 7,2	- 6,6	- 7,7	- 9,6
<b>Produit national brut aux prix du marché ...</b>	<b>490,3</b>	<b>519,2</b>	<b>522,7</b>	<b>537,8</b>	<b>572,6</b>	<b>606,1</b>	<b>648,0</b>	<b>695,6</b>	<b>773,8</b>	<b>837,0</b>

<sup>1</sup> Avant taxation.<sup>2</sup> Après taxation.

## I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHÉ

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
1. Agriculture, sylviculture et pêche .....	31,9	35,6	34,2	35,3	36,6	40,4	38,9	41,5	44,4	45,7
2. Industries extractives .....	18,6	21,2	18,2	14,3	14,0	14,0	14,0	15,6	17,1	15,8
3. Industries manufacturières :										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac .....	33,8	35,3	37,0	37,8	39,3	40,7	42,5	44,4	48,5	52,5
b) Textiles .....	14,8	15,7	12,9	14,0	15,5	16,3	16,7	18,6	20,8	19,5
c) Vêtements et chaussures .....	6,5	7,2	6,8	7,1	7,6	8,2	9,2	9,6	10,8	11,4
d) Bois et meubles .....	5,0	5,3	5,6	5,5	6,7	6,8	7,8	8,9	9,1	10,3
e) Papier, impression, édition .....	6,9	7,4	7,5	7,8	8,5	9,1	10,3	11,3	12,8	13,6
f) Industries chimiques et activités connexes .....	13,2	13,5	13,1	13,7	14,5	14,9	15,6	17,5	18,8	20,2
g) Terre cuite, céramiques, verre et ciment .....	8,0	8,3	8,2	9,2	10,3	10,8	11,9	12,2	14,4	14,2
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	15,5	15,8	13,3	14,6	18,6	17,1	17,0	16,3	21,6	21,4
i) Fabrications métalliques et constructions navales .....	31,5	35,2	33,7	33,2	36,9	43,0	49,0	55,5	65,3	69,9
j) Industries non dénomées ailleurs .	9,8	10,3	10,2	10,7	12,3	12,9	14,1	15,4	17,8	19,8
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>145,0</i>	<i>154,0</i>	<i>148,3</i>	<i>153,6</i>	<i>170,2</i>	<i>179,8</i>	<i>194,1</i>	<i>209,7</i>	<i>239,9</i>	<i>252,8</i>
4. Construction .....	27,7	31,2	30,7	30,7	33,2	36,9	40,3	42,1	54,0	56,6
5. Electricité, gaz et eau .....	9,5	10,0	10,6	10,7	11,1	11,5	12,6	13,5	15,0	17,0
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :										
a) Commerce .....	71,6	76,1	77,0	83,5	87,8	95,3	103,4	113,9	121,3	132,8
b) Services financiers et assurances ...	12,0	13,0	13,4	15,0	16,0	17,2	19,1	21,6	24,3	26,9
c) Immeubles d'habitation .....	37,6	38,5	39,1	39,9	40,5	41,1	41,5	42,5	43,6	44,9
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>121,2</i>	<i>127,6</i>	<i>129,5</i>	<i>138,4</i>	<i>144,3</i>	<i>153,6</i>	<i>164,0</i>	<i>178,0</i>	<i>189,2</i>	<i>204,6</i>
7. Transports et communications .....	32,6	34,2	34,5	35,9	38,9	38,8	42,1	45,9	51,4	56,8
8. Services .....	93,7	100,7	108,0	112,8	119,8	124,6	132,8	144,4	159,1	178,5
9. Corrections .....	2,4	-3,3	1,1	1,2	-2,3	1,2	4,8	1,1	0,1	4,9
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché ...</b>	<b>482,6</b>	<b>511,2</b>	<b>515,1</b>	<b>532,9</b>	<b>565,8</b>	<b>600,8</b>	<b>643,6</b>	<b>691,8</b>	<b>770,2</b>	<b>832,7</b>
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	7,7	8,0	7,6	4,9	6,8	5,3	4,4	3,8	3,6	4,3
<b>Produit national brut aux prix du marché ...</b>	<b>490,3</b>	<b>519,2</b>	<b>522,7</b>	<b>537,8</b>	<b>572,6</b>	<b>606,1</b>	<b>648,0</b>	<b>695,6</b>	<b>773,8</b>	<b>837,0</b>

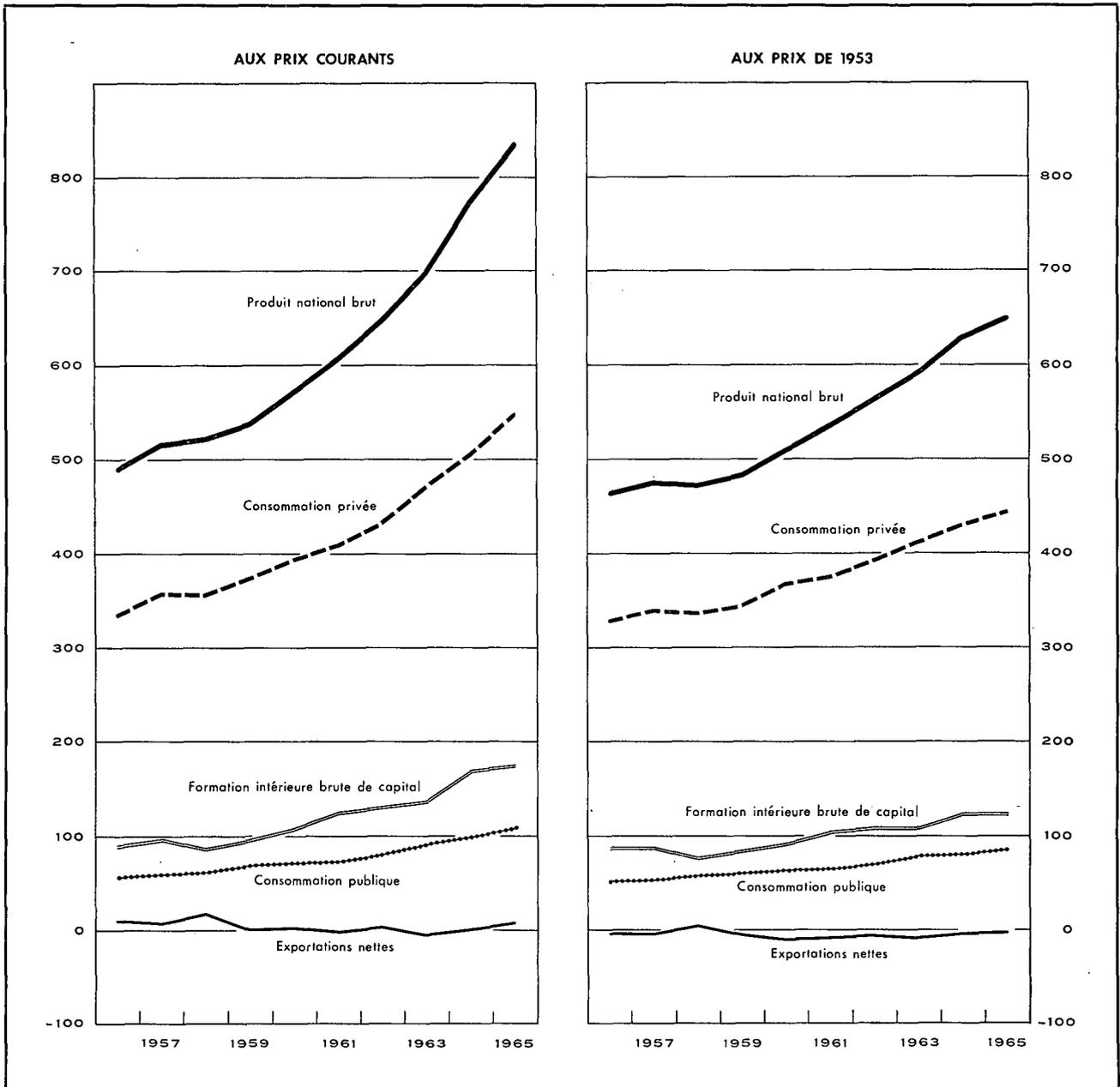


### I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.



## I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
<b>1. Consommation privée :</b>										
a) Produits alimentaires .....	98,8	102,2	103,3	105,8	108,2	112,5	119,8	126,4	131,0	142,3
b) Boissons et tabacs .....	24,0	26,1	27,2	28,3	29,1	30,3	31,2	33,2	36,7	40,2
c) Vêtements et autres effets personnels .....	33,3	36,2	34,2	35,9	38,4	40,6	43,1	47,6	50,8	53,3
d) Loyers, taxes, eau .....	44,5	45,9	46,8	47,5	48,2	49,1	50,2	51,9	54,1	56,2
e) Chauffage et éclairage .....	19,0	20,4	18,9	18,8	19,7	20,4	24,2	27,9	25,4	28,1
f) Articles ménagers durables .....	25,1	27,9	27,6	28,5	32,3	34,9	36,4	40,8	46,7	49,5
g) Entretien de la maison .....	15,3	16,3	16,8	17,4	18,3	19,1	20,6	21,5	23,7	25,9
h) Soins personnels et hygiène .....	17,4	18,4	20,5	21,9	23,5	24,9	27,1	28,8	31,1	38,6
i) Transports et Communications .....	24,7	26,9	27,6	28,9	33,0	34,0	36,1	39,5	44,3	49,1
j) Loisirs .....	25,2	27,4	30,5	30,2	30,6	32,3	33,9	37,0	41,6	44,7
k) Autres dépenses et ajustement statistique .....	7,1	10,8	3,6	10,3	12,3	12,1	10,4	17,8	21,7	20,1
<b>Total ...</b>	<b>334,4</b>	<b>358,5</b>	<b>357,0</b>	<b>373,5</b>	<b>393,6</b>	<b>410,2</b>	<b>433,0</b>	<b>472,4</b>	<b>507,1</b>	<b>548,0</b>
<b>2. Consommation publique :</b>										
a) Rémunérations et pensions .....	37,6	40,1	44,0	46,3	49,8	51,3	54,8	61,4	66,4	74,6
b) Biens et services .....	14,4	14,3	15,2	17,4	18,2	17,7	21,1	24,9	26,3	26,8
c) Loyer net imputé ou payé .....	1,8	2,0	2,2	2,2	2,3	2,6	2,9	3,3	3,8	4,3
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0	1,1	1,2	1,3	1,5	1,7
<b>Total ...</b>	<b>54,5</b>	<b>57,2</b>	<b>62,2</b>	<b>66,9</b>	<b>71,3</b>	<b>72,7</b>	<b>80,0</b>	<b>90,9</b>	<b>98,0</b>	<b>107,4</b>
<b>3. Formation intérieure brute de capital :</b>										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	4,2	4,3	4,0	4,2	3,5	4,0	3,9	4,2	4,9	5,7
b) Industries extractives .....	3,0	3,0	2,7	1,9	1,5	2,0	1,5	2,0	2,0	1,7
c) Industries manufacturières .....	21,3	20,0	18,3	18,7	26,4	32,2	37,6	39,0	40,7	44,6
d) Construction .....	2,1	2,3	1,9	2,3	2,6	3,3	5,7	5,6	5,5	5,6
e) Electricité, gaz et eau .....	4,6	5,0	4,9	6,0	4,8	4,6	7,6	6,7	8,3	8,8
f) Commerce, banques, assurances .....	9,6	10,0	9,0	10,1	11,1	12,2	13,0	14,2	15,0	15,8
g) Immeubles d'habitation .....	21,6	24,4	22,5	24,7	29,3	32,2	29,4	28,0	44,9	47,8
h) Transports et communications .....	10,5	10,7	12,0	11,2	12,2	12,2	13,1	14,6	15,2	19,2
i) Pouvoirs publics et enseignements ...	9,1	8,4	8,5	12,1	12,3	13,9	16,1	17,9	23,6	19,6
j) Autres services .....	2,4	2,5	2,5	2,7	2,9	3,2	3,4	3,6	3,8	4,1
k) Variations de stocks .....	4,0	6,6	0,8	4,0	-0,2	4,2	1,5	0,9	3,3	1,0
l) Ajustement statistique .....	-0,6	0,2	-0,8	-0,7	-0,1	-0,4	-1,2	0,4	1,3	0,3
<b>Total ...</b>	<b>91,8</b>	<b>97,4</b>	<b>86,3</b>	<b>97,2</b>	<b>106,3</b>	<b>123,6</b>	<b>131,6</b>	<b>137,1</b>	<b>168,5</b>	<b>174,2</b>
<b>4. Exportations nettes de biens et services :</b>										
a) Exportations totales .....	179,7	184,6	177,3	176,3	200,1	216,7	233,6	254,2	295,2	325,8
b) Importations totales .....	170,1	178,5	160,1	176,1	198,7	217,1	230,2	259,0	295,0	318,4
c) Exportations nettes .....	+9,6	+6,1	+17,2	+0,2	+1,4	-0,4	+3,4	-4,8	+0,2	+7,4
<b>Produit national brut aux prix du marché ...</b>	<b>490,3</b>	<b>519,2</b>	<b>522,7</b>	<b>537,8</b>	<b>572,6</b>	<b>606,1</b>	<b>648,0</b>	<b>695,6</b>	<b>773,8</b>	<b>837,0</b>

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1953, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
<b>1. Consommation privée :</b>										
a) Produits alimentaires .....	108	108	111	110	115	118	122	125	126	129
b) Boissons .....	103	111	109	114	117	122	123	132	140	147
c) Tabac .....	107	115	118	119	124	127	134	134	142	150
d) Vêtements et autres effets personnels .....	112	120	112	117	125	130	137	148	152	155
e) Loyers, taxes, eau .....	105	106	107	107	108	109	111	112	114	116
f) Chauffage et éclairage .....	118	117	108	110	117	125	147	163	150	163
g) Articles ménagers durables .....	122	131	128	134	156	165	171	187	212	218
h) Entretien de la maison .....	111	115	115	116	120	123	127	127	132	134
i) Soins personnels et hygiène .....	109	110	121	125	132	137	146	152	155	167
j) Transports .....	126	133	135	139	154	158	167	181	198	216
k) Communications P.T.T. ....	117	122	129	130	136	144	153	165	180	193
l) Loisirs .....	106	111	117	114	114	119	123	130	137	141
<i>Total ...</i>	<i>112</i>	<i>116</i>	<i>115</i>	<i>117</i>	<i>125</i>	<i>127</i>	<i>133</i>	<i>140</i>	<i>146</i>	<i>151</i>
<b>2. Consommation publique :</b>										
a) Rémunérations et pensions .....	114	116	124	129	136	139	148	163	171	183
b) Biens et services .....	76	72	78	87	92	90	104	121	124	124
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	107	117	126	128	134	145	163	182	203	226
<i>Total ...</i>	<i>101</i>	<i>101</i>	<i>109</i>	<i>114</i>	<i>121</i>	<i>123</i>	<i>134</i>	<i>149</i>	<i>156</i>	<i>164</i>
<b>3. Formation intérieure brute de capital :</b>										
a) Agriculture, sylviculture et pêche	104	106	96	98	80	89	80	83	94	109
b) Industries extractives .....	117	110	98	68	56	74	53	64	65	50
c) Industries manufacturières .....	144	127	117	118	167	202	229	227	224	238
d) Construction .....	126	130	105	132	145	184	313	297	278	277
e) Electricité, gaz et eau .....	128	132	125	156	126	117	187	156	179	183
f) Commerce, banques, assurances	111	109	97	110	120	131	135	141	141	144
g) Immeubles d'habitation .....	118	124	110	120	140	149	130	118	172	173
h) Transports et communications	125	122	135	127	137	135	142	153	152	187
i) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement) .....	121	111	120	150	137	142	158	180	261	201
j) Enseignement .....	158	123	92	201	244	303	340	326	291	256
k) Autres services .....	111	109	107	118	124	140	141	143	143	150
<i>Total ...</i>	<i>128</i>	<i>128</i>	<i>111</i>	<i>125</i>	<i>136</i>	<i>154</i>	<i>161</i>	<i>159</i>	<i>183</i>	<i>181</i>
<b>4. Exportations nettes de biens et services :</b>										
a) Exportations totales .....	137	139	140	149	164	180	193	207	234	254
b) Importations totales .....	141	144	139	155	174	187	200	215	239	258
<b>Produit national brut aux prix du marché (prix de 1953) .....</b>	<b>111,8</b>	<b>114,6</b>	<b>113,8</b>	<b>116,5</b>	<b>123,1</b>	<b>129,2</b>	<b>136,1</b>	<b>142,4</b>	<b>151,9</b>	<b>156,9</b>

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947. — Bulletin de l'I.R.E.S.P. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).*  
 Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S., juillet-août 1965, p. 1385. — Séries statistiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.). — Recherches Economiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — International Financial Statistics (F.M.I.). — Statistiques générales (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Account Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960.*

## II. — EMPLOI ET CHOMAGE

### 1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100 <sup>1</sup>

Source : Ministère du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construc- tion
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques			Textiles (sans confection)			
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques		Construction de matériel de transport		
1960 .....	97,6	76,9	100,7	103,4	98,8	108,8	100,3	89,5	99,5	99,7	
1961 .....	99,6	67,6	104,0	107,1	106,5	118,5	113,7	89,2	99,1	100,7	
1962 .....	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	99,2	97,8	106,9	
1963 .....	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9	
1964 .....	108,2	61,2	111,0	107,4	122,0	134,4	123,1	104,5	98,7	117,5	
1965 .....	105,8	57,2	109,6	107,0	117,6	138,3	129,1	105,2	93,6	112,9	
1965 1 <sup>er</sup> trimestre ..	106,1	60,5	110,4	108,7	118,4	139,6	130,5	106,3	95,7	107,9	
2 <sup>e</sup> trimestre ..	106,0	57,9	109,2	107,9	116,7	137,5	129,0	104,0	93,1	114,7	
3 <sup>e</sup> trimestre ..	106,0	55,1	109,4	106,3	116,6	135,8	129,0	104,7	92,7	116,6	
4 <sup>e</sup> trimestre ..	105,6	55,1	109,7	104,9	118,8	140,0	128,0	106,1	93,3	112,3	
1966 1 <sup>er</sup> trimestre ..	103,2	49,1	108,9	103,7	118,1	135,0	117,0	104,3	98,5	106,1	
2 <sup>e</sup> trimestre ..	104,8	49,6	109,5	101,8	121,3	135,4	116,2	108,9	97,7	112,1	
3 <sup>e</sup> trimestre ..	105,3	48,1	109,9	100,9	121,8	133,9	116,8	111,9	97,6	114,4	
1965 Novembre ...	105,8	55,4	109,8	105,0	119,2	139,1	128,3	106,2	93,3	113,9	
Décembre ...	104,3	55,0	109,2	104,3	118,6	139,1	127,0	106,1	93,7	106,9	
1966 Janvier .....	102,9	53,7	109,1	104,4	118,0	135,3	118,9	103,6	98,6	99,8	
Février .....	103,5	52,8	108,4	103,1	117,0	134,3	116,3	103,9	98,3	107,4	
Mars .....	103,2	40,9	109,1	103,6	119,3	135,3	115,7	105,4	98,6	111,2	
Avril .....	104,5	51,2	109,2	102,8	120,2	136,0	115,0	106,9	98,4	110,8	
Mai .....	104,7	50,3	109,6	102,6	121,3	137,8	115,6	106,4	97,8	111,0	
Juin .....	105,1	49,8	109,7	102,5	121,0	135,9	116,9	108,9	98,2	113,0	
Juillet .....	104,3	48,8	109,3	100,2	121,6	132,5	116,1	111,4	97,1	112,4	
Août .....	105,5	48,2	109,4	101,6	120,8	134,9	116,3	112,1	97,9	114,7	
Septembre ...	106,1	47,4	110,9	101,0	122,9	134,3	117,9	112,2	97,9	116,2	
Octobre .....	105,8	47,1	110,8	100,6	124,1	137,0	116,9	109,8	96,8	115,4	
Novembre ...	105,2	46,6	110,2	99,8	123,5	135,5	117,4	109,9	96,8	113,7	

<sup>1</sup> Indices sur base originale 1964 = 100 convertis en indices base 1958 = 100.

## II - 2. — CHOMAGE

### Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période <sup>1</sup>	Chômeurs contrôlés (milliers) <sup>2</sup>			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois <sup>3</sup>		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics <sup>2</sup>	Demandes d'emploi <sup>4 5</sup>	Offres d'emploi <sup>4</sup>	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs complets	Chômeurs partiels et accidentels			reçues pendant le mois	en suspens à fin de mois
1960 .....	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8	61,2	18,9	7,5
1961 .....	308	126,3	87,9	38,4	3.241	21,2	7,7	7,1	31,4	20,1	12,5
1962 <sup>6</sup> .....	* 252	85,5	47,1	38,4	1.791	16,0	6,7	6,6	18,1	18,3	14,6
1963 .....	250	83,1	32,9	50,2	1.731	15,7	10,0	6,0	13,1	15,3	16,5
1964 .....	250	52,8	26,1	26,7	1.100	15,3	6,2	6,3	10,2	13,3	12,5
1965 .....	253	69,0	32,2	36,8	1.454	15,8	6,8	6,0	16,1	13,0	7,8
1966 .....	252	74,4	38,7	35,7	1.564	15,9	6,4	5,7	21,9	13,1	6,7
1965 3 <sup>e</sup> trimestre .....	63	39,4	27,1	12,3	828	15,8	4,2	7,0	13,3	11,7	8,2
4 <sup>e</sup> trimestre .....	63	78,0	33,9	44,1	1.638	15,5	6,9	6,2	19,3	11,1	6,7
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	65	110,7	44,1	66,6	2.399	16,4	8,2	4,6	25,7	15,6	6,4
2 <sup>e</sup> trimestre .....	61	56,0	35,6	20,4	1.139	15,5	4,6	6,9	18,7	14,4	7,8
3 <sup>e</sup> trimestre .....	63	47,4	32,9	14,5	995	15,8	4,4	5,6	16,6	11,2	7,4
4 <sup>e</sup> trimestre .....	63	82,0	42,0	40,0	1.721	15,7	6,2	5,6	26,5	11,3	5,0
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	65	131,1	60,9	70,2	2.841	17,1	7,6	4,5	39,4	11,9	3,7
1966 Mai .....	22	54,2	35,8	18,4	1.192	16,3	4,7	7,0	19,1	14,6	7,9
Juin .....	20	49,3	32,8	16,5	986	15,1	4,2	7,1	15,5	14,1	8,0
Juillet .....	24	49,5	34,0	15,5	1.187	18,5	4,8	5,3	16,5	8,5	7,0
Août .....	19	44,5	31,5	13,0	845	14,0	3,8	5,8	16,1	11,4	7,7
Septembre .....	20	47,6	33,1	14,5	952	14,9	4,5	5,8	17,2	13,8	7,4
Octobre .....	24	56,2	35,9	20,3	1.349	16,8	4,3	6,1	22,3	15,4	6,1
Novembre .....	19	75,1	41,8	33,3	1.426	14,5	5,4	5,8	24,6	10,0	5,0
Décembre .....	20	119,4	49,4	70,0	2.389	15,8	7,9	4,9	32,6	8,4	4,0
1967 Janvier .....	25	156,0	59,2	96,8	3.901	19,2	9,0	3,2	38,3	11,3	3,8
Février .....	20	130,1	62,3	67,8	2.601	16,0	6,8	5,0	40,9	11,2	3,6
Mars .....	20	101,1	61,6	39,5	2.022	16,0	6,0	5,1	39,0	13,2	3,8
Avril .....	25	98,8	61,3	37,5	2.470	18,7	6,2	6,2	37,9	13,1	4,0
Mai .....	20	90,5	59,6	30,9	1.810	15,9	5,5	6,5	38,1	12,8	4,3

<sup>1</sup> Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

<sup>2</sup> Moyenne journalière par mois de chômage.

<sup>3</sup> Durée moyenne du chômage =  $\frac{\text{Nombre de journées perdues par mois}}{\text{Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois}}$

<sup>4</sup> Demandes et offres d'emploi se rapportant uniquement aux ouvriers et ouvrières.

<sup>5</sup> Chômeurs complets normalement aptes.

<sup>6</sup> Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

\* Depuis 1962, la semaine n'est plus comptée que pour 5 jours dans le total du nombre de jours ouvrables; auparavant elle était de 6 jours.

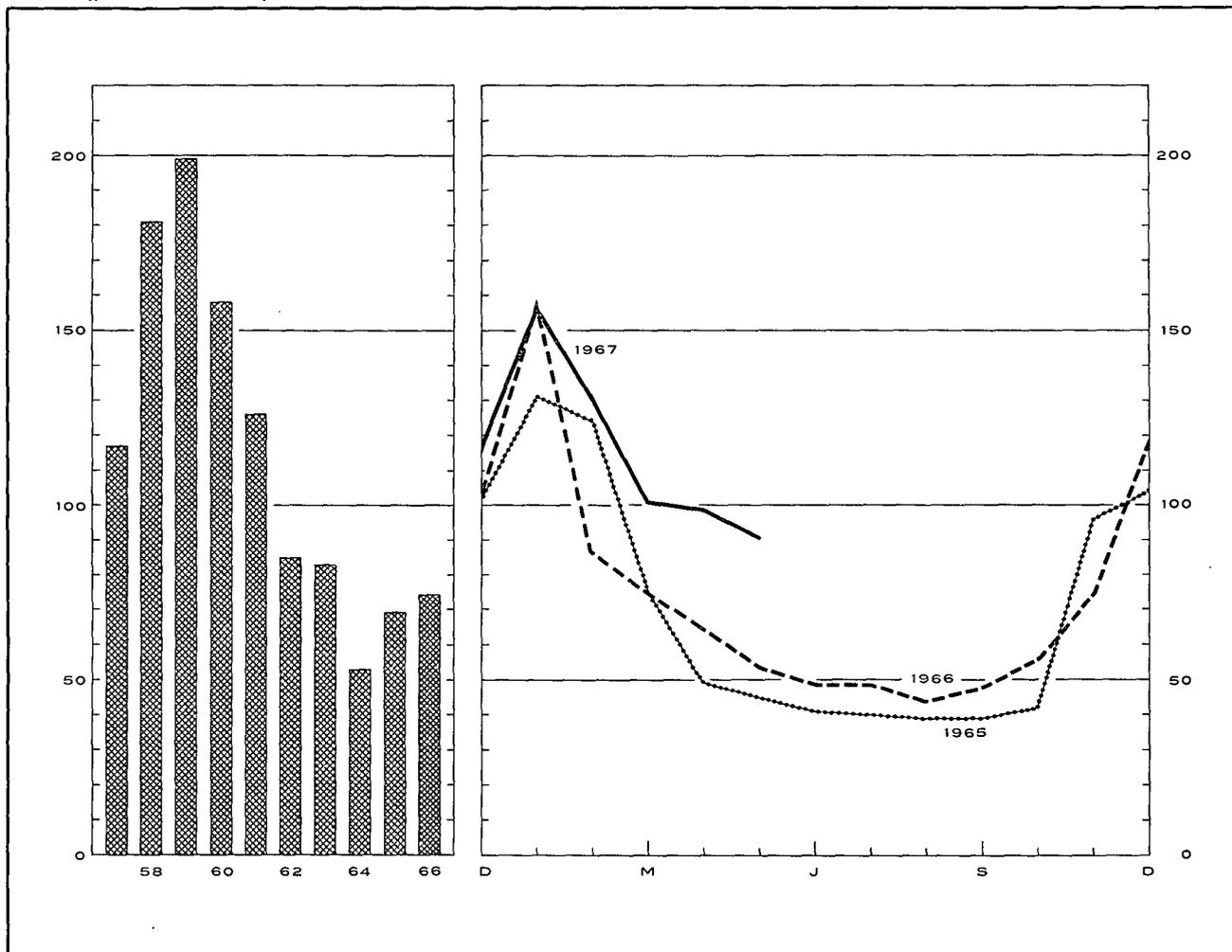
### II - 3. — CHOMAGE

#### Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés

Chômeurs complets + chômeurs partiels

(milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		1964	1965	1966	1967
1958	181	204	166	149	204	Janvier	120	131	159	156
1959	199	292	182	150	171	Février	63	124	87	130
1960	158	221	149	123	137	Mars	67	75	75	101
1961	126	177	111	90	124	Avril	40	49	65	99
1962	85	141	64	52	90	Mai	36	45	54	91
1963	83	176	44	35	72	Juin	32	41	49	
1964	53	82	36	32	61	Juillet	32	40	49	
1965	69	111	45	39	78	Août	30	39	44	
1966	74	111	56	47	82	Septembre	34	39	48	
1967		131				Octobre	37	42	56	
						Novembre	49	96	75	
						Décembre	102	104	119	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'ONEM. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

<sup>1</sup> Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

### III. — AGRICULTURE ET PECHE

#### 1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
<b>Superficie cultivée <sup>1</sup></b> (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables .....	296	270	273	256	252	246	262	265	247
dont : froment .....	219	200	203	206	209	200	216	227	212
seigle .....	69	62	63	44	39	41	42	34	30
Céréales non panifiables .....	240	255	252	263	260	255	239	253	260
Plantes industrielles .....	94	88	96	92	93	94	106	95	92
Plantes racines et tuberculifères .....	141	134	131	120	116	114	103	98	98
Légumes cultivés pour la graine .....	12	12	11	11	10	10	11	10	9
Prés et prairies .....	811	816	819	821	829	825	815	810	810
Divers .....	128	133	129	136	129	135	129	121	124
Total ...	1.722	1.708	1.711	1.699	1.689	1.679	1.665	1.652	1.640
<b>Production végétale</b> (milliers de tonnes)									
Froment .....	779	789	773	722	835	759	900	854	650
Autres céréales .....	992	1.034	1.056	1.011	1.083	1.039	1.064	962	896
Betteraves sucrières .....	3.200	1.500	3.063	2.703	2.019	2.135	3.114	2.537	2.586
Lin (graines et paille) .....	170	124	214	196	231	240	283	190	157
Chicorée à café .....	56	43	55	60	37	47	68	46	29
Pommes de terre .....	1.956	1.357	1.894	1.789	1.872	1.530	1.755	1.419	1.475
<b>Nombre d'animaux <sup>1</sup></b> (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles .....	178	170	159	148	141	132	120	108	95
Total des bovidés .....	2.596	2.649	2.696	2.728	2.832	2.805	2.663	2.731	2.773
dont : vaches laitières .....	996	1.015	1.024	1.025	1.051	1.044	999	1.010	1.019
Porcs .....	1.423	1.450	1.749	1.772	2.053	1.795	1.833	1.847	1.971
<b>Production animale</b>									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres) .....	1.319	1.303	1.420	1.538	1.630	1.644	1.712	1.953	2.199
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes) .....	412	424	441	429	462	458	429	461	500

<sup>1</sup> Recensement au 15 mai de chaque année.

#### III - 2. — PECHE MARITIME

##### Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

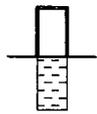
	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
Aiglefin .....	374	232	262	285	300	221	281	233	141
Cabillaud .....	834	653	689	698	868	728	630	1.124	1.052
Plie .....	451	381	390	291	346	424	322	294	442
Sole .....	315	257	350	314	347	631	201	263	329
Raie .....	337	342	323	328	310	298	319	280	182
Hareng .....	201	260	528	409	273	153	134	112	61
Crevettes .....	64	89	39	80	48	76	75	72	80

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistique agricoles (F.A.O.).

## IV. — INDUSTRIE

### IV - 1. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE <sup>1</sup>

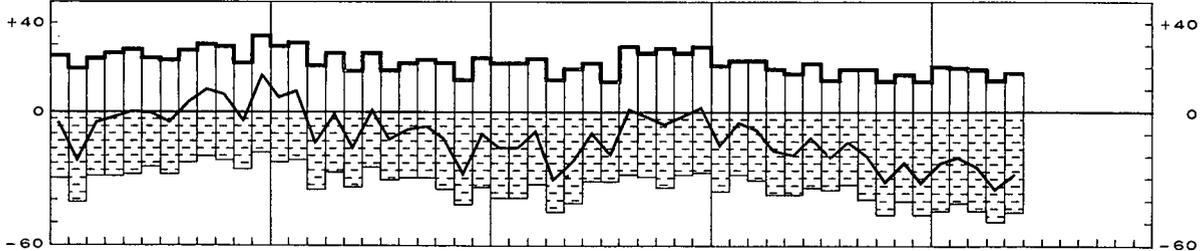
Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir — Métaux non ferreux



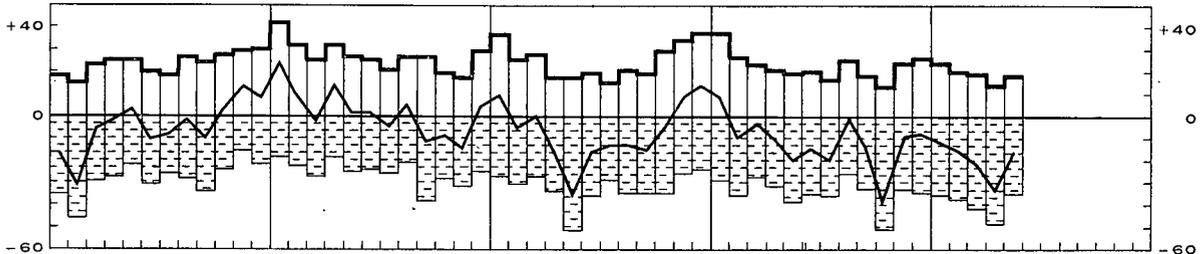
Pourcentage des réponses "en hausse" pour les questions A,B et C  
 Pourcentage des réponses "supérieur à la normale" pour les questions D et E  
 Pourcentage des réponses "en baisse" pour les questions A,B et C  
 Pourcentage des réponses "inférieur à la normale" pour les questions D et E

— Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "en hausse" et "en baisse" pour les questions A,B et C  
 — Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "supérieur" et "inférieur" à la normale pour les questions D et E

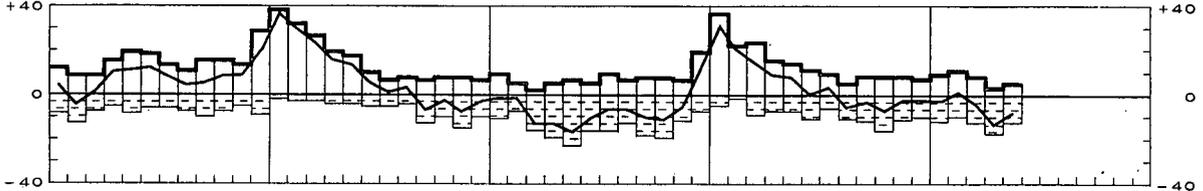
A.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (2)



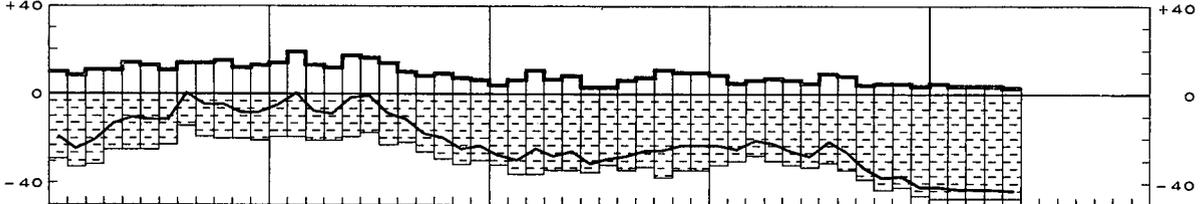
B.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)



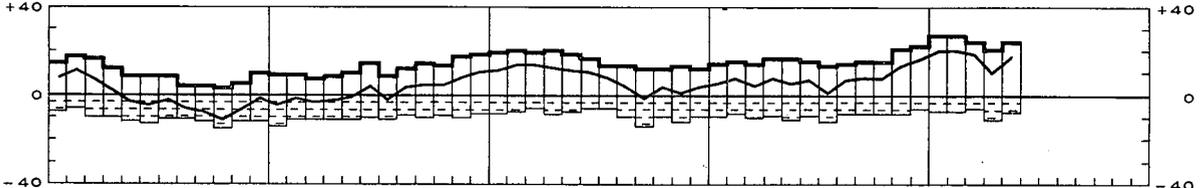
C.- EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



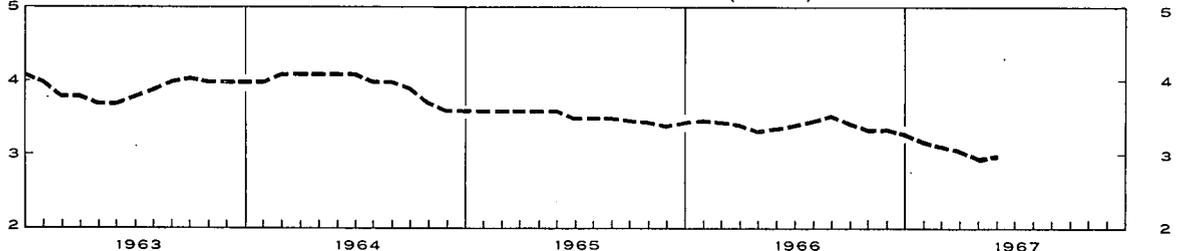
D.- APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



E.- APPRECIATION DU STOCK DES PRODUITS FINIS



F.- DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (en mois)



<sup>1</sup> Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à D la variation par rapport au mois précédent.  
<sup>2</sup> Mouvements saisonniers éliminés.

IV - 1a. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Indices non désaisonnalisés				Indices désaisonnalisés
	Source : I.N.S.		Source : I.R.E.S.P. 1	Source : Agéfi 2	Source : I.N.S.
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général *	Indice général	Indice général *
1961 .....	119	124	114	122	119
1962 .....	125	132	120	130	125
1963 .....	135	142	129	138	136
1964 .....	144	153	139	147	144
1965 .....	148	158	145	149	148
1966 .....	p 150	p 161	148	150	p 150
1965 4 <sup>e</sup> trimestre .....	157	169	153	153	152
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	151	162	148	151	152
2 <sup>e</sup> trimestre .....	p 153	p 165	154	152	p 151
3 <sup>e</sup> trimestre .....	p 142	p 152	136	147	p 150
4 <sup>e</sup> trimestre .....	p 156	p 168	155	152	p 150
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	p 152	p 164	p 151	p 152	p 153
1966 Mai .....	147	158	157	149	149
Juin .....	p 158	p 170	155	154	p 150
Juillet .....	p 117	p 122	118	139	p 147
Août .....	p 147	p 159	135	147	p 149
Septembre .....	p 162	p 175	155	155	p 153
Octobre .....	p 156	p 169	151	155	p 146
Novembre .....	p 152	p 163	159	147	p 147
Décembre .....	p 159	p 171	153	153	p 156
1967 Janvier .....	p 149	p 161	p 148	154	p 150
Février .....	p 147	p 158	p 150	p 146	p 156
Mars .....	p 160	p 172	p 154	p 155	p 152
Avril .....	p 155	p 167		p 151	
Mai .....				150 <sup>3</sup>	

\* Non compris la construction.

1 Indices sur base originale 1961 convertis en indices base 1958 = 100.

2 Indices sur base originale 1953 convertis en indices base 1958 = 100.

3 Prévision.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1958 = 100

Source : I.N.S.

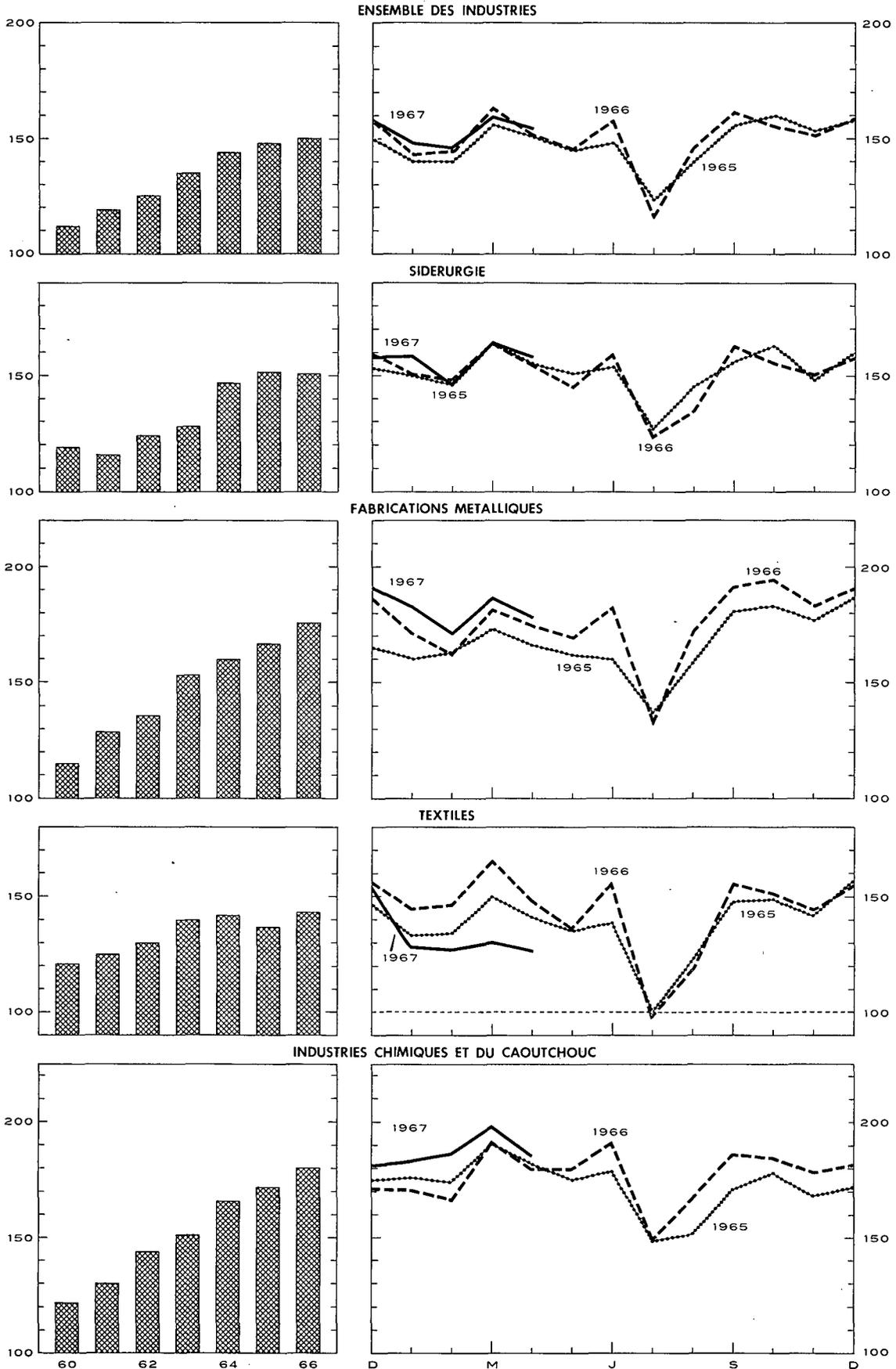
Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries manufacturières													
		Industries extractives	dont :												
			Indice général	Industries prod. minérales non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles				Industrie chimique et industrie du caoutchouc		Raffineries de pétrole
									Total	Filatures	Tissage	Bonneterie	Total	dont : Transformation des matières plastiques (1962 = 100)	
1961 .....	119	85	124	126	116	132	129	112	125	128	124	124	130	100	122
1962 .....	125	86	132	134	124	130	136	115	130	130	130	132	144	100	130
1963 .....	135	88	142	131	128	145	153	119	140	137	139	157	151	124	187
1964 .....	144	92	153	151	147	162	160	127	142	135	146	153	166	148	206
1965 .....	148	85	158	147	152	175	167	127	138	132	137	154	172	178	241
1966 .....	p 150	76	p 161	148	151	177	p 176	p 134	145	135	149	161	178	213	256
1965 4 <sup>e</sup> trimestre .....	157	87	169	146	157	184	182	146	149	144	148	168	173	198	256
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	151	80	162	133	155	184	172	119	152	146	154	168	177	191	252
2 <sup>e</sup> trimestre .....	p 153	79	p 165	160	154	178	p 174	130	148	139	151	163	184	217	234
3 <sup>e</sup> trimestre .....	p 142	69	p 152	150	141	169	p 166	138	128	119	133	145	168	200	262
4 <sup>e</sup> trimestre .....	p 156	77	p 168	148	155	177	p 190	p 150	151	137	158	167	182	245	275
1967 1 <sup>er</sup> trimestre ... p	152	76	164	135	157	174	180	130	129	123	128	141	190	232	258
1966 Avril .....	153	77	165	156	155	182	174	123	149	142	150	166	180	204	247
Mai .....	147	77	158	159	146	171	167	122	137	127	143	150	180	211	254
Juin .....	p 158	82	p 170	165	160	182	p 182	146	157	148	159	174	192	234	202
Juillet .....	p 117	53	p 122	138	124	143	p 134	124	99	89	119	83	150	157	278
Août .....	p 147	74	p 159	154	135	181	p 173	141	130	126	121	165	168	202	253
Septembre .....	p 162	80	p 175	158	163	183	p 192	148	155	142	160	187	187	240	255
Octobre .....	p 156	76	p 169	159	156	175	p 195	156	152	139	158	175	185	261	267
Novembre .....	p 152	77	p 163	145	151	174	p 184	162	145	128	154	168	179	240	270
Décembre .....	p 159	78	p 171	141	158	181	p 191	p 133	155	145	162	157	182	234	288
1967 Janvier .....	p 149	76	161	129	159	188	183	121	129	120	127	147	184	205	269
Février .....	p 147	72	158	127	147	167	172	125	128	118	130	141	187	237	240
Mars .....	p 160	79	172	150	164	166	187	143	131	130	128	136	199	254	266
Avril .....	p 155	74	167	162	159	173	179	122	127	119	123	146	186	203	241

\* Non compris la construction.



### IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1958 = 100



### IV - 3. — ENERGIE

Sources : Administration des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Énergie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (8), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille cru <sup>1</sup>	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(milliers de tonnes)				(kg)	(millions kWh)	(milliers ton.)	(millions de m <sup>3</sup> )	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1961 .....	1.794	4.394	122	2.477	1.090	1.247	660	102	196
1962 .....	1.769	1.351	182	2.582	1.149	1.368	705	104	214
1963 .....	1.785	454	474	2.664	1.163	1.483	1.013	102	224
1964 .....	1.775	1.489	407	2.504	1.154	1.623	1.112	106	240
1965 .....	1.649	2.419	422	2.393	1.212	1.697	1.300	107	268
1966 .....	1.458	3.046	417	2.188	1.270	1.794	1.382	97	254
1965 3 <sup>e</sup> trimestre .....	1.459	2.035	453	2.285	1.205	1.529	1.280	100	204
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1.700	2.419	511	2.504	1.256	1.857	1.385	105	278
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.584	2.802	414	2.262	1.261	1.877	1.364	99	294
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.483	3.077	494	2.270	1.263	1.709	1.266	97	224
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1.284	3.051	382	1.995	1.253	1.623	1.414	90	200
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1.482	3.046	377	2.222	1.300	1.965	1.485	100	298
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.472	3.094			p 1.319	1.945	1.440		
2 <sup>e</sup> trimestre .....	p 1.430	p 3.031			p 1.357				
1966 Avril .....	1.480	2.859	526	2.331	1.277	1.756	1.335	97	242
Mai .....	1.439	2.940	472	2.196	1.256	1.669	1.372	97	219
Juin .....	1.531	3.077	482	2.284	1.256	1.701	1.091	96	210
Juillet .....	1.012	3.014	344	1.673	1.235	1.471	1.500	82	186
Août .....	1.354	3.005	444	2.170	1.241	1.633	1.367	91	201
Septembre .....	1.485	3.051	356	2.143	1.284	1.764	1.375	98	213
Octobre .....	1.441	3.095	349	2.125	1.283	1.888	1.441	101	247
Novembre .....	1.480	3.053	331	2.190	1.299	1.951	1.454	96	316
Décembre .....	1.528	3.046	451	2.350	1.319	2.055	1.559	103	333
1967 Janvier .....	1.518	2.959	295	2.276	1.294	2.056	1.476		
Février .....	1.393	3.013			1.321	1.826	1.354		
Mars .....	1.506	3.094			p 1.342	1.952	1.489		
Avril .....	1.396	3.014			p 1.345	1.832			
Mai .....	1.410	3.004			p 1.353				
Juin .....	p 1.485	p 3.031			p 1.374				

<sup>1</sup> Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,3 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

### IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	
1961 .....	584	405	5,43	3,76	9,19	8,09
1962 .....	613	451	5,35	3,74	9,09	8,94
1963 .....	627	476	5,90	4,03	9,93	10,25
1964 .....	728	536	6,29	5,20	11,49	11,84
1965 .....	764	559	6,58	6,02	12,60	12,76
1966 .....	743	572	p 6,83	p 6,59	p 13,42	p 13,42
1965 3 <sup>e</sup> trimestre .....	736	508	5,77	5,35	11,12	11,41
4 <sup>e</sup> trimestre .....	806	566	7,26	6,54	13,80	14,32
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	756	585	6,67	6,96	13,63	13,22
2 <sup>e</sup> trimestre .....	758	580	6,85	6,86	13,71	14,27
3 <sup>e</sup> trimestre .....	695	520	6,67	5,45	12,12	11,65
4 <sup>e</sup> trimestre .....	763	604	p 7,11	p 7,10	p 14,21	p 14,52
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	p 788	632				
2 <sup>e</sup> trimestre .....	p 829					
1966 Avril .....	762	586	6,68	6,87	13,55	13,83
Mai .....	724	546	6,47	6,62	13,09	13,59
Juin .....	787	609	7,40	7,08	14,48	15,39
Juillet .....	612	432	5,31	5,02	10,33	9,95
Août .....	668	495	8,27	4,83	13,10	10,84
Septembre .....	804	631	6,42	6,50	12,92	14,17
Octobre .....	764	617	p 6,61	p 7,20	p 13,81	p 13,91
Novembre .....	752	580	p 6,89	p 6,98	p 13,87	p 13,82
Décembre .....	775	615	p 7,84	p 7,13	p 14,97	p 15,84
1967 Janvier .....	796	633	p 6,46	p 6,64	p 13,10	p 12,91
Février .....	741	593	p 6,44	p 6,72	p 13,16	p 12,71
Mars .....	p 827	670				
Avril .....	802 <sup>1</sup>					
Mai .....	807 <sup>1</sup>					
Juin .....	877 <sup>1</sup>					

<sup>1</sup> Estimations de l'Agéfi.

### IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		
	Nombre	Volume à construire (milliers de m <sup>3</sup> )	Nombre	Volume à construire (milliers de m <sup>3</sup> )	Nombre	Nombre	Volume à construire (milliers de m <sup>3</sup> )	Nombre	Volume à construire (milliers de m <sup>3</sup> )	Nombre
1957										
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	29.510	2.636	6.059	2.619	2.843	4.930
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	33.045	3.036	8.661	3.135	4.951	5.286
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.129	3.151	11.805	3.567	6.360	5.407
1961	44.552	31.603	10.436	1.406	35.232	3.498	12.785	3.958	7.071	5.975
1962	38.530	27.818	9.888	1.617	31.446	4.957	16.545	2.960	5.399	5.424
1963	38.686	28.020	12.025	1.436	27.696	6.016	20.797	3.280	4.537	5.172
1964	44.035	34.575	14.389	1.653	<i>p</i> 34.032	6.583	20.661	3.826	5.402	<i>p</i> 7.248
1965	<i>p</i> 38.796				39.780	1		1		9.372
1966	<i>p</i> 42.648				32.702	1		1		10.143

<sup>1</sup> En 1965 et 1966, le nombre d'autorisations pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève respectivement à 10.778 et 13.908.

### IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation <sup>1</sup>		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation <sup>2</sup>	
	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments achevés	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments achevés
1965 3 <sup>e</sup> trimestre	3.238	3.894	969	797
4 <sup>e</sup> trimestre	3.014	3.866	935	913
1966 1 <sup>er</sup> trimestre	3.803	2.376	1.006	946
2 <sup>e</sup> trimestre	4.063	2.596	1.351	651
3 <sup>e</sup> trimestre	3.348	2.715	1.227	807
4 <sup>e</sup> trimestre	3.001	3.214	1.053	977
1967 1 <sup>er</sup> trimestre	3.029	2.033	1.011	616
1966 Mars	4.348	2.290	1.200	942
Avril	4.225	2.668	1.342	643
Mai	3.908	2.701	1.290	679
Juin	4.057	2.419	1.420	632
Juillet	3.416	2.771	1.240	694
Août	3.368	2.476	1.246	745
Septembre	3.261	2.899	1.195	981
Octobre	3.172	2.957	1.177	845
Novembre	2.916	2.839	926	969
Décembre	2.916	3.845	1.055	1.117
1967 Janvier	2.644	1.502	847	512
Février	3.057	2.329	1.001	702
Mars	3.385	2.269	1.184	633

<sup>1</sup> Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

<sup>2</sup> Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

### IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E

Indices généraux de la production industrielle (ajustés pour variations saisonnières)

Base 1960 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale 1		
	1965	1966	% variat. *	1965	1966	% variat. *	1965	1966	% variat. *
	1 <sup>er</sup> trimestre .....	130	137	+ 5,4	132	136	+ 3,0	131	135
2 <sup>e</sup> trimestre .....	132	140	+ 6,1	132	135	+ 2,3	132	136	+ 3,0
3 <sup>e</sup> trimestre .....	133	139	+ 4,5	131	134	+ 2,3	131	133	+ 1,5
4 <sup>e</sup> trimestre .....	135	139	+ 3,0	136	134	- 1,5	133	131	- 1,5
	1966	1967		1966	1967		1966	1967	
1 <sup>er</sup> trimestre .....	137	138	+ 0,7	136	137	+ 0,7	135	127	- 5,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	140			135			136		
3 <sup>e</sup> trimestre .....	139			134			133		
4 <sup>e</sup> trimestre .....	139			134			131		
	France			Italie			Pays-Bas		
	1965	1966	% variat. *	1965	1966	% variat. *	1965	1966	% variat. *
1 <sup>er</sup> trimestre .....	125	134	+ 7,2	134	149	+ 11,2	131	139	+ 6,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	126	136	+ 7,9	139	155	+ 11,5	132	141	+ 6,8
3 <sup>e</sup> trimestre .....	130	139	+ 6,9	142	159	+ 12,0	133	142	+ 6,8
4 <sup>e</sup> trimestre .....	133	140	+ 5,3	145	160	+ 10,3	137	146	+ 6,6
	1966	1967		1966	1967		1966	1967	
1 <sup>er</sup> trimestre .....	134	140	+ 4,5	149	164	+ 10,1	139	145	+ 4,3
2 <sup>e</sup> trimestre .....	136			155			141		
3 <sup>e</sup> trimestre .....	139			159			142		
4 <sup>e</sup> trimestre .....	140			160			146		

\* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 A l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest.

**Références bibliographiques :** *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique.* — *Revue du Travail.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).* — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal.* — *Bulletin statistique mensuel de Fédéchar.* — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie.* — *Figas*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière.* — *La Construction.* — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.).*

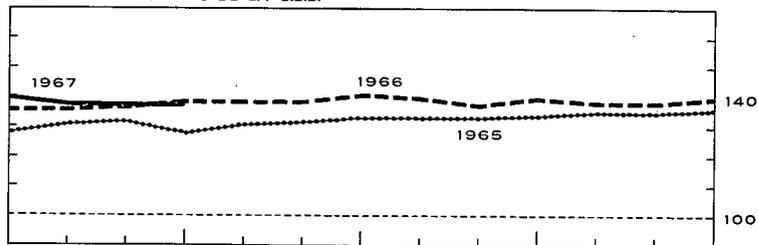
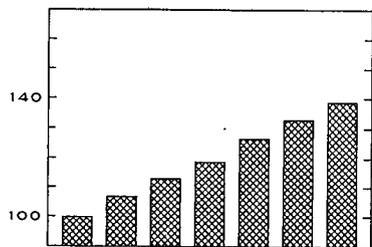
IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE  
DES PAYS DE LA C.E.E

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

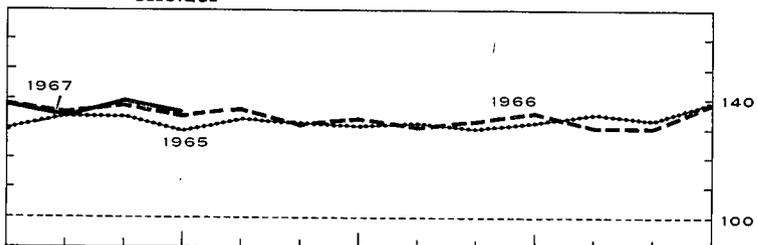
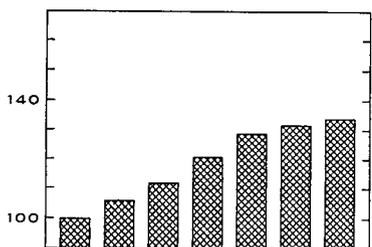
Base 1960 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)

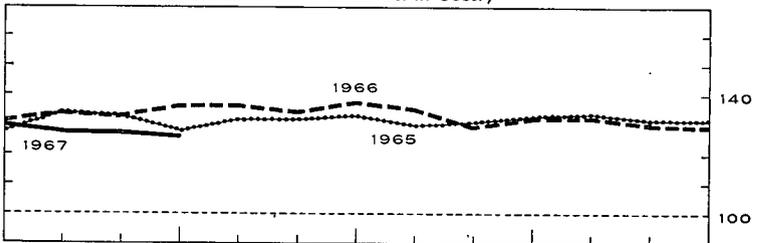
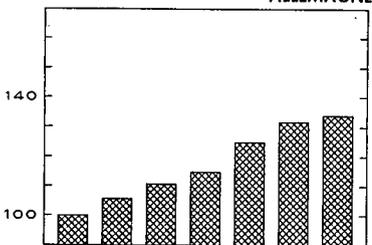
ENSEMBLE DES PAYS DE LA C.E.E.



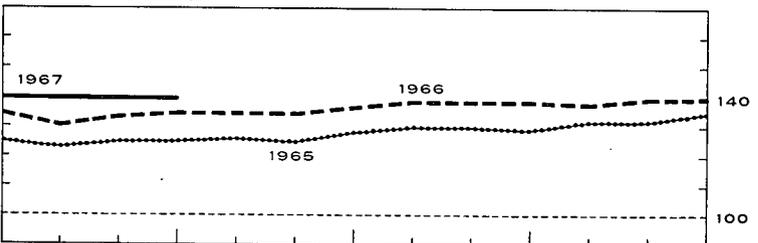
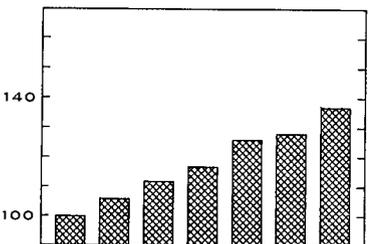
BELGIQUE



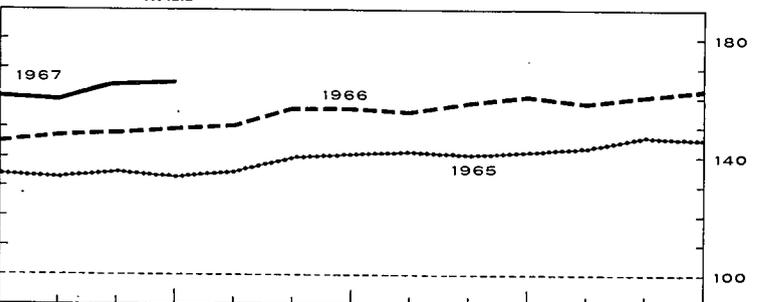
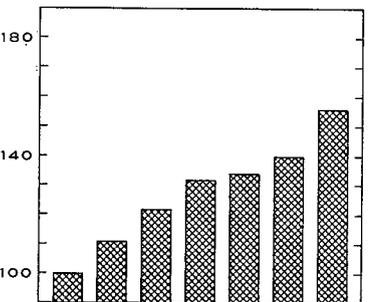
ALLEMAGNE OCCIDENTALE (à l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest)



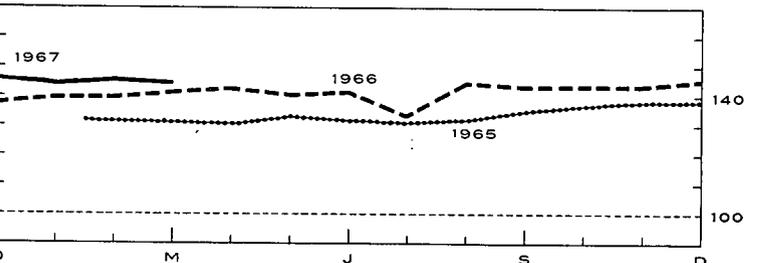
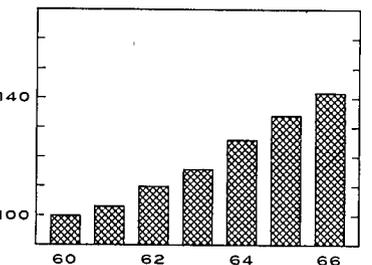
FRANCE



ITALIE



PAYS-BAS



60

62

64

66

D

M

J

S

D

## V. — SERVICES

### 1. — TRANSPORTS

#### a. — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées <sup>2</sup>	SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			dont :		Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km (millions)	Nombre de tonnes-km productives <sup>1</sup>	Tonnage total			combustibles et huiles minérales	Minerais
1960 .....	715	525	5.070	1.935	1.155	294	108,7	13,8
1961 .....	724	538	5.115	1.937	1.177	225	98,2	12,9
1962 .....	746	539	5.189	1.998	1.209	212	115,4	13,7
1963 .....	751	569	5.444	2.212	1.151	171	112,2	13,8
1964 .....	753	577	5.549	2.030	1.291	154	135,5	16,5
1965 .....	748	563	5.323	1.867	1.274	124	148,8	18,8
1966 .....	726	519	4.943	1.650	1.222	114	137,8	18,4
1965 3 <sup>e</sup> trimestre .....	739	539	5.062	1.770	1.261	117	224,8	25,2
4 <sup>e</sup> trimestre .....	755	590	5.580	1.952	1.311	135	120,2	17,4
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	726	538	5.054	1.722	1.257	111	83,9	12,7
2 <sup>e</sup> trimestre .....	731	514	4.974	1.655	1.211	127	126,4	15,7
3 <sup>e</sup> trimestre .....	711	483	4.571	1.570	1.139	104	230,4	27,8
4 <sup>e</sup> trimestre .....	735	543	5.172	1.653	1.281	114	110,6	17,3
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	p 723	509	4.897	1.579	1.257	108	97,0	15,7
1966 Mai .....	742	499	4.851	1.640	1.170	120	131,0	17,0
Juin .....	718	517	5.100	1.664	1.196	147	129,2	13,7
Juillet .....	673	444	4.094	1.307	1.030	102	242,2	27,8
Août .....	728	484	4.591	1.505	1.193	103	246,6	28,2
Septembre .....	733	521	5.028	1.598	1.193	108	202,4	27,4
Octobre .....	748	548	5.198	1.607	1.297	113	145,2	20,0
Novembre .....	717	518	5.032	1.644	1.173	113	90,4	15,0
Décembre .....	740	564	5.286	1.707	1.373	116	96,1	17,0
1967 Janvier .....	p 737	513	4.959	1.690	1.272	115	96,7	15,4
Février .....	p 693	480	4.546	1.441	1.168	95	86,2	14,7
Mars .....	p 738	535	5.185	1.606	1.330	115	108,1	17,0
Avril .....	p 697	458	4.788	1.641	1.079	100		
Mai .....		518	5.167			107		

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

#### V - 1b. — Navigation maritime

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1960 .....	3.774	1.816	1.288	150	166	75
1961 .....	3.846	1.936	1.284	139	167	61
1962 .....	4.167	2.159	1.300	137	143	70
1963 .....	4.356	2.602	1.282	151	162	67
1964 .....	4.558	3.036	1.408	165	178	78
1965 .....	4.615	3.366	1.587	160	149	108
1966 .....	4.761			143		
1965 2 <sup>e</sup> trimestre .....	4.706	3.438	1.382	155	150	100
3 <sup>e</sup> trimestre .....	4.681	3.507	1.634	146	155	85
4 <sup>e</sup> trimestre .....	4.763	3.520	1.787	157	144	104
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	4.764	3.542	1.471	129	106	77
2 <sup>e</sup> trimestre .....	4.772	3.283	1.494	136	144	75
3 <sup>e</sup> trimestre .....	4.687	3.358	1.577	144	161	71
4 <sup>e</sup> trimestre .....	4.823			165		
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	4.916			141		
1966 Mars .....	5.026	3.904	1.415	129	125	66
Avril .....	4.849	3.062	1.485	130	167	101
Mai .....	4.846	3.475	1.378	136	120	57
Juin .....	4.622	3.312	1.619	142	146	68
Juillet .....	4.980	3.398	1.440	134	190	70
Août .....	4.529	3.352	1.574	168	154	43
Septembre .....	4.551	3.323	1.717	131	140	99
Octobre .....	4.963	3.269	1.630	147	129	36
Novembre .....	4.743	3.308	1.612	169	193	108
Décembre .....	4.764			178		
1967 Janvier .....	5.165			145		
Février .....	4.325			136		
Mars .....	5.257			141		

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

#### V - 1c. — Navigation intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics <sup>1</sup>	
(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)
(1)	(2)
5.097	436
5.426	456
5.553	452
5.400	433
6.276	509
6.412	507
6.633	497
6.591	529
6.633	525
6.395	497
6.197	472
7.070	534
6.739	503
6.524	479
7.268	562
7.138	534
6.699	512
7.374	557
6.022	461
7.238	528
6.958	531
6.715	520
6.524	481
6.333	437

## V - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1959 .....	1.249	979	55	30	82	27	20
1960 .....	1.307	982	69	33	99	33	25
1961 .....	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1962 .....	1.437	1.083	82	37	98	41	23
1963 .....	1.498	1.110	89	38	105	48	27
1964 .....	1.587	1.157	102	42	113	53	29
1965 .....	1.661	1.210	106	45	115	61	32
1966 .....	1.647	1.200	99	47	103	67	33
1965 2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.566	1.098	103	44	135	56	35
3 <sup>e</sup> trimestre .....	4.188	3.226	255	93	282	135	50
4 <sup>e</sup> trimestre .....	464	268	35	23	19	28	22
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	378	210	29	20	15	24	17
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.603	1.127	107	46	123	64	38
3 <sup>e</sup> trimestre .....	4.130	3.202	222	98	254	147	56
4 <sup>e</sup> trimestre .....	476	261	39	25	20	31	21
1966 Février .....	353	198	27	18	13	22	17
Mars .....	423	230	33	23	18	30	20
Avril .....	1.504	1.080	131	34	101	44	27
Mai .....	1.134	720	85	42	92	62	38
Juin .....	2.172	1.580	105	62	176	86	48
Juillet .....	5.513	4.543	200	151	299	106	62
Août .....	5.472	4.212	334	98	315	260	59
Septembre .....	1.406	852	132	45	147	74	47
Octobre .....	548	284	47	28	26	40	31
Novembre .....	450	239	40	24	18	30	19
Décembre .....	432	261	30	22	16	23	13
1967 Janvier .....	367	193	30	20	15	27	17
Février .....	348	182	29	19	14	24	16

## V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples <sup>1</sup>					Coopératives	Gros-sistes	Entre-prises à suc-cursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)		
	Indice général	Alimen-tation	Habile-ment	Ameu-blement	Ménage <sup>2</sup>				Indice général	Alimen-tation générale	Alimen-tation
1959 .....	144	145	149	126	150	132	145	138	131	120	132
1960 .....	156	159	159	141	162	138	155	144	143	125	142
1961 .....	161	160	164	145	165	144	163	152	145	130	147
1962 .....	170	172	172	154	171	152	173	172	151	135	154
1963 .....	180	177	185	164	179	161	179	193	156	140	156
1964 .....	196	188	200	183	200	168	196	220	163	140	163
1965 * .....	212	203	212	199	218	181	213	260	168	145	169
1966 .....	225	218	222	206	236	188	220	295	173	145	166
1965 3 <sup>e</sup> trimestre .....	204	196	199	196	221	171	214	255	171	143	165
4 <sup>e</sup> trimestre .....	253	233	253	206	252	198	232	290	170	148	176
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	195	209	179	209	214	186	206	274	167	145	166
2 <sup>e</sup> trimestre .....	221	209	238	203	220	185	219	289	171	143	164
3 <sup>e</sup> trimestre .....	214	206	206	200	233	178	223	286	175	143	164
4 <sup>e</sup> trimestre .....	272	249	262	212	278	203	233	333	179	147	171
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	210	229	188	208	227				174		
1966 Mars .....	206	222	192	209	216	186	229	288			
Avril .....	225	229	236	205	218	190	207	295			
Mai .....	218	203	232	209	220	180	208	286			
Juin .....	220	196	246	196	222	185	241	286			
Juillet .....	229	211	234	212	246	173	204	282			
Août .....	204	197	184	183	226	178	233	286			
Septembre .....	210	209	200	205	228	183	231	290			
Octobre .....	239	227	254	216	254	190	219	301			
Novembre .....	251	222	234	183	224	188	226	306			
Décembre .....	327	299	298	238	356	232	254	392			
1967 Janvier .....	206	220	188	221	220	195	213	317			
Février .....	194	214	160	198	230	176	210	308			
Mars .....	229	252	216	205	230						

\* A partir de 1965 nouvelle série, indices sur base originale 1964 = 100 convertis en base 1953 = 100.

<sup>1</sup> Y compris les ventes en supermarché à partir de 1965. — <sup>2</sup> Articles de ménage et appareils ménagers.

### V - 3b. — Ventes à tempérament

#### 1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1964 2 <sup>e</sup> semestre	1.406	738	139	529	14,80	5,48	3,86	5,46	6,11	2,53	1,40	2,18
1965 1 <sup>er</sup> semestre	1.456	789	140	527	15,24	5,76	3,95	5,52	6,61	2,85	1,54	2,22
2 <sup>e</sup> semestre	1.500	793	139	568	16,04	6,01	4,05	5,98	6,57	2,97	1,40	2,20
1966 1 <sup>er</sup> semestre	1.501	820	133	548	16,50	6,30	4,26	5,94	6,93	3,10	1,58	2,25
2 <sup>e</sup> semestre	1.552	873	123	556	17,20	6,78	4,51	5,91	7,25	3,33	1,63	2,29

#### 2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1964 2 <sup>e</sup> semestre	73	28	2	43	95,8	36,4	10,3	49,1
1965 1 <sup>er</sup> semestre	50	29	2	19	99,7	37,3	12,1	50,3
2 <sup>e</sup> semestre	47	27	2	18	86,1	34,3	9,9	41,9
1966 1 <sup>er</sup> semestre	46	26	2	18	97,9	32,8	11,7	53,4
2 <sup>e</sup> semestre	47	27	2	18	98,0	36,9	10,1	51,0

#### 3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Équipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
Nombre de contrats (milliers)												
1964 2 <sup>e</sup> semestre	895	4,1	1,0	2,0	37,0	15,2	11,7	388,4	14,4	8,5	409,2	3,5
1965 1 <sup>er</sup> semestre	827	4,5	1,1	2,3	46,4	18,0	9,3	380,1	19,1	7,2	334,8	4,4
2 <sup>e</sup> semestre	845	3,8	1,1	2,1	42,9	18,5	8,6	371,4	25,1	13,2	355,3	2,7
1966 1 <sup>er</sup> semestre	919	4,1	1,0	2,1	46,5	19,4	8,5	416,8	23,2	7,8	386,8	2,8
2 <sup>e</sup> semestre	792	3,9	0,9	2,6	45,5	17,6	8,5	307,8	28,5	8,2	364,3	4,2
Crédit accordé (millions de francs)												
1964 2 <sup>e</sup> semestre	6.107	598	76	130	1.932	409	75	346	66	569	1.873	33
1965 1 <sup>er</sup> semestre	6.607	649	74	138	2.388	511	65	295	74	619	1.752	44
2 <sup>e</sup> semestre	6.573	528	72	126	2.231	505	59	360	96	638	1.917	41
1966 1 <sup>er</sup> semestre	6.930	616	70	124	2.543	547	59	298	80	683	1.869	41
2 <sup>e</sup> semestre	7.250	596	68	218	2.463	528	56	355	91	743	2.037	45
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1964 2 <sup>e</sup> semestre	100,0	9,8	1,3	2,1	31,6	6,7	1,2	5,7	1,1	9,3	30,7	0,5
1965 1 <sup>er</sup> semestre	100,0	9,8	1,1	2,1	36,1	7,7	1,0	4,5	1,1	9,4	26,5	0,7
2 <sup>e</sup> semestre	100,0	8,0	1,1	1,9	33,9	7,7	0,9	5,5	1,5	9,7	29,2	0,6
1966 1 <sup>er</sup> semestre	100,0	8,9	1,0	1,8	36,7	7,9	0,8	4,3	1,1	9,9	27,0	0,6
2 <sup>e</sup> semestre	100,0	8,2	0,9	3,0	34,0	7,3	0,8	4,9	1,3	10,2	28,8	0,6

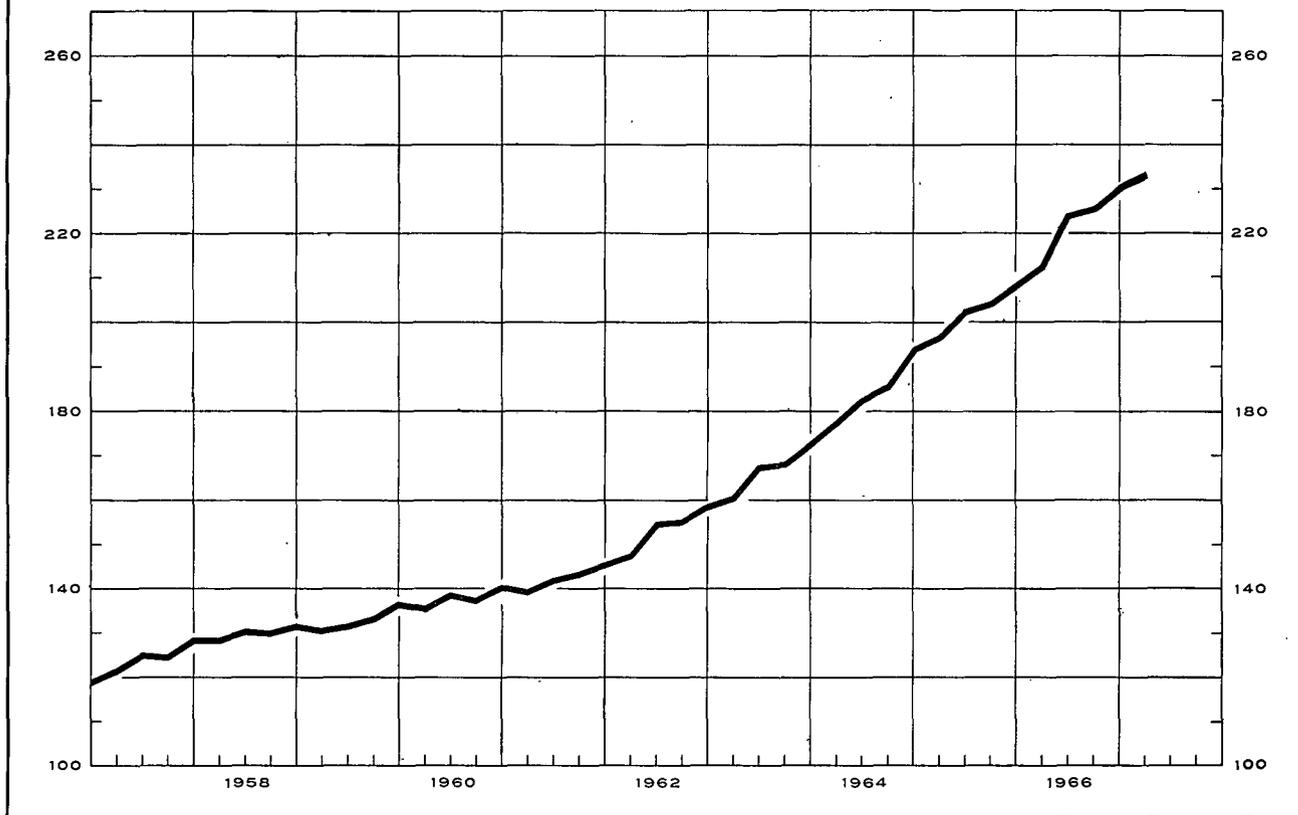
Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimensuel). — Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).



## VI. — REVENUS

### 1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)

**Indice du gain moyen brut par heure prestée**  
(Base 1953 = 100)



#### Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 418). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen brut par heure prestée (1)	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1958	131	129	129	125	132
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	160
1963	167	161	163	158	176
1963 4	167	160	162		
1964	185	176	180	181	200
1965	203	191	196	193	223
1966	224	209	215		246
1965 Déc.	209	195	200		229
1966 Mars	213	203	208		234
Juin	224	209	216		246
Sept.	226	212	218		248
Déc. p	231	214	219		254
1967 Mars ... p	234	219	225		260

#### Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers (charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

	Belgique (francs belges)	Alle-magne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1957	35,67	92,2	93,7	70,4	n.d.	78,9
1958	37,04	95,1	95,0	70,2	101,4	80,4
1959	38,30	98,9	95,0	70,4	89,8	79,8
1960	39,71	105,2	98,4	73,8	92,8	81,5
1961	41,76	115,1	100,6	85,0	96,3	82,4
1962	44,72	119,6	98,9	87,5	93,8	88,6
1963	49,25	116,1	93,2	86,9	97,4	95,8
1964	55,98	111,3	88,3	89,7	91,8	94,4
1965	62,40	p110,0	87,2	88,6	88,3	85,5
1963 Février-Avril	48,14	115,3	94,5	83,3	98,5	95,6
Août-Octobre	50,36	117,0	92,0	85,1	98,1	101,9
1964 Mars-Avril	54,29	112,2	89,6	90,7	94,1	94,4
Sept.-Octobre	57,67	110,5	87,1	88,8	90,9	91,4
1965 Mars-Avril	61,22	107,9	86,9	89,1	89,2	86,2
Sept.-Octobre	63,57	p109,0	87,5	88,2	88,4	84,8
1966 Mars-Avril	66,75	p108,2	87,5	p88,1	p 86,8	82,5

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XV<sup>e</sup> Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre et non pas le coût par unité produite.

4 Les indices du gain moyen par heure prestée et du salaire horaire type sont obtenus en pondérant les indices relatifs aux différents secteurs économiques par les rémunérations salariales globales payées dans ces secteurs. Les rémunérations salariales globales retenues sont celles de l'année 1953 pour les périodes figurant au-dessus de la ligne (1963 et années antérieures); ce sont celles de l'année 1963 pour les périodes figurant au-dessous de la ligne (1963 et périodes suivantes).

5 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

**VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE (hommes + femmes)**

(en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1960 octobre	1961 octobre	1962 octobre	1963 octobre	1964 octobre	1965 octobre	1966 avril
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) <sup>1</sup>	40,09	41,29	45,70	48,39	52,62	56,62	57,51
Carrières <sup>1</sup> .....	34,61	34,79	37,58	39,84	44,59	48,24	51,35
Total des industries extractives <sup>1</sup> .....	39,72	40,81	45,10	47,76	51,83	55,84	56,97
<i>Industries manufacturières :</i>							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	25,98	27,67	29,41	32,75	37,09	40,29	42,53
Boissons .....	29,21	30,27	32,30	34,80	39,59	44,38	45,87
Tabac .....	22,27	22,94	26,12	29,50	33,50	37,06	39,31
Industries textiles .....	25,04	26,94	27,55	31,16	34,61	37,27	39,82
Chaussures, habillement .....	20,09	21,23	23,16	25,39	28,98	32,45	34,83
Bois (sauf meubles) .....	26,67	28,25	30,47	32,82	37,01	39,93	42,16
Industrie du meuble .....	27,59	30,05	31,38	35,27	40,65	42,17	45,78
Papier, articles en papier .....	28,98	30,85	33,39	35,87	39,61	43,58	48,25
Impressions et reliures .....	32,85	34,97	37,02	39,47	43,96	48,06	51,27
Cuir (sauf chaussures, habillement) .....	24,34	25,80	27,82	30,90	33,97	37,07	40,21
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques .....	30,85	31,65	34,16	36,93	40,29	43,59	46,15
Industries chimiques .....	31,64	32,84	35,08	38,49	44,43	49,81	52,60
Industrie du pétrole .....	48,29	51,02	53,33	57,25	62,88	71,33	78,44
Produits minéraux non métalliques .....	30,37	32,05	34,43	37,31	42,55	45,83	48,63
Industries métallurgiques de base .....	41,11	42,13	45,11	47,96	52,08	54,96	57,69
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport .....	31,08	32,72	35,92	38,85	43,37	46,13	47,44
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques .....	33,66	34,92	37,70	40,42	45,23	47,38	49,70
Industrie électrotechnique .....	29,60	30,18	33,57	35,48	39,97	43,99	46,55
Construction de matériel de transport ...	37,36	37,58	42,06	45,07	48,55	51,80	54,65
Industrie du diamant .....	25,42	25,99	26,72	31,50	33,24	34,68	38,02
Total des industries manufacturières .....	29,59	31,01	33,26	36,20	40,74	44,03	46,61
dont : hommes .....	33,30	34,63	37,13	40,10	44,53	48,14	50,81
femmes .....	20,00	21,10	22,78	25,45	29,16	31,97	34,88
Construction <sup>1</sup> .....	32,76	33,17	36,21	38,66	43,75	47,30	48,60
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes) .....	31,36	32,40	35,00	37,82	42,20	45,60	47,83
dont : hommes .....	34,16	35,14	37,99	40,81	45,11	48,75	50,96

<sup>1</sup> Hommes seulement.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).  
— Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne,  
Etudes et Documents, nouvelle série, no 52, 1959 (B.I.T.). — Annaires des statistiques du Travail (B.I.T.).

## VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

### 1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérinos 04S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New York- Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » price n° 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d' par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par Barrel	
1959 .....	251	36,8	91	34,6	29	238	785	40,3	2,78
1960 .....	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961 .....	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962 .....	267	34,0	94	35,4	23	234	897	29,4	2,89
1963 .....	269	34,3	107	35,4	21	234	910	27,0	2,89
1964 .....	238	47,1	105	34,3	20	351	1.236	34,7	2,89
1965 .....	207	45,2	92	32,3	p 21	469	1.413	35,2	2,89
1966 .....	229	41,3	101	28,3	p 20	555	1.297	31,0	2,89
1965 4 <sup>e</sup> trimestre .....	211	43,7	98	31,6	p 20	529	1.416	32,3	2,89
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	213	42,7	101	31,4	p 21	656	1.400	35,3	2,89
2 <sup>e</sup> trimestre .....	225	41,3	106	31,5	p 21	636	1.327	32,2	2,89
3 <sup>e</sup> trimestre .....	245	41,0	104	26,6	p 19	470	1.248	29,5	2,89
4 <sup>e</sup> trimestre .....	234	40,1	95	23,8	p 19	458	1.211	27,0	2,88
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	231	38,8	94	24,0	p 17	430	1.201		2,88
2 <sup>e</sup> trimestre .....		p 38,7			p 18	p 368	p 1.218		
1966 Juin .....	239	40,9	105	31,5	p 21	615	1.278	30,5	2,89
Juillet .....	245	40,9	106	31,5	p 20	569	1.275	31,0	2,89
Août .....	246	41,2	104	24,5	p 19	433	1.244	29,5	2,89
Septembre .....	244	40,9	101	23,9	p 18	409	1.226	28,0	2,89
Octobre .....	230	40,3	97	23,8	p 19	462	1.220	27,0	2,89
Novembre .....	235	40,1	95	23,7	p 19	472	1.204	27,0	2,88
Décembre .....	237	39,8	94	23,8	p 19	440	1.210	27,0	2,88
1967 Janvier .....	229	38,9	93	23,9	p 18	451	1.199	27,5	2,88
Février .....	229	38,7	96	24,0	p 17	442	1.201	27,0	2,88
Mars .....	235	38,7	94	24,0	p 17	398	1.204		2,88
Avril .....	229	38,6	95	24,4	p 17	361	1.216		
Mai .....	228	p 38,8		24,3	p 17	375	1.219		
Juin .....		p 38,7			p 19	p 367	p 1.220		

### VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indices Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) 1 2
			général	industriel	alimentaire	
1959 .....	84	93	100	103	94	93
1960 .....	85	90	99	104	90	96
1961 .....	84	90	99	103	90	102
1962 .....	84	89	98	101	90	85
1963 .....	94	90	100	103	95	104
1964 .....	96	90	104	107	96	107
1965 .....	92	93	103	108	91	121
1966 .....	91	96	104	109	93	109
1965 4 <sup>e</sup> trimestre .....	91	96	103	109	91	124
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	95	100	106	112	93	119
2 <sup>e</sup> trimestre .....	94	97	105	111	92	111
3 <sup>e</sup> trimestre .....	90	96	103	106	94	102
4 <sup>e</sup> trimestre .....	86	90	101	106	91	103
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	86	90	100	105	91	99
2 <sup>e</sup> trimestre .....	89	90				
1966 Juin .....	94	98	104	110	92	106
Juillet .....	94	99	104	110	94	103
Août .....	89	96	103	106	94	103
Septembre .....	87	93	101	105	93	100
Octobre .....	87	90	101	106	91	101
Novembre .....	86	90	101	106	91	100
Décembre .....	86	91	101	105	92	107
1967 Janvier .....	86	90	100	105	91	96
Février .....	87	90	100	105	91	99
Mars .....	86	89	100	104	91	102
Avril .....	87	88	99	104	90	99
Mai .....	89	91	100	105	91	
Juin .....	90	91				

1 Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

2 La composition de la statistique ayant été élargie, les chiffres à partir de 1960 ne sont plus tout à fait comparables à ceux des périodes précédentes.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 (\*)

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels						Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1958	101,8	105,5	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	96,3	102,4	108,4
1959	101,4	104,7	95,3	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	96,4	102,4	107,8
1960	102,6	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	101,5	104,0	108,9
1961	102,4	105,4	94,8	94,3	110,2	81,5	104,5	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	99,9	103,0	108,5
1962	103,2	108,6	92,7	100,8	106,9	95,2	103,8	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,4	103,1	108,6
1963	105,8	111,0	94,6	107,0	117,9	97,5	105,4	99,7	109,4	95,5	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1964	110,7	116,4	100,2	109,9	126,7	96,0	110,9	104,6	116,2	98,8	108,4	140,5	104,7	110,5	115,6
1965	111,9	117,2	101,7	113,2	131,2	98,5	111,5	106,6	118,0	93,1	109,3	143,9	104,1	110,9	117,2
1966	114,5	119,0	105,5	118,2	134,0	104,8	113,5	106,6	118,8	94,9	111,6	145,9	103,6	114,4	119,9
1965 3 <sup>e</sup> trimestre	111,1	116,5	100,7	110,1	129,0	94,7	111,3	106,0	118,0	93,1	108,0	144,4	103,4	110,8	117,1
1965 4 <sup>e</sup> trimestre	112,9	118,3	102,4	116,7	135,3	101,4	112,0	106,9	117,7	93,4	109,1	145,2	104,1	111,6	117,8
1966 1 <sup>er</sup> trimestre	114,5	119,0	105,4	117,2	131,6	104,8	113,7	108,3	118,5	95,6	111,4	145,2	105,3	113,3	120,0
1966 2 <sup>e</sup> trimestre	115,4	119,7	107,1	119,5	132,9	107,8	114,4	106,5	119,9	96,1	112,6	145,2	104,8	116,0	119,9
1966 3 <sup>e</sup> trimestre	113,9	118,9	105,1	117,2	134,4	102,9	113,2	105,7	118,8	94,6	110,6	145,2	102,6	114,8	119,3
1966 4 <sup>e</sup> trimestre	114,0	119,1	104,4	118,8	137,0	103,8	112,8	105,8	117,9	93,5	111,8	147,9	101,5	113,4	120,4
1967 1 <sup>er</sup> trimestre	114,2	119,2	104,3	119,5	136,4	105,4	112,9	105,9	117,2	92,9	113,6	151,5	100,5	113,3	121,4
1965 Septembre	111,3	116,6	101,0	110,8	129,8	95,3	111,4	106,7	117,9	93,1	108,2	144,4	103,3	110,9	117,4
1965 Octobre	112,1	117,3	101,7	112,6	130,3	98,1	111,9	107,1	118,0	93,5	108,7	145,2	104,1	111,4	117,7
1965 Novembre	113,1	118,7	102,3	118,1	137,4	102,2	111,8	106,7	117,5	93,2	109,2	145,2	103,6	111,5	117,8
1965 Décembre	113,6	119,0	103,1	119,4	138,1	103,9	112,2	106,8	117,7	93,5	109,4	145,2	104,5	111,8	118,0
1966 Janvier	114,2	118,9	104,9	117,6	133,1	104,4	113,3	108,7	118,3	94,6	111,4	145,2	104,9	112,8	119,6
1966 Février	114,4	118,9	105,5	115,8	129,4	104,1	114,0	108,7	118,8	95,9	111,6	145,2	105,6	113,6	120,3
1966 Mars	114,8	119,2	105,9	118,1	132,4	106,0	113,9	107,5	118,4	96,2	111,1	145,2	105,4	113,6	120,1
1966 Avril	115,6	119,9	107,4	119,6	132,5	108,5	114,6	107,3	119,5	96,6	113,8	145,2	105,4	115,7	120,2
1966 Mai	116,0	120,4	107,3	121,8	134,4	110,7	114,6	107,0	120,0	96,2	112,7	145,2	105,4	116,1	120,0
1966 Juin	114,5	118,7	106,5	117,0	131,9	104,3	113,9	105,3	120,2	95,5	111,4	145,2	103,7	116,3	119,4
1966 Juillet	114,5	118,4	106,6	116,8	133,9	102,5	113,9	105,6	120,2	95,3	111,4	145,2	103,6	116,2	119,5
1966 Août	113,4	119,6	104,6	116,6	134,5	101,7	113,0	105,6	118,0	94,5	110,2	145,2	102,4	114,1	119,2
1966 Septembre	113,8	118,7	104,1	118,3	134,7	104,6	112,7	105,8	118,2	93,9	110,2	145,2	101,8	114,1	119,3
1966 Octobre	113,8	118,9	104,2	117,9	133,9	104,5	112,8	105,8	118,3	93,5	111,0	147,9	101,4	113,6	120,2
1966 Novembre	114,2	119,4	104,5	119,6	139,5	103,4	112,9	105,8	117,9	93,6	112,1	147,9	101,6	113,5	120,4
1966 Décembre	114,0	119,0	104,5	118,8	137,5	103,4	112,8	105,9	117,5	93,4	112,2	147,9	101,4	113,1	120,5
1967 Janvier	113,8	118,8	104,5	118,0	135,8	103,3	112,8	105,7	117,4	93,6	113,4	147,9	101,0	112,8	121,2
1967 Février	114,1	119,0	104,6	118,2	135,6	103,7	113,1	106,1	117,4	93,2	113,6	153,3	100,6	113,7	121,6
1967 Mars	114,6	119,8	103,9	122,4	137,9	109,3	112,8	106,0	116,9	91,9	113,8	153,3	100,0	113,4	121,4
1967 Avril	114,0	119,6	102,3	122,1	137,4	109,1	112,0	104,4	116,3	91,2	113,8	153,3	98,6	112,8	121,1
1967 Mai	113,9	120,0	101,6	123,3	138,3	110,5	111,6	104,5	116,3	91,0	110,9	154,7	98,4	112,2	120,6

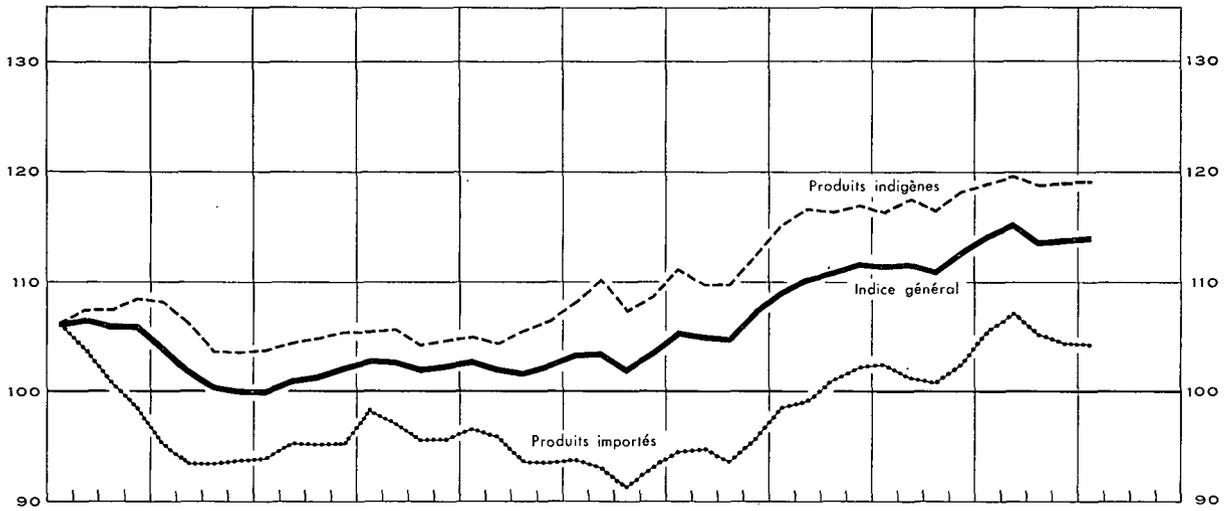
\* Indices base originale 1936-38 = 100 convertis en indices 1953 = 100.

### VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

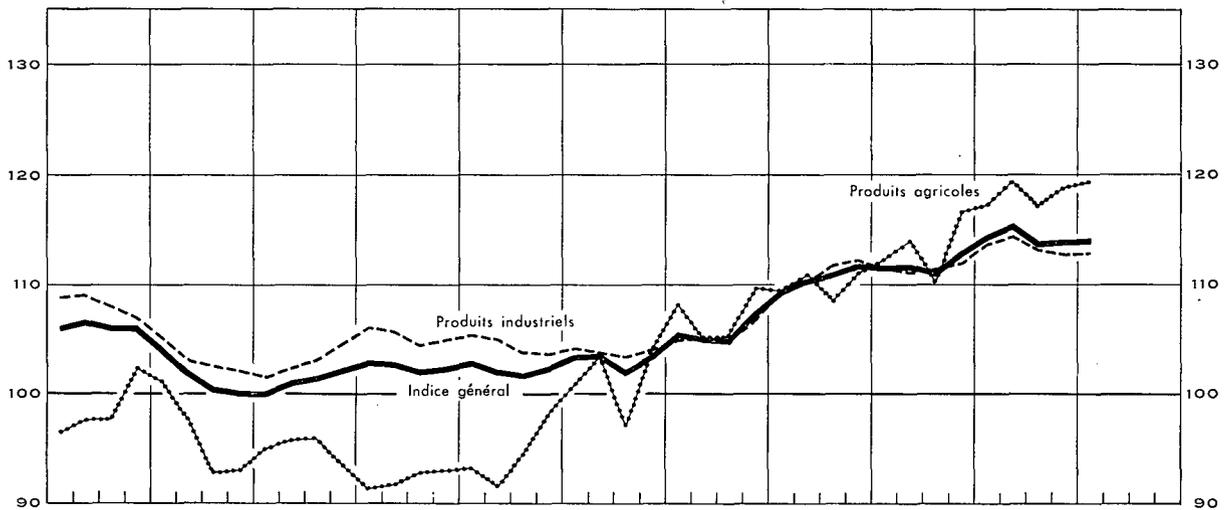
Base 1953 = 100

Source: M.A.E.

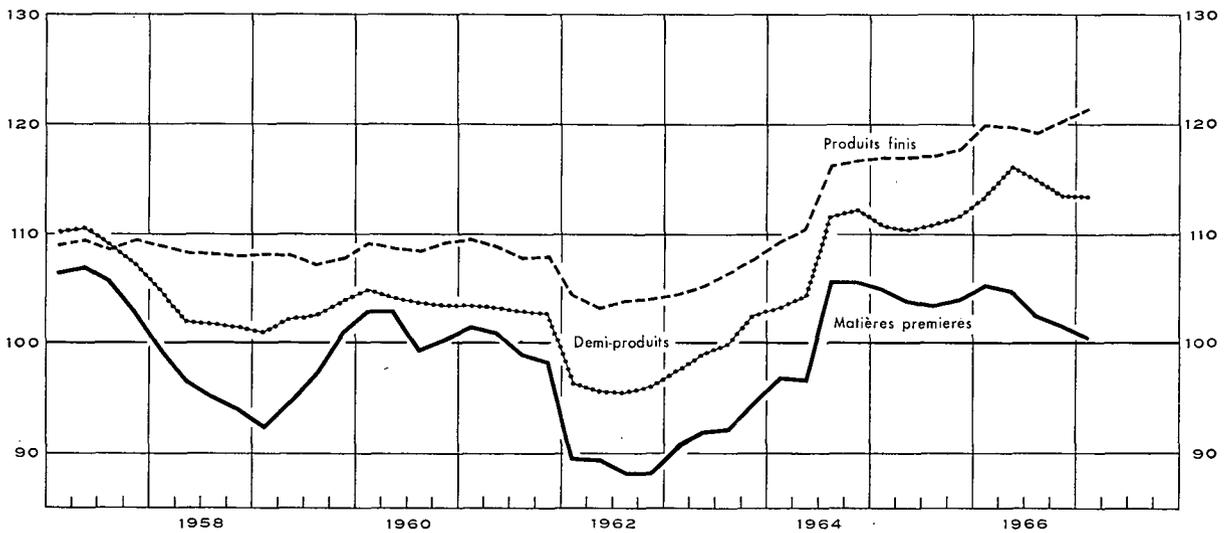
#### PRODUITS INDIGENES ET PRODUITS IMPORTES



#### PRODUITS AGRICOLES ET PRODUITS INDUSTRIELS



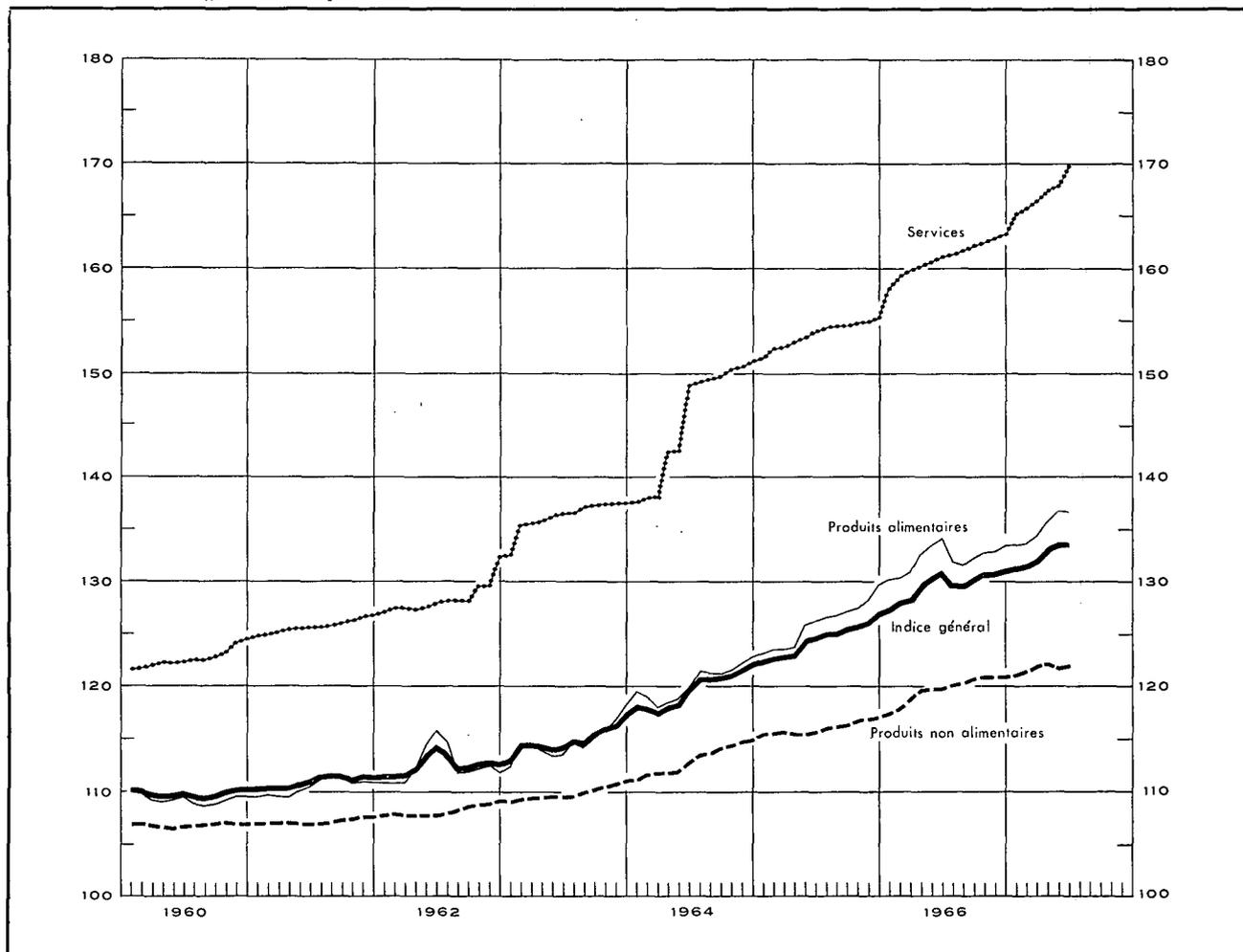
#### PRIX A TROIS STADES DE FABRICATION



## VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 65 produits		Produits alimentaires 35 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 services		
1957 .....	106,93		107,0		104,5		111,7		
1958 .....	108,31		107,9		106,2		114,6		
1959 .....	109,64		109,5		106,6		120,0		
1960 .....	109,97		109,3		107,0		122,6		
1961 .....	111,06		110,5		107,4		125,7		
1962 .....	112,62		112,5		108,3		128,5		
1963 .....	115,04		114,7		109,9		136,3		
1964 .....	119,84		120,3		113,1		145,7		
1965 .....	124,71		126,0		116,2		153,8		
1966 .....	129,92		132,2		119,8		161,1		
		1966		1967		1966		1967	
1 <sup>er</sup> trimestre .....	128,13	131,81	130,4	133,9	118,1	121,5	159,1	165,9	
2 <sup>e</sup> trimestre .....	130,52	133,59	133,5	136,5	119,8	122,0	160,7	168,4	
3 <sup>e</sup> trimestre .....	130,06		131,9		120,3		161,7		
4 <sup>e</sup> trimestre .....	130,96		133,0		120,9		162,9		
Janvier .....	127,68	131,43	130,1	133,5	117,6	121,2	158,1	165,2	
Février .....	128,07	131,67	130,3	133,7	118,0	121,4	159,2	165,8	
Mars .....	128,63	132,32	130,9	134,5	118,8	122,0	159,9	166,6	
Avril .....	129,93	133,25	132,7	135,9	119,7	122,2	160,3	167,4	
Mai .....	130,56	133,71	133,5	136,8	119,9	121,9	160,8	167,9	
Juin .....	131,08	133,81	134,2	136,7	119,9	122,0	161,1	169,9	
Juillet .....	129,94		131,9		120,1		161,3		
Août .....	129,85		131,6		120,3		161,7		
Septembre .....	130,38		132,3		120,6		162,2		
Octobre .....	130,80		132,8		120,9		162,5		
Novembre .....	130,88		132,9		120,9		162,9		
Décembre .....	131,19		133,4		121,0		163,3		

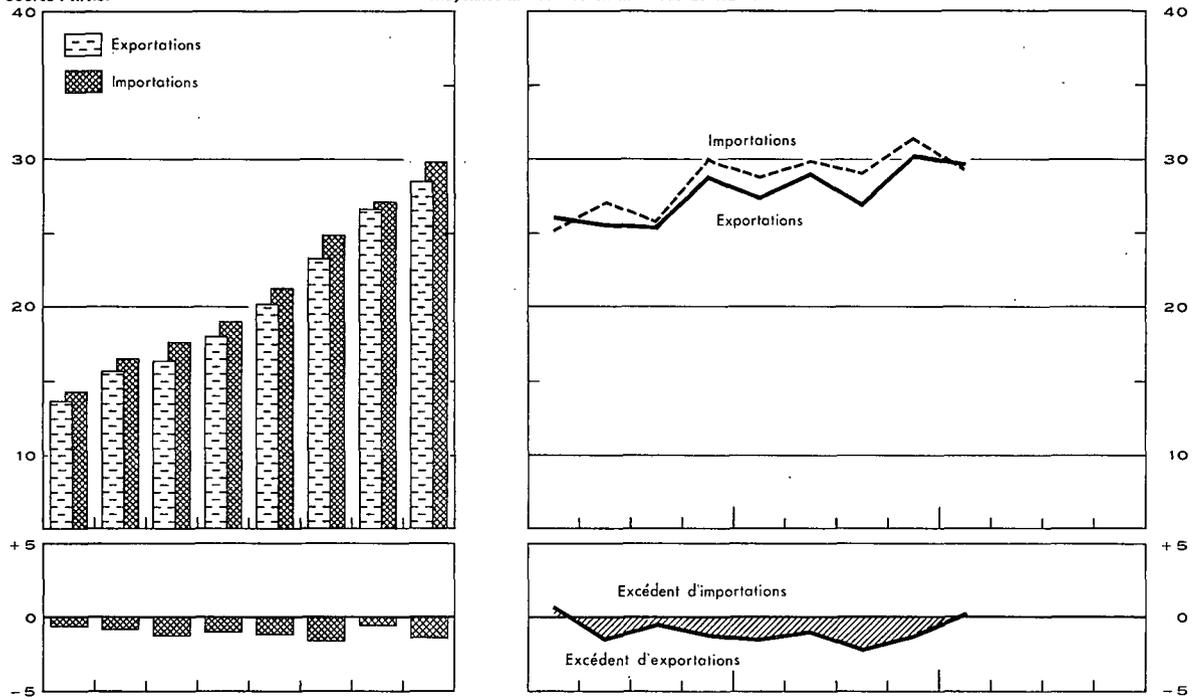
Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — L'industrie textile belge, revue de Fobeltext. — Der Volkswirt. — Wirtschaft und Statistik. — Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.). — Monthly Digest of Statistics. — Bulletin statistique de l'I.N.S.E.B. — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Journaux financiers : Agéfi, Het financieels Dagblad, The Financial Times, L'Information.

# VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

## IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

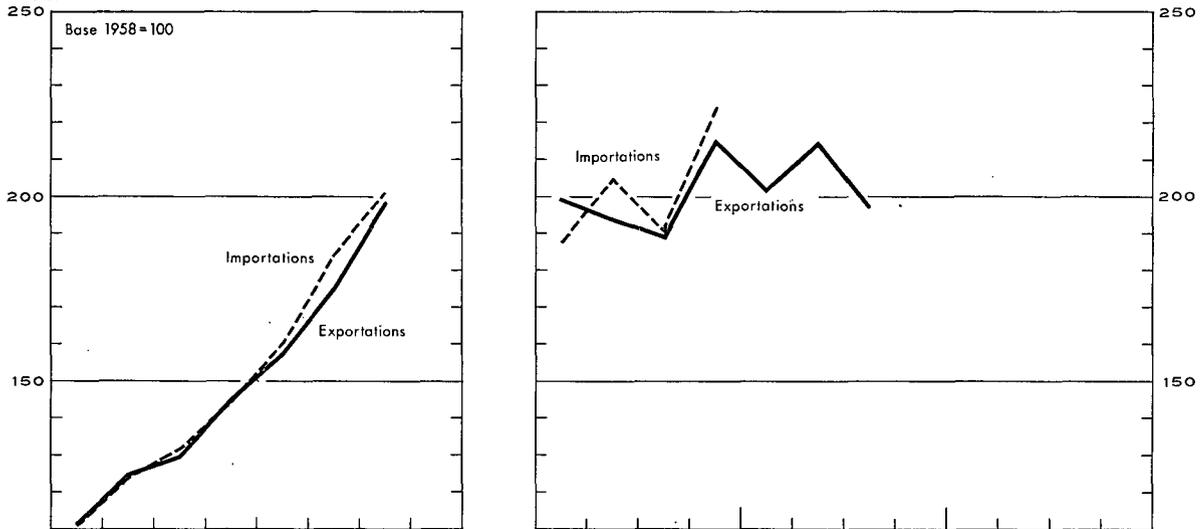
Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles en milliards de francs



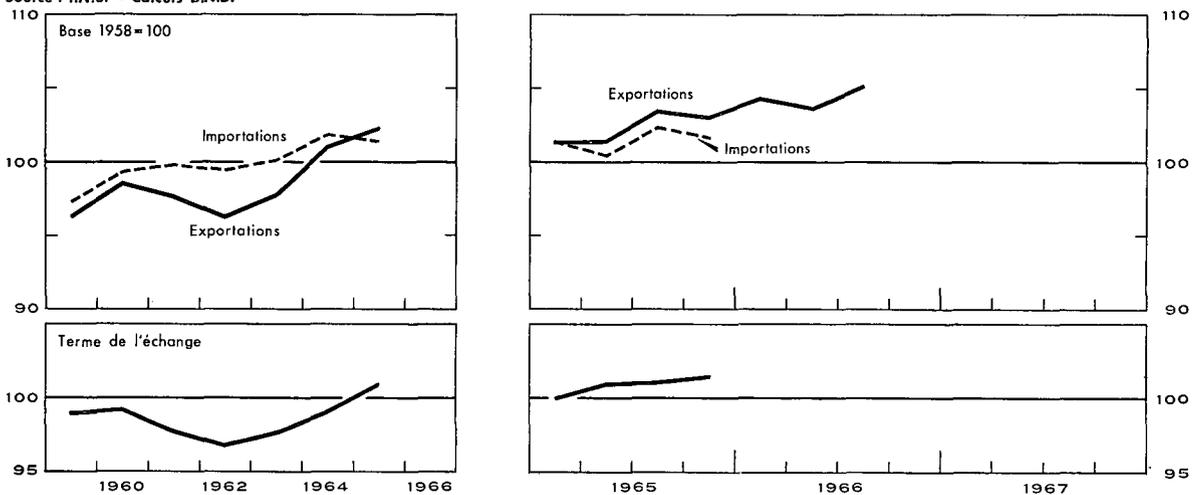
Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

## INDICES DU VOLUME



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

## INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange 1
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1959	14,3	13,7	- 0,6	96	111,4	111,6	97,4	96,4	99,0
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	123,8	125,0	99,4	98,7	99,3
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	132,3	130,0	99,9	97,8	97,9
1962	19,0	18,0	- 1,0	95	144,6	145,1	99,5	96,4	96,9
1963	21,3	20,2	- 1,1	95	160,5	157,9	100,1	97,9	97,8
1964	24,9	23,3	- 1,6	94	r 184,4	175,7	101,9	101,1	99,2
1965	27,1	26,6	- 0,5	98	r 201,5	199,1	101,4	102,4	101,0
1966	29,9	28,5	- 1,4	95	216,4	207,9	103,0	104,8	101,7
1965 3 <sup>e</sup> trimestre	25,9	25,5	+ 0,4	99	r 191,0	188,7	102,4	103,5	101,1
4 <sup>e</sup> trimestre	30,1	28,9	- 1,2	96	r 224,2	215,4	101,7	103,2	101,5
1966 1 <sup>er</sup> trimestre	28,9	27,5	- 1,4	95		202,3		104,4	
2 <sup>e</sup> trimestre	30,0	29,1	- 0,9	97		r 215,2		r 103,7	
3 <sup>e</sup> trimestre	29,1	27,0	- 2,1	93		r 197,5		r 105,4	
4 <sup>e</sup> trimestre	31,6	30,2	- 1,4	96					
1967 1 <sup>er</sup> trimestre	p 29,5	29,8	p+ 0,3	p 101					
1966 Janvier-Mai	29,1	27,6	- 1,5	95					
1967 Janvier-Mai	p 29,5	29,7	+ 0,2	101					
1966 Avril	28,5	28,0	- 0,5	98					
Mai	30,0	27,9	- 2,1	93					
Juin	31,3	31,4	+ 0,1	100					
Juillet	26,4	26,2	- 0,2	99					
Août	30,0	23,8	- 6,2	79					
Septembre	30,5	31,0	+ 0,5	102					
Octobre	31,3	30,0	- 1,3	96					
Novembre	30,9	29,5	- 1,4	95					
Décembre	31,9	31,1	- 0,8	98					
1967 Janvier	29,5	30,4	+ 0,9	103					
Février	27,3	28,5	+ 1,2	105					
Mars	p 31,5	30,4	p- 1,1	p 97					
Avril	28,7	30,2	+ 1,5	105					
Mai	p 30,5	29,0	- 1,5	95					

1 Termes de l'échange =  $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. — 1<sup>o</sup> En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

2<sup>o</sup> En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications non métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
Nouvelle série												
1963	3,21	4,80	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,66	20,16
1964	3,75	5,85	1,84	3,56	1,65	0,27	0,65	0,57	1,17	0,84	3,14	23,29
1965	4,13	7,07	2,22	3,78	2,02	0,18	0,69	0,58	1,22	1,16	3,54	26,59
1966	3,95	7,34	2,81	4,17	2,19	0,12	0,67	0,61	1,50	1,22	3,87	28,45
1965 2 <sup>e</sup> trimestre	4,08	7,08	2,05	3,55	1,90	0,18	0,68	0,51	1,23	0,99	3,50	25,75
3 <sup>e</sup> trimestre	4,06	6,41	2,32	3,60	2,02	0,18	0,77	0,58	1,10	1,06	3,40	25,50
4 <sup>e</sup> trimestre	4,15	7,78	2,34	4,19	2,20	0,17	0,72	0,67	1,41	1,42	3,86	28,91
1966 1 <sup>er</sup> trimestre	4,04	7,13	2,64	4,16	2,02	0,12	0,59	0,58	1,43	1,18	3,56	27,45
2 <sup>e</sup> trimestre	3,86	7,84	2,92	4,40	2,19	0,10	0,66	0,58	1,57	1,00	3,99	29,11
3 <sup>e</sup> trimestre	3,91	6,24	3,00	3,86	2,15	0,11	0,80	0,61	1,34	1,21	3,78	27,01
4 <sup>e</sup> trimestre	3,99	8,11	2,69	4,25	2,41	0,13	0,64	0,65	1,67	1,51	4,17	30,22
1966 Mai	3,53	7,57	2,91	4,20	2,16	0,11	0,69	0,51	1,47	0,87	3,88	27,90
Juin	3,98	8,39	3,07	4,56	2,47	0,11	0,65	0,61	2,09	1,19	4,33	31,45
Juillet	3,92	6,73	2,92	3,78	2,02	0,11	0,67	0,58	0,73	1,01	3,70	26,17
Août	3,71	4,76	2,87	3,10	2,00	0,09	0,82	0,57	1,35	1,22	3,31	23,80
Septembre	4,09	7,28	3,16	4,69	2,46	0,14	0,90	0,69	1,93	1,40	4,31	31,05
Octobre	3,97	8,30	2,70	4,37	2,34	0,10	0,52	0,66	1,41	1,54	4,10	30,01
Novembre	4,16	7,58	2,65	4,23	2,42	0,16	0,64	0,68	1,38	1,54	4,04	29,48
Décembre	3,83	8,45	2,77	4,15	2,46	0,14	0,74	0,61	2,19	1,44	4,37	31,15
1967 Janvier	4,60	8,23	2,93	3,96	2,45	0,14	0,58	0,69	1,13	1,60	4,09	30,40
Février	4,26	6,69	2,90	4,03	2,48	0,11	0,62	0,59	1,58	1,42	3,84	28,52

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.  
Pour une analyse du commerce extérieur de 1965 : voir le Bulletin d'Information et de Documentation, XLII<sup>e</sup> année, vol. II, no 2-3, août-septembre 1966.



VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation						Biens d'équipement 13	Divers 14	Total général		
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production				Total	non durables						durables 12	
													combustibles		produits chimiques 9	autres produits 10		alimentaires							
													liquides 8	autres				produits animaux	produits végétaux	autres 11					
1955	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74			649	474	306		1.172	2.367	369	637		1.361	1.245	...	11.850	
1956	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78			809	612	367		1.178	2.554	385	735		1.434	1.646	1	13.635	
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88			1.022	717	401		1.257	2.844	404	767		1.673	1.643	1	14.302	
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.682	1	13.037	
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.689	1	14.341	
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	...	16.488	
1960	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.631	1.850	...	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	285	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.223	1	17.579
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.568	3	18.981
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.883	3	21.300
1963	14.400	4.705	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	3.937	462	920	360	2.195	2.884	79	21.300
1964	16.390	5.343	1.953	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.087	454	938	4.976	696	1.050	402	2.828	3.464	83	24.913
1965	17.618	6.076	1.759	1.782	1.174	378	242	295	161	396	98	1.110	360	940	1.235	519	1.093	5.849	802	1.220	481	3.346	3.509	94	27.070
1966	19.740	7.195	1.855	2.024	1.508	403	258	317	147	487	109	1.033	420	851	1.384	538	1.211	6.110	829	1.295	515	3.471	4.000	42	29.892
1965 1 <sup>er</sup> trimestre	16.415	5.419	1.790	1.738	1.149	254	239	293	124	337	105	1.041	416	861	1.149	486	1.014	5.414	815	973	472	3.154	3.305	65	25.199
2 <sup>e</sup> trimestre	17.610	6.465	1.746	1.529	942	377	249	285	149	410	101	1.217	320	920	1.259	525	1.116	5.789	772	1.189	465	3.363	3.669	34	27.102
3 <sup>e</sup> trimestre	16.837	5.678	1.606	1.752	1.117	450	217	291	158	392	88	1.128	306	972	1.160	490	1.032	5.583	769	1.168	481	3.165	3.221	215	25.856
4 <sup>e</sup> trimestre	19.609	6.742	1.896	2.109	1.490	431	262	309	212	444	95	1.055	400	1.009	1.373	572	1.210	6.607	854	1.531	522	3.700	3.847	61	30.124
1966 1 <sup>er</sup> trimestre	19.375	6.971	2.103	2.118	1.258	275	313	268	130	447	100	1.015	481	922	1.289	496	1.184	5.941	776	1.156	479	3.530	3.575	40	28.931
2 <sup>e</sup> trimestre	19.869	7.316	1.963	1.661	1.725	392	275	336	151	519	124	997	409	899	1.361	548	1.193	6.051	756	1.398	505	3.392	4.006	49	29.975
3 <sup>e</sup> trimestre	18.980	6.926	1.632	2.011	1.377	473	214	312	150	493	101	1.073	337	769	1.413	528	1.173	6.020	864	1.245	526	3.385	4.042	24	29.066
4 <sup>e</sup> trimestre	20.734	7.567	1.715	2.306	1.671	472	228	352	155	487	112	1.047	454	816	1.474	580	1.298	6.427	918	1.382	551	3.576	4.375	58	31.594

\* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

- Rubrique modifiée à partir de 1960 :
  - par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».
  - par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.
- Rubrique modifiée, en 1963, par l'incorporation de produits repris précédemment dans le poste « Biens de consommation durables ».
- Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.
- La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.
- Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».
- Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».
- Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».
- Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».
- Rubrique scindée, à partir de 1960 : voir note 7.
- Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».
- Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.
- Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de consommation durables ».
- Rubrique modifiée.
  - en 1959 : voir note 11.
  - en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».
  - en 1964, par exclusion de produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques » et au poste « Divers ».
- Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».
- Rubrique constituée, en ordre principal, depuis 1963, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES \*

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1965				1966 **			
										1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
<b>IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits</b>																	
Biens de production .....	100,0	98,6	100,8	100,2	98,7	98,9	100,4	r 99,0	100,5	r 99,1	r 97,5	r 100,4	r 99,2				
Biens de consommation .....	100,0	96,9	96,9	99,0	98,9	100,0	102,3	105,1	105,9	104,4	104,9	105,3	105,9				
Biens d'équipement .....	100,0	92,1	97,5	101,1	106,5	108,4	110,8	108,0	112,2	109,0	110,2	109,0	108,3				
<b>Ensemble ...</b>	<b>100,0</b>	<b>97,4</b>	<b>99,4</b>	<b>99,9</b>	<b>99,5</b>	<b>100,1</b>	<b>101,9</b>	<b>101,4</b>	<b>103,0</b>	<b>101,4</b>	<b>100,4</b>	<b>102,4</b>	<b>101,7</b>				
<b>EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits</b>																	
Sidérurgie .....	100,0	93,2	103,0	98,5	93,7	91,3	92,6	92,7	92,0	92,8	93,1	93,0	91,8	90,7	92,2	92,1	
Fabrications métalliques .....	100,0	95,2	93,0	94,8	95,3	100,0	102,6	104,0	106,8	101,3	102,4	106,9	106,4	106,8	105,9	106,3	
Métaux non ferreux .....	100,0	111,4	116,6	110,7	109,4	111,2	123,3	137,6	167,3	135,5	135,9	139,5	139,1	150,9	171,2	178,9	
Textiles .....	100,0	94,7	100,0	101,2	100,7	103,7	109,1	106,8	106,3	107,6	104,5	109,5	107,5	105,7	105,6	106,5	
Produits chimiques .....	100,0	98,6	98,2	98,7	94,7	92,4	94,2	96,2	95,7	96,9	96,6	96,3	96,6	98,0	95,7	95,7	
Industrie houillère .....	100,0	81,8	74,6	70,3	71,9	81,9	96,8	78,5	73,9	77,3	75,2	78,5	84,0	76,4	75,1	70,2	
Industrie pétrolière .....	100,0	93,9	85,2	85,2	83,2	80,8	78,5	77,9	74,2	78,0	79,4	77,2	77,1	76,9	75,8	73,6	
Verres et glaces .....	100,0	100,1	99,5	101,1	99,8	96,6	99,1	98,4	99,4	98,7	97,6	97,3	100,0	97,5	98,4	100,6	
Produits agricoles .....	100,0	99,3	98,2	100,3	105,0	114,3	109,3	114,1	118,5	107,6	111,7	116,7	119,9	120,9	120,3	110,8	
Ciments .....	100,0	97,6	94,6	99,0	98,3	98,6	100,2	101,6	100,1	103,7	100,6	101,1	101,6	100,4	100,3	99,7	
Carrières .....	100,0	96,1	101,6	98,2	96,8	95,4	96,1	98,5	97,9	98,2	98,2	98,0	97,9	99,6	97,0	96,2	
Céramiques .....	100,0	97,8	88,3	91,1	95,7	100,7	109,4	111,3	115,8	110,2	109,0	112,1	114,2	112,7	115,9	119,3	
Bois et meubles .....	100,0	96,5	98,3	99,3	97,0	99,0	104,7	107,8	111,1	106,9	106,2	108,6	109,7	110,7	112,2	110,1	
Peaux, cuirs et chaussures .....	100,0	109,0	110,6	110,3	108,8	102,7	107,6	114,7	127,1	114,2	117,0	116,9	114,6	124,9	131,4	129,6	
Papier et livre .....	100,0	92,6	94,5	92,4	95,3	92,7	95,4	98,5	99,0	99,1	97,2	98,9	98,4	100,9	97,8	100,8	
Tabacs manufacturés .....	100,0	95,3	95,7	100,5	111,7	105,7	100,7	112,6	117,9	101,0	115,9	115,9	115,5	116,2	118,2	118,6	
Caoutchouc .....	100,0	97,4	92,6	88,4	86,2	83,0	84,1	84,4	83,4	83,3	85,3	85,4	83,8	82,7	81,5	86,2	
Industries alimentaires .....	100,0	91,1	91,1	91,1	89,6	94,2	97,7	98,3	98,5	98,8	96,8	97,0	100,2	96,3	94,8	99,0	
Divers .....	100,0	99,1	95,3	90,1	87,8	88,9	93,0	87,4	78,9	89,7	92,7	81,1	78,9	97,7	61,4	82,3	
<b>Ensemble ...</b>	<b>100,0</b>	<b>96,4</b>	<b>98,7</b>	<b>97,8</b>	<b>96,4</b>	<b>97,9</b>	<b>101,1</b>	<b>102,4</b>	<b>104,8</b>	<b>101,4</b>	<b>101,5</b>	<b>103,5</b>	<b>103,2</b>	<b>104,4</b>	<b>103,7</b>	<b>105,4</b>	
<b>INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE <sup>1</sup></b>																	
<b>Ensemble ...</b>	<b>100,0</b>	<b>99,0</b>	<b>99,3</b>	<b>97,9</b>	<b>96,9</b>	<b>97,8</b>	<b>99,2</b>	<b>101,0</b>	<b>101,7</b>	<b>100,0</b>	<b>101,1</b>	<b>101,1</b>	<b>101,5</b>				

<sup>1</sup> Indices des termes de l'échange =  $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

\* Voir 2<sup>e</sup> du N.B. au tableau VIII-1.

\*\* Les données manquantes sont en cours de révision et seront publiées prochainement.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME \*

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1965				1966 **			
										1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
<b>IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits</b>																	
Biens de production .....	100,0	111,3	124,4	130,9	145,6	159,7	r 178,5	r 194,6	211,5	r 180,6	r 200,3	r 184,6	r 215,8				
Biens de consommation .....	100,0	110,9	121,5	128,1	131,8	152,4	r 188,1	r 214,4	226,8	r 201,6	r 214,1	r 203,9	r 241,1				
Biens d'équipement .....	100,0	112,5	122,9	147,7	161,4	179,3	r 214,1	r 221,8	233,1	r 209,4	r 223,5	r 207,5	r 246,4				
<b>Ensemble ...</b>	<b>100,0</b>	<b>111,4</b>	<b>123,8</b>	<b>132,3</b>	<b>144,6</b>	<b>160,5</b>	<b>r 184,4</b>	<b>r 201,5</b>	<b>216,4</b>	<b>r 187,9</b>	<b>r 205,4</b>	<b>r 191,0</b>	<b>r 224,2</b>				
<b>EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits</b>																	
Sidérurgie .....	100,0	110,8	127,4	117,5	127,3	130,9	151,6	166,0	160,4	169,2	163,9	163,4	168,7	166,3	156,4	158,7	
Fabrications métalliques .....	100,0	109,1	130,5	141,2	164,6	175,0	208,2	250,5	260,0	257,5	253,6	217,6	274,2	253,3	232,0	225,2	
Métaux non ferreux .....	100,0	111,3	124,3	131,9	135,2	150,7	162,5	175,3	182,8	174,2	164,4	181,8	182,6	190,7	185,6	182,1	
Textiles .....	100,0	119,6	129,5	139,0	158,5	170,0	177,6	192,7	212,9	192,2	185,8	179,0	216,5	213,2	226,6	196,7	
Produits chimiques .....	100,0	115,6	115,3	123,4	130,3	151,0	166,4	198,0	217,2	192,7	186,2	198,3	213,2	194,4	219,2	214,4	
Industrie houillère .....	100,0	78,8	82,3	90,7	88,1	85,6	78,2	63,6	45,0	66,1	67,5	64,9	55,8	44,8	38,0	46,4	
Industrie pétrolière .....	100,0	100,1	103,8	97,2	107,1	154,3	156,0	166,1	168,4	140,4	160,7	188,1	175,5	143,5	162,4	201,8	
Verres et glaces .....	100,0	130,2	143,7	145,1	168,8	169,5	188,1	190,2	198,6	181,9	169,1	193,6	216,7	192,1	167,6	172,5	
Produits agricoles .....	100,0	96,9	100,1	110,5	138,0	158,3	157,2	208,0	210,3	234,5	189,1	186,4	243,7	204,9	171,4	236,7	
Ciments .....	100,0	114,5	108,2	111,3	109,2	99,3	115,8	133,7	114,6	124,5	140,6	146,8	123,1	100,1	131,4	119,9	
Carrières .....	100,0	111,4	117,6	131,6	154,0	173,9	204,9	212,1	211,3	200,6	213,3	224,4	211,7	188,1	224,8	220,4	
Céramiques .....	100,0	120,7	172,7	229,3	196,3	206,7	250,5	258,0	228,6	244,7	269,3	259,5	258,5	190,9	230,1	243,8	
Bois et meubles .....	100,0	129,4	162,3	205,5	287,1	349,4	399,0	450,1	489,3	413,0	462,4	419,7	501,9	452,4	518,1	445,1	
Peaux, cuirs et chaussures .....	100,0	120,9	124,4	160,1	175,8	195,5	209,2	217,1	223,8	208,8	192,7	210,2	246,0	227,7	242,3	197,8	
Papier et livre .....	100,0	114,0	133,4	140,2	161,8	181,7	205,9	234,9	274,1	223,4	232,9	217,2	266,4	250,2	284,7	253,2	
Tabacs manufacturés .....	100,0	126,2	147,9	178,8	167,2	216,0	278,0	336,4	329,7	290,8	299,1	320,0	435,1	294,0	339,8	338,1	
Caoutchouc .....	100,0	117,0	124,8	148,1	165,6	187,0	222,0	261,1	281,2	275,1	269,3	250,9	257,3	232,4	335,0	257,2	
Industries alimentaires .....	100,0	112,8	130,5	154,1	185,8	209,9	234,0	278,0	291,6	251,8	280,6	271,4	313,8	286,9	340,8	290,5	
Divers .....	100,0	117,4	138,5	147,9	153,7	155,1	159,9	177,6	207,3	188,8	163,4	166,6	189,3	162,3	249,5	199,6	
<b>Ensemble ...</b>	<b>100,0</b>	<b>111,6</b>	<b>125,0</b>	<b>130,0</b>	<b>145,1</b>	<b>157,9</b>	<b>175,7</b>	<b>199,1</b>	<b>207,9</b>	<b>199,6</b>	<b>194,1</b>	<b>188,7</b>	<b>215,4</b>	<b>202,3</b>	<b>215,2</b>	<b>197,5</b>	

\* Voir 2<sup>o</sup> du N.B. au tableau VIII-1.

\*\* Les données manquantes sont en cours de révision et seront publiées prochainement.

### VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale <sup>1</sup>			France <sup>1</sup>			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1958 .....	2,24	1,46	- 0,78	1,51	1,34	- 0,17	2,05	2,63	+ 0,58
1959 .....	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960 .....	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961 .....	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962 .....	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963 .....	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1964 .....	5,12	4,83	- 0,29	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1965 .....	5,76	5,81	+ 0,05	4,15	3,86	- 0,29	4,02	5,87	+ 1,85
1966 .....	6,47	6,00	- 0,47	4,65	4,60	- 0,05	4,37	6,33	+ 1,96
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	6,17	5,71	- 0,46	4,88	4,47	- 0,41	4,29	6,12	+ 1,83
2 <sup>e</sup> trimestre .....	6,38	6,53	+ 0,15	4,74	4,65	- 0,09	4,47	6,68	+ 2,21
3 <sup>e</sup> trimestre .....	6,23	5,50	- 0,73	4,23	4,20	- 0,03	4,11	5,96	+ 1,85
4 <sup>e</sup> trimestre .....	7,08	6,24	- 0,84	4,74	5,08	+ 0,34	4,61	6,56	+ 1,95
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	<i>p</i> 6,09	5,47	<i>p</i> - 0,62	<i>p</i> 4,57	5,50	<i>p</i> + 0,93	<i>p</i> 4,39	6,11	<i>p</i> + 1,72
1966 Mars .....	7,15	6,52	- 0,63	5,26	5,01	- 0,25	4,71	7,15	+ 2,44
Avril .....	6,07	6,14	+ 0,07	4,61	4,15	- 0,46	4,57	6,32	+ 1,75
Mai .....	6,21	6,56	+ 0,35	4,60	4,68	+ 0,08	4,21	6,52	+ 2,31
Juin .....	6,76	6,90	+ 0,14	4,87	5,11	+ 0,24	4,55	7,19	+ 2,64
Juillet .....	5,32	5,51	+ 0,19	3,97	4,70	+ 0,73	3,24	5,85	+ 2,61
Août .....	6,33	4,59	- 1,74	4,33	3,06	- 1,27	4,33	5,31	+ 0,98
Septembre .....	6,99	6,40	- 0,59	4,36	4,79	+ 0,43	4,70	6,73	+ 2,03
Octobre .....	7,11	6,71	- 0,40	4,90	4,78	- 0,12	4,66	6,52	+ 1,86
Novembre .....	6,79	6,36	- 0,43	4,46	4,83	+ 0,37	4,60	6,52	+ 1,92
Décembre .....	7,28	5,66	- 1,62	4,78	5,68	+ 0,90	4,54	6,65	+ 2,11
1967 Janvier .....	5,80	5,84	+ 0,04	4,34	5,61	+ 1,27	4,25	5,78	+ 1,53
Février .....	5,54	5,09	- 0,45	4,31	5,35	+ 1,04	4,28	6,20	+ 1,92
Mars .....	<i>p</i> 6,89	5,48	<i>p</i> - 1,41	<i>p</i> 5,10	5,52	<i>p</i> + 0,42	<i>p</i> 4,65	6,35	<i>p</i> + 1,70
Avril .....	<i>p</i> 6,19	6,03	- 0,16	4,29	5,31	+ 1,02	4,43	6,67	+ 2,24
Mai .....	<i>p</i>	5,30			5,32			6,55	
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métrop. européennes O.C.D.E. <sup>2</sup>		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1958 .....	0,28	0,29	+ 0,01	6,08	5,72	- 0,36	8,03	7,92	- 0,11
1959 .....	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960 .....	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961 .....	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962 .....	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963 .....	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1964 .....	0,94	0,88	- 0,06	13,38	14,58	+ 1,20	16,87	17,96	+ 1,09
1965 .....	1,05	0,91	- 0,14	14,98	16,45	+ 1,47	18,74	20,41	+ 1,67
1966 .....	1,22	0,94	- 0,28	16,70	17,87	+ 1,17	20,79	21,85	+ 1,06
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1,13	0,94	- 0,19	16,47	17,24	+ 0,77	20,08	21,28	+ 1,20
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1,20	0,88	- 0,32	16,79	18,74	+ 1,95	20,51	21,99	+ 1,48
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1,30	0,88	- 0,42	15,87	16,54	+ 0,67	19,22	19,79	+ 0,57
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1,25	1,08	- 0,17	17,68	18,97	+ 1,29	22,23	23,01	+ 0,78
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	<i>p</i> 1,31	1,33	<i>p</i> + 0,02	<i>p</i> 16,36	18,41	<i>p</i> + 2,05	<i>p</i> 20,65	22,86	<i>p</i> + 2,21
1966 Mars .....	1,28	0,98	- 0,30	18,40	19,66	+ 1,26	22,59	23,99	+ 1,40
Avril .....	1,15	0,78	- 0,37	16,40	17,39	+ 0,99	20,35	21,61	+ 1,26
Mai .....	1,49	0,88	- 0,61	16,51	18,65	+ 2,14	20,59	22,33	+ 1,74
Juin .....	1,29	0,98	- 0,31	17,47	20,18	+ 2,71	21,56	24,34	+ 2,78
Juillet .....	1,20	0,86	- 0,34	13,73	16,92	+ 3,19	17,05	20,45	+ 3,40
Août .....	1,43	0,70	- 0,73	16,42	13,66	- 2,76	20,27	17,15	- 3,12
Septembre .....	1,25	1,08	- 0,17	17,30	19,00	+ 1,70	21,18	23,42	+ 2,24
Octobre .....	1,33	1,00	- 0,33	18,00	19,01	+ 1,01	22,30	22,83	+ 0,53
Novembre .....	1,21	0,97	- 0,24	17,06	18,68	+ 1,62	21,77	22,53	+ 0,76
Décembre .....	1,20	1,26	+ 0,06	17,80	19,25	+ 1,45	22,26	23,69	+ 1,43
1967 Janvier .....	1,17	1,11	- 0,06	15,56	18,34	+ 2,78	19,91	23,13	+ 3,22
Février .....	1,22	1,41	+ 0,19	15,35	18,05	+ 2,70	19,84	22,23	+ 2,39
Mars .....	<i>p</i> 1,53	1,46	<i>p</i> - 0,07	<i>p</i> 18,17	18,81	<i>p</i> + 0,64	<i>p</i> 22,19	23,19	<i>p</i> + 1,00
Avril .....	<i>p</i> 1,38	1,16	- 0,22	16,29	19,17	+ 2,88	20,46	23,08	+ 2,62
Mai .....	<i>p</i>	1,21			18,38			22,25	

<sup>1</sup> La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1<sup>er</sup> semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2<sup>e</sup> semestre 1959.

<sup>2</sup> Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1958 .....	1,29	1,17	- 0,12	0,96	0,72	- 0,24	0,97	0,80	- 0,17
1959 .....	1,35	1,81	+ 0,46	1,19	0,81	- 0,38	1,11	0,68	- 0,43
1960 .....	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1961 .....	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,95	0,81	- 0,14
1962 .....	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963 .....	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1964 .....	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1965 .....	2,29	2,22	- 0,07	2,02	1,28	- 0,74	1,57	1,03	- 0,54
1966 .....	2,37	2,46	+ 0,09	2,21	1,34	- 0,87	1,76	1,01	- 0,75
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	2,40	2,27	- 0,09	2,18	1,41	- 0,72	1,62	0,96	- 0,66
2 <sup>e</sup> trimestre .....	2,15	2,50	+ 0,35	2,31	1,36	- 0,91	1,75	0,87	- 0,88
3 <sup>e</sup> trimestre .....	2,45	2,57	+ 0,12	1,95	1,28	- 0,64	1,73	0,96	- 0,77
4 <sup>e</sup> trimestre .....	2,48	2,51	+ 0,03	2,40	1,30	- 1,10	1,94	1,23	- 0,71
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	<i>p</i> 2,27	2,37	<i>p</i> + 0,10	<i>p</i> 2,20	1,52	<i>p</i> - 0,68		1,20	
1966 Mars .....	2,54	2,84	+ 0,30	2,20	1,45	- 0,75	1,87	1,26	- 0,61
Avril .....	2,04	2,47	+ 0,43	2,21	1,49	- 0,72	1,64	0,83	- 0,81
Mai .....	2,08	2,26	+ 0,18	2,41	1,25	- 1,16	2,00	0,74	- 1,26
Juin .....	2,31	2,76	+ 0,45	2,30	1,33	- 0,97	1,62	1,06	- 0,56
Juillet .....	2,17	2,19	+ 0,02	1,76	1,19	- 0,57	1,67	0,82	- 0,85
Août .....	2,64	2,64	...	2,16	1,15	- 1,01	1,64	0,91	- 0,73
Septembre .....	2,50	2,87	+ 0,37	1,88	1,50	- 0,38	1,85	1,14	- 0,71
Octobre .....	2,36	2,76	+ 0,40	2,33	1,24	- 1,09	1,67	1,20	- 0,47
Novembre .....	2,41	2,26	- 0,15	2,48	1,16	- 1,32	2,15	1,25	- 0,90
Décembre .....	2,63	2,52	- 0,11	2,30	1,51	- 0,81	1,99	1,22	- 0,77
1967 Janvier .....	2,29	2,41	+ 0,12	2,19	1,61	- 0,58	2,56	1,23	- 1,33
Février .....	2,00	2,19	+ 0,19	2,40	1,45	- 0,95	1,44	1,14	- 0,30
Mars .....	<i>p</i> 2,53	2,50	<i>p</i> - 0,03	<i>p</i> 2,00	1,49	<i>p</i> - 0,51		1,23	
Avril .....	<i>p</i> 2,63	2,61	- 0,02	<i>p</i> 2,40	1,40	- 1,00			
Mai .....	<i>p</i>	2,35			1,27				
Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine 1			Congo et Rwanda-Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1958 .....	0,63	0,77	+ 0,14	0,69	0,49	- 0,20	0,24	0,26	+ 0,02
1959 .....	0,64	0,72	+ 0,08	0,81	0,38	- 0,43	0,31	0,25	- 0,06
1960 .....	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,32	0,40	- 0,08
1961 .....	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,36	0,39	+ 0,03
1962 .....	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,43	0,36	- 0,07
1963 .....	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,48	0,31	- 0,17
1964 .....	0,96	0,61	- 0,35	0,86	0,28	- 0,58	0,49	0,32	- 0,17
1965 .....	0,97	0,63	- 0,34	0,87	0,30	- 0,57	0,51	0,39	- 0,12
1966 .....	1,04	0,62	- 0,42	1,31	0,30	- 1,01	0,58	0,50	- 0,08
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	0,99	0,51	- 0,48	1,02	0,34	- 0,68	0,44	0,46	+ 0,02
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1,05	0,58	- 0,47	1,56	0,30	- 1,26	0,56	0,46	- 0,10
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1,15	0,67	- 0,48	1,42	0,26	- 1,16	0,63	0,45	- 0,18
4 <sup>e</sup> trimestre .....	0,99	0,72	- 0,25	1,24	0,31	- 0,93	0,69	0,62	- 0,07
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....		0,68			0,22			0,50	
1966 Janvier .....	1,00	0,47	- 0,52	1,02	0,37	- 0,65	0,43	0,39	- 0,0
Février .....	0,84	0,58	- 0,26	1,01	0,29	- 0,72	0,42	0,48	+ 0,06
Mars .....	1,13	0,50	- 0,63	1,01	0,34	- 0,67	0,48	0,52	+ 0,04
Avril .....	1,02	0,59	- 0,43	0,98	0,33	- 0,65	0,43	0,39	- 0,04
Mai .....	1,04	0,49	- 0,55	1,75	0,25	- 1,50	0,51	0,43	- 0,08
Juin .....	1,07	0,68	- 0,39	1,95	0,32	- 1,63	0,73	0,54	- 0,19
Juillet .....	1,11	0,62	- 0,49	1,84	0,21	- 1,63	0,57	0,41	- 0,16
Août .....	1,19	0,64	- 0,55	1,33	0,27	- 1,06	0,76	0,37	- 0,39
Septembre .....	1,14	0,77	- 0,37	1,09	0,32	- 0,77	0,52	0,57	+ 0,05
Octobre .....	0,94	0,72	- 0,22	1,17	0,26	- 0,91	0,66	0,62	- 0,04
Novembre .....	0,97	0,73	- 0,24	1,02	0,33	- 0,69	0,59	0,42	- 0,17
Décembre .....	1,01	0,71	- 0,30	1,40	0,32	- 1,08	0,76	0,82	+ 0,06
1967 Janvier .....	1,16	0,82	- 0,34	0,94	0,21	- 0,73	0,56	0,56	...
Février .....	0,97	0,60	- 0,37	0,64	0,20	- 0,44	0,48	0,41	- 0,07
Mars .....		0,60			0,25			0,52	

1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). — Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).

# IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

## IX - 1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels  
(milliards de francs)

	1961	1962	1963	1964	1965	1966		
						Recettes	Dépenses	Solde
<b>1. Transactions sur biens et services :</b>								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations <sup>1</sup> .....	- 6,1	- 6,4	- 9,0	- 8,7	- 2,6	266,4	283,0	- 16,6
1.12 Travail à façon .....	+ 2,7	+ 3,8	+ 3,3	+ 5,2	+ 6,6	10,7	2,6	+ 8,1
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes) .....	+ 2,3	+ 3,1	+ 2,4	+ 5,4	+ 3,2	5,3	—	+ 5,3
1.2 Or non monétaire .....	- 0,9	- 0,5	- 0,7	- 0,8	- 2,0	0,1	1,6	- 1,5
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises <sup>2</sup> .....	- 0,4 <sup>4</sup>	+ 0,7	- 0,3	- 0,4	- 0,4	12,6	12,9	- 0,3
1.4 Autres frais de transport .....		- 0,2	+ 0,8	+ 1,0	+ 1,1	4,8	4,4	+ 0,4
1.5 Déplacements à l'étranger <sup>3</sup> .....	- 2,1	- 2,2	- 3,2	- 3,4	- 4,1	11,5	16,0	- 4,5
1.6 Revenus d'investissements .....	+ 1,3	+ 0,1	- 1,0	- 0,9	+ 0,6	15,2	14,1	+ 1,1
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs .....	- 0,1	- 0,2	- 1,0	- 2,3	+ 0,3	6,3	6,1	+ 0,2
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers .....	+ 3,3	+ 3,7	+ 4,0	+ 4,0	+ 4,1	5,4	1,4	+ 4,0
1.82 Autres .....	+ 1,8	+ 1,5	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,7	22,0	22,1	- 0,1
<b>Total 1 ...</b>	+ 1,8	+ 3,4	- 4,6	- 0,7	+ 7,5	360,3	364,2	- 3,9
<b>2. Transferts :</b>								
2.1 Transferts privés .....	+ 3,0	+ 2,6	+ 2,5	+ 3,0	+ 2,5	7,1	5,5	+ 1,6
2.2 Transferts de l'Etat .....	- 2,3	- 1,8	- 3,1	- 2,4	- 2,4	0,3	2,8	- 2,5
<b>Total 2 ...</b>	+ 0,7	+ 0,8	- 0,6	+ 0,6	+ 0,1	7,4	8,3	- 0,9
<b>3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :</b>								
3.1 Etat :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels .....	- 1,7	- 1,3	- 2,2	- 2,3	- 3,3	—	1,8	- 1,8
3.112 Autres opérations .....	- 3,4	- 0,2	+ 5,0	+ 2,8	- 2,0	5,0	5,4	- 0,4
3.12 Avoirs .....	- 0,2	- 0,7	- 0,4	- 0,1	- 0,5	0,1	0,4	- 0,3
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	+ 0,3	...	+ 1,0	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	...	...	...	...
<b>Total 3 ...</b>	- 5,2	- 1,8	+ 2,5	+ 1,5	- 5,8	5,1	7,6	- 2,5
<b>4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :</b>								
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	+ 1,9	- 0,1	- 0,1	+ 0,3	+ 1,7	1,0	0,3	+ 0,7
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public .....	+ 0,2	- 0,7	+ 0,7	+ 2,0	+ 0,4	2,0	1,0	+ 1,0
4.3 Secteur privé <sup>3</sup> (chiffres nets) :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières .....	- 4,7	- 3,6	- 5,5	- 1,3	- 2,1	—	6,5	- 6,5
4.312 Investissements directs .....	+ 1,8	- 0,8	- 4,0	- 5,4	- 2,0	—	0,4	- 0,4
4.313 Immeubles .....		- 1,3	—	—	—	—	1,7	- 1,7
4.314 Autres .....		+ 1,0	—	—	—	—	0,6	- 0,6
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières .....	+ 1,5	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,1	+ 0,5	—	0,2	- 0,2
4.322 Investissements directs .....	+ 3,5	+ 5,6	+ 8,9	+ 12,1	+ 7,1	7,0	—	+ 7,0
4.323 Immeubles .....		+ 0,2	—	—	—	—	0,3	- 0,3
4.324 Autres .....		+ 0,7	—	—	—	—	0,7	+ 0,7
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	- 0,4	- 0,8	+ 1,3	+ 1,0	+ 0,8	0,6	—	+ 0,6
<b>Total 4 ...</b>	+ 3,8	+ 0,4	+ 2,1	+ 8,8	+ 7,0	11,3	11,0	+ 0,3
<b>5. Erreurs et omissions (nettes) .....</b>	+ 0,6	+ 1,4	+ 0,6	+ 0,5	- 0,3	1,0	—	+ 1,0
<b>Total 1 à 5 ...</b>	+ 1,7	+ 4,2	...	+ 10,7	+ 8,5	385,1	391,1	- 6,0
<b>6. Financement du total :</b>								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger .....	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1	+ 1,2	—	—	- 1,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale .....	+ 12,2	- 1,7	+ 11,2	+ 12,6	+ 8,0	—	—	+ 1,7
6.22 Autres .....	- 11,6	+ 5,7	- 11,3	- 2,0	- 0,7	—	—	- 6,6

<sup>1</sup> Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

<sup>2</sup> Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

<sup>3</sup> Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

<sup>4</sup> Pour 1961, sont seuls disponibles, des chiffres couvrant à la fois les rubriques 1.3 « Frets et assurances pour le transport de marchandises » et 1.4 « Autres frais de transport ». Au surplus, ces chiffres ne sont pas entièrement comparables aux chiffres combinés des rubriques 1.3 et 1.4 pour les années suivantes. Ils ne comprennent ni les recettes et dépenses d'assurance pour le transport de marchandises qui, depuis 1962, sont incluses dans la rubrique 1.3, ni les achats et ventes de provisions de bord et les recettes et dépenses pour le transport de personnes qui, depuis 1962, sont inclus dans la rubrique 1.4.

## IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels  
(milliards de francs)

	1965				1966				1967
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre p
<b>1. Transactions sur biens et services :</b>									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations <sup>1</sup>	+ 1,4	...	- 3,3	- 0,7	- 4,3	- 3,4	- 5,0	- 3,9	...
1.12 Travail à façon .....	+ 1,5	+ 2,0	+ 1,4	+ 1,7	+ 2,3	+ 1,8	+ 2,2	+ 1,8	+ 2,0
1.13 Opérations d'arbitrage .....	+ 1,4	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,3	+ 1,8	+ 1,5	+ 1,5	+ 0,5	+ 1,7
1.2 Or non monétaire .....	- 0,6	- 0,4	- 0,7	- 0,3	- 0,6	- 0,2	- 0,5	- 0,2	- 0,5
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises <sup>2</sup> .....	...	+ 0,1	- 0,2	- 0,3	- 0,1	...	- 0,2	...	+ 0,3
1.4 Autres frais de transport .....	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
1.5 Déplacements à l'étranger .....	- 0,4	- 1,2	- 2,2	- 0,3	- 0,7	- 1,1	- 2,7	...	- 0,5
1.6 Revenus d'investissements .....	...	- 0,5	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,2	- 0,6	+ 1,0	+ 0,5	+ 0,2
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs .....	- 0,3	+ 0,3	+ 0,4	- 0,1	- 0,1	+ 0,2	+ 0,4	- 0,3	...
1.8 Autres :									
1.81 Ouvriers frontaliers .....	+ 1,1	+ 0,9	+ 1,2	+ 0,9	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,2
1.82 Autres .....	...	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	- 0,1	+ 0,2	- 0,3	+ 0,1
<b>Total 1 ...</b>	<b>+ 4,4</b>	<b>+ 2,3</b>	<b>- 1,4</b>	<b>+ 2,2</b>	<b>- 0,3</b>	<b>- 0,9</b>	<b>- 2,0</b>	<b>- 0,7</b>	<b>+ 4,6</b>
<b>2. Transferts :</b>									
2.1 Transferts privés .....	+ 0,5	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,3
2.2 Transferts de l'Etat .....	- 0,6	- 0,7	- 0,5	- 0,6	- 0,5	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,6
<b>Total 2 ...</b>	<b>- 0,1</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>+ 0,3</b>	<b>- 0,2</b>	<b>- 0,1</b>	<b>- 0,3</b>	<b>- 0,3</b>	<b>- 0,2</b>	<b>- 0,3</b>
<b>3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :</b>									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels .....	- 0,9	- 1,4	- 0,6	- 0,4	- 0,6	- 0,5	- 0,5	- 0,2	- 0,6
3.112 Autres opérations .....	- 2,7	+ 0,2	+ 0,6	- 0,1	- 0,5	- 0,3	- 0,9	+ 1,3	- 2,1
3.12 Avoirs .....	...	- 0,1	...	- 0,4	...	+ 0,1	...	- 0,4	...
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	+ 0,1	+ 0,5	- 0,6	...	...	...	...	...	- 0,4
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total 3 ...</b>	<b>- 3,5</b>	<b>- 0,8</b>	<b>- 0,6</b>	<b>- 0,9</b>	<b>- 1,1</b>	<b>- 0,7</b>	<b>- 1,4</b>	<b>+ 0,7</b>	<b>- 3,1</b>
<b>4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :</b>									
4.1 Organismes publics d'exploitation .	+ 0,1	+ 1,2	+ 0,4	...	+ 0,5	...	+ 0,2	...	- 0,1
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public .....	+ 0,1	...	+ 0,5	- 0,2	+ 0,3	+ 0,8	- 0,3	+ 0,2	+ 2,4
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières .....	+ 0,2	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 2,3	- 1,3	- 1,0	- 1,9	- 1,2
4.312 Investissements directs .....	- 0,8	- 0,5	- 0,3	- 0,4	+ 0,5	- 0,2	- 0,6	- 0,1	- 1,1
4.313 Immeubles .....	- 0,2	- 0,4	- 0,4	- 0,3	- 0,4	- 0,4	- 0,4	- 0,5	- 0,4
4.314 Autres .....	- 0,6	+ 0,5	...	+ 1,1	+ 0,1	- 0,2	- 0,5	...	+ 0,2
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières .....	+ 0,2	+ 0,3	- 0,3	+ 0,3	...	- 0,2	+ 0,3	- 0,3	+ 0,2
4.322 Investissements directs .....	+ 2,0	+ 1,7	+ 1,6	+ 1,8	+ 2,1	+ 2,1	+ 1,8	+ 1,0	+ 1,9
4.323 Immeubles .....	...	...	...	+ 0,2	- 0,1	- 0,1	- 0,1	...	...
4.324 Autres .....	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	- 0,1	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,5
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	+ 0,2	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1
<b>Total 4 ...</b>	<b>+ 1,3</b>	<b>+ 2,6</b>	<b>+ 1,1</b>	<b>+ 2,0</b>	<b>+ 0,7</b>	<b>+ 0,8</b>	<b>- 0,1</b>	<b>- 1,1</b>	<b>+ 2,5</b>
<b>5. Erreurs et omissions .....</b>	<b>- 0,5</b>	<b>- 0,4</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>+ 0,4</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>+ 0,3</b>	<b>...</b>	<b>+ 0,5</b>	<b>- 0,5</b>
<b>Total 1 à 5 ...</b>	<b>+ 1,6</b>	<b>+ 3,8</b>	<b>- 0,4</b>	<b>+ 3,5</b>	<b>- 0,6</b>	<b>- 0,8</b>	<b>- 3,8</b>	<b>- 0,8</b>	<b>+ 3,2</b>
<b>6. Financement du total :</b>									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger .....	+ 2,3	- 1,9	+ 2,2	- 1,4	- 0,3	- 0,6	- 0,6	+ 0,4	+ 0,4
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banque Nationale .....	- 1,5	+ 7,1	- 0,4	+ 2,8	- 3,1	+ 3,3	- 1,2	+ 2,7	- 0,5
6.22 Autres .....	+ 0,8	- 1,4	- 2,2	+ 2,1	+ 2,8	- 3,5	- 2,0	- 3,9	+ 3,3

<sup>1</sup> Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.  
<sup>2</sup> Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

**IX. - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS**  
 Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés  
 (milliards de francs)

	1966			1967			1966	1967 p
	4e trimestre			1er trimestre p				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	5 premiers mois	
<b>1. Transactions sur biens et services :</b>								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations <sup>1</sup> .....	70,4	74,3	- 3,9	68,2	68,2	...	- 6,5	- 0,7
1.12 Travail à façon .....	2,5	0,7	+ 1,8	2,8	0,8	+ 2,0	+ 3,4	+ 3,3
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes) .....	0,5	—	+ 0,5	1,7	—	+ 1,7	+ 2,7	+ 2,3
1.2 Or non monétaire .....	0,1	0,3	- 0,2	0,1	0,6	- 0,5	- 0,8	- 0,7
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises <sup>2</sup> .....	3,3	3,3	...	3,3	3,0	+ 0,3	- 0,1	+ 0,5
1.4 Autres frais de transport .....	1,3	1,2	+ 0,1	1,1	1,0	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,2
1.5 Déplacements à l'étranger .....	2,5	2,5	...	2,4	2,9	- 0,5	- 1,5	- 1,2
1.6 Revenus d'investissements .....	4,4	3,9	+ 0,5	3,2	3,0	+ 0,2	...	- 0,1
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs .....	1,1	1,4	- 0,3	1,9	1,9	...	- 0,3	+ 0,7
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers .....	1,5	0,4	+ 1,1	1,5	0,3	+ 1,2	+ 1,7	+ 1,9
1.82 Autres .....	5,9	6,2	- 0,3	5,8	5,7	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,3
<b>Total 1 ...</b>	<b>93,5</b>	<b>94,2</b>	<b>- 0,7</b>	<b>92,0</b>	<b>87,4</b>	<b>+ 4,6</b>	<b>- 0,9</b>	<b>+ 6,5</b>
<b>2. Transferts :</b>								
2.1 Transferts privés .....	2,0	1,5	+ 0,5	1,6	1,3	+ 0,3	+ 0,6	+ 0,6
2.2 Transferts de l'Etat .....	0,1	0,8	- 0,7	...	0,6	- 0,6	- 0,7	- 1,0
<b>Total 2 ...</b>	<b>2,1</b>	<b>2,3</b>	<b>- 0,2</b>	<b>1,6</b>	<b>1,9</b>	<b>- 0,3</b>	<b>- 0,1</b>	<b>- 0,4</b>
<b>3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :</b>								
3.1 Etat :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels .....	—	0,2	- 0,2	—	0,6	- 0,6	- 0,8	- 0,7
3.112 Autres opérations .....	3,3	2,0	+ 1,3	...	2,1	- 2,1	- 1,2	- 3,6
3.12 Avoirs .....	...	0,4	- 0,4	...	...	...	...	...
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	0,4	- 0,4	...	- 0,4
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total 3 ...</b>	<b>3,3</b>	<b>2,6</b>	<b>+ 0,7</b>	<b>...</b>	<b>3,1</b>	<b>- 3,1</b>	<b>- 2,0</b>	<b>- 4,7</b>
<b>4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :</b>								
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	...	...	...	...	0,1	- 0,1	+ 0,6	- 0,1
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public .....	0,4	0,2	+ 0,2	3,0	0,6	+ 2,4	+ 0,5	+ 1,0
4.3 Secteur privé (chiffres nets) :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières .....	—	1,9	- 1,9	—	1,2	- 1,2	- 3,2	- 1,8
4.312 Investissements directs .....	—	0,1	- 0,1	—	1,1	- 1,1	+ 0,4	- 1,6
4.313 Immeubles .....	—	0,5	- 0,5	—	0,4	- 0,4	- 0,6	- 0,7
4.314 Autres .....	...	—	...	0,2	—	+ 0,2	- 0,1	+ 2,1
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières .....	—	0,3	- 0,3	0,2	—	+ 0,2	- 0,2	+ 0,3
4.322 Investissements directs .....	1,0	—	+ 1,0	1,9	—	+ 1,9	+ 2,6	+ 3,1
4.323 Immeubles .....	—	...	...	—	...	...	- 0,1	...
4.324 Autres .....	0,4	—	+ 0,4	0,5	—	+ 0,5	...	...
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	0,1	—	+ 0,1	0,1	—	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,2
<b>Total 4 ...</b>	<b>1,9</b>	<b>3,0</b>	<b>- 1,1</b>	<b>5,9</b>	<b>3,4</b>	<b>+ 2,5</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>+ 2,5</b>
<b>5. Erreurs et omissions (nettes) .....</b>	<b>0,5</b>	<b>—</b>	<b>+ 0,5</b>	<b>—</b>	<b>0,5</b>	<b>- 0,5</b>	<b>+ 0,4</b>	<b>+ 0,1</b>
<b>Total 1 à 5 ...</b>	<b>101,3</b>	<b>102,1</b>	<b>- 0,8</b>	<b>99,5</b>	<b>96,3</b>	<b>+ 3,2</b>	<b>- 2,4</b>	<b>+ 4,0</b>
<b>6. Financement du total :</b>								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	+ 0,4	—	—	+ 0,4	- 1,0	+ 1,6
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale .....	—	—	+ 2,7	—	—	- 0,5	+ 0,5	+ 0,8
6.22 Autres .....	—	—	- 3,9	—	—	+ 3,3	- 1,9	+ 1,6

<sup>1</sup> Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

<sup>2</sup> Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.1. « Exportations et importations » (cf. note 1).



## X. — MARCHÉ DES CHANGES

### 1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Moyennes journalières	1 \$	1 fr.	1 Livre	1 florin	1 fr.	1	100	1 Cour.	1 Cour.	1 Cour.	1 \$ canadien		100	100	100
	U.S.A.	français	sterling	P.-B.	suisse	Deutsche Mark	lires italien.	suéd.	norv.	dan.	câble	courrier	escudos	schillings autrich.	pesetas
1962 .....	49,76	10,15	139,71	13,81	11,51	12,45	8,02	9,65	6,97	7,21	46,553	46,552	174,19	192,77	—
1963 .....	49,86	10,18	139,62	13,85	11,54	12,51	8,02	9,61	6,97	7,22	46,227	46,226	174,05	193,09	—
1964 .....	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60	—
1965 .....	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,042	46,041	173,07	192,21	82,88 <sup>1</sup>
1966 .....	49,83	10,14	139,18	13,77	11,52	12,46	7,98	9,65	6,97	7,21	46,252	46,252	173,58	192,87	83,15
1966 2 <sup>e</sup> trimestre .....	49,81	10,16	139,06	13,74	11,53	12,41	7,98	9,66	6,96	7,21	46,258	46,256	173,42	192,78	83,07
3 <sup>e</sup> trimestre .....	49,78	10,14	138,82	13,78	11,51	12,47	7,98	9,63	6,96	7,19	46,285	46,285	173,13	192,88	83,07
4 <sup>e</sup> trimestre .....	50,00	10,11	139,54	13,82	11,56	12,57	8,00	9,67	7,00	7,24	46,229	46,228	174,02	193,41	83,47
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	49,82	10,07	139,17	13,79	11,50	12,53	7,97	9,64	6,97	7,20	46,093	46,093	173,55	192,67	83,10
2 <sup>e</sup> trimestre .....	49,66	10,09	138,82	13,77	11,50	12,49	7,95	9,64	6,95	7,18	45,909	45,908	173,10	192,20	82,78
1966 Mai .....	49,77	10,16	138,99	13,71	11,53	12,39	7,97	9,66	6,95	7,20	46,226	46,224	173,33	192,62	83,04
Juin .....	49,80	10,16	138,93	13,77	11,54	12,43	7,98	9,65	6,96	7,20	46,258	46,256	173,27	192,80	83,04
Juillet .....	49,73	10,15	138,67	13,79	11,52	12,46	7,97	9,62	6,95	7,18	46,261	46,261	172,96	192,71	82,93
Août .....	49,69	10,14	138,59	13,76	11,49	12,45	7,97	9,62	6,95	7,17	46,221	46,221	172,84	192,55	82,94
Septembre .....	49,90	10,14	139,19	13,79	11,53	12,51	8,00	9,66	6,98	7,22	46,373	46,371	173,58	193,36	83,33
Octobre .....	49,99	10,13	139,58	13,81	11,53	12,55	8,00	9,67	7,00	7,24	46,312	46,312	174,07	193,57	83,47
Novembre .....	49,97	10,11	139,46	13,81	11,57	12,57	8,00	9,66	6,99	7,23	46,177	46,176	173,92	193,22	83,41
Décembre .....	50,03	10,11	139,59	13,83	11,57	12,59	8,01	9,67	7,00	7,25	46,195	46,196	174,08	193,44	83,51
1967 Janvier .....	50,00	10,10	139,53	13,84	11,55	12,57	8,00	9,67	6,99	7,23	46,297	46,297	173,99	193,25	83,43
Février .....	49,74	10,06	138,98	13,78	11,47	12,52	7,96	9,63	6,95	7,19	46,035	46,035	173,30	192,36	82,97
Mars .....	49,70	10,04	138,98	13,76	11,47	12,51	7,96	9,63	6,95	7,19	45,935	45,935	173,32	192,36	82,88
Avril .....	49,70	10,05	139,11	13,76	11,49	12,51	7,96	9,64	6,95	7,19	45,914	45,914	173,47	192,30	82,85
Mai .....	49,63	10,09	138,82	13,77	11,50	12,48	7,95	9,63	6,94	7,17	45,868	45,866	173,09	192,12	82,74
Juin .....	49,64	10,12	138,56	13,78	11,50	12,47	7,95	9,64	6,95	7,17	45,942	45,941	172,78	192,17	82,75

<sup>1</sup> Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.

### X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales  
et cours extrêmes à Bruxelles le 30 juin 1967

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis <sup>1</sup>	Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
		vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur <sup>4</sup>	vendeur <sup>5</sup>	pour :
				en francs belges		
Autriche .....	26,— sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4080	195,2519	100 sch.
Belgique .....	50,— FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark .....	6,90714 C. dan.	+ 0,729	- 0,719	7,1325	7,3459	1 C. dan.
France .....	4,93706 FF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 FF
Allemagne .....	4,— DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce .....	30,— Dr.	+ 0,333	- 0,333	—	—	—
Islande .....	43,— C. isl.	+ 0,140	- 0,116	—	—	—
Italie .....	625,— Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas .....	3,62 Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège .....	7,14286 C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1050	1 C. nor.
Portugal .....	28,75 Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne .....	60,— Pesetas	+ 0,750	- 0,750	82,0926	84,5927	100 Pesetas
Suède .....	5,17321 C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5203	9,8101	1 C.S.
Suisse .....	4,37282 F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7287	1 F.S.
Turquie .....	9,— L.t.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni .....	2,80 £ <sup>2</sup>	+ 0,714 <sup>3</sup>	- 0,714 <sup>3</sup>	137,9575	142,0575	1 £

<sup>1</sup> Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

<sup>2</sup> Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

<sup>3</sup> Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuations de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

<sup>4</sup> (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

<sup>5</sup> (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

Références bibliographiques : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

## XI. — FINANCES PUBLIQUES <sup>1</sup>

### 1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES <sup>2</sup>

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total  (7) = (3) + (6)
	Recettes	Dépenses <sup>3</sup>	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1961 .....	120,4	126,0	- 5,6	0,4	14,6	- 14,2	- 19,8
1962 .....	131,2	130,1	+ 1,1	0,5	17,8	- 17,3	- 16,2
1963 .....	139,5	143,0	- 3,5	0,4	22,0	- 21,6	- 25,1
1964 .....	157,8	155,3	+ 2,5	0,3	24,1	- 23,8	- 21,3
1965 .....	172,7	176,5	- 3,8	0,2	25,2	- 25,0	- 28,8
1966 .....	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1965 5 premiers mois ...	65,1	73,1	- 8,0	...	9,7	- 9,7	- 17,7
6 premiers mois ...	78,8	87,7	- 8,9	...	12,4	- 12,4	- 21,3
7 premiers mois ...	102,3	103,4	- 1,1	...	14,2	- 14,2	- 15,3
8 premiers mois ...	113,6	114,8	- 1,2	...	16,3	- 16,3	- 17,5
9 premiers mois ...	126,6	128,4	- 1,8	...	18,4	- 18,4	- 20,2
10 premiers mois ...	140,5	143,3	- 2,8	...	19,7	- 19,7	- 22,5
11 premiers mois ...	154,5	158,7	- 4,2	...	21,6	- 21,6	- 25,8
12 mois .....	172,7	176,5	- 3,8	0,2	25,2	- 25,0	- 28,8
1966 1 <sup>er</sup> mois .....	19,3	16,2	+ 3,1	...	1,3	- 1,3	+ 1,8
2 premiers mois ...	32,6	32,8	- 0,2	...	3,7	- 3,7	- 3,9
3 premiers mois ...	48,1	48,5	- 0,4	...	5,4	- 5,4	- 5,8
4 premiers mois ...	62,6	66,4	- 3,8	0,1	7,0	- 6,9	- 10,7
5 premiers mois ...	76,8	81,7	- 4,9	0,1	8,9	- 8,8	- 13,7
6 premiers mois ...	93,7	100,5	- 6,8	0,2	10,8	- 10,6	- 17,4
7 premiers mois ...	119,9	119,3	+ 0,6	0,3	12,9	- 12,6	- 12,0
8 premiers mois ...	134,0	134,5	- 0,5	0,4	15,4	- 15,0	- 15,5
9 premiers mois ...	149,5	150,4	- 0,9	0,4	17,5	- 17,1	- 18,0
10 premiers mois ...	165,5	170,0	- 4,5	0,5	19,9	- 19,4	- 23,9
11 premiers mois ...	181,4	185,1	- 3,7	0,5	21,9	- 21,4	- 25,1
12 mois .....	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1967 1 <sup>er</sup> mois .....	21,4	19,0	+ 2,4	...	2,2	- 2,2	+ 0,2
2 premiers mois ...	36,5	37,7	- 1,2	0,1	4,8	- 4,7	- 5,9
3 premiers mois ...	53,7	56,4	- 2,7	0,1	7,5	- 7,4	- 10,1

<sup>1</sup> Les statistiques concernant la Dette Publique figurent au chapitre XVI.

<sup>2</sup> Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

<sup>3</sup> A partir de 1963, y compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre.

## XI - 2. — IMPASSE DE TRESORERIE ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Financement de l'impasse																		
	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers 2	Avances à des collectivités 3	Impasse 4  (4) = (1) + (2) + (3)	Emissions d'emprunts consolidés <sup>5</sup>			Variations de la dette flottante								Prélèvements sur la marge auprès de la B.N.B. 16	Encaisse des comptables <sup>3</sup> et autres opérations de trésorerie 17	Total  (18) = (7) + (15) + (16) + (17)	
					en francs belges 5	en devises 6	Total 7 = (5) + (6)	en francs belges					en devises 14	Total 15 = (8) à (14)					
								Certificats de trésorerie à moyen terme émis sur le marché 8	Secteur bancaire 9	Secteur para-étatique 10	Congo, Rwanda et Burundi 11	Certificats divers 12			Office des chèques postaux 13				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	(18)		
1961	-19,8	- 2,5	- 0,1	-22,4	+13,0	+ 2,2	+15,2	...	+ 0,4	+ 3,2	+ 0,1	+ 1,0	+ 0,4	+ 1,2	+ 6,3	+ 0,5	+ 0,4	+22,4	
1962	-16,2	- 0,5	...	-16,7	+20,1	+ 1,4	+21,5	- 1,1	+ 3,0	+ 3,9	- 0,2	- 1,7	+ 3,5	-10,7	- 3,3	- 1,4	- 0,1	+16,7	
1963	-25,1	- 3,7	- 1,5	-30,3	+17,5	...	+17,5	- 6,0	+ 3,6	- 3,5	+ 0,1	- 0,1	+ 4,1	+10,5	+ 8,7	+ 4,1	...	+30,3	
1964	-21,3	+ 0,3	...	-21,0	+24,0	...	+24,0	- 7,5	+ 3,3	- 7,6	- 0,1	+ 0,2	+ 6,4	+ 2,9	- 2,4	+ 0,6	- 1,2	+21,0	
1965	-28,8	- 0,8	- 1,7	-31,3	+22,2	...	+22,2	...	+ 5,8	+ 4,4	...	+ 0,1	+ 0,2	- 1,2	+ 9,3	- 0,8	+ 0,6	+31,3	
1966	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7	
1965	5 premiers mois	-17,7	...	- 3,0	-20,7	+14,3	...	+14,3	...	+ 1,6	+11,4	...	+ 0,1	- 5,6	- 0,8	+ 6,7	...	- 0,3	+20,7
	6 premiers mois	-21,3	+ 2,1	- 3,4	-22,6	+14,3	...	+14,3	...	+ 3,5	+10,4	...	...	- 4,1	- 1,1	+ 8,7	+ 0,1	- 0,5	+22,6
	7 premiers mois	-15,3	- 0,5	- 3,9	-19,7	+14,3	...	+14,3	...	+ 3,5	+ 7,9	...	- 0,3	- 3,8	- 1,7	+ 5,6	- 0,6	+ 0,4	+19,7
	8 premiers mois	-17,5	+ 0,4	- 4,5	-21,6	+14,3	...	+14,3	...	+ 7,3	+ 7,8	...	- 0,1	- 6,0	- 1,7	+ 7,3	- 0,1	+ 0,1	+21,6
	9 premiers mois	-20,2	+ 1,3	- 4,9	-23,8	+14,3	...	+14,3	...	+ 8,9	+ 8,4	...	- 0,1	- 6,1	- 1,7	+ 9,4	...	+ 0,1	+23,8
	10 premiers mois	-22,5	- 0,4	- 5,3	-28,2	+22,6	...	+22,6	...	+ 7,6	+ 5,7	...	- 0,1	- 4,6	- 1,7	+ 6,9	- 2,5	+ 1,2	+28,2
	11 premiers mois	-25,8	+ 0,2	- 6,0	-31,6	+22,3	...	+22,3	...	+ 6,8	+ 5,5	...	+ 1,2	- 4,3	- 1,5	+ 7,7	+ 0,2	+ 1,4	+31,6
	12 mois	-28,8	- 0,8	- 1,7	-31,3	+22,2	...	+22,2	...	+ 5,8	+ 4,4	...	+ 0,1	+ 0,2	- 1,2	+ 9,3	- 0,8	+ 0,6	+31,3
1966	1 <sup>er</sup> mois	+ 1,8	- 0,6	- 0,6	+ 0,6 <sup>6</sup>	...	...	...	+ 2,7	+ 2,2	...	...	- 2,3	- 0,4	+ 2,2	+ 0,3	- 3,1	- 0,6	
	2 premiers mois	- 3,9	- 1,2	- 1,2	- 6,3	+ 6,9	...	+ 6,9	...	+ 1,4	+ 2,5	...	...	- 4,8	- 0,4	- 1,3	+ 0,9	- 0,2	+ 6,3
	3 premiers mois	- 5,8	- 0,1	- 1,8	- 7,7	+ 6,6	...	+ 6,6	...	+ 0,8	+ 3,2	...	- 0,1	- 3,9	+ 0,7	+ 0,7	+ 1,0	- 0,6	+ 7,7
	4 premiers mois	-10,7	- 0,6	- 2,4	-13,7	+ 6,6	...	+ 6,6	...	+ 3,4	+ 4,2	...	- 0,1	- 2,0	+ 1,6	+ 7,1	...	...	+13,7
	5 premiers mois	-13,7	- 0,7	- 2,9	-17,3	+15,5	...	+15,5	...	+ 2,5	+ 0,8	...	- 0,1	- 1,7	+ 1,1	+ 2,6	+ 0,3	- 1,1	+17,3
	6 premiers mois	-17,4	+ 1,2	- 3,4	-19,6	+13,7	...	+13,7	...	+ 3,0	+ 3,6	...	- 0,1	- 1,4	+ 1,4	+ 6,5	+ 0,2	- 0,8	+19,6
	7 premiers mois	-12,0	+ 1,1	- 4,0	-14,9	+13,3	...	+13,3	...	+ 1,6	...	...	- 0,1	- 1,5	+ 1,4	+ 1,4	+ 0,8	- 0,6	+14,9
	8 premiers mois	-15,5	+ 0,2	- 4,5	-19,8	+13,3	...	+13,3	...	+ 5,0	+ 3,0	...	- 0,1	- 4,0	+ 2,0	+ 5,9	+ 1,0	- 0,4	+19,8
	9 premiers mois	-18,0	+ 0,3	- 4,9	-22,6	+25,2	...	+25,2	...	+ 1,6	- 2,5	...	- 0,1	- 4,8	+ 2,7	- 3,1	+ 1,0	- 0,5	+22,6
	10 premiers mois	-23,9	...	- 5,5	-29,4	+22,8	...	+22,8	...	+ 3,2	- 0,3	...	- 0,1	- 2,4	+ 5,5	+ 5,9	+ 0,9	- 0,2	+29,4
	11 premiers mois	-25,1	+ 0,9	- 7,1	-31,3	+22,1	...	+22,1	...	+ 3,4	+ 4,1	...	+ 0,3	- 4,6	+ 5,6	+ 8,8	+ 1,0	- 0,6	+31,3
	12 mois	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7
1967	1 <sup>er</sup> mois	+ 0,2	- 2,5	- 0,5	- 2,8	...	...	...	+ 1,1	+ 9,5	...	+ 0,1	- 4,7	- 0,1	+ 5,9	- 2,5	- 0,6	+ 2,8	
	2 premiers mois	- 5,9	- 2,9	- 1,0	- 9,8	+ 8,1	...	+ 8,1	...	- 1,7	+12,2	...	- 0,2	- 6,6	- 1,4	+ 2,3	+ 0,2	- 0,8	+ 9,8
	3 premiers mois	-10,1	- 1,5	- 1,5	-13,1	+ 8,0	...	+ 8,0	...	- 1,8	+15,1	...	- 0,3	- 6,3	- 1,5	+ 5,2	+ 0,3	- 0,4	+13,1

1 Cf. tableau XI-1.

2 A partir de 1963, non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre qui figurent depuis lors à la colonne (1).

3 Augmentation : (-); diminution : (+).

4 Cette colonne diffère de la colonne (3) « Déficit de Trésorerie » du tableau XI-3. Le déficit de trésorerie tient en effet compte de diverses catégories d'opérations qui n'interviennent pas dans le calcul de l'Impasse. C'est ainsi que le solde des opérations extrabudgétaires compris dans le déficit de trésorerie reprend non seulement les fonds de tiers — colonne (2) du tableau XI-2 —, mais aussi la rubrique « Encaisse des comptables et autres opérations de trésorerie » — colonne (17) du même tableau —, de même que les dépenses d'organismes paraétatiques — essentiellement le Fonds des Routes — financées par des émissions de dettes publiques indirectes.

5 Déduction faite des frais d'émission et des amortissements extrabudgétaires.

6 Boni.

**XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DE L'ETAT  
ET LEUR COUVERTURE**

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgé- taires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépenses budgé- taires 4	Besoins nets de finan- cement de l'Etat (5) = (3) + (4)	Couverture 5				
						Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 6
						Variations			Total (9) = (6) à (8)	
						de l'encours des emprunts consolidés et des certificats à moyen terme émis sur le marché (6)	des autres engagements à moyen terme (7)	des engagements à court terme (8)		
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)	
1961 .....	- 19,8	- 7,0	- 26,8	+ 9,5	- 17,3	+ 10,3	- 0,7	+ 4,2	+ 13,8	+ 3,5
1962 .....	- 16,2	- 4,3	- 20,5	+ 8,2	- 12,3	+ 15,5	+ 4,6	...	+ 20,1	- 7,8
1963 .....	- 25,1	- 9,0	- 34,1	+ 10,8	- 23,3	+ 5,7	- 1,1	+ 6,2	+ 10,8	+ 12,5
1964 .....	- 21,3	- 6,3	- 27,6	+ 12,6	- 15,0	+ 11,9	...	+ 2,0	+ 13,9	+ 1,1
1965 .....	- 28,8	- 7,8	- 36,6	+ 14,5	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,8
1966 .....	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9
1965 5 prem. mois	- 17,7	- 4,0	- 21,7	+ 5,5	- 16,2	+ 10,3	- 1,4	+ 9,9	+ 18,8	- 2,6
6 prem. mois	- 21,3	- 2,3	- 23,6	+ 7,4	- 16,2	+ 9,7	- 1,2	+ 10,9	+ 19,4	- 3,2
7 prem. mois	- 15,3	- 4,5	- 19,8	+ 8,3	- 11,5	+ 8,9	- 1,2	+ 7,4	+ 15,1	- 3,6
8 prem. mois	- 17,5	- 4,4	- 21,9	+ 8,9	- 13,0	+ 8,4	- 0,3	+ 8,8	+ 16,9	- 3,9
9 prem. mois	- 20,2	- 4,3	- 24,5	+ 10,0	- 14,5	+ 7,8	...	+ 11,0	+ 18,8	- 4,3
10 prem. mois	- 22,5	- 5,4	- 27,9	+ 11,2	- 16,7	+ 15,2	+ 0,2	+ 5,4	+ 20,8	- 4,1
11 prem. mois	- 25,8	- 6,6	- 32,4	+ 13,2	- 19,2	+ 14,7	+ 0,2	+ 8,5	+ 23,4	- 4,2
12 mois .....	- 28,8	- 7,8	- 36,6	+ 14,5	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,8
1966 1 <sup>er</sup> mois .....	+ 1,8	- 1,7	+ 0,1	+ 1,7	+ 1,8	- 4,2	...	+ 2,4	- 1,8	...
2 prem. mois	- 3,9	- 2,8	- 6,7	+ 3,1	- 3,6	+ 4,2	...	- 0,3	+ 3,9	- 0,3
3 prem. mois	- 5,8	- 2,8	- 8,6	+ 4,1	- 4,5	+ 3,2	...	+ 1,1	+ 4,3	+ 0,2
4 prem. mois	- 10,7	- 3,3	- 14,0	+ 5,2	- 8,8	+ 2,3	+ 0,2	+ 5,4	+ 7,9	+ 0,9
5 prem. mois	- 13,7	- 5,2	- 18,9	+ 5,8	- 13,1	+ 10,9	+ 0,2	+ 1,6	+ 12,7	+ 0,4
6 prem. mois	- 17,4	- 3,5	- 20,9	+ 7,2	- 13,7	+ 7,9	+ 0,2	+ 5,2	+ 13,3	+ 0,4
7 prem. mois	- 12,0	- 3,8	- 15,8	+ 8,3	- 7,5	+ 6,5	+ 0,2	+ 1,0	+ 7,7	- 0,2
8 prem. mois	- 15,5	- 5,0	- 20,5	+ 9,4	- 11,1	+ 5,6	+ 0,6	+ 4,8	+ 11,0	+ 0,1
9 prem. mois	- 18,0	- 5,5	- 23,5	+ 10,3	- 13,2	+ 16,9	+ 0,8	- 4,9	+ 12,8	+ 0,4
10 prem. mois	- 23,9	- 6,3	- 30,2	+ 11,9	- 18,3	+ 13,1	+ 0,8	+ 1,4	+ 15,3	+ 3,0
11 prem. mois	- 25,1	- 7,6	- 32,7	+ 13,4	- 19,3	+ 11,2	+ 0,8	+ 3,9	+ 15,9	+ 3,4
12 mois .....	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9
1967 1 <sup>er</sup> mois .....	+ 0,2	- 3,7	- 3,5	+ 1,8	- 1,7	- 1,7	...	+ 5,2	+ 3,5	- 1,8
2 prem. mois	- 5,9	- 5,0	- 10,9	+ 3,3	- 7,6	+ 5,3	...	+ 5,8	+ 11,1	- 3,5
3 prem. mois	- 10,1	- 3,7	- 13,8	+ 4,4	- 9,4	+ 4,4	...	+ 9,3	+ 13,7	- 4,3

1 Cf. tableau XI-1.

2 Y compris les dépenses d'organismes paraétatiques financées par des émissions de dettes indirectes. A partir de 1963, non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre, qui figurent depuis lors à la colonne (1).

3 Cf. note 4 du tableau XI-2.

4 Suivant les situations de la dette publique.

5 Y compris les variations de la dette indirecte.

6 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en devises qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

### XI - 4. — RECETTES FISCALES (par exercice) <sup>1</sup>

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.

B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices	Contributions directes <sup>2</sup>		Douanes et accises		Enregistrement		Total		
	A	B	A	B	A	B	A	B	
1958 .....	36,1	- 1,8	18,1	- 0,3	32,9	- 2,0	87,1	- 4,1	
1959 .....	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4	
1960 .....	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1	
1961 .....	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2	
1962 .....	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5	
1963 .....	54,2	+ 1,0	25,9	- 0,1	52,5	+ 1,0	132,6	+ 1,9	
1964 .....	60,5	+ 4,7	28,2	+ 0,5	60,0	+ 4,5	148,7	+ 9,7	
1965 .....	69,6	+ 8,5	30,1	+ 0,4	65,7	+ 1,7	165,4	+10,6	
1966 .....	67,1	+ 3,3	33,7	+ 0,6	78,6	- 0,2	179,4	+ 3,7	
1966 3 mois .....	9,3	+ 0,2	7,5	+ 0,7	18,4	- 0,5	35,2	+ 0,4	
1967 3 mois .....	21,0	- 0,3	9,0	+ 0,5	21,4	+ 0,3	51,4	+ 0,5	
Exercice 1966	1966 Janvier .....	3,5	+ 0,1	2,0	+ 0,2	5,8	- 0,3	11,3	...
	Février .....	2,7	...	2,5	+ 0,1	5,6	- 0,4	10,8	- 0,3
	Mars .....	3,1	+ 0,1	3,0	+ 0,4	7,0	+ 0,2	13,1	+ 0,7
	Avril .....	4,7	+ 0,1	3,0	...	6,4	- 0,4	14,1	- 0,3
	Mai .....	4,3	+ 0,1	2,8	...	6,5	+ 0,1	13,6	+ 0,2
	Juin .....	6,5	+ 0,4	2,9	+ 0,1	6,9	- 0,1	16,3	+ 0,4
	Juillet .....	16,6	+ 0,5	2,7	- 0,2	6,1	- 0,1	25,4	+ 0,2
	Août .....	4,6	+ 0,3	2,8	...	6,2	+ 0,5	13,6	+ 0,8
	Septembre .....	4,6	+ 0,2	3,2	+ 0,2	7,0	...	14,8	+ 0,4
	Octobre .....	5,9	+ 0,5	2,7	- 0,2	6,9	...	15,5	+ 0,3
	Novembre .....	5,5	+ 0,6	2,8	- 0,1	6,9	+ 0,3	15,2	+ 0,8
	Décembre .....	5,0	+ 0,2	3,3	+ 0,2	7,4	+ 0,1	15,7	+ 0,5
Ex. 1967	1967 Janvier .....	11,4	- 0,3	2,9	+ 0,2	6,5	- 0,2	20,8	- 0,3
	Février .....	4,8	+ 0,1	2,8	+ 0,1	6,8	...	14,4	+ 0,2
	Mars .....	4,8	- 0,1	3,3	+ 0,2	8,1	+ 0,5	16,2	+ 0,6
	Avril .....	5,1	+ 0,2	3,2	+ 0,1	7,4	- 0,1	15,7	+ 0,2
	Mai .....	5,1	+ 0,3	3,2	+ 0,2	6,8	- 0,3	15,1	+ 0,2

<sup>1</sup> Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

<sup>2</sup> Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

### XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES <sup>1</sup>

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1966 <sup>2</sup>		Exercice 1966 : mai 1966		Exercice 1967 : mai 1967	
	Recettes effectives	Evaluations budgétaires	Recettes effectives	Evaluations budgétaires	Recettes effectives	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes <sup>3</sup> .....	67,1	63,8	4,3	4,2	5,1	4,8
précompte immobilier .....	0,8	0,8	...	...	...	...
précompte mobilier .....	6,1	5,9	0,6	0,7	0,8	0,8
précompte professionnel .....	30,0	28,8	2,6	2,5	3,1	2,8
versements anticipés .....	14,0	13,7	0,2	0,1	0,1	0,1
impôts des personnes physiques (rôles) .....	6,9	6,4	0,2	0,2	0,8	0,8
impôts des sociétés (rôles) .....	1,8	1,3	...	...	0,1	0,1
taxe de circulation sur les véhicules automobiles .....	4,2	4,2	0,1	0,1	...	0,1
impôts sur les revenus (lois coordonnées - ancien régime) .....	...	...	...	...	...	...
divers <sup>3</sup> .....	3,3	2,7	0,6	0,6	0,2	0,1
II. Douanes et accises .....	33,7	33,1	2,8	2,8	3,2	3,0
dont : douanes .....	8,2	8,0	0,6	0,7	0,8	0,7
accises .....	24,0	24,9	2,0	2,1	2,3	2,2
taxes spéciales de consommat. .....	1,2	...	0,1	...	0,1	...
III. Enregistrement .....	78,6	78,8	6,5	6,4	6,8	7,1
dont : enregistrement .....	6,7	6,4	0,6	0,5	0,3	0,6
successions .....	3,2	3,1	0,2	0,2	0,3	0,3
timbres et taxes assimilées .....	67,9	68,7	5,6	5,6	6,2	6,2
Total ...	179,4	175,7	13,6	13,4	15,1	14,9
Différence par rapport aux éval. budgét.		+ 3,7		+ 0,2		+ 0,2

<sup>1</sup> Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

<sup>2</sup> En raison du passage du régime de l'exercice à celui de la gestion à partir du premier janvier 1967, la période complémentaire de 1966 a été supprimée et, en conséquence les recettes qui auraient appartenu à cette période ont été rattachées au compte de 1967.

<sup>3</sup> Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N.B. - Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

**XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE <sup>1</sup>**

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ou mois	Contributions directes 2	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1958 .....	3,1	1,5	2,7	7,3	0,35
1959 .....	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960 .....	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961 .....	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962 .....	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1963 .....	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1964 .....	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1965 .....	5,6	2,5	5,5	13,6	1,07
1966 .....	6,5	2,8	6,6	15,9	1,39
1964 9 premiers mois .....	5,4	2,3	4,9	12,6	1,39
1965 3 premiers mois .....	5,7	2,2	5,1	13,0	0,86
6 premiers mois .....	5,0	2,4	5,2	12,6	0,62
9 premiers mois .....	5,9	2,4	5,2	13,5	1,60
1966 3 premiers mois .....	6,6	2,7	6,1	15,4	0,98
6 premiers mois .....	5,9	2,8	6,3	15,0	0,71
9 premiers mois .....	6,8	2,8	6,4	16,0	1,78
1966 Avril .....	4,7	3,0	6,4	14,1	0,54
Mai .....	4,3	2,8	6,5	13,6	0,15
Juin .....	6,5	2,9	6,9	16,3	0,60
Juillet .....	16,6	2,7	6,1	25,4	11,68
Août .....	4,6	2,8	6,2	13,6	0,06
Septembre .....	4,6	3,2	7,0	14,8	0,01
Octobre .....	5,9	2,7	6,9	15,5	0,43
Novembre .....	5,5	2,8	6,9	15,2	0,03
Décembre .....	5,0	3,3	7,4	15,7	0,25
1967 Janvier .....	11,4	2,9	6,5	20,8	2,13
Février .....	4,8	2,8	6,8	14,4	0,08
Mars .....	4,8	3,3	8,1	16,2	0,13
Avril .....	5,1	3,2	7,4	15,7	0,69
Mai .....	5,1	3,2	6,8	15,1	0,09

<sup>1</sup> Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

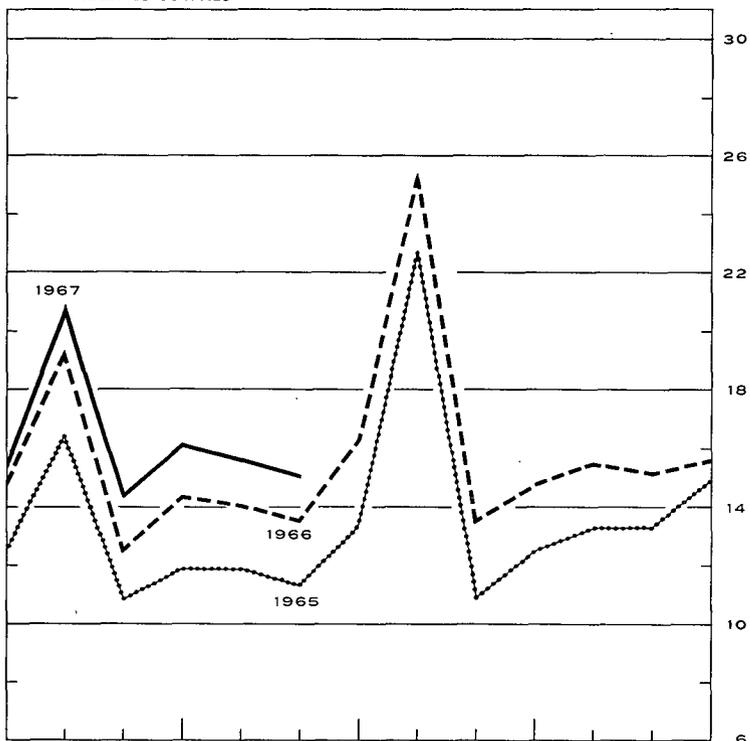
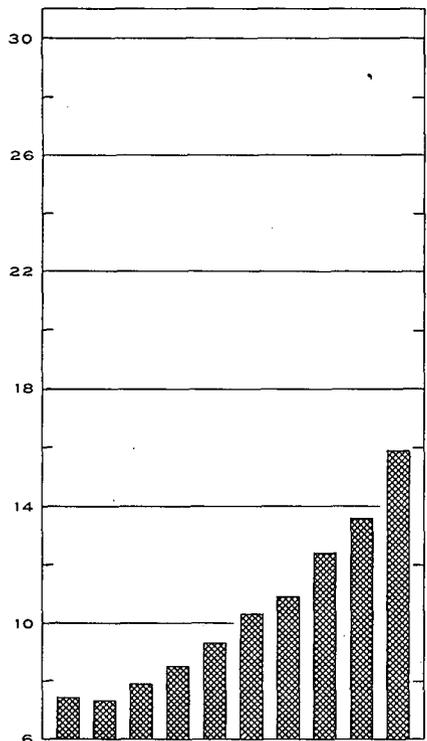
<sup>2</sup> Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

**Références bibliographiques :** Bulletin de Documentation (Ministère des Finances). — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Moniteur belge. — Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII<sup>e</sup> année, vol. II, n<sup>o</sup> 4, octobre 1966 : « Les budgets de 1966 et 1967 » et XLII<sup>e</sup> année, vol. I n<sup>o</sup> 3, mars 1967 : « Chapitre XI. « Finances publiques » de la partie statistique - Révision de certaines données ».

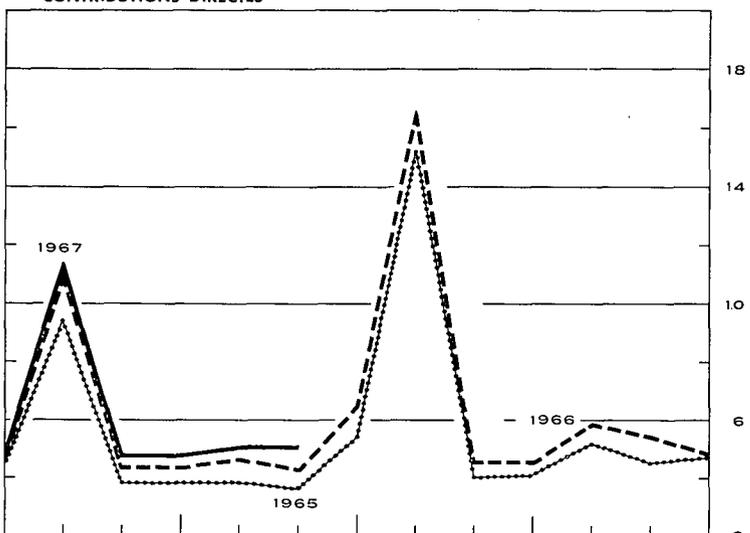
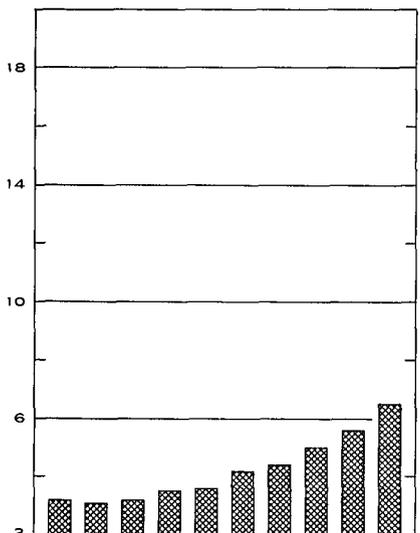
**XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE**

(milliards de francs)

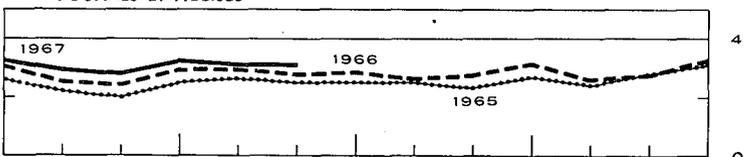
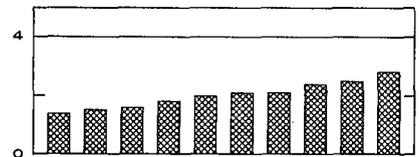
**RECETTES TOTALES**



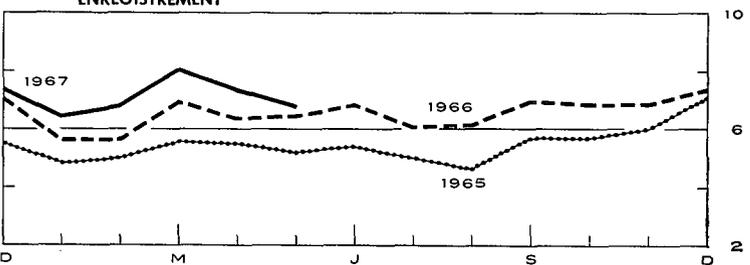
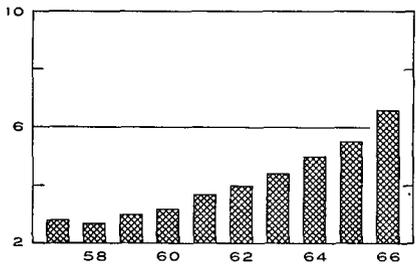
**CONTRIBUTIONS DIRECTES**



**DOUANES ET ACCISES**



**ENREGISTREMENT**







**DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE**

		Intermédiaires financiers												
		Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)												
		Orgen. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds (10)												
		Organismes publics de crédit non monétaires (11)												
		Secteurs imputés et ajustements (12)												
		(13) = (1) à (12)												
Organismes monétaires (7)	Monnaie .....	253,9	2,8	3,8	12,4	1,0	—	...	2,0	1,6	0,3	...	277,9	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,2	1,4	...	0,3	...	0,1	2,0	
	Engagements bruts envers l'étranger .....	—	—	—	—	—	55,0	—	—	—	—	—	55,0	
	Dépôts en devises des résidents .....	9,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,1	
	Dépôts sur livrets des résidents .....	29,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	29,3	
	Dépôts à terme des résidents .....	25,7	—	—	...	—	—	—	—	0,1	—	—	25,8	
	Engagements non rangés ailleurs .....	—	—	...	—	—	—	11,7	...	—	—	...	11,7	
	Obligations (y compris les bons de caisse) .....	11,4	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	11,4	
	Divers .....	0,1	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	9,6	9,8	
	(Actions et parts) .....	(7,7)	—	(0,2)	—	—	—	(0,6)	—	(0,1)	—	—	(8,6)	
<b>Total ...</b>	<b>329,5</b>	<b>2,8</b>	<b>4,0</b>	<b>12,5</b>	<b>1,0</b>	<b>55,2</b>	<b>13,1</b>	<b>...</b>	<b>2,3</b>	<b>1,6</b>	<b>0,3</b>	<b>9,6</b>	<b>432,0</b>	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,4	0,2	—	0,2	...	...	0,9	
	Certificats à court terme .....	—	—	—	...	...	...	6,5	—	—	—	—	6,5	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	0,6	—	—	...	...	0,6	
	Divers .....	—	—	2,8	—	—	—	—	—	...	...	...	2,8	
<b>Total ...</b>	<b>—</b>	<b>...</b>	<b>2,8</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>0,4</b>	<b>7,4</b>	<b>—</b>	<b>0,2</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>10,9</b>	
Intermédiaires financiers	Dépôts à vue .....	3,8	...	...	...	0,8	—	...	—	...	0,6	0,3	5,5	
	Dépôts sur livrets .....	138,4	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	138,4	
	Dépôts à terme .....	0,9	1,0	...	...	3,5	—	—	—	—	...	0,6	6,0	
	Obligations (y compris les bons de caisse) .....	11,1	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	11,1	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation .....	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6	
	Divers .....	4,6	...	0,1	...	...	...	0,1	...	0,1	...	3,1	8,0	
	(Actions et parts) .....	(1,3)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,3)	
<b>Total ...</b>	<b>159,4</b>	<b>1,0</b>	<b>0,1</b>	<b>...</b>	<b>4,3</b>	<b>...</b>	<b>0,1</b>	<b>...</b>	<b>0,1</b>	<b>0,6</b>	<b>0,3</b>	<b>3,7</b>	<b>169,6</b>	
Orgen. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds (10)	Réserves de sécurité sociale .....	18,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18,4	
	Réserves mathématiques .....	145,7	—	—	—	—	12,5	—	—	—	—	—	158,2	
	Divers .....	0,3	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,5	2,0	
<b>Total ...</b>	<b>164,5</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>0,1</b>	<b>12,5</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>1,5</b>	<b>178,6</b>	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue .....	2,5	...	...	0,2	...	0,2	—	...	...	...	...	2,9	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	0,3	...	0,3	0,1	...	...	0,1	0,1	0,9	
	Dépôts sur livrets .....	6,4	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	6,4	
	Dépôts à terme .....	2,3	0,4	...	3,1	...	...	0,3	—	...	0,4	...	6,4	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	—	...	...	...	—	0,7	...	0,2	...	1,0	
	Obligations accessibles à tout placeur .....	73,2	0,2	...	0,1	0,9	0,1	10,2	0,5	8,7	19,1	0,2	113,2	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,7	1,3	0,5	...	4,1	16,0	...	23,8	
	Divers .....	3,0	...	10,3	0,1	...	1,7	0,7	—	0,3	...	...	21,7	
	(Actions et parts) .....	(0,1)	(...)	(1,0)	(0,7)	(...)	(...)	(0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(2,0)	
<b>Total ...</b>	<b>87,4</b>	<b>0,6</b>	<b>10,3</b>	<b>3,7</b>	<b>1,7</b>	<b>3,4</b>	<b>12,1</b>	<b>0,5</b>	<b>13,8</b>	<b>35,5</b>	<b>0,5</b>	<b>6,8</b>	<b>176,3</b>	
Secteurs imputés et ajustements (12)		— 4,2	2,1	...	...	1,9	4,2	10,6	0,6	1,8	1,8	1,8	—	20,7
	<b>Total des créances .....</b>	<b>940,0</b>	<b>19,2</b>	<b>50,6</b>	<b>19,8</b>	<b>27,6</b>	<b>137,7</b>	<b>446,3</b>	<b>11,8</b>	<b>181,4</b>	<b>164,3</b>	<b>180,9</b>	<b>45,6</b>	<b>2.225,3</b>

Nota : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

<sup>1</sup> Pour les années 1957 à 1959, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 2, février 1963; pour l'année 1960, cf. le même bulletin, XXXIX<sup>e</sup> année, vol. I, n° 3, mars 1964; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XL<sup>e</sup> année, vol. II, n° 4, octobre 1965; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 2, février 1967.



DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
Organismes monétaires (7)	Monnaie .....	273,3	3,0	3,6	11,3	0,6	1,5	—	...	3,5	1,8	0,3	...	297,5
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	1,3	...	...	...	...	...	...	2,8
	Engagements bruts envers l'étranger .....	—	—	—	—	—	66,2	—	—	—	—	—	—	66,2
	Dépôts en devises des résidents .....	5,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5,1
	Dépôts sur livrets des résidents .....	35,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35,6
	Dépôts à terme des résidents .....	29,4	—	—	...	—	—	—	—	—	0,1	—	—	29,5
	Engagements non rangés ailleurs .....	—	—	...	—	—	—	15,5	...	—	—	...	...	15,5
	Obligations (y compris les bons de caisse) .....	11,4	—	...	—	—	—	—	—	—	—	...	...	11,4
	Divers .....	0,1	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	10,9	11,2
	(Actions et parts) .....	(9,2)	—	(0,2)	—	—	—	(0,7)	—	—	(0,1)	—	—	(10,2)
Total ...	355,0	3,0	3,8	11,3	0,6	67,7	16,7	...	3,5	1,9	0,3	10,9	474,7	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme .....	—	—	—	...	—	7,4	—	—	—	—	—	—	7,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	0,4	—	—	—	—	—	—	0,4
	Divers .....	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	2,9
Total ...	—	...	2,8	...	...	...	7,7	—	...	...	...	0,1	10,6	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue .....	3,8	...	...	0,2	2,3	—	—	...	...	0,6	0,2	...	7,0
	Dépôts sur livrets .....	148,1	...	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	148,1
	Dépôts à terme .....	1,3	1,0	...	...	3,7	—	—	...	...	...	0,3	...	6,4
	Obligations (y compris les bons de caisse) .....	11,8	—	...	...	—	—	—	...	...	0,2	—	...	12,0
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation .....	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6
	Divers .....	5,8	...	...	0,5	...	0,2	0,1	...	0,1	...	...	2,8	9,5
	(Actions et parts) .....	(1,6)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,6)
Total ...	171,3	1,0	...	0,7	6,0	0,2	0,1	...	0,1	0,8	0,2	3,1	183,6	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale .....	21,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21,3
	Réserves mathématiques .....	155,7	—	—	—	—	14,4	—	—	—	—	—	—	170,2
	Divers .....	0,3	...	0,2	...	0,1	...	...	...	...	...	2,0	...	2,7
Total ...	177,3	...	0,2	...	0,1	14,4	...	...	...	...	...	2,0	194,1	
Organismes publics de crédit monétaires (11)	Dépôts à vue .....	2,7	...	...	0,2	...	0,2	—	...	...	...	...	...	3,1
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,2	...	...	...	0,1	0,3	...	0,7
	Dépôts sur livrets .....	7,0	...	—	...	...	—	—	...	...	...	...	...	7,0
	Dépôts à terme .....	2,0	0,5	...	2,9	1,5	0,3	—	0,5	0,9	...	...	...	8,7
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	—	...	...	0,1	—	0,8	...	0,2	...	...	1,1
	Obligations accessibles à tout placeur .....	78,5	0,3	...	0,1	1,4	...	9,8	0,3	8,4	20,9	0,2	...	119,9
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,8	3,5	0,7	...	3,7	17,9	...	1,4	28,0
	Divers .....	3,5	...	10,3	0,1	...	2,5	...	...	0,4	...	...	5,5	22,2
	(Actions et parts) .....	(0,1)	(...)	(1,0)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,0)
Total ...	93,7	0,7	10,3	3,3	3,8	6,1	11,3	0,3	13,9	39,7	0,5	7,2	190,7	
Secteurs indéterminés et ajustements (12)		— 4,2	2,2	1,3	...	1,1	4,2	10,9	0,7	3,3	1,0	1,2	—	21,7
	(13) = (1) à (12)													
<b>Total des créances .....</b>		<b>1.018,7</b>	<b>20,0</b>	<b>48,9</b>	<b>18,6</b>	<b>37,4</b>	<b>153,6</b>	<b>491,2</b>	<b>11,6</b>	<b>196,7</b>	<b>177,7</b>	<b>195,0</b>	<b>47,0</b>	<b>2.416,4</b>

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1964 <sup>1</sup>

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)		
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)	
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatistiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)		Organismes monétaires (7)	Fonds Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
															données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	- 0,1	—	—	—	...	+ 4,1	—	+ 1,2	—	- 0,4	+ 2,3	+ 7,1	
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	+ 0,6	—	—	—	...	+ 5,4	—	+ 0,1	—	+ 0,1	...	+ 6,1	
		Obligations .....	+ 1,5	...	...	...	...	...	—	...	+ 0,1	...	...	+ 1,6	
		Autres emprunts à moyen et long terme .....	+ 0,8	...	...	...	...	...	—	+ 13,1	+ 4,1	+ 11,1	...	+ 29,1	
		Divers .....	...	+ 0,3	+ 0,1	...	+ 4,6	+ 13,1	—	—	+ 1,1	...	...	+ 18,0	
		(Actions et parts) .....	(+ 8,4)	(+ 0,5)	(...)	...	(+ 0,1)	(+ 0,1)	(...)	(—)	(+ 0,1)	(+ 0,2)	(—)	(...)	(+ 9,5)
	Total ...	+ 2,9	+ 0,3	+ 0,1	...	+ 4,6	+ 13,1	+ 9,5	—	+ 13,3	+ 5,3	+ 10,8	+ 2,3	+ 62,0	
Secteurs nationaux non financiers	Parastatistiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme .....	—	—	—	...	+ 0,2	...	...	- 0,3	...	...	+ 0,1	- 0,1	
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	+ 0,3	—	—	...	...	+ 0,1	- 0,6	—	—	—	- 0,1	...	
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	...	...	- 0,1	...	—	...	...	...	- 0,1	
		Obligations accessibles à tout placeur .....	- 0,1	+ 0,2	...	...	...	- 0,1	- 0,2	...	- 0,1	+ 0,2	...	...	
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 1,4	...	- 0,2	...	+ 0,2	+ 0,2	
		Autres emprunts à moyen et long terme .....	...	...	...	...	...	- 0,2	...	...	...	...	+ 2,1	...	+ 1,9
	Total ...	+ 1,3	+ 0,2	+ 0,7	...	...	...	+ 0,6	- 0,2	- 0,2	- 0,3	+ 2,2	...	+ 4,4	
Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers .....	+ 1,8	—	—	- 0,4	...	+ 6,9	...	...	...	...	- 1,3	+ 7,1	
		Certificats à court terme .....	...	- 0,2	—	+ 0,1	...	+ 0,6	+ 1,4	- 1,1	...	- 2,7	- 0,5	- 3,2	
		Obligations accessibles à tout placeur .....	+ 11,2	...	—	...	+ 0,6	- 1,0	+ 0,9	- 1,4	- 1,9	+ 2,9	- 0,4	+ 10,9	
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	—	—	...	...	+ 2,8	+ 0,7	...	+ 1,1	+ 0,1	- 0,7	+ 2,3	
		Divers .....	...	- 0,1	—	...	...	- 0,4	- 0,7	...	...	+ 0,1	- 0,2	...	
		(Actions et parts) .....	(+ 0,1)	...	(+ 0,3)	(+ 0,4)	(...)	...	(—)	(+ 0,1)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(+ 1,0)
	Total ...	+ 13,0	- 0,3	—	- 0,3	+ 1,3	+ 0,6	+ 8,4	...	- 1,9	+ 3,2	- 4,1	- 3,4	+ 16,5	
Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme .....	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	...	...	+ 0,5	—	...	...	...	...	+ 0,5	
		Obligations accessibles à tout placeur .....	- 1,0	- 0,1	...	...	...	...	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	- 0,2	+ 0,2	...	
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	+ 0,2	...	+ 2,6	- 0,5	...	...	
		Autres emprunts à moyen et long terme .....	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	...	+ 0,1	...	...	...	
		Divers .....	+ 0,1	...	- 0,8	...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,3	- 0,7
	Total ...	- 0,9	+ 0,2	- 0,8	...	...	+ 1,1	+ 0,9	+ 0,2	+ 2,7	- 0,7	+ 5,9	- 0,7	+ 7,9	
Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale .....	+ 6,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 6,3	
		Obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	+ 0,2	...	...	- 0,1	+ 1,6	...	+ 1,5	
		Divers .....	- 0,6	...	- 1,4	...	...	+ 1,0	...	...	...	+ 0,1	...	+ 0,3	
		(Actions et parts) .....	(+ 1,4)	(...)	(...)	...	...	(—)	(+ 0,2)	(—)	(...)	(...)	(—)	(...)	(+ 5,8)
		Total ...	+ 5,7	...	- 1,4	...	...	+ 1,2	...	- 0,5	...	- 0,1	+ 1,8	...	+ 0,5
Secteurs nationaux non financiers	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	...	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	+ 0,1	
		Acceptations et effets commerciaux .....	—	—	—	...	...	—	+ 2,8	—	+ 0,2	—	...	- 0,1	
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	...	...	—	- 0,4	—	...	—	...	...	
		Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) .....	—	—	—	...	...	—	—	—	—	—	...	...	
		Obligations .....	—	—	—	...	...	—	—	—	—	—	...	...	
		Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique .....	—	—	—	...	...	—	—	—	—	—	...	...	
	Total ...	+ 5,4	+ 0,1	+ 0,1	...	...	—	+ 1,7	—	—	—	- 1,7	...		
	(Actions et parts) .....	(+ 1,4)	(...)	(...)	...	...	(—)	(+ 0,2)	(—)	(...)	(...)	(—)	(...)	(+ 5,8)	
	Total ...	+ 5,4	+ 0,1	...	...	...	—	+ 21,3	...	+ 0,2	+ 0,3	...	- 1,9	+ 25,3	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Organismes monétaires (7)	Monnaie .....	+19,4	+ 0,2	- 0,3	- 1,1	- 0,4	—	...	+ 1,5	+ 0,3	...	...	+ 19,6	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	+ 1,3	-0,1	...	- 0,3	...	- 0,1	+ 0,8	
	Engagements bruts envers l'étranger .....	—	—	—	—	—	+11,2	—	—	—	—	—	+ 11,2	
	Dépôts en devises des résidents .....	- 4,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 4,0	
	Dépôts sur livrets des résidents .....	+ 6,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 6,3	
	Dépôts à terme des résidents .....	+ 3,7	—	—	...	—	—	—	—	...	—	—	+ 3,7	
	Engagements non rangés ailleurs .....	—	—	...	—	—	—	+3,7	...	—	—	...	+ 3,8	
	Obligations (y compris les bons de caisse) .....	- 0,1	—	...	—	—	—	—	—	...	—	...	+ 0,1	
	Divers .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,3	
	(Actions et parts) .....	(+ 1,5)	—	(...)	—	—	—	—	(+0,1)	—	(...)	—	(+ 1,6)	
	<b>Total ...</b>	<b>+25,4</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>- 0,2</b>	<b>- 1,1</b>	<b>- 0,4</b>	<b>+12,5</b>	<b>+3,6</b>	<b>...</b>	<b>+ 1,3</b>	<b>+ 0,3</b>	<b>...</b>	<b>+ 1,2</b>	<b>+ 42,7</b>
	Fonds des Rentiers (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	- 0,4	-0,2	—	- 0,2	...	...	- 0,9
		Certificats à court terme .....	—	—	—	...	—	...	+0,8	—	—	—	—	+ 0,8
Engagements en comptes courants ou d'avances .....		—	—	—	—	—	—	-0,2	—	...	...	...	- 0,2	
Divers .....		—	—	...	—	—	—	...	—	...	...	...	...	
<b>Total ...</b>		<b>—</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>- 0,4</b>	<b>+0,4</b>	<b>—</b>	<b>- 0,2</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>- 0,3</b>
Intermédiaires financiers Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue .....	- 0,1	...	...	+ 0,2	+ 1,5	—	...	—	...	...	- 0,1	+ 1,5	
	Dépôts sur livrets .....	+ 9,7	...	—	—	—	—	...	—	...	...	...	+ 9,7	
	Dépôts à terme .....	+ 0,4	...	...	...	+ 0,3	—	...	—	...	...	- 0,3	+ 0,4	
	Obligations (y compris les bons de caisse) .....	+ 0,7	—	...	...	—	—	—	—	+ 0,2	—	...	+ 0,9	
	Reserves mathématiques des sociétés de capitalisation .....	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
	Divers .....	+ 1,3	...	- 0,1	+ 0,5	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,4	+ 1,5
(Actions et parts) .....	(+ 0,3)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(+ 0,3)	
<b>Total ...</b>	<b>+12,0</b>	<b>...</b>	<b>- 0,1</b>	<b>+ 0,7</b>	<b>+ 1,8</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>- 0,1</b>	<b>- 0,7</b>	<b>+ 14,1</b>	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Reserves de sécurité sociale .....	+ 2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,8	
	Reserves mathématiques .....	+10,0	—	—	—	—	+ 2,0*	—	—	—	—	—	+ 12,0	
	Divers .....	...	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,5	+ 0,7	
	<b>Total ...</b>	<b>+12,9</b>	<b>...</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>+ 2,0*</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>+ 0,5</b>	<b>+ 15,5</b>
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue .....	+ 0,2	...	...	...	...	—	...	—	...	...	...	+ 0,2	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	- 0,2	...	- 0,2	+0,1	...	...	...	+ 0,2	- 0,2	
	Dépôts sur livrets .....	+ 0,6	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 0,6	
	Dépôts à terme .....	- 0,3	+ 0,1	...	- 0,1	+ 1,5	—	—	+ 0,5	+ 0,5	...	...	+ 2,3	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	—	...	...	+0,1	—	+ 0,1	...	- 0,1	...	+ 0,1	
	Obligations accessibles à tout placeur .....	+ 5,4	...	...	...	+ 0,5	...	-0,4	- 0,2	- 0,3	+ 1,8	...	+ 6,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	+ 0,1	+ 2,2	+0,2	...	- 0,3	+ 1,8	...	+ 4,2	
	Divers .....	+ 0,5	...	...	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 0,5	
	(Actions et parts) .....	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+0,1)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,1)
<b>Total ...</b>	<b>+ 6,3</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>...</b>	<b>- 0,4</b>	<b>+ 2,1</b>	<b>+ 2,0</b>	<b>...</b>	<b>- 0,2</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>+ 4,2</b>	<b>...</b>	<b>+ 0,4</b>	<b>+ 14,5</b>	
Secteurs indéterminés et ajustements (12)		- 0,1	+ 0,1	- 0,1	...	- 0,8	- 1,6	+0,2	...	+ 1,5	- 0,8	- 0,6	—	- 2,1
	<b>Total des créances</b> .....	<b>+83,9</b>	<b>+ 0,9</b>	<b>- 1,6</b>	<b>- 1,1</b>	<b>+ 9,8</b>	<b>+29,5</b>	<b>+44,4</b>	<b>- 0,2</b>	<b>+16,6</b>	<b>+13,4</b>	<b>+14,1</b>	<b>- 1,8</b>	<b>+207,8</b>

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1958, 1959 et 1960, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII<sup>e</sup> année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XXXIX<sup>e</sup> année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLI<sup>e</sup> année, vol. II, no 4, octobre 1965; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLII<sup>e</sup> année, vol. I, no 2, février 1967.

\* Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1963

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers .....	26,6	1,4	1,6	0,1	13,5	43,2	...	86,8	—	102,2	49,8	95,3	334,1	6,3	383,6
2. Paraétatiques d'exploitation .....	21,3	0,5	5,1	0,4	...	27,3	7,3	5,4	0,9	4,8	9,7	9,9	30,7	0,8	66,2
3. Etat (Trésor) .....	109,4	3,9	—	3,0	2,1	118,4	54,1	170,6	7,8	43,0	41,4	19,6	282,4	8,4	463,2
4. Secteur public non compris ailleurs	17,4	5,9	2,8	0,1	...	26,2	0,5	4,8	1,0	10,4	9,7	51,0	76,9	3,0	106,5
5. Sécurité sociale .....	21,2	...	2,5	...	3,1	26,8	0,2	1,1	...	1,4	7,5	...	10,0	3,8	40,9
6. Total des secteurs nationaux non financiers .....	195,9	11,7	12,0	3,6	18,7	241,9	62,1	268,7	9,7	161,8	118,1	175,8	734,1	22,3	1.060,4
7. Etranger .....	7,6	0,9	21,3	...	...	29,8	—	134,4	0,9	1,3	6,6	2,1	145,3	1,6	176,8
8. Organismes monétaires .....	329,5	2,8	4,0	12,5	1,0	349,8	55,2	13,1	...	2,3	1,6	0,3	17,3	9,6	432,0
9. Fonds des Rentes .....	—	...	2,8	...	...	2,8	0,4	7,4	—	0,2	...	...	7,6	...	10,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation .....	159,4	1,0	0,1	...	4,3	164,8	...	0,1	...	0,1	0,6	0,3	1,1	3,7	169,6
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	164,5	...	...	...	0,1	164,6	12,5	...	...	...	...	...	...	1,5	178,6
12. Organismes publics de crédit non monétaires .....	87,4	0,6	10,3	3,7	1,7	103,7	3,4	12,1	0,5	13,8	35,5	0,5	62,4	6,8	176,3
13. Total des intermédiaires financiers	740,8	4,4	17,2	16,2	7,1	785,7	71,5	32,7	0,5	16,4	37,7	1,1	88,4	21,6	967,4
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	— 4,2	2,1	...	...	1,9	— 0,2	4,2	10,6	0,6	1,8	1,8	1,8	16,6	—	20,7
15. Total des créances .....	940,0	19,2	50,6	19,8	27,6	1.057,2	137,7	446,3	11,8	181,4	164,3	180,9	984,7	45,6	2.225,3
16. Solde des créances et des dettes	+ 556,4	— 47,0	— 412,6	— 86,7	— 13,3	— 3,2	— 39,1	+ 14,3	+ 0,9	+ 11,8	— 14,3	+ 4,6	+ 17,3	+ 24,9	—

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1964

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers .....	29,5	1,7	1,7	0,1	18,1	51,1	...	96,8	—	114,3	55,1	106,1	372,3	8,0	431,3
2. Paraétatiques d'exploitation .....	22,6	0,8	5,9	0,4	...	29,7	7,4	6,0	0,8	4,5	9,4	12,1	32,8	0,8	70,7
3. Etat (Trésor) .....	122,4	3,7	—	2,6	3,3	132,0	51,7	179,7	7,8	41,1	44,5	15,6	288,7	7,0	479,5
4. Secteur public non compris ailleurs	16,5	6,1	2,0	0,1	...	24,7	1,6	5,7	1,2	13,1	9,0	57,0	86,0	2,3	114,5
5. Sécurité sociale .....	26,9	...	1,1	...	4,3	32,3	0,3	0,6	...	1,3	9,3	...	11,2	4,3	48,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers .....	217,9	12,3	10,7	3,2	25,7	269,8	61,0	288,8	9,8	174,3	127,3	190,8	791,0	22,4	1.144,2
7. Etranger .....	7,8	0,9	19,7	...	...	28,4	—	155,7	0,9	1,5	6,9	2,1	167,1	1,3	196,8
8. Organismes monétaires .....	355,0	3,0	3,8	11,3	0,6	373,7	67,7	16,7	...	3,5	1,9	0,3	22,4	10,9	474,7
9. Fonds des Rentes .....	—	...	2,8	...	...	2,8	...	7,7	—	...	...	...	7,7	0,1	10,6
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation .....	171,3	1,0	...	0,7	6,0	179,0	0,2	0,1	...	0,1	0,8	0,2	1,2	3,1	183,6
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	177,3	...	0,2	...	0,1	177,6	14,4	...	...	...	...	...	...	2,0	194,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires .....	93,7	0,7	10,3	3,3	3,8	111,8	6,1	11,3	0,3	13,9	39,7	0,5	65,7	7,2	190,7
13. Total des intermédiaires financiers	797,3	4,7	17,1	15,3	10,5	844,9	88,4	35,8	0,3	17,5	42,4	1,0	97,0	23,3	1.053,7
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	— 4,2	2,2	1,3	...	1,1	0,4	4,2	10,9	0,7	3,3	1,0	1,2	17,1	—	21,7
15. Total des créances .....	1.018,7	20,0	48,9	18,6	37,4	1.143,6	153,6	491,2	11,6	196,7	177,7	195,0	1.072,2	47,0	2.416,4
16. Solde des créances et des dettes .	+ 587,4	— 50,7	— 430,6	— 95,9	— 10,8	— 0,6	— 43,2	+ 16,5	+ 1,0	+ 13,1	— 16,4	+ 4,3	+ 18,5	+ 25,3	—

## XII - 4. — MOUVEMENT DES CREANCES ET DES DETTES EN 1964

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers .....	+ 2,9	+ 0,3	+ 0,1	...	+ 4,6	+ 7,9	+ 13,1	+ 9,5	—	+ 13,3	+ 5,3	+ 10,8	+ 38,9	+ 2,3	+ 62,0
2. Paraétatiques d'exploitation .....	+ 1,3	+ 0,2	+ 0,7	...	...	+ 2,2	...	+ 0,6	- 0,2	- 0,2	- 0,3	+ 2,2	+ 2,1	...	+ 4,4
3. Etat (Trésor) .....	+ 13,0	- 0,3	—	- 0,3	+ 1,3	+ 13,7	+ 0,6	+ 8,4	...	- 1,9	+ 3,2	- 4,1	+ 5,6	- 3,4	+ 16,5
4. Secteur public non compris ailleurs	- 0,9	+ 0,2	- 0,8	...	...	- 1,5	+ 1,1	+ 0,9	+ 0,2	+ 2,7	- 0,7	+ 5,9	+ 9,0	- 0,7	+ 7,9
5. Sécurité sociale .....	+ 5,7	...	- 1,4	...	+ 1,2	+ 5,5	...	- 0,5	...	- 0,1	+ 1,8	...	+ 1,2	+ 0,5	+ 7,3
6. Total des secteurs nationaux non financiers .....	+ 22,0	+ 0,4	- 1,4	- 0,3	+ 7,1	+ 27,8	+ 14,8	+ 18,9	...	+ 13,8	+ 9,3	+ 14,8	+ 56,8	- 1,3	+ 98,1
7. Etranger .....	+ 5,4	+ 0,1	...	...	...	+ 5,5	—	+ 21,3	...	+ 0,2	+ 0,3	...	+ 21,8	- 1,9	+ 25,3
8. Organismes monétaires .....	+ 25,4	+ 0,1	- 0,2	- 1,1	- 0,4	+ 23,8	+ 12,5	+ 3,6	...	+ 1,3	+ 0,3	...	+ 5,2	+ 1,2	+ 42,7
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	- 0,4	+ 0,4	—	- 0,2	...	...	+ 0,2	...	- 0,3
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation .....	+ 12,0	...	- 0,1	+ 0,7	+ 1,8	+ 14,4	+ 0,2	...	...	...	+ 0,2	- 0,1	+ 0,1	- 0,7	+ 14,1
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 12,9	...	+ 0,2	...	...	+ 13,1	+ 2,0	...	...	...	...	...	...	+ 0,5	+ 15,5
12. Organismes publics de crédit non monétaires .....	+ 6,3	+ 0,1	...	- 0,4	+ 2,1	+ 8,1	+ 2,0	...	- 0,2	+ 0,1	+ 4,2	...	+ 4,1	+ 0,4	+ 14,5
13. Total des intermédiaires financiers	+ 56,6	+ 0,2	- 0,1	- 0,8	+ 3,5	+ 59,4	+ 16,3	+ 4,0	- 0,2	+ 1,2	+ 4,7	- 0,1	+ 9,4	+ 1,4	+ 86,5
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	- 0,1	+ 0,1	- 0,1	...	- 0,8	- 0,9	- 1,6	+ 0,2	...	+ 1,5	- 0,8	- 0,6	- 0,1	—	- 2,1
15. Total des créances .....	+ 83,9	+ 0,9	- 1,6	- 1,1	+ 9,8	+ 91,9	+ 29,5	+ 44,4	- 0,2	+ 16,6	+ 13,4	+ 14,1	+ 88,2	- 1,8	+ 207,8
16. Solde des créances et des dettes .	+ 21,9	- 3,5	- 18,1	- 9,0	+ 2,5	- 6,2	+ 4,2	+ 1,7	+ 0,1	+ 2,5	- 2,1	- 0,4	+ 1,7	+ 0,3	—



# XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

## 1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets (6)	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations aux entreprises et particuliers		Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obligataires des banques de dépôts (13)	Divers 3 (14)
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor (4)			Créances sur l'Etat (7)	Créances sur les autres pouvoirs publics 2 (8)	Financés par les organismes monétaires (9)	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires (10)	Sur et envers le Fonds des Rentes (11)	Sur et envers d'autres intermédiaires (12)		
		Dépôts en francs belges 1 (2)	Dépôts en devises (3)											
1960 Décembre	220,4	34,7	7,2	0,2	262,5 <sup>4</sup>	74,8	135,9	4,7	53,0	65,4	5,8	4,9	- 7,6	- 9,0
1961 Mars	222,6	37,5	7,9	0,1	268,1 <sup>4</sup>	73,3	143,6	4,2	51,4	64,5	4,0	5,4	- 7,9	- 5,9
Juin	226,8	38,0	7,9	0,1	272,8 <sup>4</sup>	68,2	149,3	4,7	54,1	67,3	4,1	6,1	- 8,2	- 5,5
Septembre	228,6	41,1	8,4	...	278,1 <sup>4</sup>	70,9	154,3	4,2	54,6	69,7	3,4	6,3	- 8,4	- 7,2
Décembre	237,4	43,6	8,0	...	289,0	77,8	147,4	6,1	61,2	75,2	5,2	6,8	- 8,6	- 6,9
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	84,6	147,3	5,6	61,7	73,9	3,2	7,0	- 9,1	- 8,2
Juin	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	5,5	63,5	77,8	4,4	8,9	- 9,8	- 6,0
Septembre	246,7	50,4	8,0	...	305,1	80,9	154,8	6,6	66,8	78,6	5,8	9,0	-10,4	- 8,4
Décembre	254,5	48,5	7,4	...	310,4	80,5	149,0	7,7	72,9	86,7	7,0	10,1	-11,1	- 5,7
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8	159,8	6,0	74,5	88,6	7,2	10,3	-11,1	- 9,7
Juin	273,2	51,3	8,2	0,1	332,8	84,4	164,5	6,4	78,7	92,5	7,5	10,2	-11,2	- 7,7
<i>Nouvelle série 5</i>														
Juin	270,9	51,3	8,2	0,1	330,5	83,2	167,0	5,0	76,9	88,6	7,5	10,0	-11,2	- 7,9
Septembre	266,8	53,1	8,4	...	328,3	80,7	165,8	5,1	79,9	91,8	6,9	10,6	-11,3	- 9,4
Décembre	277,8	55,1	9,1	...	342,0	79,2	170,6	5,8	88,8	99,9	7,4	11,5	-11,4	- 9,9
1964 Mars	273,3	58,3	10,1	...	341,7	78,3	174,0	4,8	88,4	104,1	7,0	10,6	-11,2	-10,2
Juin	285,6	58,3	8,1	...	352,0	79,4	177,8	5,2	92,1	107,5	8,9	10,1	-11,3	-10,2
Septembre	283,8	64,1	5,0	...	352,9	81,0	175,9	5,0	94,4	108,9	7,8	11,2	-11,3	-11,1
Décembre	297,4	65,1	5,2	...	367,7	88,0	179,7	6,3	98,3	111,6	7,8	11,0	-11,4	-12,0
1965 Mars	292,9	70,6	4,5	...	368,0	87,0	178,7	7,3	98,5	112,0	6,8	12,9	-11,3	-11,9
Juin	309,5	71,1	5,1	...	385,7	92,4	185,5	7,6	102,4	116,6	7,1	12,1	-11,3	-10,1
Septembre	306,4	74,8	3,9	...	385,1	90,4	189,0	7,0	106,9	119,9	4,2	11,8	-11,3	-12,9
Décembre	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	191,9	8,6	112,5	127,9	4,7	12,6	-11,4	-13,3
1966 Mars	314,6	82,4	4,2	...	401,2	93,7	191,3	8,3	114,0	130,0	7,2	12,4	-11,5	-14,2
Juin	329,3	81,1	4,9	...	415,3	93,3	197,4	9,5	119,1	134,2	8,8	13,4	-11,5	-14,7
Septembre	322,4	86,4	5,1	...	413,9	89,5	195,6	10,5	125,2	139,2	5,1	15,2	-11,7	-15,5
Décembre	339,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	149,3	4,6	15,7	-12,0	-13,9
1967 Mars	326,5	97,6	6,0	...	430,1	p 90,9	p 200,6	p 8,6	136,3	154,1	5,0	p 15,4	-12,4	p -14,3

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

2 Y compris les créances sur les fonds de pension.

3 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1963 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

4 En principe les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,2 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,7 milliard en septembre, mais ces montants y ont été ensuite partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,3 milliard en novembre-décembre 1960, et de montants supplémentaires de 0,2 milliard en janvier-février 1961, 0,1 milliard en septembre 1961 et 0,2 milliard en octobre 1961.

5 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLII<sup>e</sup> année, vol. I, no 1, janvier 1967.

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV<sup>e</sup> année, vol. II, no 6, décembre 1949 — XXX<sup>e</sup> année, vol. II, no 5, novembre 1955 — XXXIII<sup>e</sup> année, vol. II, no 5, novembre 1958 — XLII<sup>e</sup> année, vol. I, no 1 janvier 1967.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

### XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

#### a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>																					
1. Or .....	67,1	68,3	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 <sup>4</sup>	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2	76,0	
2. F.M.I. — Participation .....	6,7	6,7	6,7	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2	15,2	
— Prêts <sup>1</sup> .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	
3. Obligations .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
4. Accept. en francs belges représ. d'export. ....	0,8	3,8	3,0	3,1	3,8	4,1	3,0	4,7	4,4	4,3	1,8	6,2	2,7	6,7	4,9	7,3	6,1	7,6	6,9	6,8	
5. Créances sur l'U.E.P. <sup>2</sup> .....	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères <sup>3</sup> .....	14,3	12,8	17,8	19,5	19,6	21,5	20,9	19,8	22,0	27,0	25,9	21,9	23,2	21,9	20,0	19,7	20,0	21,4	21,3	29,9	
b) en francs belges <sup>3</sup> .....	0,1	...	...	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,7	...	
7. Ajustement statistique .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	89,4	92,0	96,4	99,5	100,5	103,0	102,6	104,0	106,0	115,7	114,0	121,2	120,8	123,7	120,6	123,8	122,6	125,4	124,8	129,9	
<b>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</b>																					
1. Pièces et billets .....	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,6	0,4	0,4	0,3	0,4	0,3	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics .....	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...	...	...	
c) sur les banques de dépôts .....	...	1,3	0,3	0,2	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,5	...	...	...	
<b>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</b>																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus .....	9,9	5,2	8,8	9,9	8,2	9,3	9,6	9,8	10,0	9,8	9,9	10,0	9,9	9,0	10,0	9,3	10,0	9,6	9,9	10,0	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,4	2,4	2,4	2,5	2,4	2,5	2,5	2,7	2,7	2,6	2,7	2,7	2,7	
— autres .....	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations .....	...	2,7	0,1	...	0,4	1,7	...	0,9	0,6	0,1	...	0,2	...	2,7	0,2	1,7	1,7	4,0	0,8	0,2	
b) effets commerciaux .....	1,7	3,6	2,4	2,5	1,5	3,5	3,0	3,3	2,8	2,6	2,4	2,1	2,1	2,9	2,4	2,8	3,1	3,9	2,3	2,4	
c) avances .....	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	0,6	1,0	...	0,6	0,6	1,1	2,5	1,5	0,4	...	...	...	...	0,8	2,9	0,7	0,3	—	—	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	0,6	0,3	...	0,2	0,8	...	...	1,8	...	2,0	0,5	0,3	...	0,2	...	0,8	...	...	1,4	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres .....	22,6	19,9	28,2	33,4	34,4	36,4	35,4	36,6	38,7	40,2	38,3	39,8	37,0	36,2	36,2	34,7	35,6	38,4	36,8	53,6	
<b>TOTAL DE L'ACTIF ...</b>	<b>160,5</b>	<b>162,7</b>	<b>174,5</b>	<b>182,4</b>	<b>184,3</b>	<b>192,3</b>	<b>188,6</b>	<b>194,1</b>	<b>198,4</b>	<b>206,1</b>	<b>204,1</b>	<b>211,0</b>	<b>207,5</b>	<b>211,8</b>	<b>208,8</b>	<b>212,7</b>	<b>213,0</b>	<b>219,0</b>	<b>212,2</b>	<b>235,0</b>	

<sup>1</sup> Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963, Convention du 1-2-1963).

<sup>2</sup> Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

<sup>3</sup> Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

<sup>4</sup> Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

## a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>																					
1. Envers le F.M.I. ....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
b) en francs belges <sup>1</sup> .....	0,5	0,8	0,8	0,6	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,6	0,4	
4. Ajustement statistique .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	0,7	1,0	1,0	0,8	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,9	0,8	0,6	
<b>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</b>																					
1. Pièces et billets <sup>2</sup> .....	2,3	2,6	2,5	2,5	2,6	2,8	3,2	3,0	2,9	3,0	3,1	3,3	3,3	3,5	3,6	3,8	3,3	3,5	3,5	3,8	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres .....	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,1	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	
<b>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</b>																					
1. Monnaie fiduciaire <sup>3</sup> .....	131,0	135,9	138,0	143,8	144,2	147,7	145,4	150,9	152,1	157,3	155,1	162,5	162,7	166,8	163,4	171,0	170,0	171,8	166,5	175,9	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers <sup>4</sup> .....	0,4	0,5	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,4	0,4	0,6	0,5	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,5	0,3	0,3	
b) détenue par les pouvoirs publics .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Emprunts obligataires .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	1,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	0,7	0,1	...	...	...	...	...	...	
b) envers les paraétatiques de crédit .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres .....	24,3	21,1	30,5	34,9	36,1	38,2	37,3	38,9	40,9	42,4	41,0	42,6	39,4	38,7	38,8	36,7	38,5	41,0	39,0	54,3	
<b>TOTAL DU PASSIF ...</b>	<b>160,5</b>	<b>162,7</b>	<b>174,5</b>	<b>182,4</b>	<b>184,3</b>	<b>192,3</b>	<b>188,6</b>	<b>194,1</b>	<b>198,4</b>	<b>206,1</b>	<b>204,1</b>	<b>211,0</b>	<b>207,5</b>	<b>211,8</b>	<b>208,8</b>	<b>212,7</b>	<b>213,0</b>	<b>219,0</b>	<b>212,2</b>	<b>235,0</b>	

1 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

2 Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

3 Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

4 Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-11-65	31-12-65	31-1-66	28-2-66	31-3-66	30-4-66	31-5-66	30-6-66	31-7-66	31-8-66	30-9-66	31-10-66	30-11-66	31-12-66	31-1-67	28-2-67	31-3-67	30-4-67	31-5-67	30-6-67
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>																				
1. Or .....	77,9	77,9	77,9	77,9	77,8	77,8	77,8	77,8	76,6	76,4	76,3	76,2	76,2	76,2	76,2	76,1	76,2	76,2	76,2	76,0
2. F.M.I. — Participation .....	12,2	12,2	12,5	12,5	12,9	13,8	14,0	14,0	15,1	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3	15,3	15,2
— Prêts <sup>1</sup> .....	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9
3. Obligations .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
4. Accept. en francs belges représ. d'export. ....	3,3	6,7	5,4	4,7	4,9	6,8	7,4	7,3	7,9	6,1	6,1	5,9	6,1	7,6	6,3	5,0	6,9	6,9	6,2	6,8
5. Créances sur l'U.E.P. <sup>2</sup> .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	22,6	21,9	20,5	19,4	20,0	19,9	19,7	19,7	21,6	21,4	20,0	21,8	21,6	21,4	22,3	20,8	21,3	22,4	26,0	29,9
b) en francs belges .....	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,6	1,6	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,7	1,7	0,2	...
7. Ajustement statistique .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	121,0	123,7	121,3	119,5	120,6	123,4	124,0	123,8	126,2	124,1	122,6	124,1	124,1	125,4	125,0	122,1	124,8	126,0	125,9	129,9
<b>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</b>																				
1. Pièces et billets .....	0,5	0,4	0,5	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	0,2	...	0,3	...	...	0,1	0,6	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	0,5	...	0,1	...	...	0,3	0,5	1,1	...	...	0,6	...	...	0,3	...	...
<b>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</b>																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus .....	10,0	9,0	9,3	10,0	10,0	9,0	9,4	9,3	9,8	10,0	10,0	9,9	10,0	9,6	7,1	9,9	9,9	9,3	9,9	10,0
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	2,5	2,5	2,6	2,6	2,7	2,6	2,6	2,7	2,6	2,6	2,6	2,7	2,6	2,7	2,8	2,8	2,7	2,7	2,7	2,7
— autres .....	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations .....	...	2,7	0,8	0,3	0,2	0,7	1,3	1,7	2,3	...	1,7	1,0	0,6	4,0	0,3	...	0,8	0,4	...	0,2
b) effets commerciaux .....	1,9	2,9	2,5	2,9	2,4	2,5	2,8	2,8	4,1	2,4	3,1	2,3	2,5	3,9	3,0	3,1	2,3	2,5	2,0	2,4
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																				
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	0,4	0,8	...	...	2,9	1,0	3,0	0,7	0,6	0,4	0,3	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	0,2	...	0,1	...	...	0,5	0,8	0,2	0,1	...	...	...	...	...	1,1	1,4
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	37,1	36,2	35,2	34,0	36,2	35,4	35,3	34,7	35,9	35,4	35,6	39,0	39,2	38,4	38,4	36,0	36,8	37,0	45,3	53,6
<b>TOTAL DE L'ACTIF ...</b>	<b>207,3</b>	<b>211,8</b>	<b>206,6</b>	<b>204,7</b>	<b>208,8</b>	<b>208,5</b>	<b>210,8</b>	<b>212,7</b>	<b>216,7</b>	<b>213,2</b>	<b>213,0</b>	<b>215,7</b>	<b>214,3</b>	<b>219,0</b>	<b>211,9</b>	<b>208,7</b>	<b>212,2</b>	<b>213,4</b>	<b>221,7</b>	<b>235,0</b>

<sup>1</sup> Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

<sup>2</sup> Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

## a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-11-65	31-12-65	31-1-66	28-2-66	31-3-66	30-4-66	31-5-66	30-6-66	31-7-66	31-8-66	30-9-66	31-10-66	30-11-66	31-12-66	31-1-67	28-2-67	31-3-67	30-4-67	31-5-67	30-6-67
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																				
1. Envers le F.M.I. ....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges <sup>1</sup> .....	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	0,5	0,6	0,4	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,3	0,6	0,5	0,4	0,4
4. Ajustement statistique .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,9	0,9	0,9	0,8	0,9	0,8	0,7	0,8	0,6	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7	0,5	0,8	0,7	0,6	0,6
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																				
1. Pièces et billets <sup>2</sup> .....	3,4	3,5	3,4	3,4	3,6	3,1	3,8	3,8	3,8	3,5	3,3	3,6	3,6	3,5	3,7	3,6	3,5	3,5	3,8 <sup>p</sup>	3,8
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	0,1	1,4	0,1	0,1	1,7	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,3	0,1	0,1	2,1	0,1	0,1 <sup>p</sup>	0,1
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																				
1. Monnaie fiduciaire <sup>3</sup> .....	162,7	166,8	163,5	163,2	163,4	166,5	167,6	171,0	173,0	170,3	170,0	169,2	167,0	171,8	165,9	165,4	166,5	168,9	170,1 <sup>p</sup>	175,9
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers <sup>4</sup> .....	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3
b) détenue par les pouvoirs publics .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes .....	—	0,1	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	39,8	38,7	38,0	36,9	38,8	37,7	38,3	36,7	38,9	38,2	38,5	41,6	42,5	41,0	41,2	38,8	39,0	39,9	46,7 <sup>p</sup>	54,3
TOTAL DU PASSIF ...	207,3	211,8	206,6	204,7	208,8	208,5	210,8	212,7	216,7	213,2	213,0	215,7	214,3	219,0	211,9	208,7	212,2	213,4	221,7	235,0

1 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

2 Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

3 Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

4 Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires <sup>1</sup> — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 2	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>																					
1. Or .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export. ....	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1	...
5. Créances sur l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Ajustement statistique .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1	...
<b>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</b>																					
1. Pièces et billets .....	0,1	0,1	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4	0,1
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	0,3	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</b>																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus .....	36,6	36,8	37,5	40,0	41,2	40,3	39,0	42,9	42,0	44,2	42,9	48,0	41,0	44,2	43,0	47,1	44,3	45,3	40,6	48,5	46,7
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	5,2	5,1	5,3	5,5	5,5	5,6	5,6	5,7	5,7	5,8	5,7	5,7	5,5	5,5	5,2	6,3	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus .....	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,7	5,0	6,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations .....	0,5	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	...	0,5	0,1	...	0,1	0,4	...	0,5	0,2	0,7	0,4	0,1	0,1	0,4	0,1
b) effets commerciaux .....	0,7	0,7	0,9	0,8	0,7	0,5	0,6	0,6	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,1	0,5	0,2
c) avances .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,1	...	...	...
— autres .....	...	...	...	...	...	...	...	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7	0,8	0,9	0,3	0,8
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres .....	4,6	4,7	4,7	5,0	5,2	4,5	3,1	3,0	3,6	4,2	3,4	2,4	2,9	3,8	3,1	2,9	3,1	2,4	3,4	4,9	3,7
<b>TOTAL DE L'ACTIF ...</b>	<b>50,8</b>	<b>51,4</b>	<b>53,8</b>	<b>55,3</b>	<b>56,9</b>	<b>54,7</b>	<b>52,0</b>	<b>57,7</b>	<b>55,8</b>	<b>58,8</b>	<b>56,7</b>	<b>63,0</b>	<b>56,9</b>	<b>60,9</b>	<b>58,1</b>	<b>64,9</b>	<b>62,1</b>	<b>63,1</b>	<b>60,2</b>	<b>71,4</b>	<b>63,7</b>

1 Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actifs à court terme et obligations), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (actifs à court terme) jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescampte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique « D. Autres ». En ce qui concerne la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés a été reprise, jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, sous la rubrique « D. Autres ».

2 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

b) - Organismes publics monétaires <sup>1</sup> — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 5	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>																					
1. Envers le F.M.I. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges .....	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,0
4. Ajustement statistique .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,0
<b>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</b>																					
1. Pièces et billets <sup>2</sup> .....	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	...	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	...	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	...	0,4	0,1
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	1,0	0,9	2,6	0,7	0,6	0,5	0,4	3,1	2,2	1,0	1,1	6,0	2,2	0,9	1,3	5,8	3,0	0,6	0,7	5,8	2,3
<b>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</b>																					
1. Monnaie fiduciaire <sup>3</sup> .....	5,6	5,7	5,8	5,8	5,9	5,9	5,9	6,0	6,0	6,2	6,3	6,4	6,3	6,4	6,4	6,6	6,5	6,7	6,8	6,9	6,9
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers <sup>4</sup> .....	30,6	31,1	32,4	33,2	34,5	32,5	31,6	33,0	32,8	35,9	34,4	36,0	35,5	37,7	36,0	37,9	37,2	41,2	38,5	41,9	39,0
b) détenue par les pouvoirs publics .....	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	0,7	0,3	0,1	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,2	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	0,3	...	0,2	0,1	...	...	...
c) envers le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>TOTAL DU PASSIF</b> ...	<b>50,8</b>	<b>51,4</b>	<b>53,8</b>	<b>55,3</b>	<b>56,9</b>	<b>54,7</b>	<b>52,0</b>	<b>57,7</b>	<b>55,8</b>	<b>58,8</b>	<b>56,7</b>	<b>63,0</b>	<b>56,9</b>	<b>60,9</b>	<b>58,1</b>	<b>64,9</b>	<b>62,1</b>	<b>63,1</b>	<b>60,2</b>	<b>71,4</b>	<b>63,7</b>

<sup>1</sup> Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passifs à vue et à 30 jours au plus, y compris les dépôts à plus d'un mois, qu'il n'était pas possible d'éliminer) jusqu'au 30 juin 1963 ancienne série, Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

<sup>2</sup> Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

<sup>3</sup> Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

<sup>4</sup> Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

<sup>5</sup> Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

## c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67
<i>A. Créances sur l'étranger :</i>																					
1. Or .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.L. — Participation .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations .....	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	0,4	0,5	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	1,4	1,9	1,8	1,8	1,9	1,9
4. Accept. en francs belges représ. d'export. ....	2,2	2,1	0,8	1,1	2,1	3,2	2,8	2,7	2,5	2,9	3,6	4,8	5,6	4,3	4,2	5,2	6,3	4,6	6,0	5,6	5,4
5. Créances sur l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères <sup>2</sup> .....	15,7	16,3	19,5	19,3	23,9	24,1	25,4	23,4	28,5	29,3	28,4	29,0	39,7	35,2	34,7	36,7	43,5	43,3	43,3	52,6	48,5
b) en francs belges <sup>2</sup> .....	2,5	2,2	2,2	3,3	3,4	4,5	4,9	4,5	5,1	5,6	5,3	5,5	6,2	6,3	6,2	6,9	7,3	7,2	7,8	8,3	10,3
7. Ajustement statistique .....	-0,4	+0,6	+0,1	+0,7	-0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	21,2	22,3	23,7	25,5	30,4	32,2	33,6	31,2	36,7	38,4	37,8	39,9	52,2	46,5	45,8	50,2	59,0	56,9	58,9	68,4	66,1
<i>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets .....	2,3	2,2	2,6	2,5	2,5	2,4	2,5	2,8	3,1	2,9	2,8	2,9	3,0	3,2	3,2	3,4	3,5	3,7	3,2	3,4	3,5
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																					
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1
b) sur les organismes publics .....	1,0	0,9	2,6	0,8	0,5	0,5	0,4	3,0	2,2	1,0	1,0	6,0	2,2	0,9	1,2	5,8	3,0	0,6	0,6	5,8	2,3
c) sur les banques de dépôts .....	3,2	3,4	3,3	4,2	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,1	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,5
<i>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus .....	39,4	39,0	14,4	19,1	22,1	22,4	24,3	22,7	26,0	26,3	26,5	24,6	29,1	29,7	33,6	28,8	29,6	33,7	31,9	34,0	32,1
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur .....	22,5	23,9	25,9	27,3	26,7	29,6	29,5	29,8	30,0	31,1	30,1	30,6	33,0	35,5	34,8	37,4	37,2	38,3	40,4	37,9	38,0
— autres .....	3,7	3,8	24,5	22,8	22,8	22,9	22,8	23,9	24,4	24,3	24,3	24,6	23,8	24,2	26,0	26,8	27,1	27,6	29,5	30,7	30,6
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur .....	1,6	1,9	1,8	1,2	1,6	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	1,0	1,3
— autres .....	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,4
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations .....	4,1	5,1	3,0	3,5	4,9	3,8	3,3	2,4	2,9	2,7	3,9	5,5	6,8	5,7	9,5	5,5	7,5	7,3	7,0	7,2	7,1
b) effets commerciaux .....	25,4	27,2	26,9	32,2	32,9	32,8	34,4	37,7	38,3	40,0	39,7	41,5	40,5	43,1	42,0	45,6	45,5	47,3	48,5	55,6	56,5
c) avances .....	31,1	31,8	35,6	35,1	37,5	37,3	39,7	42,4	43,5	44,8	46,9	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,0	1,8	1,8	1,5	1,8	1,8	2,1
— autres .....	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,7	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	1,9	1,7	1,8	1,8	2,0	2,1
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	8,6	8,6	6,4	6,5	7,9	7,9	6,3	6,8	5,9	6,3	6,3	7,4	7,0	7,6	5,7	4,7	6,4	5,9	4,4	4,3	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	0,1	...	...	0,1	...	0,2	0,2	0,1	0,1	0,4	0,1	...	0,1	0,2	0,2	0,5	0,7	1,0	1,0
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur .....	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2	13,2
— autres .....	0,7	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	1,2	1,4	1,4	1,4	1,4
D. Autres .....	29,6	28,1	31,1	29,7	32,5	31,2	31,4	31,7	31,0	34,3	32,1	36,2	36,2	40,9	40,9	43,3	41,9	45,3	45,9	49,0	51,8
TOTAL DE L'ACTIF ...	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5

1 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLII<sup>e</sup> année, vol. I, no 1, janvier 1967

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.



## c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																					
1. Envers le F.M.I. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères <sup>2</sup> .....	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,3	67,1	78,3	73,2
b) en francs belges <sup>2 3</sup> .....	11,1	11,2	12,4	12,3	13,5	16,1	17,6	16,9	16,7	17,5	15,9	18,1	21,1	21,0	20,3	20,6	20,7	22,3	22,8	24,3	25,0
4. Ajustement statistique .....	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	26,6	28,3	32,5	34,6	42,2	45,2	50,0	51,3	57,2	59,2	59,0	64,0	76,0	72,1	73,4	75,9	83,3	84,6	89,9	102,6	98,2
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	1,3	0,3	0,2	0,2	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,4	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	0,3	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	0,1	...	...
c) envers les banques de dépôts .....	3,1	3,4	3,3	4,3	4,1	3,7	5,9	4,6	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,0	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,6
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Monnaie fiduciaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers .....	68,3	67,5	69,3	72,9	76,0	75,8	73,6	78,5	77,3	79,8	79,0	86,3	86,4	90,4	90,1	95,1	94,6	98,2	94,8	103,6	99,8
b) détenue par les pouvoirs publics .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .....	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets .....	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0
— dépôts en devises .....	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0
b) détenues par le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires .....	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	1,3	0,7	...	0,2	0,2	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	...	...	...	...	...	—
b) envers les paraétatiques de crédit .....	0,2	0,3	0,2	0,1	0,3	0,7	0,3	0,3	0,4	0,6	1,1	...	0,4	0,1	0,1	0,2	0,4	0,1	0,2	...	0,3
c) envers le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	42,5	43,5	44,2	46,0	48,0	45,5	45,5	46,3	46,2	50,5	48,9	53,0	52,9	56,5	58,9	61,2	60,9	64,5	66,4	69,4	67,6
TOTAL DU PASSIF ...	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5

1 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (D.N.B.) : XLII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

3 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	XIII-1	
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>																						
1. Or .....	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 <sup>6</sup>	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2	
2. F.M.I. — Participation .....	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2	
— Prêts <sup>1</sup> .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	
3. Obligations .....	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,8	0,8	0,8	1,5	2,0	1,9	1,9	2,0	2,0	
4. Accept. en francs belges représ. d'export. ....	4,7	3,1	4,8	4,2	5,3	6,4	6,6	7,0	5,7	7,6	8,0	9,2	7,6	10,6	7,4	12,0	11,6	11,9	12,1	13,3	12,3	
5. Créances sur l'U.E.P. <sup>2</sup> .....	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères <sup>3</sup> .....	29,1	30,6	32,3	37,1	43,4	43,6	45,0	44,9	49,4	49,1	50,4	56,0	65,6	57,1	57,9	58,6	63,5	63,0	63,3	74,0	69,8	
b) en francs belges <sup>3</sup> .....	2,5	2,3	2,2	3,3	4,9	6,0	6,4	6,0	6,6	7,1	6,8	7,0	7,7	7,8	7,7	8,4	8,8	8,7	9,3	9,8	12,0	
7. Ajustement statistique .....	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,7	- 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	111,8	111,9	115,9	122,0	130,0	131,8	134,1	134,4	139,5	142,4	143,8	155,7	166,4	167,8	167,1	174,0	180,0	180,7	181,5	193,9	190,9	(6)
<b>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</b>																						
1. Pièces et billets .....	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,2	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9	
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																						
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	
— autres .....	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1		
b) sur les organismes publics .....	1,0	0,9	2,6	0,9	0,6	0,6	0,4	3,1	2,3	1,1	1,1	6,6	2,3	1,0	1,3	5,9	3,2	0,7	1,3	6,2	2,4	
c) sur les banques de dépôts .....	3,2	3,4	4,9	4,5	4,7	3,9	7,4	5,0	5,3	4,5	5,1	5,2	7,2	6,1	6,1	5,1	6,2	5,1	6,0	6,2	5,6	
<b>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</b>																						
1. Sur l'Etat :																						
a) à un an au plus .....	84,1	85,7	57,1	67,9	73,2	72,6	71,5	74,9	77,6	80,3	79,4	82,4	80,0	83,9	86,5	84,9	83,9	88,3	82,5	92,1	88,7	(7)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur .....	30,0	31,3	33,5	35,1	34,5	37,5	37,4	37,8	38,0	39,3	38,2	38,7	41,0	43,4	42,5	46,2	46,4	47,5	49,5	47,1	47,2	(7)
— autres .....	37,7	37,8	58,5	56,8	56,8	56,9	56,8	57,9	58,4	58,3	58,3	58,6	57,8	58,2	60,0	60,8	61,1	61,6	63,5	64,7	64,6	(7)
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus .....	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	- 3,5	4,8	5,5	5,7	5,0	6,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4	(8)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur .....	2,0	2,3	2,1	1,6	1,9	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,4	1,8	(8)
— autres .....	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,4	(8)
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations .....	4,6	5,3	5,8	3,8	5,0	3,9	3,7	4,6	3,0	3,6	4,6	6,0	6,8	6,4	9,7	8,9	8,1	9,1	8,8	11,6	8,0	(9)
b) effets commerciaux .....	27,8	29,6	31,4	35,4	36,1	35,8	36,5	41,8	41,9	43,7	42,9	44,5	43,4	45,5	44,4	48,8	48,3	50,4	51,7	60,0	59,0	(9)
c) avances .....	31,2	31,9	35,7	35,2	37,6	37,3	39,8	42,4	43,5	44,8	46,9	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4	(9)
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur .....	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,2	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	2,0	1,8	1,8	1,6	1,8	1,8	2,1	(14)
— autres .....	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,2	1,3	2,0	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,4	2,4	2,6	2,7	2,3	2,9	(14)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus <sup>4</sup> .....	8,6	8,6	7,0	7,5	7,9	7,9	6,9	7,4	7,0	8,8	7,8	7,8	7,0	7,6	5,7	4,7	7,2	8,8	5,1	4,6	—	(11)
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus .....	...	...	0,7	0,3	...	0,1	0,2	1,0	0,2	0,1	1,9	0,4	2,1	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	1,5	1,0	1,0	(12)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur .....	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2	13,2	(12)
— autres .....	0,8	0,8	0,8	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	1,0	1,3	1,5	1,5	1,5	1,5	(12)
D. Autres .....	57,8	55,4	55,7	62,9	71,1	69,1	68,9	71,1	70,0	75,1	74,2	78,8	77,4	84,5	81,0	82,4	81,2	82,4	84,9	92,3	92,3	(14)
<b>TOTAL DE L'ACTIF ...</b>	<b>419,2</b>	<b>424,3</b>	<b>434,6</b>	<b>457,4</b>	<b>481,3</b>	<b>479,1</b>	<b>485,8</b>	<b>506,8</b>	<b>510,4</b>	<b>525,1</b>	<b>528,6</b>	<b>559,2</b>	<b>570,3</b>	<b>584,6</b>	<b>584,8</b>	<b>607,4</b>	<b>614,4</b>	<b>625,8</b>	<b>633,8</b>	<b>678,9</b>	<b>663,4</b>	

1 Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963, Convention du 1-2-1963).

2 Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

3 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

4 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique « D. Autres ».

5 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII<sup>e</sup> année, vol. I, no 1, janvier 1967.

6 Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

## d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 7	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67		
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>																							
1. Envers le F.M.I. ....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																							
a) en monnaies étrangères <sup>2</sup> .....	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,9	67,7	78,3	73,2		
b) en francs belges <sup>1 2</sup> .....	13,7	13,7	15,1	15,7	16,7	19,3	20,9	20,6	20,4	21,1	19,4	21,6	24,3	24,2	23,5	23,6	23,5	24,3	24,0	26,2	26,6		
4. Ajustement statistique .....	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	29,4	31,0	35,4	38,2	45,6	48,6	53,5	55,2	61,1	63,0	62,7	67,7	79,4	75,5	76,8	79,1	86,3	87,4	91,9	104,7	100,0		
<b>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</b>																							
1. Pièces et billets <sup>3</sup> .....	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,2	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9		
2. Autres :																							
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	1,3	0,4	0,3	0,3	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,7	...	1,0	...	...		
b) envers les organismes publics .....	...	...	0,3	...	0,3	...	...	0,1	0,1	0,1	...	0,6	0,5	0,1	0,1	...	...	0,1	0,1	0,4	0,1		
c) envers les banques de dépôts :																							
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—		
— autres .....	4,2	4,4	7,5	7,2	4,8	4,3	6,4	10,0	8,9	5,6	6,3	11,7	11,1	7,0	7,5	12,3	10,4	5,8	6,3	13,3	10,0		
<b>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</b>																							
1. Monnaie fiduciaire <sup>4</sup> .....	135,3	136,7	141,7	143,8	149,7	149,7	150,1	153,7	151,4	157,1	158,4	163,7	161,4	168,9	169,1	173,4	169,9	177,7	176,8	178,7	173,4	(1)	
2. Monnaie scripturale :																							
a) détenue par les entreprises et parti-																							
culiers <sup>5</sup> .....	99,3	99,0	102,2	106,4	110,8	108,6	105,5	112,0	110,6	116,1	113,8	122,9	122,4	128,4	126,5	133,4	132,2	139,7	133,6	146,0	139,1	(1)	
b) détenue par les pouvoirs publics .....	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0	(1)	
3. Liquidités quasi monétaires :																							
a) détenues par les entreprises et parti-																							
culiers :																							
— dépôts en francs belges à plus d'un																							
mois .....	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6	(2)	
— dépôts en francs belges reçus en																							
carnets ou livrets .....	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0	(2)	
— dépôts en devises .....	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0	(3)	
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(4)
4. Emprunts obligataires .....	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4	(13)	
5. Autres :																							
a) envers le Fonds des Rentes <sup>6</sup> .....	4,1	2,7	0,1	0,2	0,3	0,3	...	...	...	...	...	...	0,3	0,5	1,5	0,1	...	...	...	...	...	(11)	
b) envers les paraétatiques de crédit .....	0,2	0,3	0,3	0,1	0,4	0,7	0,3	0,3	0,4	0,6	1,1	...	0,7	0,1	0,4	0,2	0,6	0,2	0,2	...	0,3	(12)	
c) envers le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(7)	
D. Autres .....	67,8	67,8	65,3	76,5	82,9	80,4	81,6	84,5	83,5	89,4	89,8	95,4	93,9	99,1	98,3	99,9	99,7	101,2	104,9	110,4	106,6	(14)	
<b>TOTAL DU PASSIF ...</b>	<b>419,2</b>	<b>424,3</b>	<b>434,6</b>	<b>457,4</b>	<b>481,3</b>	<b>479,1</b>	<b>485,8</b>	<b>506,8</b>	<b>510,4</b>	<b>525,1</b>	<b>528,6</b>	<b>559,2</b>	<b>570,3</b>	<b>584,6</b>	<b>584,8</b>	<b>607,4</b>	<b>614,4</b>	<b>625,8</b>	<b>633,8</b>	<b>678,9</b>	<b>663,4</b>		

Colonne du tableau XIII-1  
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise (6)

1 Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

3 B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

4 Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

5 B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou « D. Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

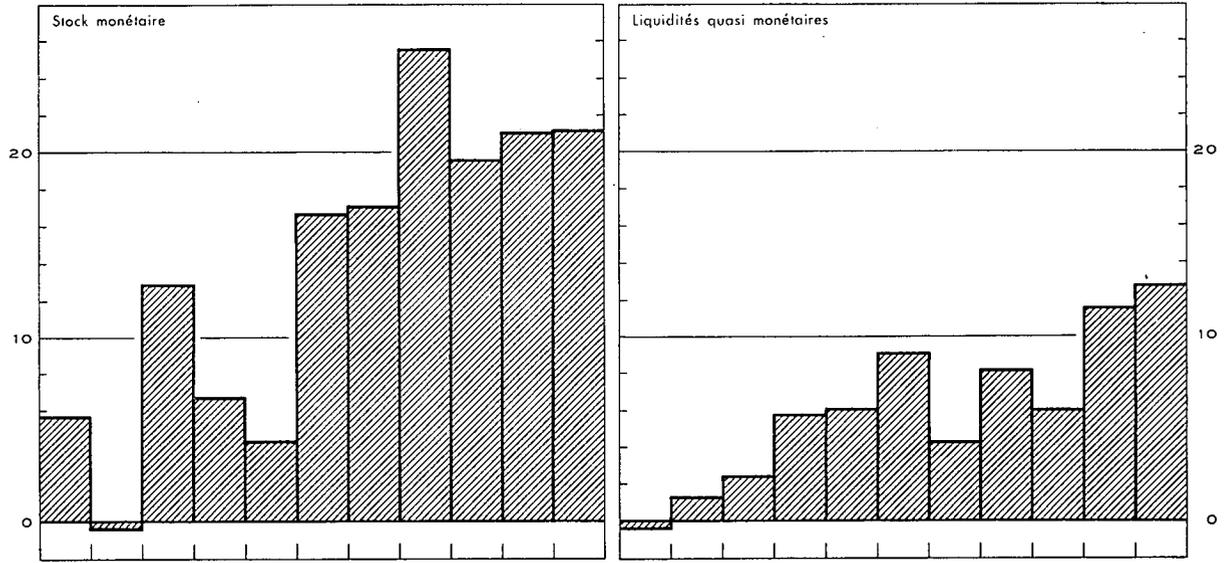
6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique « D. Autres ».

7 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIIe année, vol. I, no 1, janvier 1967.

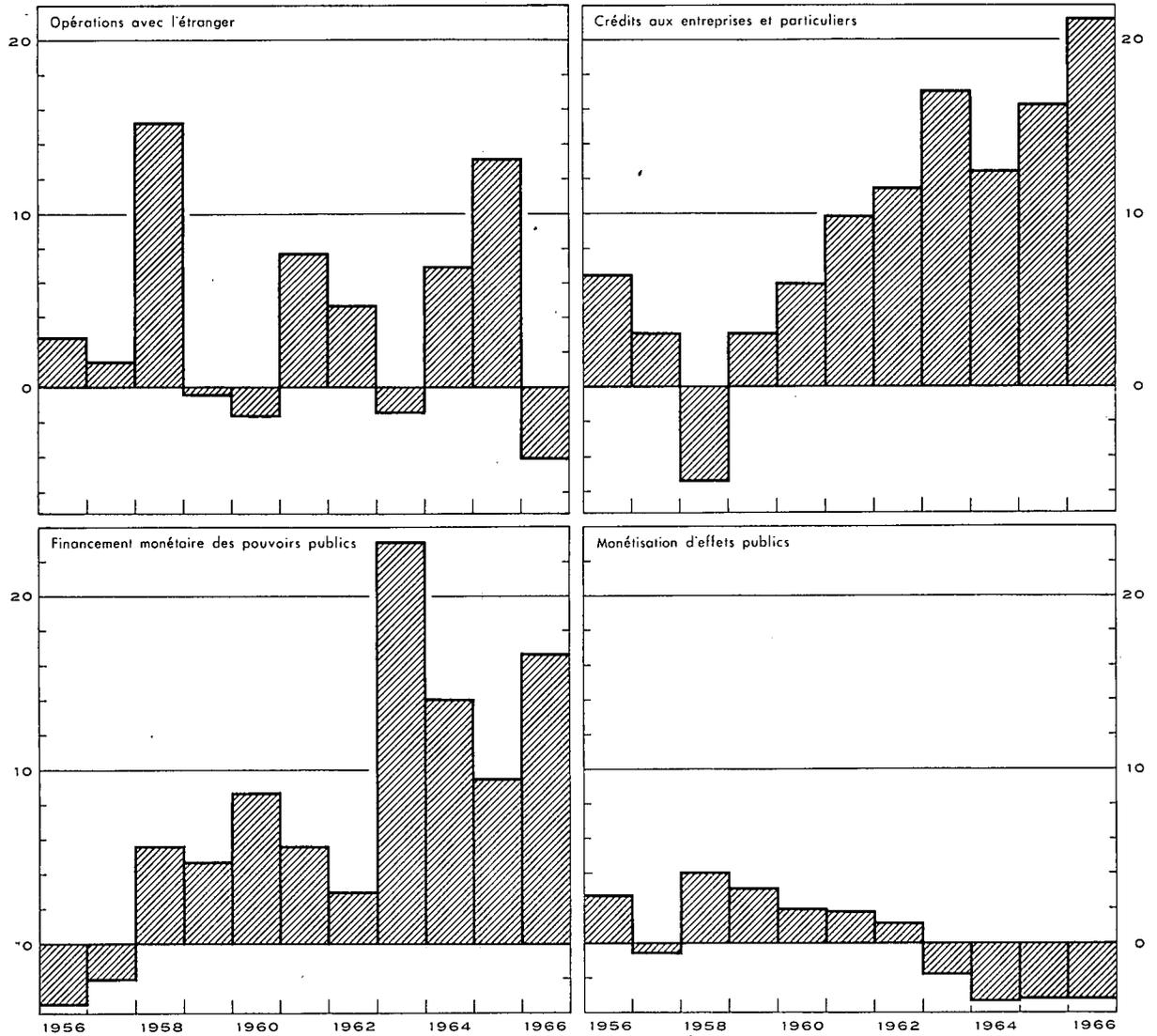
### XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITÉS QUASI MONÉTAIRES

(variations en milliards de francs)

#### A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITÉS



#### B.- ORIGINES DES VARIATIONS



### XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -)		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat	Autres pouvoirs publics 2	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1962 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 1,1	+ 4,2	+ 3,1	+ 5,0	- 1,3	- 1,4	+ 1,8	+ 1,6	- 0,2	+ 0,2	- 0,6	- 0,3	- 0,5	- 1,2
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 8,7	...	+ 8,7	+ 0,3	+ 3,9	+ 1,3	- 2,2	+ 0,3	- 0,1	+ 0,6	+ 0,5	+ 2,3	- 0,6	+ 2,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 1,6	+ 2,6	+ 4,2	+ 1,7	+ 0,8	- 1,7	+ 2,5	+ 2,7	+ 0,8	+ 0,4	- 0,1	- 0,2	- 0,6	- 2,1
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 7,9	- 2,5	+ 5,4	- 2,3	+ 8,1	+ 1,6	- 2,0	- 3,8	+ 1,7	- 0,7	+ 0,9	+ 0,6	- 0,7	+ 2,0
Total ...	+17,1	+ 4,3	+ 21,4	+ 4,7	+ 11,5	- 0,2	+ 0,1	+ 0,8	+ 2,2	+ 0,5	+ 0,7	+ 2,4	- 2,4	+ 1,1
1963 1 <sup>er</sup> trimestre .....	+ 8,1	+ 2,2	+ 10,3	+ 3,3	+ 1,9	- 1,3	- 0,4	+ 11,6	- 1,3	- 0,2	+ 0,2	+ 0,5	- 0,1	- 3,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+10,6	+ 1,4	+ 12,0	- 0,1	+ 3,8	...	+ 0,4	+ 6,4	+ 0,1	- 0,4	+ 0,9	...	- 0,1	+ 1,0
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 4,1	+ 1,9	- 2,2	- 2,0	+ 3,2	+ 0,7	- 0,1	- 1,8	+ 0,1	- 0,9	- 0,3	+ 0,6	- 0,1	- 1,6
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+11,0	+ 2,7	+ 13,7	- 2,6	+ 8,2	+ 0,5	+ 0,8	+ 7,2	+ 0,9	- 0,1	- 0,9	+ 0,2	- 0,1	- 0,4
Total ...	+25,6	+ 8,2	+ 33,8	- 1,4	+ 17,1	- 0,1	+ 0,7	+ 23,4	- 0,2	- 1,6	- 0,1	+ 1,3	- 0,4	- 4,9
1964 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 4,5	+ 4,3	- 0,2	- 0,8	+ 4,2	- 1,4	- 4,5	+ 3,7	- 0,1	- 0,2	- 0,9	- 0,2	+ 0,3	- 0,3
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+12,2	- 2,0	+ 10,2	- 0,6	+ 3,5	+ 1,1	+ 0,3	+ 5,6	+ 0,6	- 0,3	+ 0,5	- 0,5	- 0,1	+ 0,1
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 1,7	+ 2,7	+ 1,0	+ 2,1	+ 1,4	+ 0,8	+ 0,8	- 0,7	- 0,1	- 1,0	- 0,7	- 0,7	- 0,1	- 0,8
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+13,6	+ 1,1	+ 14,7	+ 6,3	+ 3,4	- 0,6	+ 0,4	+ 3,8	+ 1,3	- 0,7	+ 0,1	+ 1,6	...	- 0,9
Total ...	+19,6	+ 6,1	+ 25,7	+ 7,0	+ 12,5	- 0,1	- 3,0	+ 12,4	+ 1,7	- 2,2	- 1,0	+ 0,2	+ 0,1	- 1,9
1965 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 4,5	+ 4,8	+ 0,3	+ 4,7	+ 0,4	- 2,3	- 0,1	- 3,9	+ 1,0	+ 0,5	...	- 0,1	...	+ 0,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+16,5	+ 1,2	+ 17,7	+ 3,9	+ 4,6	+ 1,9	- 0,7	+ 5,1	+ 1,2	- 0,4	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,8
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 3,1	+ 2,5	- 0,6	+ 0,9	+ 3,2	- 2,2	+ 1,2	+ 2,2	- 1,2	- 0,9	- 1,4	- 0,1	...	- 2,3
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+12,2	+ 3,1	+ 15,3	+ 3,7	+ 8,1	+ 1,4	- 2,5	r+ 1,5	r+ 3,6	- 0,3	- 0,2	+ 0,9	- 0,1	- 0,8
Total ...	+21,1	+11,6	+ 32,7	+13,2	+ 16,3	- 1,2	- 2,1	r+ 4,9	r+ 4,6	- 1,1	- 2,0	+ 1,3	...	- 1,2
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 4,0	+ 4,8	+ 0,8	- 0,3	+ 2,1	+ 0,3	- 0,6	r+ 2,1	r- 0,4	- 1,0	- 0,3	- 0,1	- 0,1	- 0,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+14,8	- 0,6	+ 14,2	...	+ 4,2	+ 0,6	+ 0,9	+ 7,5	+ 1,2	- 0,5	...	+ 0,7	...	- 0,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 6,9	+ 5,5	- 1,4	- 2,8	+ 5,0	+ 0,6	+ 1,2	+ 7,9	+ 0,9	+ 0,5	+ 0,4	+ 1,7	- 0,2	- 0,8
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+17,3	+ 3,1	+ 20,4	- 0,9	+ 10,1	- 0,4	- 0,5	+ 10,1	+ 1,5	- 0,1	- 0,7	+ 0,1	- 0,3	+ 1,5
Total ...	+21,2	+12,8	+ 34,0	- 4,0	+ 21,4	+ 1,1	+ 1,0	r+ 11,8	r+ 3,2	- 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 0,6	- 0,6
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	-13,0	+ 9,0	- 4,0	p+ 5,1	+ 4,9	- 0,4	- 3,5	p- 2,9	p- 3,8	p- 0,6	- 1,7	p- 0,3	- 0,4	p- 0,4

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

— Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires. — 2 Y compris les fonds de pension.

### XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	Monnaie scripturale				Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Tr. sor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire <sup>2</sup>		détenue par les entreprises et particuliers <sup>1</sup>			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. <sup>2</sup>	avoirs en C.C.P. <sup>2</sup>	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques <sup>2</sup>				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) : (10)	
1955 Juin .....	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre .....	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin .....	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre .....	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin .....	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre .....	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin .....	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre .....	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 <sup>3</sup>	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin .....	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre .....	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin .....	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre .....	5,8	124,1	126,8	7,3 <sup>5</sup>	0,7	26,9	58,7 <sup>4</sup>	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin .....	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 <sup>4</sup>	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre .....	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin .....	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre .....	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Juin (est) <sup>6</sup> .....	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série<sup>6</sup></i>											
Juin .....	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	76,0	108,6	121,4	271,0	55,2
Décembre .....	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	78,6	112,0	124,1	277,8	55,3
1964 Juin .....	6,4	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	80,0	116,1	128,5	285,6	55,0
Décembre .....	6,8	160,3	163,7	10,8	0,6	35,9	86,4	122,9	133,7	297,4	55,0
1965 Juin .....	6,9	165,8	168,9	12,2	0,4	37,5	90,5	128,4	140,6	309,5	54,6
Décembre .....	7,0	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966 Mars .....	7,1	166,9	169,9	12,4	0,4	36,9	95,0	132,3	144,7	314,6	54,0
Avril .....	7,1	169,6	173,1	12,6	0,3	40,2	93,6	134,1	146,7	319,8	54,1
Mai .....	7,1	171,4	174,2	11,8	0,3	40,6	96,3	137,2	149,0	323,2	53,9
Juin .....	7,1	174,8	177,7	12,0	0,2	41,0	98,4	139,6	151,6	329,3	54,0
Juillet .....	7,1	176,9	179,8	12,0	0,3	41,2	96,3	137,8	149,8	329,6	54,6
Août .....	7,2	173,8	177,1	11,2	0,3	38,9	96,8	136,0	147,2	324,3	54,6
Septembre .....	7,2	173,3	176,8	12,0	0,3	38,4	94,9	133,6	145,6	322,4	54,8
Octobre .....	7,2	172,9	176,0	11,5	0,4	40,7	95,4	136,5	148,0	324,0	54,3
Novembre .....	7,2	170,6	173,8	15,1	0,3	38,7	99,5	138,5	153,6	327,4	53,1
Décembre .....	7,2	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967 Janvier .....	7,2	169,6	172,8	13,3	0,3	41,7	96,9	138,9	152,2	325,0	53,2
Février .....	7,2	169,0	172,2	12,5	0,3	39,8	95,7	135,8	148,3	320,5	53,7
Mars .....	7,2	170,0	173,3	14,1	0,3	38,6	100,2	139,1	153,2	326,5	53,1
Avril .....	7,2	172,4	175,8	15,3	0,3	42,7	99,8	142,8	158,1	333,9	52,6
Mai .....	7,2	173,9	177,0	14,0	0,4	40,5	103,3	144,2	158,2	335,2	52,8

<sup>1</sup> Y compris des organismes para-étatiques administratifs.

<sup>2</sup> Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

<sup>3</sup> Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

<sup>4</sup> En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

<sup>5</sup> Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il serait sans doute situé entre les 8 et 9 milliards.

<sup>6</sup> Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII. Créances et dettes dans l'économie belge et XIII. Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII<sup>e</sup> année, vol. I, no 1, janvier 1967.

### XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger <sup>3</sup> (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] <sup>4</sup>	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. <sup>5</sup>
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2				
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1956 Année	57,8	- 3,8	54,0	+ 0,6	- 1,3	- 0,7	- 3,8	+ 0,3	- 0,1	+ 2,9	+ 1,1	+ 0,4
1957 Année	58,4	- 2,3	56,1	+ 0,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 0,7	- 0,2	- 0,2	+ 1,5	+ 0,3	+ 2,1
1958 Année	75,5	- 3,4	72,1	+17,1	- 0,8	+16,3	+ 1,4	...	- 0,4	+15,3	- 0,4	+15,9
1959 Année	72,3 <sup>6,7</sup>	- 1,6	70,7 <sup>6,7</sup>	- 6,1 <sup>6,7</sup>	+ 2,0	- 4,1 <sup>6,7</sup>	- 3,1	- 0,8 <sup>7</sup>	+ 0,2	- 0,4	...	+ 4,1
1960 Année	80,6	- 5,8 <sup>8</sup>	74,8 <sup>8</sup>	+ 8,3	- 4,2 <sup>8</sup>	+ 4,1 <sup>8</sup>	+ 3,5	+ 1,7	+ 0,5	- 1,6	+ 2,1	+ 6,2
1961 Année	92,7	-14,9 <sup>8</sup>	77,8 <sup>8</sup>	+12,2	-10,4 <sup>8</sup>	+ 1,8 <sup>8</sup>	- 5,0	+ 0,1	- 1,1	+ 7,8	- 1,2	+ 0,6
1962 1 <sup>er</sup> trimestre	90,5	- 5,9	84,6	- 2,2	+ 8,8	+ 6,6	+ 2,7	+ 0,3	- 1,4	+ 5,0	...	+ 6,6
2 <sup>e</sup> trimestre	89,6	- 7,2	82,4	- 0,9	- 1,2	- 2,1	- 3,7	...	+ 1,3	+ 0,3	- 0,4	- 2,5
3 <sup>e</sup> trimestre	88,6	- 7,7	80,9	- 1,0	- 0,7	- 1,7	- 1,8	+ 0,1	- 1,7	+ 1,7	+ 0,9	- 0,8
4 <sup>e</sup> trimestre	91,0	-10,5	80,5	+ 2,4	- 2,5	- 0,1	+ 0,6	...	+ 1,6	- 2,3	+ 0,8	+ 0,7
				- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 2,2	+ 0,4	- 0,2	+ 4,7	+ 1,3	+ 4,0
1963 1 <sup>er</sup> trimestre	95,4	-11,6	83,8	+ 4,4	- 0,7	+ 3,7	+ 1,7	...	- 1,3	+ 3,3	- 1,3	+ 2,4
2 <sup>e</sup> trim. (est.)	98,6	-14,2	84,4	+ 3,2	- 2,0	+ 1,2	+ 1,3	...	...	- 0,1	+ 0,3	+ 1,5
Nouvelle série <sup>9</sup>												
2 <sup>e</sup> trimestre	98,6	-15,4	83,2									
3 <sup>e</sup> trimestre	99,6	-18,9	80,7	+ 1,0	- 3,2	- 2,2	- 0,9	...	+ 0,7	- 2,0	...	- 2,2
4 <sup>e</sup> trimestre	102,2	-23,0	79,2	+ 2,6	- 4,4	- 1,8	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,5	- 2,6	...	- 1,8
				+11,2	-10,3	+ 0,9	+ 2,3	+ 0,1	- 0,1	- 1,4	- 1,0	- 0,1
1964 1 <sup>er</sup> trimestre	101,8	-23,5	78,3	- 0,4	- 0,5	- 0,9	+ 0,3	+ 1,0	- 1,4	- 0,8	+ 0,8	- 0,1
2 <sup>e</sup> trimestre	103,2	-23,8	79,4	+ 1,4	- 0,3	+ 1,1	+ 0,6	...	+ 1,1	- 0,6	- 0,1	+ 1,0
3 <sup>e</sup> trimestre	105,2	-24,2	81,0	+ 2,0	- 0,4	+ 1,6	- 1,4	+ 0,1	+ 0,8	+ 2,1	+ 0,2	+ 1,8
4 <sup>e</sup> trimestre	114,8	-26,8	88,0	+ 9,6	- 2,6	+ 7,0	+ 1,3	...	- 0,6	+ 6,3	+ 0,9	+ 7,9
				+12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,8	+ 1,1	- 0,1	+ 7,0	+ 1,8	+10,6
1965 1 <sup>er</sup> trimestre	113,3	-26,3	87,0	- 1,5	+ 0,5	- 1,0	- 3,5	+ 0,1	- 2,3	+ 4,7	+ 0,3	- 0,7
2 <sup>e</sup> trimestre	120,4	-28,0	92,4	+ 7,1	- 1,7	+ 5,4	- 1,2	+ 0,8	+ 1,9	+ 3,9	+ 0,3	+ 5,7
3 <sup>e</sup> trimestre	120,0	-29,6	90,4	- 0,4	- 1,6	- 2,0	- 0,1	- 0,6	- 2,2	+ 0,9	- 0,6	- 2,6
4 <sup>e</sup> trimestre	122,8	-28,0	94,8	+ 2,8	+ 1,6	+ 4,4	- 0,7	...	+ 1,4	+ 3,7	+ 0,5	+ 4,9
				+ 8,0	- 1,2	+ 6,8	- 5,5	+ 0,3	- 1,2	+13,2	+ 0,5	+ 7,3
1966 1 <sup>er</sup> trimestre	119,7	-26,0	93,7	- 3,1	+ 2,0	- 1,1	- 1,1	...	+ 0,3	- 0,3	+ 0,8	- 0,3
2 <sup>e</sup> trimestre	123,0	-29,7	93,3	+ 3,3	- 3,7	- 0,4	- 1,0	...	+ 0,6	...	+ 0,2	- 0,2
3 <sup>e</sup> trimestre	121,8	-32,3	89,5	- 1,2	- 2,6	- 3,8	- 1,6	...	+ 0,6	- 2,8	+ 0,6	- 3,2
4 <sup>e</sup> trimestre	124,5	-35,3	89,2	+ 2,7	- 3,0	- 0,3	+ 1,0	...	- 0,4	- 0,9	- 0,9	- 1,2
				+ 1,7	- 7,3	- 5,6	- 2,7	...	+ 1,1	- 4,0	+ 0,7	- 4,9
1967 1 <sup>er</sup> trimestre	124,0	p-33,1	p90,9	- 0,5	p+ 2,4	p+ 1,9	p- 2,4	p- 0,4	- 0,4	p+ 5,1	p+ 0,9	p+ 2,8

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le Bulletin d'Information et de Documentation de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 7 ci-dessous).

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 3.

4 Cette différence est égale à :

- variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant a) des variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique, b) jusqu'au 31 décembre 1960, des variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises et c) des variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2<sup>e</sup> trimestre de 1963, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].  
- moins, depuis le 3<sup>e</sup> trimestre de 1963, variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableaux IX - 1, 2 et 3, rubriques 6.21 et 6.22.

6 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 10 juin 1959 à comptabiliser dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

7 A la suite de la Convention du 1<sup>er</sup> juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiement. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influence sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (10). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

8 Au 3<sup>e</sup> trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers »; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,3 milliard au 3<sup>e</sup> trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4<sup>e</sup> trimestre de 1960, au 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

9 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII. Créances et dettes dans l'économie belge et XIII. Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII<sup>e</sup> année, vol. I, no 1, janvier 1967.

**XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)**

*(millions de francs)*

Rubriques	1951 31 décembre	1952 31 décembre	1953 31 décembre	1954 31 décembre	1955 31 décembre	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre
<b>ACTIF</b>								
Encaisse en or .....	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	63.487
Avoirs sur l'étranger .....	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir .....	—	2.492	1.994	—	—	2.986	350	280
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P. ....	15.202	14.951	13.440	8.596	9.138	9.743	6.825	7.806
b) pays membres de l'U.E.P. ....	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.312
c) pays membres de l'A.M.E. ....	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays .....	868	646	304	580	821	772	879	774
Débiteurs pour change et or, à terme ...	2.170	1.476	20	1.448	1	89	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique .....	8.890	9.152	8.319	9.511	8.399	11.395	14.384	4.103
Avances sur nantissement .....	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (A.R. 22-3-1952 et 26-7-1952) .....	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor .....	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.615	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat .....	1.824	445	...	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics .....	69	225	70	44	118	89	1	...
Compte courant du Trésor public .....	—	—	—	—	—	—	1.325	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint .....	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...								
Compte A .....	1	2	2	2	—	—	—	—
Compte B .....	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948) .....	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.456	34.243
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.239	2.379
Valeurs à recevoir .....	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier .....	740	889	967	1.061	1.179	1.318	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel .....	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires .....	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813
<b>PASSIF</b>								
Billets en circulation .....	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.353
Comptes courants et divers :								
compte ordinaire ...	30	24	27	29	11	11	19	8
comptes Accord de Coopération Economique .....	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
Trésor public } taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	—	—	—	—	—	—	209	632
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics .....	310	405	364	269	277	320	524	313
Banques en Belgique .....	1.805	2.446	2.143	1.997	1.888	1.663	2.546	2.876
Banques à l'étranger : comptes ordin.	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Particuliers .....	393	253	261	280	348	321	340	174
Valeurs à payer .....	831	447	465	362	390	450	654	474
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) pays membres de l'U.E.P. ....	644	1.471	352	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E. ....	—	—	—	—	—	—	—	137
c) autres pays .....	1.120	879	695	462	747	273	268	302
Total des engagements à vue ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.580	117.697	122.681
Provision spéciale :								
pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (A.R. des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952)	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public .....	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.I.	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer .....	2.478	1.488	32	1.498	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel .....	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires .....	122	106	200	143	284	289	537	446
Capital .....	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire .....	208	232	256	283	315	349	385	425
b) fonds de prévision .....	228	234	243	243	245	247	248	254
c) comptes d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier .....	616	789	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfice net à répartir .....	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.



XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (depuis 1959)

(milliards de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre
<b>ACTIF</b>								
Encaisse en or .....	56.693	58.525	62.424	68.248	68.566	72.555	77.913	76.233
Monnaies étrangères .....	4.407	12.605	20.432	12.848	21.532	26.996	21.864	21.405
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	224	6.775	6.856	2.935	10.924	9.260	9.682	11.477
Avoir à l'étranger, en francs belges .....	—	—	—	—	1.500	1.500	1.500	1.500
Accords internationaux :								
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P. ....	5.536	3.509	413	251	118	62	7	—
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I. — Participation .....	4.388	4.388	7.989	6.738	7.064	8.716	12.230	15.189
— Prêts .....	—	—	—	—	—	1.500	3.375	3.375
d) autres accords .....	...	...	...	...	...	...	6	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.205	11.821	18.494	12.341	21.093	26.397	21.376	21.311
Effets de commerce .....	7.560	6.773	5.086	10.083	9.290	7.001	12.295	15.503
Avances sur nantissement .....	102	51	74	3.022	1.655	625	34	338
Effets publics (Art. 20 des statuts. Con- ventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963 .....	8.215	6.040	6.515	5.140	9.275	9.825	9.025	9.575
Monnaies divisionnaires et d'appoint .....	645	617	490	326	247	397	455	302
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	2	1	2	1	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959) .....	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.568	2.627	2.703	2.793	2.953	3.197
Immeubles, matériel et mobilier .....	1.508	1.519	1.539	1.593	1.657	1.712	1.788	1.909
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel .....	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035
Divers .....	515	698	544	1.778	1.186	1.215	1.509	1.640
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991
<b>Compte d'ordre :</b>								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15) .....	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350
<b>PASSIF</b>								
Billets en circulation .....	118.325	124.091	129.078	138.481	150.508	160.286	170.269	175.311
Comptes courants :								
compte ordinaire ...	7	24	1	5	3	5	18	12
Trésor public } taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	494	185	25	27	17	12	14	13
compte spécial liqui- dation U.E.P. ...	1	...	...	...	...	...	...	—
Banques à l'étranger : comptes ordin.	252	308	445	387	309	329	394	390
Comptes courants divers .....	3.161	2.606	8.338	3.474	3.298	1.651	2.337	2.281
Accords internationaux :								
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E. ....	344	249	200	185	126	161	262	128
b) autres accords .....	224	263	365	413	333	383	217	325
Total des engagements à vue ...	122.808	127.726	138.452	142.972	154.594	162.827	173.511	178.460
Banques belges, réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	1.253	—	—
Monnaies étrangères et or à livrer .....	1.436	18.644	25.376	15.271	32.000	35.707	31.151	32.800
Caisse de Pensions du Personnel .....	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035
Divers .....	767	938	1.007	1.016	1.453	1.849	2.187	2.366
Capital .....	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.088	2.133	2.191	2.273	2.364	2.520	2.764	2.930
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991
<b>Compte d'ordre :</b>								
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350

N. B. - Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

### XIII . 6. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1966 7 mars	1967 6 mars	1966 4 avril	1967 10 avril	1966 9 mai	1967 8 mai	1966 6 juin	1967 5 juin
<b>ACTIF</b>								
Encaisse en or .....	77.816	76.215	77.816	76.250	77.799	76.175	77.772	76.074
Monnaies étrangères .....	20.852	22.345	20.914	23.458	21.591	23.655	19.909	27.774
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	11.021	10.172	10.849	10.953	10.858	11.373	9.440	15.463
Avoirs à l'étranger, en francs belges .....	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	—
<b>Accords internationaux :</b> (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
b) F.M.I. :								
— Participations .....	12.568	15.190	12.941	15.190	13.990	15.355	13.991	15.273
— Prêts <sup>1</sup> .....	3.375	3.375	3.375	3.375	3.375	3.375	3.375	1.875
c) autres accords .....	...	84	24	178	89	185	91	17
Débiteurs pour change et or, à terme ...	20.435	21.654	20.044	22.978	20.685	22.671	19.516	26.906
Effets de commerce .....	6.933	9.769	8.360	5.951	7.069	8.317	10.910	9.245
Avances sur nantissement .....	31	27	37	23	26	566	218	1.939
Effets publics (Art. 20 des statuts. Con- vention du 14-9-1948) .....	9.775	7.525	9.600	9.775	9.400	9.125	9.950	9.225
Monnaies divisionnaires et d'appoint .....	534	376	547	374	514	338	452	286
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	2	1	1	2	2	1	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959) .....	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	3.197	3.367	3.197	3.367	3.197	3.367	3.196	3.367
Immeubles, matériel et mobilier .....	1.787	1.909	1.787	1.909	1.788	1.909	1.788	1.909
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel .....	1.881	2.129	1.881	2.127	1.882	2.124	1.896	2.143
Divers .....	1.517	1.507	1.608	1.638	1.522	1.979	1.692	1.850
	207.224	211.146	208.481	213.047	209.287	216.016	209.697	227.348
<b>Compte d'ordre :</b>								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15) .....	1.048	1.093	901	900	779	792	532	670
<b>PASSIF</b>								
Billets en circulation .....	167.046	170.210	168.670	169.966	168.989	171.603	171.640	175.475
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire ...	24	3	6	10	2	3	12	20
{ taxe exceptionnelle								
{ de conjonct. (Loi								
{ du 12-3-1957) ...	13	13	13	13	13	13	13	12
Banques à l'étranger : comptes ordin.	400	363	399	351	381	396	381	347
Comptes courants divers .....	809	900	764	768	645	2.061	779	1.027
<b>Accords internationaux :</b> (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E. ....	136	133	324	144	101	133	72	95
b) autres accords .....	231	60	208	67	209	97	209	79
<i>Total des engagements à vue ...</i>	168.659	171.682	170.384	171.319	170.340	174.306	173.106	177.055
Banques belges, réserve monétaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer .....	31.509	31.890	30.951	33.956	31.612	34.075	29.011	42.458
Caisse de Pensions du Personnel .....	1.881	2.129	1.881	2.127	1.882	2.124	1.896	2.143
Divers .....	1.978	2.078	2.068	2.278	2.256	2.144	2.487	2.325
Capital .....	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.797	2.967	2.797	2.967	2.797	2.967	2.797	2.967
	207.224	211.146	208.481	213.047	209.287	216.016	209.697	227.348
<b>Compte d'ordre :</b>								
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29-5- 1959, article 15) .....	1.048	1.093	901	900	779	792	532	670

<sup>1</sup> Bons spéciaux du Trésor belge (Loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

**XIII - 7. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX**

Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes	Avoir global 1	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) 3		(moyennes mensuelles ou mois)					
(milliards de francs)									
1959 .....	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960 .....	855	37,1	27,0	42,5	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961 .....	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,1	111,2	314,2	92
1962 .....	907	43,4	31,7	49,7	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963 .....	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,4	92
1964 .....	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965 .....	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1966 .....	988	58,4	40,7	81,6	182,3	81,1	182,3	527,3	93
1965 3 <sup>e</sup> trimestre .....	974	54,9	38,6	73,1	165,4	73,8	165,4	477,7	93
4 <sup>e</sup> trimestre .....	981	56,0	39,5	77,7	173,2	74,8	173,2	498,9	93
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	984	57,3	40,4	75,1	174,5	76,7	174,5	500,8	93
2 <sup>e</sup> trimestre .....	985	57,8	40,9	81,4	181,8	80,6	181,8	525,5	93
3 <sup>e</sup> trimestre .....	990	59,5	40,9	83,5	185,8	84,6	185,8	539,5	93
4 <sup>e</sup> trimestre .....	994	58,9	40,8	86,2	187,3	82,4	187,3	543,3	93
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	995	60,3	41,0	86,1	193,6	89,0	193,6	562,1	94
1966 Mars .....	984	55,4	39,6	77,2	173,1	73,9	173,1	497,3	93
Avril .....	985	55,9	40,1	80,1	183,5	78,6	183,5	525,7	93
Mai .....	985	58,2	40,8	79,2	174,1	79,9	174,1	507,3	93
Juin .....	986	59,4	41,8	84,8	187,7	83,2	187,7	543,4	93
Juillet .....	988	63,7	40,7	95,3	207,8	97,1	207,8	607,9	93
Août .....	990	56,6	40,1	79,1	181,6	81,6	181,6	523,9	93
Septembre .....	993	58,1	41,8	76,0	167,9	75,0	167,9	486,7	93
Octobre .....	994	57,9	40,4	84,7	188,3	83,3	188,3	544,5	93
Novembre .....	994	58,2	40,2	79,4	179,8	80,5	179,8	519,6	94
Décembre .....	995	60,6	41,8	94,6	193,8	83,5	193,8	565,8	93
1967 Janvier .....	995	63,5	41,3	93,4	209,1	101,1	209,1	612,7	94
Février .....	995	59,4	41,1	80,0	186,3	83,7	186,3	536,3	94
Mars .....	995	58,1	40,5	84,8	185,3	82,1	185,3	537,4	94
Avril .....	995	58,2	40,7	87,2	193,3	86,0	193,3	559,8	93
Mai .....	994	59,5	41,6	90,1	193,5	92,8	193,5	569,9	93

1 Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

2 Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque fin juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 3 du chapitre XVI du présent bulletin).

3 Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

### XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES <sup>1</sup>

(millions de francs)

**Actif**

Rubriques	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1966 30 avril	1967 30 avril	1966 31 mai	1967 31 mai
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42) .....	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	—	1.252	—	—	—	—	—	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	7.851	9.683	10.493	10.491	4.404	4.582	5.196	5.852
Prêts au jour le jour .....	2.095	1.650	3.253	4.743	1.328	2.416	2.884	4.269
Banquiers .....	16.665	22.926	29.786	41.276	30.139	40.249	30.772	38.040
Maison-mère, succursales et filiales .....	6.286	6.379	3.203	9.235	6.451	10.117	6.205	9.428
Autres valeurs à recevoir à court terme .....	8.787	9.559	10.746	15.465	14.439	21.399	14.753	17.809
Portefeuille-effets .....	72.460	84.885	91.587	106.751	101.064	112.073	94.087	115.785
a) Effets publics .....	29.415	32.375	34.175	39.162	40.673	40.999	39.595	42.885
b) Effets commerciaux <sup>2</sup> .....	43.045	52.510	57.412	67.589	60.391	71.074	54.492	72.900
Reports et avances sur titres .....	1.230	1.149	1.348	1.245	1.390	1.330	1.330	1.373
Débiteurs par acceptations .....	18.784	21.292	26.938	28.785	27.083	27.603	26.525	27.874
Débiteurs divers .....	45.661	50.802	60.186	68.329	64.338	76.020	66.247	78.848
Portefeuille-titres .....	72.105	74.789	86.447	94.289	87.292	97.701	90.217	97.214
a) Valeurs de la réserve légale .....	541	605	705	789	765	794	765	794
b) Fonds publics belges .....	67.875	69.307	80.181	87.264	80.748	90.756	83.617	90.269
c) Fonds publics étrangers .....	556	601	1.354	1.896	1.591	1.828	1.590	1.816
d) Actions de banques .....	1.545	1.868	1.912	1.904	1.936	1.995	1.987	1.995
e) Autres titres .....	1.588	2.408	2.295	2.436	2.252	2.328	2.258	2.340
Divers .....	2.576	3.040	3.184	4.021	2.608	3.763	2.662	3.421
Capital non versé .....	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total disponible et réalisable ...</i>	254.500	287.406	327.171	384.630	340.536	397.253	340.878	399.413
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	18	43	68	56	41	60	43	61
Immeubles .....	1.434	2.134	2.714	3.021	2.762	3.057	2.773	3.064
Participations dans les filiales immobilières .....	255	73	260	258	256	263	256	263
Créances sur les filiales immobilières .....	336	60	89	115	75	117	78	118
Matériel et mobilier .....	289	341	375	457	408	471	417	476
<i>Total de l'immobilisé ...</i>	2.332	2.651	3.506	3.907	3.542	3.968	3.567	3.982
<b>Total de l'actif ...</b>	256.832	290.057	330.677	388.537	344.078	401.221	344.445	403.395

<sup>1</sup> La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**2 Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques**  
(millions de francs)

1963 31 décembre .....	8.673	1965 31 décembre .....	14.404	1966 30 avril .....	13.811	1967 30 avril .....	17.896
1964 31 décembre .....	10.973	1966 31 décembre .....	17.828	1966 31 mai .....	14.679	1967 31 mai .....	17.283

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES <sup>1</sup>

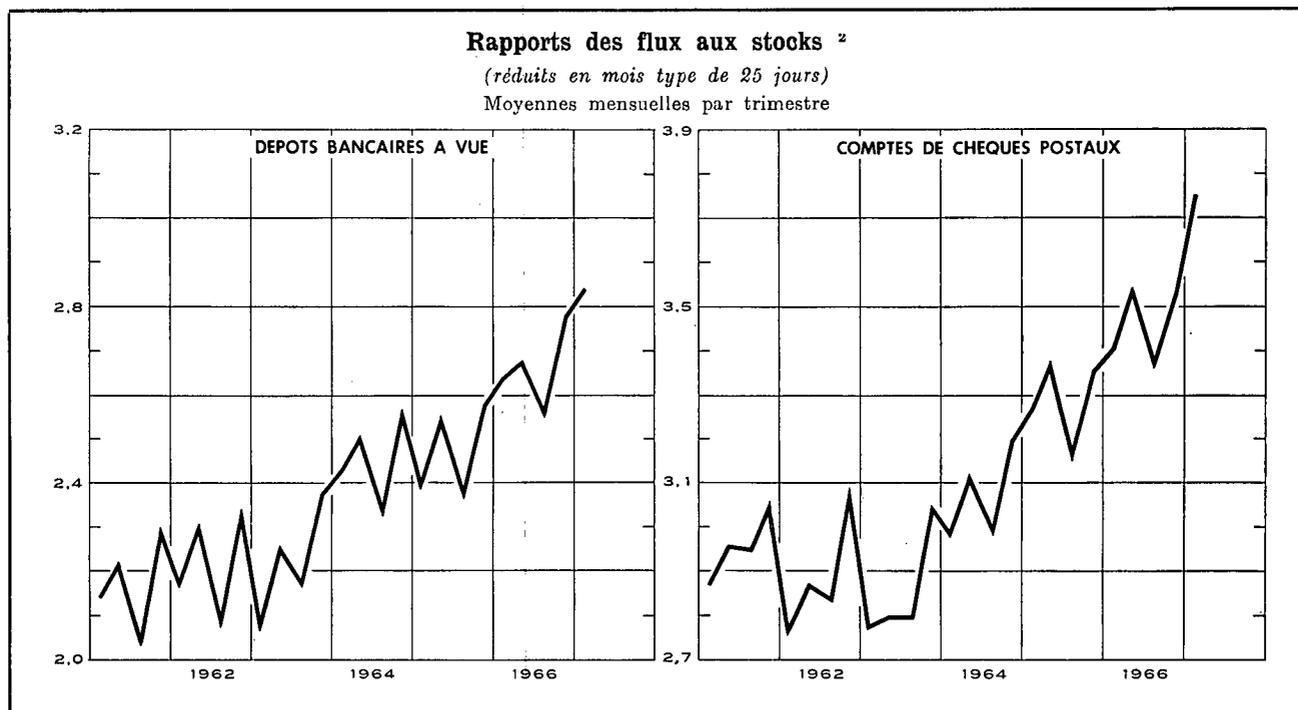
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1966 30 avril	1967 30 avril	1966 31 mai	1967 31 mai
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42) .....	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles .....	804	698	589	835	613	1.465	662	469
a) Créanciers garantis par des privilèges .....	—	—	431	494	421	340	381	316
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles .....	—	—	158	341	192	1.125	281	153
Emprunts au jour le jour .....	1.406	2.420	3.433	3.365	5.073	5.757	5.307	6.057
a) Garantis par des sûretés réelles .....	1.232	1.214	815	666	2.100	2.290	1.735	1.849
b) Non garantis par des sûretés réelles .....	174	1.206	2.618	2.699	2.973	3.467	3.572	4.208
Banquiers .....	38.661	51.301	57.426	79.174	60.200	78.192	59.392	78.828
Maison-mère, succursales et filiales .....	7.884	7.065	6.062	10.297	6.211	7.807	6.653	7.888
Acceptations .....	18.784	21.292	26.937	28.786	27.083	27.637	26.525	27.876
Autres valeurs à payer à court terme .....	4.901	5.287	6.578	8.012	8.312	14.526	6.394	11.485
Créditeurs pour effets à l'encaissement .....	1.216	1.254	1.413	1.107	1.466	1.195	1.579	1.444
<b>Dépôts et comptes courants .....</b>	<b>150.290</b>	<b>164.568</b>	<b>189.447</b>	<b>213.093</b>	<b>194.437</b>	<b>218.513</b>	<b>197.461</b>	<b>223.420</b>
a) A vue .....	81.543	86.118	92.774	98.921	90.334	95.614	94.679	100.272
b) A un mois au plus .....	5.159	9.034	11.847	15.035	12.719	14.477	12.519	14.036
c) A plus d'un mois .....	30.007	29.915	38.487	46.034	42.818	49.704	41.779	49.146
d) A plus d'un an .....	1.138	731	1.106	1.364	1.173	2.909	1.036	3.334
e) A plus de deux ans .....	3.049	3.020	3.031	3.016	2.948	3.211	2.883	3.269
f) Carnets de dépôts .....	27.355	33.743	40.179	46.800	42.488	50.773	42.649	51.621
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets .....	2.039	2.007	2.023	1.923	1.957	1.825	1.916	1.742
Obligations et bons de caisse .....	11.433	11.380	11.371	11.978	11.521	12.463	11.499	12.581
Montants à libérer sur titres et participations .....	672	991	977	955	978	956	979	955
Divers .....	6.809	7.752	8.030	10.350	8.921	11.504	8.665	11.188
<i>Total de l'exigible ...</i>	<b>242.860</b>	<b>274.008</b>	<b>312.263</b>	<b>367.952</b>	<b>324.815</b>	<b>380.015</b>	<b>325.116</b>	<b>382.191</b>
C. Non exigible :								
Capital .....	8.221	9.814	11.245	12.461	11.678	12.715	11.728	12.724
Fonds indisponibles par prime d'émission .....	838	1.245	1.949	2.298	1.990	2.298	1.995	2.298
Réserve légale (art. 13, A.R. 185) .....	541	607	705	789	765	794	765	794
Réserve disponible .....	4.179	4.197	4.306	4.803	4.602	5.174	4.613	5.171
Provisions .....	193	186	209	234	228	225	228	217
<i>Total du non exigible ...</i>	<b>13.972</b>	<b>16.049</b>	<b>18.414</b>	<b>20.585</b>	<b>19.263</b>	<b>21.206</b>	<b>19.329</b>	<b>21.204</b>
<b>Total du passif ...</b>	<b>256.832</b>	<b>290.057</b>	<b>330.677</b>	<b>388.537</b>	<b>344.078</b>	<b>401.221</b>	<b>344.445</b>	<b>403.395</b>

<sup>1</sup> La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS  
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES  
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX <sup>1</sup>**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks <sup>2</sup>		
	dépôts bancaires à vue <sup>3</sup>	avoirs en C.C.P. <sup>4</sup>	Total	brut	réduit en mois type de 25 jours	
				dépôts bancaires à vue <sup>3</sup>	dépôts bancaires à vue <sup>3</sup>	avoirs en C.C.P. <sup>4</sup>
(milliards de francs)						
1959 .....	90,8	83,4	173,7	1,93	1,91	3,13
1960 .....	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961 .....	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962 .....	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963 .....	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1964 .....	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1965 .....	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,30
1966 .....	191,3	149,3	340,6	2,70	2,67	3,47
1965 3 <sup>e</sup> trimestre .....	161,6	130,4	292,0	2,46	2,39	3,18
4 <sup>e</sup> trimestre .....	178,9	140,6	319,5	2,61	2,58	3,36
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	182,1	144,0	326,1	2,67	2,64	3,41
2 <sup>e</sup> trimestre .....	193,6	153,8	347,4	2,68	2,68	3,54
3 <sup>e</sup> trimestre .....	186,3	146,0	332,3	2,64	2,57	3,38
4 <sup>e</sup> trimestre .....	203,1	153,6	356,7	2,82	2,78	3,53
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	206,4	164,5	370,9	2,84	2,84	3,75
1966 Avril .....	182,7	153,6	336,3	2,60	2,60	3,56
Mai .....	200,8	155,7	356,5	2,68	2,79	3,59
Juin .....	197,5	152,0	349,5	2,77	2,66	3,46
Juillet .....	193,1	156,4	349,5	2,66	2,66	3,59
Août .....	182,8	148,5	331,3	2,62	2,52	3,45
Septembre .....	183,0	133,2	316,2	2,63	2,53	3,11
Octobre .....	189,1	150,1	339,2	2,76	2,65	3,48
Novembre .....	201,9	155,4	357,3	2,65	2,76	3,68
Décembre .....	218,2	155,3	373,5	3,06	2,94	3,44
1967 Janvier .....	211,0	175,4	386,4	2,88	2,88	3,90
Février .....	200,0	165,1	365,1	2,70	2,81	3,81
Mars .....	208,1	153,0	361,1	2,94	2,82	3,55
Avril .....	206,3	166,1	372,4	2,77	2,77	3,72
Mai .....	226,2	177,7	403,9	2,83	2,95	3,95

<sup>1</sup> Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

<sup>2</sup> Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

<sup>3</sup> Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

<sup>4</sup> Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV<sup>e</sup> année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

**Références bibliographiques :** *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge : situation globale des banques. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin d'Information et de Documentation : (B.N.B.) : XLe année, vol. I, no 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistique » — chapitre IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires ». Voir aussi N. B. des tableaux 1 et 9 du chapitre XIII. — Rapport annuel de la Commission bancaire.*

## XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

### 4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées 1	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse 2
valeur nominale										
1957 .....	4.077	1.242	—	—	—	486	2.457	585	1.237	200
1958 .....	3.307	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959 .....	4.572	623	2.700	1	—	4.608	72	—	...	...
1960 .....	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961 .....	6.892	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962 .....	7.759	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963 .....	8.383	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964 .....	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...
1965 .....	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	—	...	...
1966 .....	6.426	3.269	...	...	...	4.524	1.563	—	320	...
1965 Janvier .....	6.667	2.262	800	...	1.108	7.513	...	—	...	...
Février .....	6.985	1.891	...	1.325	458	7.405	...	—	...	...
Mars .....	6.844	2.909	250	272	...	7.044	...	—	...	...
Avril .....	7.010	1.945	1.925	834	1.180	9.594	...	—	...	...
Mai .....	7.055	2.133	2.200	620	100	8.874	...	—	...	...
Juin .....	6.923	1.594	2.250	...	467	7.997	...	—	...	...
Juillet .....	6.418	1.524	...	592	1.800	7.097	...	—	...	...
Août .....	6.285	1.312	250	1.316	1.000	6.925	...	—	...	...
Septembre ...	6.516	1.181	700	705	1.250	7.035	...	—	...	...
Octobre .....	6.406	1.219	...	...	2.239	6.646	...	—	...	...
Novembre ....	6.376	1.255	1.100	11	1.150	6.626	...	—	...	...
Décembre ....	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	—	...	...
1966 Janvier .....	6.081	2.209	...	425	2.000	7.318	...	—	...	...
Février .....	6.976	2.271	1.050	...	666	7.307	...	—	370	...
Mars .....	6.945	3.621	1.950	...	...	8.272	190	—	844	...
Avril .....	6.969	2.970	...	...	1.588	8.186	...	—	...	...
Mai .....	7.508	3.092	...	...	135	7.479	...	—	...	...
Juin .....	7.289	2.306	4.850	...	...	7.618	591	—	2.945	...
Juillet .....	6.927	2.925	1.150	...	...	5.343	1.332	—	1.031	...
Août .....	6.826	2.822	3.425	...	...	6.034	673	—	2.989	...
Septembre ...	7.148	2.894	100	...	...	5.378	724	—	691	...
Octobre .....	6.911	2.218	800	...	...	5.293	711	—	569	...
Novembre ....	6.698	2.324	2.400	...	...	5.409	2.272	—	400	...
Décembre ....	6.426	3.269	...	...	...	4.524	1.563	—	320	...

1 Y compris les opérations à réméré.

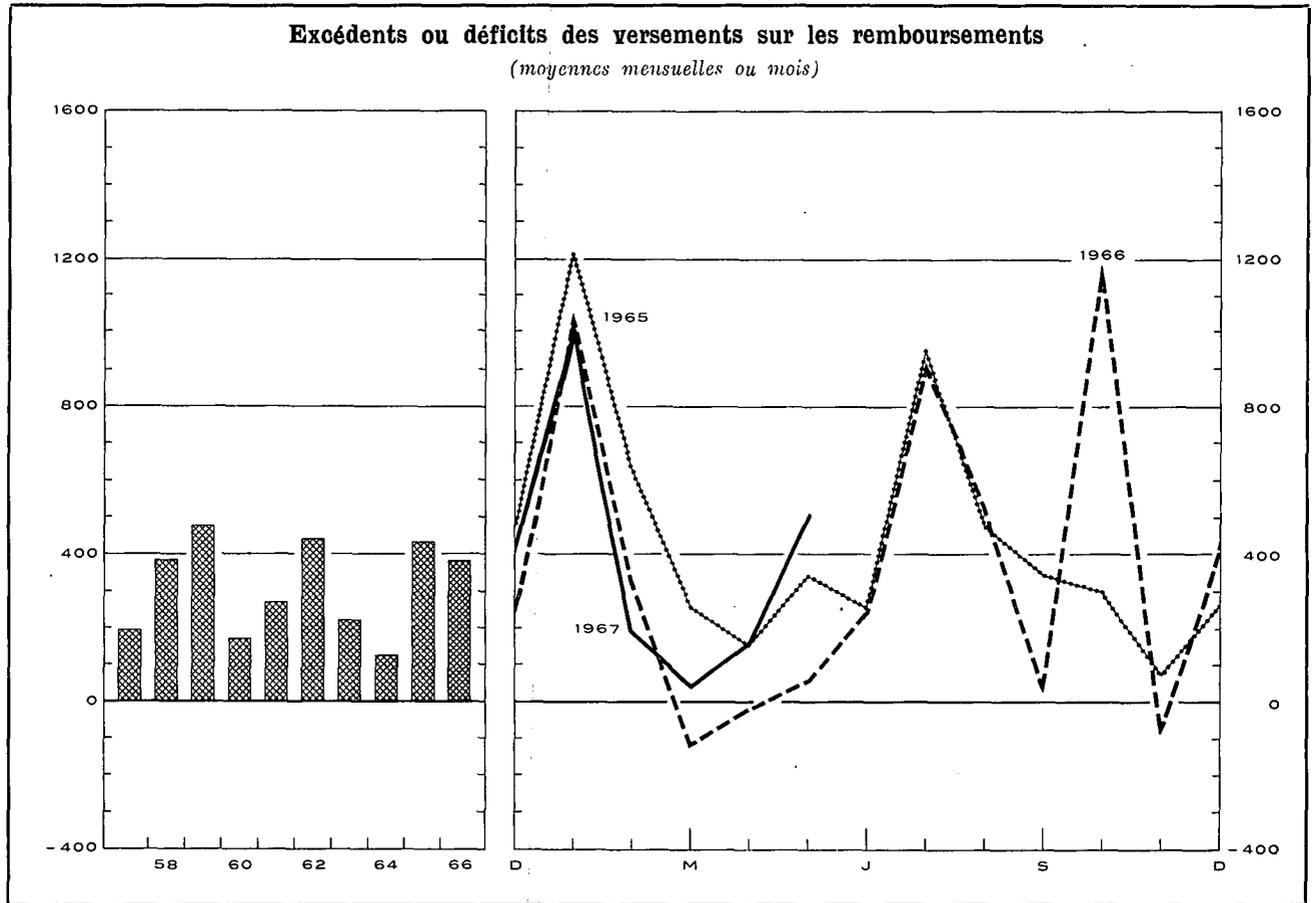
2 Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements		Remboursements		Excédents ou déficits		Soldes des dépôts à fin de période	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)
1956 .....	14.518	12.295	2.223	56.132 <sup>1</sup>				
1957 .....	16.783	14.455	2.328	60.144 <sup>1</sup>				
1958 .....	18.912	14.316	4.596	66.700 <sup>1</sup>				
1959 .....	21.939	16.232	5.707	74.442 <sup>1</sup>				
1960 .....	21.840	19.786	2.054	78.887 <sup>1</sup>				
1961 .....	22.799	19.585	3.214	84.638 <sup>1</sup>				
1962 .....	25.995	20.717	5.278	92.654 <sup>1</sup>				
1963 .....	26.388	23.788	2.600	97.980 <sup>1</sup>				
1964 .....	28.229	26.757	1.472	102.395 <sup>1</sup>				
1965 .....	32.450	27.211	5.239	112.192 <sup>1</sup>				
1966 .....	37.449	32.818	4.632	120.322 <sup>1</sup>				
	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967
Janvier .....	3.270	p 4.197	2.225	p 3.176	1.045	p 1.021	113.239	p121.343
Février .....	2.724	p 3.284	2.398	p 3.090	326	p 195	113.565	p121.538
Mars .....	2.834	p 3.489	2.945	p 3.437	-111	p 51	113.454	p121.589
Avril .....	2.808	p 3.444	2.825	p 3.281	- 17	p 162	113.437	p121.751
Mai .....	2.845	p 3.552	2.791	p 3.045	53	p 507	113.491	p122.259
Juin .....	3.163		2.907		256		113.747	
Juillet .....	3.531		2.616		915		114.662	
Août .....	2.987		2.453		534		115.196	
Septembre .....	2.958		2.908		51		115.246	
Octobre .....	4.103		2.904		1.199		116.446	
Novembre .....	2.573		2.631		- 58		116.387	
Décembre .....	3.654		3.216		438		120.322	

<sup>1</sup> Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la C.G.E.R.



**XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

**5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne**

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
<b>ACTIF</b>						
Disponible <sup>1</sup> .....	0,2	0,3	0,3	0,3	1,9	0,8
Placements provisoires <sup>2</sup> :						
Effets sur la Belgique .....	10,8	12,4	15,1	18,0	21,7	24,8
Avances à l'industrie .....	5,2	7,3	8,6	9,5	11,1	12,5
Crédit agricole .....	—	—	—	0,1	...	0,1
Crédit d'exportation .....	0,4	0,5	0,7	0,7	0,9	1,0
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires .....	2,4	2,5	3,0	2,7	3,7	3,9
Certificats de Trésorerie .....	2,0	4,3	6,2	5,4	4,1	4,8
Prêts au jour le jour .....	0,8	0,7	0,9	0,9	...	0,5
Moins : valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant <sup>3</sup> .....	—	—	—	—	— 1,3	— 0,6
Total des placements provisoires <sup>2</sup> ...	21,6	27,7	34,5	37,3	40,2	47,0
Placements définitifs <sup>2</sup> .....						
Rentes belges directes .....	20,0	20,2	23,4	23,4	21,9	21,4
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat .....	17,8	16,6	14,8	17,5	18,6	20,8
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo .....	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes .....	1,7	1,7	1,6	1,5	1,5	1,9
Obligations de sociétés belges .....	1,0	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques, et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre .....	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,8
Prêts hypothécaires .....	3,8	4,3	4,8	5,3	5,9	6,5
Crédit agricole .....	3,6	3,6	3,8	4,0	4,4	4,7
Avances à la Société nationale du logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales .....	22,2	22,7	24,0	25,0	24,6	27,2
Total des placements définitifs <sup>2</sup> ...	71,0	71,0	74,1	78,3	78,5	84,1
Intérêts courus et non échus sur placements .....	1,8	2,0	2,6	3,1	<sup>3</sup>	<sup>3</sup>
Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille .....	—	—	—	—	6,2	5,9
<b>PASSIF</b>						
<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets <sup>4</sup> :						
Particuliers .....	78,7	84,5	92,5	97,8	102,2	112,0
Dotations des prisonniers .....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres .....	3,7	3,7	4,9	5,1	5,1	5,5
Dépôts pour timbres-retraite .....	0,2	0,1	...	...	...	...
Total des dépôts sur livrets <sup>4</sup> ...	82,8	88,5	97,6	103,1	107,5	117,7
Dépôts en comptes courants <sup>4</sup> .....	3,0	3,4	4,1	4,7	6,8	5,6
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions .....	7,9	8,7	9,4	10,6	11,6	11,5

<sup>1</sup> Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

<sup>2</sup> Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel le total des placements provisoires ainsi que la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant. Comme d'autre part, il n'existe pas de valeurs comptables budgétaires publiées pour la ventilation des placements provisoires, les différentes rubriques formant cette ventilation sont reprises à une valeur non budgétaire; un poste global d'ajustement intitulé « moins valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant » permet de retrouver le total des placements provisoires comptabilisés en valeur comptable budgétaire.

<sup>3</sup> A partir de 1964 les « intérêts courus et non échus sur placements » sont englobés dans la rubrique « Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille » qui comprend également les valeurs venues à échéance qui sont encaissées, consolidées ou renouvelées au cours de l'exercice suivant.

<sup>4</sup> Compréhension les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la C.G.E.R.

**XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE****5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite**

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
<b>ACTIF</b>						
Placements définitifs <sup>1</sup> :						
Rentes belges directes .....	7,3	7,1	6,4	7,2	7,4	7,3
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat .....	11,6	12,5	13,9	13,3	14,5	15,6
Valeurs garanties par le Congo .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes .....	1,1	1,0	1,0	0,9	1,1	1,1
Obligations de sociétés belges .....	1,1	1,0	0,9	0,8	0,7	0,7
Prêts hypothécaires .....	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances aux caisses publiques de prêts .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	21,5	22,0	22,5	22,5	24,0	25,0
<b>PASSIF</b>						
Fonds des rentes <sup>2</sup> .....	13,1 <sup>2</sup>	13,4	13,6	13,7	13,9	13,9
Réserves mathématiques <sup>3</sup> .....	8,8	9,4	10,1	10,8	11,8	12,8
Total ...	21,9	22,8	23,7	24,5	25,7	26,7

<sup>1</sup> Depuis 1964 la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

<sup>2</sup> Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des Rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

<sup>3</sup> Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

**XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE****5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie <sup>2</sup>**

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
<b>ACTIF</b>						
Placements définitifs <sup>1</sup> :						
Rentes belges directes .....	3,0	2,9	2,8	3,1	2,9	2,7
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat .....	2,0	2,6	3,4	3,8	4,7	5,2
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges .....	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4
Prêts hypothécaires .....	0,1	0,1	0,1	...	...	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société nationale du logement .....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Total ...	6,0	6,5	7,1	7,7	8,4	8,7
<b>PASSIF</b>						
Réserves mathématiques et provisions <sup>2</sup> .....	4,6 <sup>2</sup>	4,9	5,3	5,7	6,1	6,5
Fonds de réserve et de participation .....	1,5	1,8	2,0	2,2	2,6	2,4
Total ...	6,1	6,7	7,3	7,9	8,7	8,9

<sup>1</sup> Depuis 1964 la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

<sup>2</sup> Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan des Caisses de Retraite concernant l'exécution de la « Loi générale ».

## XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,7	0,3	0,1	0,5	0,5	7,4	17,5	44,4
1963	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	20,6	51,1
1964 <sup>1</sup>	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,6	61,7
1965 1 <sup>er</sup> trimest.	36,6	12,1	10,5	59,2	5,2	36,0	0,5	41,7	12,3	0,5	...	0,5	0,5	9,3	23,1	64,8
2 <sup>e</sup> trimest.	37,3	12,6	10,6	60,5	5,5	37,8	0,3	43,6	12,3	0,5	...	0,5	0,5	9,5	23,3	66,9
3 <sup>e</sup> trimest.	38,8	12,9	10,9	62,6	5,8	39,3	0,6	45,7	12,3	0,6	...	0,5	0,5	9,7	23,6	69,3
4 <sup>e</sup> trimest.	40,7	13,8	11,1	65,6	5,4	40,8	0,6	46,8	12,6	0,6	...	0,5	0,5	9,8	24,0	70,8
1966 1 <sup>er</sup> trimest.	41,9	14,5	11,3	67,7	5,9	42,7	0,5	49,1	13,3	0,8	...	0,5	0,5	9,9	25,0	74,1
2 <sup>e</sup> trimest.	43,1	15,2	11,4	69,7	6,6	44,1	0,6	51,3	13,4	0,7	...	0,5	0,6	10,0	25,2	76,5
3 <sup>e</sup> trimest.	44,4	15,7	12,0	72,1	6,9	45,8	0,6	53,3	13,9	0,7	...	0,5	0,5	10,4	26,0	79,3
4 <sup>e</sup> trimest.	46,3	16,7	12,5	75,5	6,5	47,3	0,8	54,6	13,6	0,9	...	0,5	0,6	11,1	26,7	81,3
1967 1 <sup>er</sup> trimest.	47,6	17,7	13,1	78,4	6,9	48,7	0,8	56,4	14,1	1,2	...	0,5	0,5	12,1	28,4	84,8

<sup>1</sup> De 1963 à 1964, les postes « Obligations et bons de caisse » et « Débiteurs hypothécaires » sont gonflés respectivement de 3,7 milliards et de 4 milliards, du fait de la prise en considération dans la statistique de sociétés nouvellement agréées entre ces dates.

## XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1961	1962	1963	1964	1965	1966
<b>ACTIF</b>						
Portefeuille-effets :						
Crédits d'investissement à long et à moyen terme :						
1 <sup>o</sup> garantis par l'Etat	10,5	10,9	11,7	12,0	12,6	16,5
2 <sup>o</sup> garantis par banques et organismes financiers	6,7	7,2	8,0	9,9	11,1	13,6
3 <sup>o</sup> dont le risque est à charge de l'Institution	13,1	15,7	19,6	24,1	25,5	31,4
Crédit de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,7	1,6	1,5	1,3	1,2	1,2
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	—	—	—	—	0,3	0,5
Crédits commerciaux	1,3	1,0	1,5	1,4	1,0	0,9
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	1,1	1,3	1,3	1,5	1,5	1,5
Crédits gérés pour compte de l'Etat <sup>1</sup>	2,7	2,8	2,7	2,9	3,1	3,3
<b>PASSIF</b>						
Obligations	35,9	37,5	39,4	40,9	45,6	49,7
Bons de caisse	6,9	7,3	8,4	8,8	9,3	9,0
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	1,5	1,1	1,0	3,4	5,9	8,6
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,7	1,7	1,4	1,4	1,3	1,3
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,2	1,2	1,3	1,6	1,7	2,0

<sup>1</sup> Il s'agit de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

## XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal											Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)		
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »											Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique  (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique	créditeurs			
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces	Total	Pour rem- boursements d'emprunts					Pour paiement de dépenses extra- ordinaires	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1957	1.910	2.603		2.389	4.992	547	4.984	5.531	1.371	29.631	835	1.588	810	16.609
1958	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304
1964	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	269	12.100	12.369	4.350	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794
1965	4.350	6.859	1.943	1.568	10.370	345	10.488	10.833	3.887	72.551	4.373	1.647	4.271	35.471
1966	3.887	8.025	1.925	1.692	11.642	304	10.798	11.102	4.427	78.755	5.433	1.814	4.907	42.639
1965														
Mai	4.275	569	88	165	822	60	733	793	4.304	68.396	5.229	2.011	3.500	2.245
Juin	4.304	662	211	195	1.068	29	1.174	1.203	4.169	69.252	4.857	1.939	3.819	2.424
Juillet	4.169	484	301	103	888	31	1.060	1.091	3.966	69.594	4.861	1.234	5.890	4.458
Août	3.966	579	147	96	822	20	847	867	3.921	70.349	4.773	1.742	4.743	1.971
Septembre	3.921	555	153	92	800	15	921	936	3.785	71.106	4.796	1.818	4.255	2.518
Octobre	3.785	612	213	138	963	36	1.009	1.045	3.703	71.230	4.633	1.590	4.302	3.308
Novembre	3.703	495	171	93	759	19	787	806	3.656	71.901	4.530	1.623	4.624	2.491
Décembre	3.656	851	160	223	1.234	31	972	1.003	3.887	72.551	4.373	1.835	4.293	2.975
1966														
Janvier	3.887	525	135	94	754	19	839	858	3.783	72.381	4.735	1.247	5.281	5.451
Février	3.783	558	247	197	1.002	30	803	833	3.952	73.135	4.720	1.433	4.688	2.572
Mars	3.952	722	167	119	1.008	28	1.000	1.028	3.932	73.732	4.705	1.504	5.044	4.216
Avril	3.932	696	159	167	1.002	40	674	714	4.240	73.789	4.752	1.372	5.649	3.236
Mai	4.240	628	90	136	854	24	854	878	4.216	74.496	4.699	2.099	3.776	2.594
Juin	4.216	753	103	142	998	23	946	969	4.245	75.339	4.604	1.937	4.432	2.600
Juillet	4.245	521	287	100	908	11	779	790	4.363	75.620	4.529	1.403	6.417	5.132
Août	4.363	558	130	116	804	11	873	884	4.283	76.345	4.989	1.940	4.863	2.566
Septembre	4.283	667	204	123	994	34	1.003	1.037	4.240	77.195	5.251	1.958	4.764	2.376
Octobre	4.240	929	173	163	1.265	40	958	998	4.507	77.463	4.820	1.775	5.297	5.400
Novembre	4.507	574	160	184	918	11	841	852	4.573	78.192	5.026	2.608	4.092	3.291
Décembre	4.573	894	70	151	1.115	33	1.228	1.261	4.427	78.755	5.433	2.497	4.576	3.205
1967														
Janvier	4.427	502	192	99	793	22	856	878	4.342	78.516	5.945	2.259	5.665	7.250
Février	4.342	719	218	172	1.109	21	904	925	4.526	79.457	6.791	2.715	3.741	3.824
Mars	4.526	802	199	324	1.325	31	1.256	1.287	4.564	80.258	7.695	2.598	3.904	3.912
Avril	4.564	787	175	141	1.003	22	684	706	4.861	80.410	7.872	2.005	4.736	3.603
Mai	4.861	919	101	126	1.146	37	939	976	5.031	81.403	7.886	2.607	3.902	3.560

### XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1961	1962	1963	1964	1965	1961	1962	1963	1964	1965
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
<b>ACTIF</b>										
Immeubles .....	2,6	3,1	3,5	3,7	4,2	1,4	1,6	1,7	2,0	2,4
Prêts hypothécaires .....	10,5	11,4	12,1	14,2	15,4	2,7	3,2	3,6	4,2	4,4
Prêts sur police .....	1,2	1,3	1,4	1,5	1,6	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges .....	5,3	5,7	5,9	6,2	6,6	3,4	3,6	3,7	3,8	3,9
Valeurs étrangères .....	1,9	1,5	1,9	1,9	2,0	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4
Valeurs congolaises .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
Titres des organismes para- stataux de crédit .....	4,2	4,6	5,0	5,1	6,0	0,7	0,8	0,8	0,9	1,1
Titres des autres organismes parastataux .....	1,4	1,6	1,6	1,9	1,9	1,0	1,1	1,1	1,0	0,9
Titres des provinces et com- munes .....	1,7	1,8	1,9	1,8	1,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4
Obligations de sociétés belges	7,4	8,1	9,0	9,2	10,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7
Actions de sociétés belges ...	2,2	2,3	2,9	3,0	3,2	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8
Total des valeurs mobilières ...	24,2	25,7	28,3	29,2	32,1	7,2	7,7	7,9	8,0	8,2

### PASSIF

Cautionnements déposés .....	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques <sup>1</sup> .....	38,7	41,7	45,3	49,1	54,1	11,6	12,6	13,6	14,7	15,4

<sup>1</sup> Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

### XIV - 10. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs <sup>1</sup>
1958 .....	1,77
1959 .....	2,13
1960 .....	2,50
1961 .....	2,78
1962 .....	3,03
1963 .....	3,33
1964 .....	3,93
1965 .....	3,89
1966 .....	4,51
1965 3 <sup>e</sup> trimestre .	3,98
4 <sup>e</sup> trimestre .	4,02
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .	4,22
2 <sup>e</sup> trimestre .	4,57
3 <sup>e</sup> trimestre .	4,69
4 <sup>e</sup> trimestre .	4,56
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .	4,98

<sup>1</sup> Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

**Références bibliographiques :** *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : inscriptions hypothécaires — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Economie belge en 1965*. — *Rapport annuel de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique*.

## XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
<b>I. Particuliers :</b>											
A. <i>Thésaurisation</i> <sup>1</sup> :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Épargne-dépôts</i> <sup>2</sup> :											
Caisse d'épargne .....	5,3	6,3	5,6	9,3	10,2	6,7	9,3	14,0	12,1	9,9	17,7
Banques .....	2,2	0,7	1,1	3,8	4,8	4,0	10,4	5,5	8,7	6,7	15,1
Institutions paratitiques de crédit .....	0,5	0,6	0,2	1,4	0,9	0,7	1,3	1,4	1,9	2,9	4,0
Mutualités .....	—	—	—	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2
Total ...	8,0	6,2	6,5	14,6	16,0	11,6	21,2	21,1	22,9	19,8	37,0
Doubles emplois <sup>3</sup> ...	- 0,8	- 0,2	- 0,3	- 2,5	- 0,9	- 2,3	- 5,9	- 1,7	- 0,7	- 0,4	- 8,8
Total net ...	7,2	6,0	6,2	12,1	15,1	9,3	15,3	19,4	22,2	19,4	28,2
C. <i>Épargne-réserves</i> <sup>2 4</sup> :											
Organismes de pensions .....	1,2	1,4	1,3	1,5	1,2	1,4	0,7	1,0	0,9	1,3	1,4
Organismes d'assurance-accidents du travail ..	1,0	1,1	1,0	1,0	0,8	0,5	1,1	0,9	1,1	1,4	1,4
Caisses de Vacances annuelles .....	0,2	0,1	0,5	0,4	1,4	0,2	0,3	—	0,2	1,0	0,6
Organismes d'assurances-vie .....	3,5	3,5	3,5	3,9	5,4	5,5	4,9	4,6	4,5	7,1	6,1
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses .....	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	1,1	1,6	1,7	0,7
Total ...	6,6	6,8	7,0	6,7	9,5	8,4	7,8	7,6	8,3	12,5	10,2
D. <i>Épargne hypothécaire et immobilière :</i>											
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires .....	6,1	6,7	7,3	7,1	8,5	9,2	10,0	12,1	12,4	12,6	15,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers) .....	1,7	0,9	1,8	1,5	2,8	3,7	4,4	5,4	4,5	11,2	18,4
Total ...	7,8	7,6	9,1	8,6	11,3	12,9	14,4	17,5	16,9	23,8	33,5
E. <i>Emissions de capitaux :</i>											
Nouveaux placements du public .....	11,2	10,7	14,5	18,4	18,0	18,5	13,4	15,8	9,0	20,5	19,8
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i> .....	- 0,7	- 0,7	- 1,0	+ 0,3	- 0,5	- 1,5	- 0,9	- 0,8	- 1,9	- 1,8	- 1,9
Épargne nette totale ...	32,1	30,4	35,8	46,1	53,4	47,6	50,0	59,5	54,5	74,4	89,8
Amortissements sur habitations ...	6,2	6,5	7,1	7,6	7,6	7,8	8,1	8,8	9,6	10,6	11,8
Épargne brute totale ...	38,3	36,9	42,9	53,7	61,0	55,4	58,1	68,3	64,1	85,0	101,6
<b>II. Entreprises :</b>											
A. <i>Entreprises privées :</i>											
Épargne nette .....	13,5	13,4	8,2	3,8	9,6	10,1	11,0	9,2	15,8	16,1	15,0
Amortissements .....	25,1	26,9	28,7	29,7	31,1	34,3	35,7	38,7	41,7	47,1	46,4
Épargne brute ...	38,6	40,3	36,9	33,5	40,7	44,4	46,7	47,9	57,5	63,2	61,4
B. <i>Entreprises publiques autonomes :</i>											
Épargne nette .....	1,5	1,5	0,8	1,0	1,3	1,7	1,5	1,3	1,7	1,7	0,4
Amortissements .....	2,6	2,7	2,7	2,3	2,0	2,2	2,2	2,7	3,1	3,3	3,7
Épargne brute ...	4,1	4,2	3,5	3,3	3,3	3,9	3,7	4,0	4,8	5,0	4,1
Total général particuliers et entreprises ...											
Épargne nette ...	47,1	45,3	44,8	50,9	64,3	59,4	62,5	70,0	72,0	92,2	105,2
Épargne brute ...	81,0	81,4	83,3	90,5	105,0	103,7	108,5	120,2	126,4	153,2	167,1

<sup>1</sup> Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

<sup>2</sup> Accroissement de l'année.

<sup>3</sup> Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

<sup>4</sup> A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

**Référence bibliographique :** Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

## XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

### 1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME <sup>1</sup>

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur <sup>2</sup>					Titres non accessibles à tout placeur			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) <sup>1</sup>
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet <sup>4</sup>	Emissions nettes totales	Emissions brutes <sup>5</sup>	Amortissements	Emissions nettes	
		Emissions brutes	Amortissements <sup>3</sup>	Emissions nettes						
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)		
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1961 <sup>6</sup>	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0
	1962	26,0	12,5	13,5	—	13,5	6,2	1,8	4,4	17,9
	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	- 2,2	2,9
	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9
	1965	29,8	13,3	16,5	—	16,5	3,0	2,3	0,7	17,2
	1966	31,3	19,4	11,9	—	11,9	1,2	0,2	1,0	12,9
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale .....	1961	3,6	1,5	2,1	—	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2
	1962	3,4	1,5	1,9	—	1,9	3,9	0,7	3,2	5,1
	1963	3,0	1,4	1,6	—	1,6	3,4	1,0	2,4	4,0
	1964	5,4	1,1	4,3	—	4,3	7,0 <sup>7</sup>	3,5 <sup>7</sup>	3,5	7,8
	1965	5,5	4,8	0,7	—	0,7	5,1	2,5	2,6	3,3
	1966	0,4	2,1	- 1,7	—	- 1,7	5,1	3,1	2,0	0,3
3. Organismes paraétatiques de crédit	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8
	1962	...	2,7	- 2,7	6,9	4,2	2,9	1,1	1,8	6,0
	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6	6,0
	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,3	1,3	2,0	3,0
	1965	2,5	0,1	2,4	4,7	7,1	3,7	1,5	2,2	9,3
	1966	1,1	0,4	0,7	4,0	4,7	4,9	1,9	3,0	7,7
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal .....	1961	0,8	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
	1962	2,8	2,3	0,5	5,9	6,4	...	...	...	6,4
	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	...	...	...	3,0
	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
	1965	6,4	1,6	4,8	4,1	8,9	0,1	...	0,1	9,0
	1966	9,1	3,1	6,0	5,8	11,8	0,3	0,2	0,1	11,9
5. Organismes paraétatiques d'exploitation .....	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7
	1962	4,0	3,3	0,7	0,3	1,0	0,5	0,4	0,1	1,1
	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	- 0,2	1,5
	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,9	0,5	0,4	- 0,1
	1965	2,0	2,7	- 0,7	—	- 0,7	1,4	0,5	0,9	0,2
	1966	4,5	3,3	1,2	—	1,2	1,8	0,7	1,1	2,3
<b>Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge .....</b>	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,2	7,3	5,9	23,7
	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	13,3	6,8	6,5	39,0
	1966	46,4	28,3	18,1	9,8	27,9	13,3	6,1	7,2	35,1

<sup>1</sup> Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

Jusqu'en 1965, les émissions au robinet de bons de caisse à court terme (un an au plus) des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique sont comprises dans les montants des émissions nettes au robinet, faute d'avoir pu être isolées. A partir de 1966, les chiffres de la colonne (4) ne comprennent plus que les émissions nettes à long et moyen terme (à plus d'un an); le montant des émissions nettes à un an au plus de l'année 1966 (« organismes paraétatiques » néant, « Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal de Belgique » 0,6 milliard) ne figure donc plus dans le présent tableau.

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à court terme en FB de l'Etat : en 1961 : 2,7; en 1962 : 2,3; en 1963 : 8,8; en 1964 : 2,5; en 1965 : 7,4; en 1966 : 4,6.

<sup>2</sup> Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

<sup>3</sup> Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

<sup>4</sup> Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

<sup>5</sup> Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

<sup>6</sup> En 1961, la dernière tranche de titres de l'E.A.M. a été libérée. Cette opération a entraîné le passage de 1,4 milliard de la rubrique des titres non accessibles à tout placeur à celle des titres accessibles à tout placeur.

<sup>7</sup> Les chiffres relatifs au Fonds de Dotation des Pensions de la Guerre comprennent en émissions brutes 2.844 millions de consolidation (intérêts et amortissements non remboursés à leur échéance) et 1.561 millions en remboursements ayant trait aux années 1961 à 1963.

**XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC \***

**Emprunts en francs belges**

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission 2	
Mois	Jour							
1965	Janvier	18	Etat belge 1965-1970-1976	6,25 — 6,50 <sup>3</sup>	99,50	5 ans 6 m. ou 11 ans 6 m.	9.815	6,48
	Février	15	S.N.C.B. 1965-1971-1977	6,25 — 6,50 <sup>4</sup>	99,50	6 ou 12 ans	2.000	6,50
	Mars	8	S.N.C.I. 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 <sup>5</sup>	99,75	6 ou 13 ans	2.500	6,45
	Avril	1	Ville de Liège 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 <sup>5</sup>	99,00	6 ou 13 ans	700	6,54
	Avril	1	Ville de Gand 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 <sup>5</sup>	99,00	6 ou 13 ans	700	6,54
	Mai	3	Etat belge 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 <sup>5</sup>	99,75	6 ou 13 ans	10.000	6,40
	Juin	14	Interc-Autor. E3 1965-73-81	6,40 — 6,60 <sup>6</sup>	99,00	8 ou 16 ans	2.500	6,66
	Août	30	Ville d'Anvers 1965-1973-1981	6,40 — 6,60 <sup>6</sup>	99,00	8 ou 16 ans	1.500	6,60
	Octobre	1	Etat belge 1965-1971-1980	6,25 — 6,50 <sup>7</sup>	99,75	6 ou 15 ans	10.000	6,39
	Novembre	22	Fonds des Routes 1965-72-80	6,25 — 6,50 <sup>8</sup>	99,75	5 ans 6 m. ou 14 ans 6 m.	5.000	6,38
	Décembre	13	Crédit Communal, à lots	3,00	100,00	20 ans	1.500	6,40
							46.215	
1966	Février	9	Etat belge 1966-1971-1976 1 <sup>e</sup> s.	6,25 — 6,50 <sup>9</sup>	99,25	5 ou 10 ans	10.000	6,55
	Mars	10	Ville de Gand 1966-1973-1981	6,50 — 6,70 <sup>10</sup>	99,00	7 ou 15 ans	1.000	6,72
	Mars	10	Ville de Liège 1966-1973-1981	6,50 — 6,70 <sup>10</sup>	99,00	7 ou 15 ans	1.000	6,72
	Avril	4	Crédit Communal 1966-74-81	6,50 — 6,70 <sup>11</sup>	99,25	8 ou 15 ans	2.000	6,66
	Mai	9	Etat belge 1966-1971-1976, 2 <sup>e</sup> s.	6,25 — 6,50 <sup>9</sup>	99,00	5 ou 10 ans	9.200	6,59
	Juin	22	R.T.T. 1966-1972-1978	6,50 — 6,75 <sup>12</sup>	99,00	6 ou 12 ans	2.500	6,79
	Septembre	12	Etat belge 1966-1972-1978	6,75 — 7,00 <sup>13</sup>	100,00	6 ou 12 ans	12.110	6,85
	Octobre	10	Ville d'Anvers 1966-1976	7,00	99,00	10 ans	2.000	7,17
	Novembre	7	Intercom.-Autor. E3 1966-1978	7,00	99,00	12 ans	3.500	7,14
	Décembre	8	S.N.C.B. 1966-1972-1978	6,75 — 7,00 <sup>13</sup>	99,00	6 ou 12 ans	2.000	7,01
	Décembre	28	C.N.C.P. 1966-1973-1978	7,00	99,50	7 ou 12 ans	500	7,12 <sup>14</sup>
	Décembre	30	S.N.C.I. 1967-1977	6,75	97,65	10 ans	500	7,09 <sup>14</sup>
	Décembre	30	S.N.C.I. 1967-1987	7,00	96,65	20 ans	500	7,32 <sup>14</sup>
							46.810	
1967	Janvier	9	Ville de Bruxelles 1967-1977	7,00	99,00	10 ans	2.500	7,17
	Janvier	30	Etat belge 1967-1972-1978	6,75 — 7,00 <sup>15</sup>	100,00	5 a. 7 ½ m. ou 11 a. 7 ½ m.	5.800	6,92 <sup>14</sup>
	Janvier	30	Etat belge 1967-1982	7,00	99,50	15 ans	7.710	7,08
	Février	20	S.N.C.I. 1967-1977-1987	7,00	99,50	10 ou 20 ans	2.000	7,14 <sup>14</sup>
	Mars	22	R.T.T. 1967-1973-1979	6,75 — 7,00 <sup>13</sup>	99,50	6 ou 12 ans	4.000	6,97 <sup>14</sup>
	Avril	17	Fonds des Routes 1967-1982	7,00	99,50	15 ans	6.000	7,08
	Mai	10	S.N.C.B. 1967-1973-1982	6,75 — 7,00 <sup>16</sup>	99,50	6 ou 15 ans	3.500	6,92
	Juin	15	Etat belge 1967-1972-1978	6,75 — 7,00 <sup>17</sup>	100,00	5 ans 3 m. ou 11 ans 3 m.	8.990	6,91 <sup>14</sup>
	Juin	15	Etat belge 1967-1982	7,00	99,50	14 ans 7 ½ mois	5.300	7,08

1 Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne 1 du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

2 Ce rendement est calculé sur la base des taux d'intérêt nominaux de l'emprunt.

3 Intérêts : 6,25 % pendant 5 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 6 ans.

4 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 6 dernières années.

5 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 7 dernières années.

6 Intérêts : 6,40 % pendant les 8 premières années, 6,60 % pendant les 8 dernières années.

7 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 9 dernières années.

8 Intérêts : 6,25 % pendant 6 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 8 ans.

9 Intérêts : 6,25 % pendant les 5 premières années, 6,50 % pendant les 5 dernières années.

10 Intérêts : 6,50 % pendant les 7 premières années, 6,70 % pendant les 8 dernières années.

11 Intérêts : 6,50 % pendant les 8 premières années, 6,70 % pendant les 7 dernières années.

12 Intérêts : 6,50 % pendant les 6 premières années, 6,75 % pendant les 6 dernières années.

13 Intérêts : 6,75 % pendant les 6 premières années, 7 % pendant les 6 dernières années.

14 Taux de rendement pour le porteur qui garde son obligation jusqu'à la fin de l'emprunt.

15 Intérêts : 6,75 % pendant 5 ans 7 ½ mois, ensuite 7 % pendant 6 ans.

16 Intérêts : 6,75 % pendant les 6 premières années, 7 % pendant les 9 dernières années.

17 Intérêts : 6,75 % pendant 5 ans 3 mois, ensuite 7 % pendant 6 ans.

**Emprunts en monnaies étrangères**

Date de l'arrêté 1		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montants émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission
Mois	Jour						
1963	Mai	10	Etat belge	4,875	100,0	U.S. \$ 20	4,97 <sup>2,4</sup>
	Septembre	20	Etat belge	5,00	100,0	U.S. \$ 11	5,24 <sup>4</sup>
1964	Août	31	Etat belge <sup>3</sup>	5,25	100,0	U.S. \$ 16,5	5,60 <sup>4</sup>
1965	Janvier	29	Sabena	5-5,125	100,0	U.S. \$ 8	5,17
	Mai	20	R.T.T.	6,00	100,0	U.S. \$ 20	6,00
1966	Janvier	6	Sabena	5,75	100,0	U.S. \$ 7,2	5,83
	Janvier	31	Sabena	5,375-5,50	100,0	U.S. \$ 7,7	5,50

1 La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau comme indiquant, de façon aussi approchée que possible l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtes, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

2 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

3 Emprunt de conversion.

4 Cet emprunt est exempt de tous impôts et taxes, présents et futurs au profit de l'Etat belge, des provinces ou des communes ou toutes autorités belges ayant un pouvoir de taxation.

\* Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.



XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe 2	Dette indirecte	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise du Congo) 2	Dette reprise du Congo 3	Dette totale (y compris la dette reprise du Congo) 2
	intérieure				extérieure								
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2					
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3		
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2		
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6		
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8		
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6		
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6		
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6		
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1		
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0		
1962	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2		
1963	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0		
1964	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		
1965													
Avril	280,8	5,9	66,9	41,3	394,9	16,6	30,5	47,1	442,0	33,1	475,1		
Mai	289,5	4,9	66,4	40,1	400,9	16,6	30,2	46,8	447,7	31,0	478,7	6,0	484,7
Juin	288,9	5,1	67,1	41,3	402,4	16,4	29,9	46,3	448,7	31,0	479,7	4,9	484,6
Juillet	288,2	5,1	61,4	41,5	396,2	16,3	29,3	45,6	441,8	30,8	472,6	4,9	477,5
Août	287,8	6,0	64,8	39,1	397,7	16,2	29,3	45,5	443,2	30,8	474,0	4,9	478,9
Septembre	287,3	6,3	66,9	39,4	399,9	16,0	29,3	45,3	445,2	30,7	475,9	4,8	480,7
Octobre	296,3	6,5	60,1	41,3	404,2	15,9	29,3	45,2	449,4	29,1	478,5	4,8	483,3
Novembre	294,5	6,5	63,1	42,0	406,1	15,8	29,5	45,3	451,4	30,4	481,8	4,4	486,2
Décembre	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966													
Janvier	289,9	6,8	63,3	43,9	403,9	15,6	29,5	45,1	449,0	33,4	482,4	4,4	486,8
Février	298,3	6,8	63,0	41,3	409,4	15,5	29,4	44,9	454,3	33,3	487,6	4,3	491,9
Mars	297,7	6,8	62,8	41,9	409,2	15,3	30,6	45,9	455,1	33,0	488,1	4,2	492,3
Avril	296,8	7,0	64,3	43,7	411,8	15,2	31,4	46,6	458,4	32,9	491,3	4,2	495,5
Mai	305,5	7,0	60,1	43,8	416,4	15,2	30,9	46,1	462,5	32,8	495,3	4,2	499,5
Juin	302,6	7,0	63,3	43,8	416,7	15,0	31,2	46,2	462,9	32,7	495,6	4,2	499,8
Juillet	301,4	7,0	61,9	43,7	414,0	14,8	31,2	46,0	460,0	32,6	492,6	4,1	496,7
Août	300,6	7,4	68,1	41,1	417,2	14,6	31,8	46,4	463,6	32,5	496,1	4,0	500,1
Septembre	311,9	7,7	59,0	40,7	419,3	14,6	32,4	47,0	466,3	32,4	498,7	4,0	502,7
Octobre	308,3	7,7	62,7	43,6	422,3	14,5	35,3	49,8	472,1	32,2	504,3	4,0	508,3
Novembre	306,4	7,7	67,7	41,9	423,7	14,4	35,5	49,9	473,6	32,2	505,8	3,9	509,7
Décembre	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4
1967													
Janvier	304,0	7,8	68,1	44,6	424,5	14,3	35,4	49,7	474,2	30,9	505,1	3,9	509,0
Février	311,2	7,8	70,4	42,5	431,9	14,2	34,1	48,3	480,2	30,8	511,0	3,8	514,8
Mars	310,2	7,8	73,3	42,7	434,0	14,0	33,9	47,9	481,9	30,8	512,7	3,7	516,4
Avril	308,6	8,0	74,3	44,9	435,8	13,8	33,9	47,7	483,5	32,3	515,8	3,7	519,5
Mai	305,7	8,2	75,0	43,0	431,9	13,8	35,8	49,6	481,5	36,6	518,1	3,7	521,8

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1961	1962	1963	1964	1965 p	1961	1962	1963	1964	1965 p	1961	1962	1963	1964	1965 p
Etat 2	216,2	231,8	238,8	250,8	268,0	42,5	66,6 <sup>3</sup>	64,4 <sup>3</sup>	64,2 <sup>3</sup>	64,8 <sup>3</sup>	258,7	298,4 <sup>3</sup>	303,2 <sup>3</sup>	315,0 <sup>3</sup>	332,8 <sup>3</sup>
Organismes publics de crédit non monétaires	96,1	106,1	113,2	120,0	132,3	20,2	21,9	23,1	25,0	26,9	116,3	128,0	136,3	145,0	159,2
Paraétatiques d'exploitation	25,4	26,5	28,3	28,3	27,6	6,0	6,5	6,2	6,5	7,9	31,4	33,0	34,5	34,8	35,5
Sécurité sociale	—	—	—	—	—	7,1	9,8	11,7	13,2	15,0	7,1	9,8	11,7	13,2	15,0
Secteur public non compris ailleurs	26,3	26,8	27,2	26,5	30,3	10,1	10,6	11,1	13,1	14,1	36,4	37,4	38,3	39,6	44,4
Total ...	364,0	391,2	407,5	425,6	458,2	85,9	115,4	116,5	122,0	128,7	449,9	506,6	524,0	547,6	586,9
Pour mémoire : Titres congolais et Titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion 4	10,1	10,1	10,1	10,1	11,4	0,8	0,8	0,8	0,8	—	10,9	10,9	10,9	10,9	11,4

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1961	1962	1963	1964	1965 p	1961	1962	1963	1964	1965 p	1961	1962	1963	1964	1965 p
<b>A. Secteurs non financiers :</b>															
Entreprises et particuliers, Etranger	201,9	211,1	213,2	228,9	245,1	4,5	6,8	6,5	6,1	7,1	206,4	217,9	219,7	235,0	252,2
Paraétatiques d'exploitation	2,7	3,2	3,5	3,4	3,5	0,5	0,4	0,5	0,2	0,2	3,2	3,6	4,0	3,6	3,7
Secteur public non compris ailleurs 5	1,6	1,7	1,9	1,9	2,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,7	1,8	2,0	2,0	2,2
Sécurité sociale	2,3	1,7	1,5	2,6	5,0	1,0	0,8	1,2	1,5	1,3	3,3	2,5	2,7	4,1	6,3
<b>B. Intermédiaires financiers :</b>															
Organismes monétaires 6	40,5	49,3	51,7	52,3	61,5	37,6	59,5 <sup>3</sup>	58,6 <sup>3</sup>	59,3 <sup>3</sup>	60,8 <sup>3</sup>	78,1	108,8 <sup>3</sup>	110,3 <sup>3</sup>	111,6 <sup>3</sup>	122,3 <sup>3</sup>
Fonds des Rentes	6,0	6,9	7,5	5,9	5,4	—	—	—	—	—	6,0	6,9	7,5	5,9	5,4
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	41,7	45,1	49,1	47,1	50,0	14,2	14,8	16,6	19,8	20,9	55,9	59,9	65,7	66,9	70,9
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	59,1	62,4	69,1	73,6	75,6	28,0	30,7	31,7	34,4	37,6	87,1	93,1	100,8	108,0	113,2
Organismes publics de crédit non monétaires ...	8,2	9,8	10,0	9,9	10,0	...	2,3	1,3	0,6	0,7	8,2	12,1	11,3	10,5	10,7
Total ...	364,0	391,2	407,5	425,6	458,2	85,9	115,4	116,5	122,0	128,7	449,9	506,6	524,0	547,6	586,9

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 19,8 milliards en 1962, 18,8 milliards en 1963, 1964 et 1965.

4 Années 1961 à 1964 : emprunts qui ont été ultérieurement déclarés admissibles à l'emprunt du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, y compris l'emprunt « Fifteen Year 5 ¼ % External Loan of 1958 » ; année 1965 : titres admis ou admissibles à l'emprunt du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, y compris les bonifications effectivement accordées au 31-12-1965.

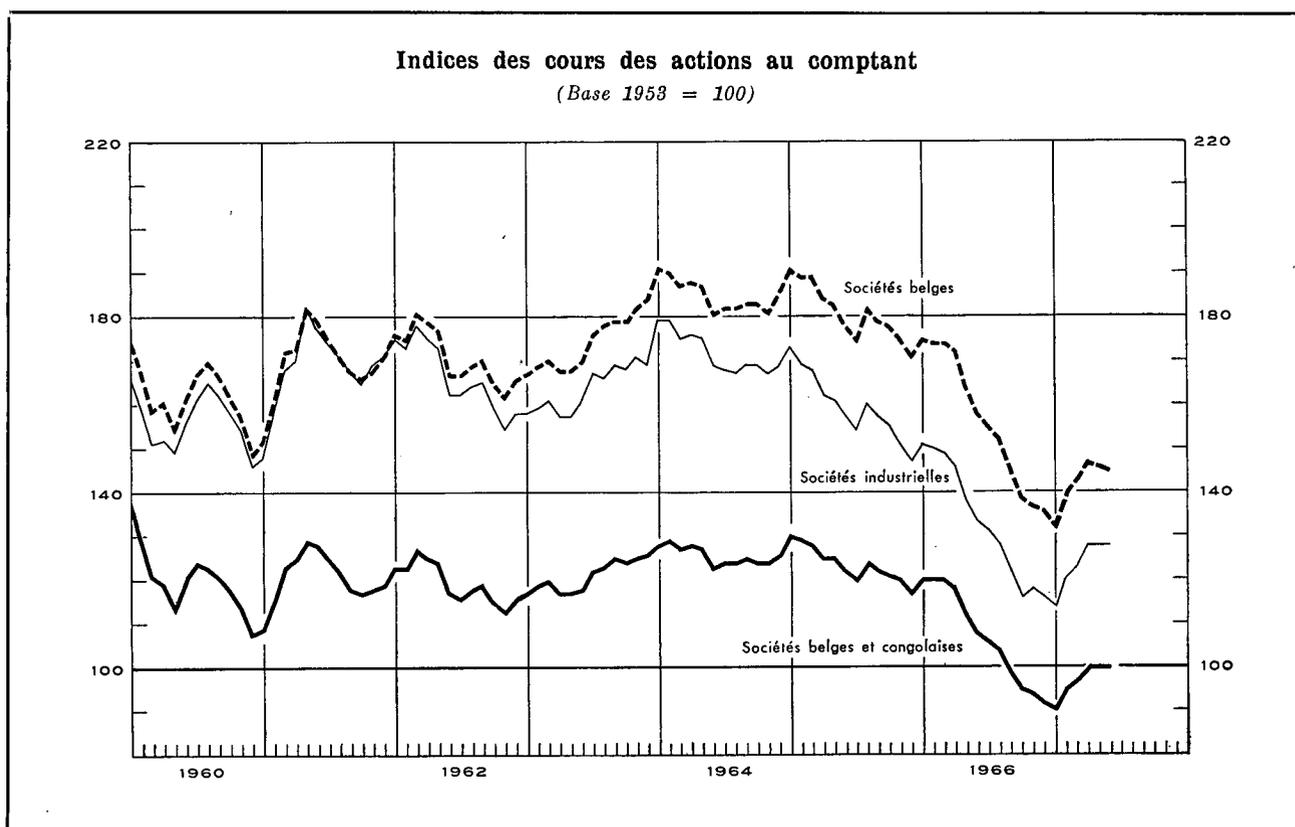
5 A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

6 A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVI<sup>e</sup> année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV<sup>e</sup> année, vol. II, n° 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émise jusqu'au 30 juin 1960 ». XXXVIII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — *Statistiques Economiques belges 1950-1960*.

## XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

### 1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités moyennes par séances (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions					Taux de rendement 3 5							
		Au comptant				A terme	Valeurs belges							
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges		Ensemble		Ensemble	Sociétés industrielles		Sociétés industrielles				
			Ensemble	Sociétés industrielles		en %								
(Base 1953 = 100) 2 4														
1957 Moyenne mensuelle ...	106	155	158	156	133	4,4	4,9							
1958 Moyenne mensuelle ...	70	135	145	137	117	4,6	5,3							
1959 Moyenne mensuelle ...	105	137	166	156	129	3,4	3,4							
1960 Moyenne mensuelle ...	93	121	162	156	116	3,4	3,2							
1961 Moyenne mensuelle ...	103	120	169	168	115	3,5	3,4							
1962 Moyenne mensuelle ...	82	119	171	166	113	3,5	3,4							
1963 Moyenne mensuelle ...	88	121	174	164	116	3,4	3,3							
1964 Moyenne mensuelle ...	91	126	185	172	115	3,2	3,0							
1965 Moyenne mensuelle ...	83	123	181	159	114	3,4	3,5							
1966 Moyenne mensuelle ...	71	107	156	132	102	4,1	4,2							
	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967
Janvier .....	98	53	120	91	175	133	151	114	113	89	3,6	4,7	3,7	4,8
Février .....	90	68	120	95	174	140	150	120	115	93	3,6	4,4	3,8	4,5
Mars .....	78	66	120	97	174	143	149	123	115	95	3,7	4,4	4,0	4,3
Avril .....	89	79	118	100	172	147	146	128	112	98	3,6	4,3	3,8	4,1
Mai .....	88	84	112	100	164	146	138	128	108	100	3,9	4,4	4,0	4,1
Juin .....	76		108	100	158	145	133	128	104	102	4,0	4,3	4,1	4,0
Juillet .....	57		106		155		131		103		4,1		4,2	
Août .....	53		104		152		128		99		4,4		4,5	
Septembre .....	58		99		145		122		94		4,6		4,7	
Octobre .....	55		95		139		116		90		4,5		4,6	
Novembre .....	53		94		137		118		90		4,6		4,6	
Décembre .....	50		92		136		116		89		4,7		4,8	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).  
2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.

3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé au cours à la fin du mois.

4 Bourse de Bruxelles et d'Anvers.

5 Bourse de Bruxelles.

**XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS <sup>1</sup>**

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés 3
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

**A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique**

**Banques <sup>4</sup>**

1957	48	3.406	3.261	817	—	330	43	4.710	163
1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	37,6	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	11.096	514
1964	53	6.750	5.234	1.532	0,3	788	63	11.066	505
1965	55	9.077	4.813	1.789	1,1	902	73	11.055	521

**Sociétés financières et immobilières <sup>5</sup>**

1957	1.430	14.690	11.430	2.660	169	1.878	129	5.800	233
1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.282	135	13.309	665
1964	1.712	35.908	20.419	3.781	245	2.359	141	15.752	735
1965	1.778	37.587	21.571	3.901	342	2.414	142	17.384	1.015

**Industrie des fabrications métalliques**

1957	1.250	12.204	8.954	2.480	448	1.255	113	1.778	100
1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	1.881	118
1964	1.264	18.630	13.597	3.691	627	1.129	144	1.826	109
1965	1.379	20.030	15.778	4.547	913	1.612	150	1.847	111

**Métallurgie du fer**

1957	100	10.862	10.774	2.734	17	1.445	94	2.269	116
1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	5.764	321
1964	100	17.909	16.112	1.058	705	345	26	6.328	348
1965	100	19.373	17.690	1.027	411	668	47	6.931	398

**Industrie textile**

1957	1.094	10.894	9.160	1.156	242	348	67	529	27
1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	357	21
1964	912	11.231	10.351	1.256	370	376	70	327	20
1965	981	12.012	11.136	1.097	408	305	74	340	21

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

**XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS <sup>1</sup> (suite)**

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés <sup>3</sup>
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
<b>Industrie alimentaire</b>									
1957	730	7.907	4.577	1.014	91	516	59	906	48
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	872	49
1964	685	10.983	7.540	1.356	162	617	55	938	59
1965	723	11.589	8.697	1.618	150	632	59	940	64
<b>Industrie chimique</b>									
1957	552	11.285	6.087	1.729	200	810	57	1.305	55
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	558	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	881	55
1964	542	17.022	8.522	2.374	358	1.222	76	789	51
1965	601	18.733	9.302	2.889	402	1.228	86	669	52
<b>Electricité</b>									
1957	47	16.784	2.454	1.581	...	1.365	79	5.543	248
1958	44	17.016	2.722	1.637	1	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	...	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	...	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	3	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	...	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	3.630	2.163	...	1.657	85	8.602	443
1964	29	23.281	3.849	2.200	...	1.813	87	8.896	545
1965	28	23.710	4.169	2.304	1	1.972	91	12.295	550
<b>Industrie du charbon</b>									
1957	54	8.616	4.335	1.356	186	1.007	97	985	54
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	253	23
1964	36	7.043	1.020	423	356	268	29	339	13
1965	35	7.979	1.580	185	656	145	16	308	21
<b>Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique <sup>6 7</sup></b>									
1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.535
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	49.441	2.510
1964	14.498	205.933	126.884	26.664	4.241	12.437	1.278	51.951	2.740
1965	14.706	220.447	136.028	29.522	4.703	13.510	1.362	58.878	3.197
1966	15.178	239.027	149.250	31.748	5.125	13.921	n.d.	n.d.	3.298

Notes voir fin du tableau XVII - 2., page suivante.

**XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS <sup>1</sup> (suite)**

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés <sup>3</sup>
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

**B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger <sup>7</sup>**

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1958	563	45.670	20.620	9.733	320	6.492	415	3.177	125
1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	834	35
1963	313	40.710	27.336	2.863	664	1.196	98	523	30
1964	316	41.009	28.955	2.975	850	1.358	105	711	35
1965	302	41.282	30.474	3.537	600	1.632	117	1.097	32
1966	301	36.401	30.968	2.538	945	1.411	n.d.	n.d.	65

**C. — Total général des sociétés par actions <sup>6 7</sup>**

1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.900	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.152
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	46.268	2.294
1963	14.547	234.175	149.271	28.068	3.866	14.202	1.354	49.964	2.540
1964	14.814	246.942	155.840	29.639	5.091	13.795	1.383	52.662	2.775
1965	15.008	261.729	166.502	33.059	5.303	15.142	1.479	59.975	3.229
1966	15.479	275.428	180.218	34.286	6.070	15.332	n.d.	n.d.	3.298

<sup>1</sup> Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

<sup>2</sup> Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

<sup>3</sup> Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

<sup>4</sup> Non compris la B.N.B.

<sup>5</sup> Non compris la S.N.C.I.

<sup>6</sup> Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

<sup>7</sup> Total général net, après déduction des doubles emplois.

**XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS <sup>1 5</sup>**

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts <sup>3</sup>
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

**A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique <sup>4</sup>**

1961 12 mois	13.957	173,2	109,0	24,1	4,0	13,1	2,0
1962 12 mois	14.175	186,2	114,8	26,9	3,9	14,1	2,1
1963 12 mois	14.258	193,8	122,0	25,2	3,2	13,0	2,6
1964 12 mois	14.533	206,9	127,5	26,8	4,3	12,5	2,7
1965 Janvier	132	2,9	1,2	0,3	...	0,2	0,2
2 premiers mois	291	3,8	2,6	1,0	0,1	0,5	0,4
3 premiers mois	1.543	22,4	13,0	3,7	0,3	1,8	0,6
4 premiers mois	3.909	54,7	29,5	7,7	1,0	3,7	0,9
5 premiers mois	7.270	130,4	74,4	16,7	2,6	8,2	1,2
6 premiers mois	9.208	156,4	91,7	20,8	3,0	10,0	1,5
7 premiers mois	9.806	161,9	97,8	21,6	3,1	10,4	1,7
8 premiers mois	10.042	163,1	98,9	21,8	3,1	10,4	1,9
9 premiers mois	10.382	165,7	100,7	22,3	3,3	10,5	2,0
10 premiers mois	10.857	175,6	109,0	23,1	3,7	10,8	2,3
11 premiers mois	11.214	184,2	114,6	24,4	4,0	11,5	2,6
12 mois	14.710	221,1	136,2	29,5	4,7	13,6	2,9
1966 Janvier	122	2,3	1,4	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	280	3,3	3,2	1,1	0,1	0,2	0,5
3 premiers mois	1.683	24,9	16,1	4,6	0,4	1,8	0,7
4 premiers mois	4.134	58,5	40,6	8,8	1,4	3,6	1,0
5 premiers mois	7.705	137,8	81,9	17,4	3,1	7,8	1,3
6 premiers mois	9.729	164,1	101,1	22,2	3,8	9,7	1,5
7 premiers mois	10.297	170,7	107,4	23,1	4,0	10,2	1,9
8 premiers mois	10.498	171,9	108,2	23,3	4,0	10,2	2,0
9 premiers mois	10.851	173,9	109,8	23,7	4,1	10,3	2,3
10 premiers mois	11.347	185,8	120,3	24,5	4,3	10,6	2,5
11 premiers mois	11.712	197,1	126,6	25,9	4,4	11,4	2,9
12 mois	15.178	239,0	149,2	31,7	5,1	13,9	3,3

Notes : voir page suivante.

**XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS <sup>1 5</sup> (suite)**

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts <sup>3</sup>
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

**B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger**

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1961 12 mois	341	41,7	19,2	7,2	1,0	4,4	0,1
1962 12 mois	304	39,0	19,4	5,9	0,6	3,1	0,1
1963 12 mois	317	41,5	27,7	2,9	0,7	1,2	...
1964 12 mois	317	40,4	28,5	2,9	0,9	1,3	...
1965 Janvier	1	...	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	5	0,8	0,6	...	...	...	...
3 premiers mois	21	1,4	0,8	...	...	...	...
4 premiers mois	40	2,0	0,9	0,1	...	...	...
5 premiers mois	98	13,8	10,9	1,7	...	1,0	...
6 premiers mois	200	32,2	23,2	2,8	0,3	1,2	...
7 premiers mois	222	33,5	24,7	3,0	0,4	1,3	...
8 premiers mois	225	33,7	24,9	3,0	0,4	1,3	...
9 premiers mois	230	33,7	24,9	3,0	0,4	1,3	...
10 premiers mois	247	35,5	27,7	3,2	0,4	1,4	...
11 premiers mois	262	37,3	28,5	3,3	0,5	1,4	...
12 mois	300	41,1	30,4	3,4	0,6	1,5	...
1966 Janvier	1	...	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	3	0,1	0,2	...	...	...	...
3 premiers mois	19	0,6	0,3	...	...	...	...
4 premiers mois	43	2,7	0,7	0,1	0,1	0,1	...
5 premiers mois	99	8,5	9,6	0,7	0,2	0,4	0,1
6 premiers mois	199	25,9	24,5	2,1	0,8	1,1	0,1
7 premiers mois	229	28,2	27,0	2,2	0,9	1,1	0,1
8 premiers mois	229	28,2	27,0	2,2	0,9	1,1	0,1
9 premiers mois	235	28,3	27,1	2,2	0,9	1,1	0,1
10 premiers mois	249	29,6	27,7	2,2	0,9	1,2	0,1
11 premiers mois	267	32,7	29,3	2,4	0,9	1,3	0,1
12 mois	301	36,4	31,0	2,5	0,9	1,4	0,1

**C. — Total général <sup>4</sup>**

1961 12 mois	14.298	215,0	128,1	31,4	4,9	17,5	2,5
1962 12 mois	14.479	225,2	134,2	32,8	4,5	17,2	2,2
1963 12 mois	14.575	235,3	149,7	28,1	3,9	14,2	2,6
1964 12 mois	14.850	247,3	156,0	29,7	5,1	13,8	2,8
1965 Janvier	133	2,9	1,4	0,3	...	0,2	0,3
2 premiers mois	296	4,6	3,2	1,0	0,1	0,5	0,4
3 premiers mois	1.564	23,8	13,8	3,7	0,3	1,8	0,7
4 premiers mois	3.949	56,7	30,4	7,8	1,0	3,8	0,9
5 premiers mois	7.368	144,2	85,4	18,4	2,6	9,2	1,2
6 premiers mois	9.408	188,6	114,9	23,6	3,3	11,2	1,5
7 premiers mois	10.028	195,4	122,5	24,6	3,5	11,6	1,7
8 premiers mois	10.267	196,8	123,8	24,8	3,5	11,7	1,9
9 premiers mois	10.612	199,4	125,6	25,3	3,7	11,8	2,1
10 premiers mois	11.104	211,1	136,6	26,3	4,1	12,2	2,3
11 premiers mois	11.476	221,5	143,0	27,7	4,5	13,0	2,6
12 mois	15.010	262,2	166,7	32,9	5,3	15,1	3,0
1966 Janvier	123	2,3	1,6	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	283	3,3	3,4	1,2	0,1	0,2	0,5
3 premiers mois	1.702	25,5	16,4	4,7	0,4	1,8	0,8
4 premiers mois	4.177	61,2	41,3	8,9	1,5	3,7	1,0
5 premiers mois	7.804	146,3	91,5	18,1	3,3	8,3	1,4
6 premiers mois	9.928	190,0	125,6	24,3	4,6	10,8	1,6
7 premiers mois	10.526	198,9	134,4	25,3	4,9	11,3	2,0
8 premiers mois	10.727	200,1	135,2	25,5	4,9	11,3	2,1
9 premiers mois	11.086	202,2	136,9	25,9	5,0	11,4	2,4
10 premiers mois	11.596	215,4	148,0	26,7	5,2	11,8	2,6
11 premiers mois	11.979	229,8	155,9	28,3	5,3	12,7	3,0
12 mois	15.479	275,4	180,2	34,3	6,1	15,3	3,4

<sup>1</sup> Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

<sup>2</sup> Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

<sup>3</sup> Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

<sup>4</sup> Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

<sup>5</sup> A partir de 1961 sont reprises graduellement dans les statistiques les sociétés de droit congolais qui se convertissent en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

**XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS <sup>1</sup>**

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	= (5) - (4)	(6)	= (7) + (6)	= (8) + (7)	(9)

**Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique**

1957	27.682	5.573	3.120	1.448	1.672	833	2.505	8.078	10.687
1958	8.801	4.908	3.144	1.506	1.638	1.288	2.926	7.834	12.920
1959	10.227	3.760	3.196	1.530	1.666	814	2.480	6.240	11.317
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.520	147	844	991	7.005	12.660
1962	19.173	8.249	3.375	1.860	1.515	1.762	3.277	11.526	14.614
1963	14.956	6.541	4.640	1.648	2.992	418	3.410	9.951	12.018
1964	21.556	11.568	3.848	2.108	1.740	1.024	2.764	14.332	14.200
1965	22.797	10.993	p 6.019	p 2.019	p 4.000	p 1.327	p 5.327	p 16.320	p 17.743

**Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger <sup>3</sup>**

1957	6.994	1.759	724	171	553	...	553	2.312	1.905
1958	2.282	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	209	82	...	85	— 85	— 24	— 109	— 27	— 64
1962	398	204	4	32	— 28	...	— 28	176	167
1963	232	41	...	257	— 257	— 6	— 263	— 222	— 223
1964	1.660	10	1	59	— 58	...	— 58	— 48	— 49
1965	540	14	p 500	p 40	p 460	p — 5	p 455	p 469	p 463

**Total général**

1957	34.676	7.332	3.844	1.619	2.225	833	3.058	10.390	12.592
1958	11.083	6.070	3.594	1.630	1.964	1.339	3.303	9.373	14.039
1959	12.669	4.373	3.411	1.617	1.794	793	2.587	6.960	11.923
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751
1961	19.222	6.096	1.667	1.605	62	820	882	6.978	12.596
1962	19.571	8.453	3.379	1.892	1.487	1.762	3.249	11.702	14.782
1963	15.188	6.582	4.640	1.905	2.735	412	3.147	9.729	11.795
1964	23.216	11.578	3.849	2.167	1.682	1.024	2.706	14.284	14.151
1965	23.337	11.007	p 6.519	p 2.059	p 4.460	p 1.322	p 5.782	p 16.789	p 18.206

<sup>1</sup> Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

<sup>2</sup> Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

<sup>3</sup> Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.



**XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIETES <sup>1</sup>**

Chiffres mensuels <sup>2</sup>

(millions de francs)

Sources : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. <sup>3</sup>).  
Chiffres provisoires : Commission bancaire + B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1963 12 mois .....	14.956	5.244	4.640	9.884	232	40	...	40
1964 3 premiers mois ...	3.608	1.025	183	1.208	1.335	...	...	...
6 premiers mois ...	9.145	3.964	1.677	5.641	1.546	9	...	9
9 premiers mois ...	13.567	5.805	1.912	7.717	1.546	9	...	9
12 mois .....	21.556	9.766	3.848	13.614	1.660	9	1	10
1965 3 premiers mois ...	5.603	2.030	1.850	3.880	8	8	...	8
6 premiers mois ...	12.819	3.481	2.985	6.466	495	8	500	508
9 premiers mois ...	15.856	4.835	3.621	8.456	495	8	500	508
12 mois .....	22.797	7.226	<i>p</i> 6.019	13.245	540	8	<i>p</i> 500	<i>p</i> 508
1966 3 premiers mois ...	7.406	3.603	365	3.968	...	...	450	450
6 premiers mois ...	16.775	5.312	979	6.291	1	...	450	450
1965 Juin .....	1.044	374	12	386	6	...	...	...
Juillet .....	1.171	401	593	994	...	...	...	...
Août .....	764	277	28	305	...	...	...	...
Septembre .....	1.102	676	15	691	...	...	...	...
Octobre .....	667	317	1.513	1.830	...	...	...	...
Novembre .....	3.821	1.051	157	1.208	15	...	...	...
Décembre .....	2.454	1.024	475	1.499	30	...	...	...
1966 Janvier .....	749	450	27	477	...	...	450	450
Février .....	945	906	19	925	...	...	...	...
Mars .....	5.712	2.247	319	2.566	...	...	...	...
Avril .....	882	332	132	464	1	...	...	...
Mai .....	1.062	439	371	810	...	...	...	...
Juin .....	7.425	938	111	1.049	...	...	...	...
Juillet .....	616	203	31	234	654	10	...	10
Août .....	<i>p</i> 713	492	15	507	...	...	...	...
Septembre .....	<i>p</i> 788	185	475	660	...	...	...	...
Octobre .....	<i>p</i> 1.170	363	36	399	...	...	250	250
Novembre .....	<i>p</i> 6.941	2.238	1.034	3.272	...	...	...	...
Décembre .....	<i>p</i> 2.965	862	8	870	...	...	...	...
1967 Janvier .....	<i>p</i> 847	319	9	328	...	...	...	...
Février .....	<i>p</i> 835	355	1	356	...	...	...	...
Mars .....	<i>p</i> 1.294	385	217	602	...	...	...	...
Avril .....	<i>p</i> 1.220	487	5	492	...	...	...	...

<sup>1</sup> Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

<sup>2</sup> Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

<sup>3</sup> Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les obligations des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII-4].

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960 (B.N.B.). — Bulletin Mensuel des Statistiques (Commission de la Bourse de Bruxelles). — Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank.*

## XVIII. -- MARCHÉ MONÉTAIRE

### 1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME \*

(millions de francs)

Moyennes journalières <sup>1</sup>	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraits de capitaux (9)
	Banques de dépôts <sup>2</sup>	Fonds des Rentes	Autres organismes <sup>3</sup>	Banques de dépôts <sup>2</sup>	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes <sup>4</sup>		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)		
1957 .....	2.288	...	3.305	17	2.786	2.514	276	5.593	5
1958 .....	2.078	...	1.821	15	968	2.496	420	3.899	577
1959 .....	2.191	159	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960 .....	2.415	1.107	1.664	1.025	10	3.104	1.047	5.186	37
1961 .....	2.487	1.811	1.671	1.817	1	3.162	989	5.969	23
1962 .....	1.518	943	1.703	1.517	1	1.375	1.271	4.164	307
1963 .....	1.585	202	1.842	1.600	122	1.126	781	3.629	49
1964 .....	1.879	6	2.743	1.310	480	1.690	1.148	4.628	11
1965 .....	1.767	722	2.546	1.417	5	2.356	1.257	5.035	83
1966 .....	1.905	264	2.658	1.222	805	1.696	1.104	4.827	...
1965 4 <sup>e</sup> trimestre .....	1.660	1.201	2.686	1.316	...	2.664	1.567	5.547	...
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.982	572	2.336	1.187	252	2.647	804	4.890	...
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.726	435	2.144	1.220	445	1.580	1.060	4.305	...
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1.761	85	2.941	1.298	851	1.211	1.377	4.737	...
4 <sup>e</sup> trimestre .....	2.151	20	3.202	1.182	1.654	1.364	1.173	5.373	...
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.944	233	4.021	1.633	426	3.380	759	6.198	...
2 <sup>e</sup> trimestre .....	2.014	601	3.245	1.694	613	2.614	939	5.860	...
1965 Décembre .....	2.146	1.048	2.724	929	...	3.640	1.349	5.918	...
1966 Janvier .....	1.887	961	2.831	1.146	...	3.703	830	5.679	...
Février .....	2.258	519	2.346	1.303	400	2.678	742	5.123	...
Mars .....	1.830	232	1.829	1.124	371	1.563	833	3.891	...
Avril .....	1.420	886	1.877	1.314	30	1.820	1.019	4.183	...
Mai .....	1.560	420	2.150	1.360	339	1.528	903	4.130	...
Juin .....	2.203	...	2.403	980	968	1.395	1.263	4.606	...
Juillet .....	1.251	104	2.992	1.671	347	896	1.433	4.347	...
Août .....	2.238	...	2.901	1.186	1.456	1.595	902	5.139	...
Septembre .....	1.794	...	2.929	1.029	747	1.140	1.807	4.723	...
Octobre .....	1.819	3	2.598	1.039	1.207	920	1.254	4.420	...
Novembre .....	2.015	58	2.870	1.412	1.215	1.252	1.064	4.943	...
Décembre .....	2.616	...	4.126	1.102	2.527	1.916	1.197	6.742	...
1967 Janvier .....	2.195	107	4.219	1.285	623	3.830	783	6.521	...
Février .....	2.290	3	4.093	1.871	576	3.225	714	6.386	...
Mars .....	1.381	566	3.759	1.765	94	3.071	776	5.706	...
Avril .....	1.700	628	4.022	1.796	337	3.117	1.100	6.350	...
Mai .....	1.745	991	3.018	2.150	92	2.651	861	5.754	...
Juin .....	2.608	171	2.702	1.120	1.429	2.072	860	5.481	...

\* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Depuis cette même date, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole.

Les capitaux qui sont occasionnellement empruntés par certains organismes et repris par eux le même jour, sont recensés comme des prêts des prêteurs initiaux et des emprunts des emprunteurs ultimes. En vue d'éviter un double emploi, il est fait abstraction des emprunts et des prêts des organismes qui ont agi comme intermédiaires.

<sup>1</sup> Jusqu'au 31 décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

<sup>2</sup> Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

<sup>3</sup> Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B. et depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».

<sup>4</sup> Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.F., la S.N.C.I.

**XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION**

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme 1		Autres opérations 2		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1959 .....	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960 .....	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1961 .....	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962 .....	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963 .....	39	2	129	510	226	521	355	302	73	823	428
1964 .....	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1965 .....	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1966 .....	39	2	160	1.146	322	1.148	482	507	117	1.655	599
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	39	2	181	1.079	308	1.084	488	452	110	1.537	599
2 <sup>e</sup> trimestre .....	39	2	145	1.138	317	1.140	462	495	115	1.635	577
3 <sup>e</sup> trimestre .....	39	2	153	1.107	323	1.109	476	501	117	1.610	593
4 <sup>e</sup> trimestre .....	39	2	162	1.255	341	1.257	503	578	124	1.835	627
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	39	3	172	1.261	411	1.264	583	614	127	1.878	710
1965 Décembre .....	39	3	237	992	350	995	587	506	120	1.501	707
1966 Janvier .....	39	2	205	1.038	329	1.040	534	435	108	1.475	642
Février .....	39	2	185	1.009	287	1.011	472	423	105	1.434	577
Mars .....	39	2	152	1.200	307	1.202	459	499	118	1.701	577
Avril .....	39	2	142	1.078	303	1.080	445	458	106	1.538	551
Mai .....	39	2	134	1.112	340	1.114	474	488	115	1.602	589
Juin .....	39	2	159	1.225	308	1.227	467	539	124	1.766	591
Juillet .....	39	2	136	1.090	354	1.092	490	468	113	1.560	603
Août .....	39	2	172	1.099	316	1.101	488	507	124	1.608	612
Septembre .....	39	2	152	1.133	299	1.135	451	529	115	1.664	566
Octobre .....	39	2	143	1.201	326	1.203	469	547	119	1.750	588
Novembre .....	39	2	151	1.187	336	1.189	487	558	118	1.747	605
Décembre .....	39	3	192	1.378	360	1.381	552	628	134	2.009	686
1967 Janvier .....	39	3	195	1.288	423	1.291	618	617	131	1.908	749
Février .....	39	2	162	1.184	391	1.186	553	577	123	1.763	676
Mars .....	39	3	159	1.311	420	1.314	579	648	128	1.962	707
Avril .....	39	2	171	1.264	405	1.266	576	617	115	1.883	691
Mai .....	39	2	168	1.356	422	1.358	590	487	115	1.845	705

1 Il s'agit de l'argent au jour le jour et, jusqu'au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 ou 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 ou 10 jours.  
2 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.) — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV<sup>e</sup> année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII<sup>e</sup> année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1<sup>er</sup> janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

# XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

## 1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte						Avances en compte courant et prêts sur *				
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B. représentatives		Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 130 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 130 jours et à maximum 366 jours	autres effets publics <sup>1</sup>
		d'importations	d'exportations		domiciliées en banque	non domiciliées en banque					
1961 28 décembre	4,50	4,50	3,50	5,—	5,25	5,75	5,75	2,25	4,50	5,25	5,75
1962 18 janvier	4,25	4,25	3,25	4,75	5,—	5,50	5,50	2,25	4,25	5,—	5,50
22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—
6 décembre	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	5,—	—	3,50	4,—	5,—
1963 18 juillet	4,—	4,—	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,—	4,50	5,50
31 octobre	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,50	5,25	6,25
1964 4 février	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,75	5,50	6,50
3 juillet	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,—	5,50	6,50
18 décembre	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,25	5,75	6,50
1966 2 juin	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	5,75	6,25	7,—
27 octobre	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	7,—
1967 2 février	5,—	5,—	4,50	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	6,75
23 mars	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	6,—	6,25	6,50
20 avril	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	5,75	6,—	6,50
11 mai	4,50	4,50	4,—	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,50	5,75	6,25

<sup>1</sup> Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

\* Quantité de l'avance au 30 juin 1967

Cert. de tréas. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 1) ..... max. 80 %

## XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyennes <sup>1</sup>	
1960	2,82
1961	2,56
1962	2,14
1963	2,31
1964	3,35
1965	3,17
1966	3,88
1966 Juillet	4,57
Août	3,95
Septembre	4,35
Octobre	4,40
Novembre	4,40
Décembre	3,92
1967 Janvier	3,37
Février	3,53
Mars	3,45
Avril	3,71
Mai	3,59
Juin	3,52

## XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme <sup>2</sup>			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes <sup>3</sup>		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication <sup>7</sup>		
	1 mois	2 mois	3 mois	4 et 5	6 et 8		6 mois	9 mois	12 mois
1963	3,50	3,80	4,10	4,35	3,65	1962 4 janv.	4,283	4,364	*
1964	4,25	4,50	4,75	5,25	4,89	1963 3 janv.	3,360	3,416	3,450
1965	4,10	4,40	4,75	5,15	5,04	1964 14 janv.	4,750	4,800	4,750
1966	5,35	5,60	5,85	6,15	5,48	1965 12 janv.	5,40	5,55	5,65
1966	5,35	5,60	5,85	6,15	5,48	1966 11 janv.	5,30	5,45	5,00
1966	4,50	4,90	5,30	5,75	5,74	1966 12 juil.	5,65	5,75	5,80
Août	4,60	5,00	5,40	5,75	5,75	9 août	5,85	5,90	6,00
Sept.	5,00	5,25	5,50	5,80	5,77	13 sept.	5,85	5,90	6,00
Oct.	5,10	5,40	5,70	5,90	5,85	11 oct.	5,90	5,95	6,00
Nov.	5,15	5,50	5,75	6,00	5,99	8 nov.	6,00	6,00	6,05
Déc.	5,35	5,60	5,85	6,15	6,12	13 déc.	6,05	6,10	6,25
1967	5,25	5,50	5,75	6,05	6,12	1967 10 janv.	6,20	6,25	6,35
Janv.	5,20	5,45	5,70	6,00	6,00	14 fév.	6,10	6,05	6,15
Fév.	5,00	5,25	5,50	5,75	5,84	14 mars	6,10	6,15	6,15
Mars	4,80	5,05	5,30	5,60	5,67	11 avril	5,95	*	6,00
Avril	4,70	4,95	5,20	5,50	5,55	9 mai	5,85	5,85	5,85
Mai	4,95	5,20	5,45	5,75	5,65	13 juin	5,90	5,85	5,90

<sup>1</sup> Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti », mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce Protocole.)

Jusqu'à fin décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.L.G. adopte dans la présentation de ses données.

<sup>2</sup> Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3293).

<sup>3</sup> Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches, (10.000, 5.000 et 4.826 millions) portant intérêt au taux de 3,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 31-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

<sup>4</sup> Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

<sup>5</sup> Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires de l'année ou du mois.

<sup>6</sup> Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

<sup>7</sup> Jusqu'à la fin de 1963, taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés. A partir de janvier 1964, taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Trésor).

\* Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES  
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif 1 1 Comptes de dépôt à					Caisse Générale d'Épargne (Dépôts d'épargne des particuliers) 3		
	vue	15 jours de préavis 2	Terme 2			jusqu'à 250.000 F	au-delà de 250.000 F	
			1 mois	3 mois	6 mois			
1958	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,00	2,00	
1959	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,00	2,00	
1960	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,00	2,00	
1961	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30	3,00	2,00	
1962	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00	2,00	
1963	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00	2,00	
1964	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00	
							jusqu'à 350.000 F	au-delà de 350.000 F
1965	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00	
1966 Mars	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00	
Avril	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00	
Mai	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00	
Juin	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00	
Juillet	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00	
Août	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00	
Septembre	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00	
Octobre	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00	
Novembre	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00	
Décembre	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00	
							jusqu'à 500.000 F	au-delà de 500.000 F
1967 Janvier	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00	
Février	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00	
Mars	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00	
Avril	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00	
Mai	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00	
Juin	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00	

1 Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales appliquent en général un tarif supérieur. — 2 De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques. — 3 Non compris une prime de fidélité accordée pour la première fois en 1958 pour toute somme restée en dépôt pendant l'année civile entière ou, à partir de 1965, entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. Le taux de cette prime a évolué comme suit : pour les sommes jusqu'à 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965 et 500.000 F à partir du 1er janvier 1967), 0,30 p.c. de 1958 à 1963 (sauf en 1959 où l'octroi de la prime a été suspendu), 0,40 p.c. en 1964 et 0,50 p.c. à partir du 1er janvier 1965; pour les sommes au-delà de 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965 et 500.000 F à partir du 1er janvier 1967), 0,20 p.c. de 1960 à 1963 (pas de prime en 1958 et 1959), 0,30 p.c. en 1964 et 0,40 p.c. à partir du 1er janvier 1965.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,  
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES \***

Début de période	Emprunts émis avant le 1 <sup>er</sup> décembre 1962					Emprunts émis après le 1 <sup>er</sup> décembre 1962			
	Dette unifiée (rendement eu égard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée) 2	Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré 2
		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes		Etat	Paraétatiques et villes	
	4 % 1 <sup>re</sup> s.	3,50 à 5,25 %	3 à 5,50 %	4 à 5,50 %	3 à 5,50 %	5 à 6,75 %	3 à 7 %		
1958	4,93	—	5,53 <sup>1</sup>	6,47	6,51	6,41	—	—	—
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85	—	—	—
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11	—	—	—
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	5,98	5,95	5,98
1965	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,53	6,43	6,55	6,47
1966	4,06	5,35	5,46	5,66	5,64	5,54	6,45	6,54	6,49
1966 Juin	4,05	5,76	5,71	5,81	5,74	5,77	6,64	6,70	6,68
Juillet	4,07	5,75	5,75	5,84	5,74	5,79	6,67	6,72	6,72
Août	4,07	5,72	5,76	5,81	5,73	5,77	6,69	6,70	6,72
Septembre	4,07	5,85	5,81	5,84	5,76	5,83	6,73	6,76	6,76
Octobre	4,07	5,99	5,96	5,94	5,81	5,94	6,76	6,80	6,81
Novembre	4,07	5,90	5,96	5,96	5,82	5,92	6,67	6,80	6,74
Décembre	4,07	5,91	5,89	5,90	5,84	5,90	6,73	6,81	6,78
1967 Janvier	4,07	5,83	5,82	5,85	5,84	5,84	6,76	6,81	6,80
Février	4,09	5,98	5,79	5,88	5,84	5,89	6,74	6,80	6,79
Mars	4,08	5,94	5,79	5,88	5,88	5,89	6,76	6,83	6,81
Avril	4,06	5,73	5,76	5,86	5,83	5,81	6,76	6,84	6,81
Mai	4,06	5,85	5,84	5,86	5,84	5,84	6,77	6,83	6,82
Juin	4,06	5,76	5,85	5,89	5,85	5,82	6,77	6,81	6,81
Juillet	4,06	5,80	5,86	5,92	5,84	5,85	6,77	6,81	6,82

\* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égale cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

1 Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %. — 2 Y compris les emprunts de Sociétés de 5 à 20 ans.

N. B. — Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.), XXXI<sup>e</sup> année, vol. I, no 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVII<sup>e</sup> année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII<sup>e</sup> année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXI<sup>e</sup> année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV<sup>e</sup> année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII<sup>e</sup> année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1<sup>er</sup> janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

## XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

### 1. — TAUX D'ESCOMPTE \*

Mo's des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande-Bretagne		Italie		Pays-Bas		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1957		4,00		3,—		5,—		7,—		4,—		5,—		2		2,50
1958 Janvier ...	17	3,50	24	2,75			20	6,—			24	4,50				
Mars .....			7	2,25							25	4,—				
Avril .....			18	1,75												
Mai .....							22	5,50								
Juin .....	27	3,—					19	5,—	7	3,50	14	3,50				
Août .....							14	4,50								
Septembre ..			12	2,—												
Octobre ...					16	4,50										
Novembre ..			7	2,50			20	4,—			15	3,—				
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75				
Février ...					5	4,25									26	2,—
Mars .....			6	3,—												
Avril .....					23	4,—										
Mai .....			29	3,50												
Septembre ..	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre ..											16	3,50				
1960 Janvier ...							21	5,—								
Juin .....	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août .....			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre ..	11	4,—														
Décembre ..							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai .....	5	3,—														
Juillet ....							25	7,—								
Octobre ...							5	6,50								
Novembre ..							2	6,—								
1962 Mars .....							8	5,50								
Mars .....							22	5,—								
Avril .....							26	4,50			25	4,—				
Juin .....													26	6,—		
Septembre ..													10	5,50		
Octobre ...													12	5,—		
Novembre ..													13	4,—		
1963 Janvier ...							3	4,—			8	3,50				
Mai .....													6	3,50		
Juillet ....			17	3,50												
Octobre ...													11	4,—		
Novembre ..					14	4,—										
1964 Janvier ...											6	4,—				
Février ...							27	5,—								
Juin .....											4	4,50				
Juillet ....															3	2,50
Novembre ..			24	4,—			23	7,—					23	4,25		
1965 Janvier ...	22	3,50														
Avril .....					9	3,50										
Juin .....							3	6,—								
Octobre ...	13	4,—														
Décembre ..			6	4,50									6	4,75		
1966 Mars .....													14	5,25		
Mai .....	27	5,—									2	5,—				
Juillet ....							14	7,—							6	3,50
1967 Janvier ...	6	4,50					26	6,50					30	5,—		
Février ...	17	4,—														
Mars .....							16	6,—			15	4,50				
Avril .....	14	3,50	7	4,—			4	5,50					7	4,50		
Mai .....	12	3,—														
Juillet ....															10	3,—

\* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Federal Reserve Bank of New York.

2 Entre le 1-11-1956 et le 26-6-1962, le taux de la Banque du Canada était ajusté une fois par semaine en fonction de l'évolution du taux moyen des bons du Trésor.

## XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 5 mai	1967 3 mai	1966 9 juin	1967 8 juin
<b>ACTIF</b>								
Encaisse or .....	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger .....	13.355	17.448	20.665	22.415	23.388	23.766	23.791	23.930
Avances au Fonds de Stabilisation des changes <sup>1</sup> .....	2.546	2.627	3.370	4.716	4.941	5.305	4.884	4.800
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i> .....	2.204	2.263	3.096	4.405	4.632	5.036	4.620	4.559
<i>Autres opérations</i> .....	342	364	274	311	309	269	264	241
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B. ....	—	630	589	1.471	1.471	1.425	1.471	1.425
Monnaies divisionnaires .....	8	28	24	22	17	22	29	21
Comptes courants postaux .....	481	911	920	1.135	983	1.274	1.045	957
Prêts à l'Etat <sup>2</sup> .....	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat <sup>3</sup> .....	3.221	3.316	3.546	1.682	4.143	4.003	4.143	4.003
Portefeuille d'escompte .....	20.608	20.007	18.606	19.053	13.840	15.175	14.085	16.850
Effets représentatifs de crédits à court terme :								
<i>Effets escomptés sur la France</i> .....	6.310	7.030	6.173	6.925	7.075	7.989	7.151	8.106
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i> .....	1	...	...	...	...	...	...	...
<i>Effets garantis par l'Office des     céréales</i> <sup>4</sup> .....	1.223	575	669	612	35	205	36	248
<i>Obligations cautionnées</i> .....	—	—	...	...	1.358	1.816	2.058	2.675
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :								
<i>Prêts spéciaux à la construction</i> .....	13.074	12.402	6.819	6.188	2.140	1.030	1.690	1.300
<i>Autres crédits à moyen terme</i> .....	...	...	4.945	5.328	3.232	4.135	3.150	4.521
Effets négociables achetés en France <sup>5</sup> ...	2.412	3.220	4.546	6.183	7.131	8.184	6.065	8.294
Avances à 30 jours sur effets publics .....	166	72	32	5	29	351	24	335
Avances sur titres .....	67	71	88	91	96	100	82	88
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement .....	870	1.656	1.689	1.465	853	2.635	601	656
Divers .....	885	1.468	1.497	1.142	1.190	1.335	1.269	1.328
Total ...	<b>54.391</b>	<b>61.226</b>	<b>65.344</b>	<b>69.152</b>	<b>67.854</b>	<b>73.347</b>	<b>67.261</b>	<b>72.459</b>
<b>PASSIF</b>								
Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation .....	50.082	55.781	59.544	64.170	64.140	67.699	63.559	66.918
Comptes créditeurs .....	2.718	3.479	3.668	3.272	2.057	4.059	2.197	3.984
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	1	1	...	...	...	1	...	1
<i>Comptes des banques, institutions et   personnes étrangères</i> .....	200	238	426	169	182	206	143	155
<i>Comptes courants des banques et   institutions financières françaises</i> .	1.291	1.789	1.807	1.721	712	2.419	822	2.510
<i>Autres comptes courants et de   dépôts de fonds; dispositions et   autres engagements à vue</i> .....	1.226	1.451	1.435	1.382	1.163	1.433	1.232	1.319
Capital de la Banque .....	150	250	250	250	250	250	250	250
Divers .....	1.441	1.716	1.882	1.460	1.407	1.339	1.255	1.307
Total ...	<b>54.391</b>	<b>61.226</b>	<b>65.344</b>	<b>69.152</b>	<b>67.854</b>	<b>73.347</b>	<b>67.261</b>	<b>72.459</b>

<sup>1</sup> Convention du 27 juin 1949.<sup>2</sup> Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.<sup>3</sup> Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.<sup>4</sup> Loi du 15 août 1986, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.<sup>5</sup> Décret du 17 juin 1938.

**XX - 3. — BANK OF ENGLAND**

(millions of £)

	1963 28 February	1964 28 February	1965 28 February	1966 28 February	1966 4 May	1967 10 May	1966 8 June	1967 7 June
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------	----------------	----------------	----------------

**ISSUE DEPARTMENT**

Government Debt .....	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities .....	2.338	2.438	2.638	2.788	2.888	2.938	2.938	2.988
Other Securities .....	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue .....	2.350	2.450	2.650	2.800	2.900	2.950	2.950	3.000
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total ...</b>	<b>2.350</b>	<b>2.450</b>	<b>2.650</b>	<b>2.800</b>	<b>2.900</b>	<b>2.950</b>	<b>2.950</b>	<b>3.000</b>

Notes Issued :								
In Circulation .....	2.309	2.430	2.604	2.784	2.862	2.927	2.921	2.961
In Banking Department .....	41	20	46	16	38	23	29	39
<b>Total ...</b>	<b>2.350</b>	<b>2.450</b>	<b>2.650</b>	<b>2.800</b>	<b>2.900</b>	<b>2.950</b>	<b>2.950</b>	<b>3.000</b>

**BANKING DEPARTMENT**

Government Securities .....	266	298	293	380	385	511	367	482
Other Securities :								
Discounts and Advances .....	54	32	72	70	42	43	67	69
Securities .....	22	25	26	28	26	27	25	27
Notes .....	41	20	46	16	38	23	29	39
Coin .....	1	1	1	1	1	1	1	1
<b>Total ...</b>	<b>384</b>	<b>376</b>	<b>378</b>	<b>495</b>	<b>492</b>	<b>605</b>	<b>489</b>	<b>618</b>

Capital .....	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest .....	4	4	4	4	3	3	3	3
Public Deposits .....	11	10	11	13	11	11	11	13
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits .....	—	—	—	97	97	201	98	202
Other Deposits :								
Bankers .....	280	276	262	272	260	266	255	278
Other Accounts .....	74	71	86	94	106	109	107	107
<b>Total ...</b>	<b>384</b>	<b>376</b>	<b>378</b>	<b>495</b>	<b>492</b>	<b>605</b>	<b>489</b>	<b>618</b>



**XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS <sup>1</sup>**

*(millions of \$)*

	1963 31 December	1964 31 December	1965 31 December	1966 31 December	1966 4 May	1967 10 May	1966 8 June	1967 7 June
<b>ASSETS</b>								
Gold certificate account .....	13.819	13.505	11.702	10.836	11.459	10.785	11.351	10.789
Redemption fund for F.R. notes .....	1.418	1.570	1.734	1.838	1.726	1.812	1.733	1.820
Total gold certificate reserves ...	15.237	15.075	13.436	12.674	13.185	12.597	13.084	12.609
Cash .....	182	146	129	298	229	328	233	318
Discounts and advances .....	63	186	137	173	909	68	993	90
Acceptances :								
Bought outright .....	70	59	75	69	80	70	83	73
Held under repurchase agreement .....	92	35	112	124	71	86	131	32
Federal agency obligations :								
Held under repurchase agreement .....	—	—	—	34	—	...	—	...
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills .....	4.142	6.044	9.100	11.803	9.458	13.335	9.910	13.526
Certificates .....	7.066	...	...	4.351	12	4.352	12	4.352
Notes .....	17.729	25.188	24.828	21.302	24.965	21.368	25.236	21.638
Bonds .....	4.645	5.274	6.550	6.199	6.574	6.349	6.384	6.403
Total bought outright ...	33.582	36.506	40.478	43.655	41.009	45.404	41.542	45.919
Held under repurchase agreement .....	11	538	290	627	263	390	...	...
Total U.S. Government securities ...	33.593	37.044	40.768	44.282	41.272	45.794	41.542	45.919
Total loans and securities .....	33.818	37.324	41.092	44.682	42.332	46.018	42.749	46.114
Cash items in process of collection .....	6.435	7.190	6.915	7.879	7.113	6.766	6.208	6.645
Bank premises .....	104	102	103	107	102	108	103	108
Other assets .....	400	552	977	1.418	945	947	795	750
Total assets ...	<b>56.176</b>	<b>60.389</b>	<b>62.652</b>	<b>67.058</b>	<b>63.906</b>	<b>66.764</b>	<b>63.172</b>	<b>66.544</b>
<b>LIABILITIES</b>								
Federal Reserve notes .....	32.381	34.659	37.074	39.339	36.671	38.821	37.263	39.215
Deposits :								
Member bank reserves .....	17.049	18.086	18.447	19.794	19.322	19.102	18.129	19.343
U.S. Treasurer - general account .....	880	820	668	416	504	1.148	901	427
Foreign .....	171	229	150	174	137	124	156	130
Other .....	291	321	355	588	400	479	400	457
Total deposits ...	18.391	19.456	19.620	20.972	20.363	20.853	19.586	20.357
Deferred availability cash items .....	3.835	4.584	4.667	5.369	5.414	5.493	4.809	5.378
Other liabilities and accrued dividends ...	82	642	189	238	199	232	224	238
Total liabilities ...	<b>54.689</b>	<b>59.341</b>	<b>61.550</b>	<b>65.918</b>	<b>62.647</b>	<b>65.399</b>	<b>61.882</b>	<b>65.188</b>
<b>CAPITAL ACCOUNTS</b>								
Capital paid in .....	497	524	551	570	560	582	561	583
Surplus .....	990	524	551	570	551	570	551	570
Other capital accounts .....	...	...	...	...	148	213	178	203
Total liabilities and capital accounts ...	<b>56.176</b>	<b>60.389</b>	<b>62.652</b>	<b>67.058</b>	<b>63.906</b>	<b>66.764</b>	<b>63.172</b>	<b>66.544</b>
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents .....	92	122	144	191	140	302	193	355
Ratio of gold certificate reserves to F.R. note liability .....	46,3 %	42,7 %	35,4 %	31,7 %	35,0 %	32,0 % <sup>2</sup>	34,4 %	31,8 %

<sup>1</sup> Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

<sup>2</sup> \* F.R. note liability \* includes \$ 453 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of the consolidated Statement shown above.

**XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK**

(miljoenen guldens)

	1963 31 december	1964 31 december	1965 31 december	1966 31 december	1966 9 mei	1967 8 mei	1966 6 juni	1967 5 juni
<b>ACTIVA</b>								
Goud .....	5.770	6.080	6.327	6.234	6.328	6.235	6.232	6.236
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten .....	1.081	1.435	1.096	1.119	786	987	813	1.221
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens .....	15	31	44	53	57	98	57	162
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto .....	...	...	7	78	105	68	143	60
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 <sup>o</sup> van de Bankwet 1948) .....	729	346	704	1.139	834	1.155	969	1.021
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen) .....	25	16	157	234	305	584	234	257
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten .....	16	14	30	22	20	21	20	20
Belegging van kapitaal en reserves .....	178	173	164	162	182	190	182	191
Gebouwen en inventaris .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Diverse rekeningen .....	11	17	15	20	15	14	15	17
Totaal ...	<b>7.825</b>	<b>8.112</b>	<b>8.544</b>	<b>9.061</b>	<b>8.632</b>	<b>9.352</b>	<b>8.665</b>	<b>9.125</b>

**PASSIVA**

Bankbiljetten in omloop .....	6.225	6.927	7.682	8.245	7.592	8.054	7.822	8.234
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen .....	1.261	853	525	437	744	970	522	559
's Rijks schatkist .....	1.095	665	394	326	693	905	416	510
Banken in Nederland .....	122	138	91	76	34	27	81	24
Andere ingezetenen .....	44	50	40	35	17	38	25	25
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen .....	76	79	64	56	55	58	61	46
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	70	73	57	50	49	48	52	39
Andere niet-ingezetenen .....	6	6	7	6	6	10	9	7
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten .....	16	14	13	13	12	12	12	11
Kapitaal .....	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves .....	168	165	163	171	163	171	162	171
Diverse rekeningen .....	59	54	77	119	46	67	66	84
Totaal ...	<b>7.825</b>	<b>8.112</b>	<b>8.544</b>	<b>9.061</b>	<b>8.632</b>	<b>9.352</b>	<b>8.665</b>	<b>9.125</b>

N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten .....	62	65	71	72	72	53	72	49
--	----	----	----	----	----	----	----	----

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1963 dicembre	1964 dicembre	1965 dicembre	1966 dicembre p	1966 marzo	1967 marzo p	1966 aprile	1967 aprile p
Oro in cassa .....	1.000	1.000	1.502	1.509	1.481	1.510	1.481	1.511
Cassa <sup>1</sup> .....	25	22	24	35	23	35	34	44
Portafoglio <sup>2</sup> .....	942	764	720	939	717	896	753	818
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni <sup>3</sup> .....	337	285	311	664	355	569	409	587
Prorogati pagamenti .....	42	51	93	95	...	61	91	93
Ufficio italiano dei cambi .....	1.770	2.069	1.982	2.129	1.890	2.029	1.927	2.085
Disponibilita in divisa all'estero .....	65	64	...	...	...	...	...	...
Titoli emessi o garantiti dallo Stato <sup>4</sup> ...	168	519	405	619	247	538	316	544
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi .....	229	305	211	240	269	236	244	231
Anticipazioni straordinarie al Tesoro .....	440	410	377	339	377	339	377	339
C/c servizio tesoreria .....	506	558	913	537	817	359	539	348
Servizi diversi per conto dello Stato .....	—	29	33	59	32	60	36	63
Spese .....	71	88	102	110	11	16	16	21
<b>Totale attivo ...</b>	<b>5.595</b>	<b>6.164</b>	<b>6.673</b>	<b>7.275</b>	<b>6.218</b>	<b>6.648</b>	<b>6.224</b>	<b>6.684</b>
Circolazione dei biglietti <sup>5</sup> .....	3.699	3.914	4.283	4.595	3.876	4.182	3.917	4.203
Vaglia, assegni e debiti a vista <sup>6</sup> .....	62	57	41	62	26	45	27	27
Conti correnti liberi .....	87	119	157	172	69	53	60	44
Conti correnti vincolati .....	1.305	1.459	1.738	1.933	1.817	1.972	1.813	2.008
Creditori diversi .....	352	517	340	389	408	366	380	368
C/c servizio tesoreria .....	—	—	—	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato .....	10	...	...	...	...	...	...	...
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario .....	5	6	7	8	7	8	7	8
Fondo di riserva straordinario .....	3	3	4	5	4	5	4	5
Rendite .....	72	89	103	111	11	16	16	21
Utile provvisorio del precedente esercizio .	—	—	—	—	—	1	—	—
<b>Totale passivo e patrimonio ...</b>	<b>5.595</b>	<b>6.164</b>	<b>6.673</b>	<b>7.275</b>	<b>6.218</b>	<b>6.648</b>	<b>6.224</b>	<b>6.684</b>
Depositante di titoli e valori .....	4.273	4.918	4.991	6.333	4.974	6.152	5.243	6.178
<sup>1</sup> Comprese monete di Stato .....	5	2	1	22	1	24	1	23
<sup>2</sup> Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito .....	343	363	387	414	393	422	395	424
— istituti speciali .....	274	279	293	314	286	317	298	320
<sup>3</sup> Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito .....	334	282	308	661	350	565	405	583
— privati .....	2	2	1	1	1	1	1	1
<sup>4</sup> Compresi BOT .....	—	242	107	108	44	114	114	90
<sup>5</sup> Compresi biglietti presso il Tesoro .....	2	2	2	1	1	n.d.	1	n.d.
<sup>6</sup> Compresi vaglia e assegni .....	29	21	22	27	16	23	17	19

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1963 31 Dezember	1964 31 Dezember	1965 31 Dezember	1966 31 Dezember	1966 6 Mai	1967 5 Mai	1966 7 Juni	1967 7 Juni
AKTIVA								
Gold .....	15.138	16.731	17.371	16.905	17.339	16.911	16.971	16.907
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland .....	12.894	10.770	8.111	9.775	6.783	9.722	6.811	9.799
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	417	563	892	1.084	1.052	1.426	1.065	1.494
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite .....	2.122	2.684	3.344	3.256	3.344	3.256	3.344	2.536
<i>darunter : a) aus der Abwicklung der                   E.Z.U. ....</i>	751	615	509	420	508	420	508	420
<i>b) an Weltbank .....</i>	1.342	1.343	1.446	1.446	1.446	1.446	1.446	1.446
<i>c) an I.W.F. ....</i>	—	720	1.390	1.390	1.390	1.390	1.390	670
Deutsche Scheidemünzen .....	81	116	130	166	142	220	138	226
Postcheckguthaben .....	376	377	409	425	185	210	226	217
Inlandswechsel .....	1.647	2.413	4.650	5.031	7.526	5.423	8.020	5.000
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen .....	125	307	345	711	278	4	428	130
Lombardforderungen .....	208	646	696	938	904	42	452	67
Kassenkredite .....	1.749	1.212	1.408	1.164	215	21	713	54
Wertpapiere .....	1.222	1.176	1.151	1.095	1.149	1.091	1.149	1.091
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung .....	3.990	6.081	7.617	7.804	7.038	6.919	7.056	6.709
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen .....	2.294	3.016	3.001	3.741	3.135	3.740	3.584	3.737
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	3.595	2.953	2.285	2.462	2.230	2.066	2.199	2.066
Sonstige Aktiva .....	406	463	433	357	362	319	415	348
	<b>46.264</b>	<b>49.508</b>	<b>51.843</b>	<b>54.914</b>	<b>51.682</b>	<b>51.370</b>	<b>52.571</b>	<b>50.381</b>

PASSIVA

Banknotenumlauf .....	25.426	27.692	29.455	30.770	29.115	30.007	28.644	28.826
Einlagen von .....	18.006	18.610	18.671	19.784	19.073	17.482	20.366	17.603
<i>Kreditinstituten (einschliesslich Post- scheck- und Postsparkassenämter) ...</i>	13.607	15.143	16.241	17.386	17.118	15.054	18.107	15.349
<i>Öffentlichen Einlegern .....</i>	4.126	3.215	2.165	2.109	1.722	2.190	2.018	2.012
<i>Andere inländischen Einlegern .....</i>	273	252	265	289	233	238	241	242
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft .....	270	308	452	552	408	283	423	294
<i>Einlagen ausländischer Einleger .....</i>	234	257	418	494	378	254	394	262
<i>Sonstige .....</i>	36	51	34	58	30	29	29	32
Rückstellungen .....	1.076	1.260	1.475	1.690	1.690	1.925	1.690	1.925
Grundkapital .....	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen .....	701	776	861	963	963	1.080	963	1.080
Sonstige Passiva .....	495	572	639	863	143	303	195	363
	<b>46.264</b>	<b>49.508</b>	<b>51.843</b>	<b>54.914</b>	<b>51.682</b>	<b>51.370</b>	<b>52.571</b>	<b>50.381</b>

**XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE**

(millions de francs suisses)

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1966 6 mai	1967 5 mai	1966 7 juin	1967 7 juin
<b>ACTIF</b>								
Encaisse or .....	12.204	11.794	13.164	12.297	11.430	11.435	11.383	11.821
Devises .....	1.083	1.679	853	2.060	608	745	1.048	2.104
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères .....	—	431	429	519	489	519	489	174
Portefeuille effets sur la Suisse .....	142	163	139	158	101	101	87	98
<i>Effets de change</i> .....	107	138	130	141	101	101	87	98
<i>Bons du Trésor de la Confédération   suisse</i> .....	35	25	9	17	...	...	...	...
Avances sur nantissement .....	97	78	39	109	39	33	39	28
Bons du Trésor étrangers en FS .....	207	432	432	432	532	432	432	432
Titres .....	52	65	93	182	125	185	144	186
<i>pouvant servir de couverture</i> .....	...	1	2	...	2	5	2	6
<i>autres</i> .....	52	64	91	182	123	180	142	180
Correspondants :	71	92	81	97	22	89	55	46
<i>en Suisse</i> .....	62	75	66	82	2	49	26	20
<i>à l'étranger</i> .....	9	17	15	15	20	40	29	26
Autres postes de l'actif .....	35	29	33	68	77	57	72	64
<b>Total ...</b>	<b>13.891</b>	<b>14.763</b>	<b>15.263</b>	<b>15.922</b>	<b>13.423</b>	<b>13.596</b>	<b>13.749</b>	<b>14.953</b>
<b>PASSIF</b>								
Fonds propres .....	55	56	57	58	58	59	58	59
Billets en circulation .....	9.035	9.722	10.043	10.651	9.414	9.945	9.406	9.854
Engagements à vue .....	3.188	3.271	3.215	3.431	2.052	1.935	2.295	3.361
<i>Comptes de virements des banques, du   commerce et de l'industrie</i> .....	2.700	2.908	3.005	2.982	1.642	1.498	1.894	2.874
<i>Autres engagements à vue</i> .....	488	363	210	449	410	437	401	487
Comptes de virements de banques tempo- rairement liés .....	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	690	1.035	690
Engagements à terme .....	357	433	602	389	536	600	625	600
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964 .....	—	3	20	2	10	—	4	—
Autres postes du passif .....	221	243	291	356	318	367	326	389
<b>Total ...</b>	<b>13.891</b>	<b>14.763</b>	<b>15.263</b>	<b>15.922</b>	<b>13.423</b>	<b>13.596</b>	<b>13.749</b>	<b>14.953</b>

**XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE <sup>1</sup>**

**Situations en millions de francs or**

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

**Actif**

	31 décembre 1965	31 décembre 1966	30 avril 1966	30 avril 1967	31 mai 1966	31 mai 1967
<b>I. Or en lingots et monnayé .....</b>	2.283	2.583	2.898	3.270	2.824	3.362
<b>II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue</b>	683	975	190	154	76	50
<b>III. Bons du Trésor réescomptables .....</b>	82	70	71	69	71	68
<b>IV. Effets div. remobilis. sur dem. ....</b>	125	75	124	74	125	75
<b>V. Dépôts à terme et avances : .....</b>	2.935	4.108	2.450	3.489	2.590	3.544
a) à 3 mois au maximum .....	2.060	3.282	1.637	2.772	1.676	2.882
b) à 3 mois au maximum (or) .....	3	3	3	—	3	—
c) de 3 à 6 mois .....	603	509	432	365	499	380
d) de 6 à 9 mois .....	25	113	248	215	265	249
e) de 9 à 12 mois .....	118	123	93	137	130	32
f) à plus d'un an .....	126	78	37	—	17	—
<b>VI. Autres effets et titres : .....</b>	2.015	1.285	1.681	1.408	1.589	1.479
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum .....	296	293	276	283	278	281
b) de 3 à 6 mois .....	3	10	110	110	112	102
c) de 6 à 9 mois .....	94	94	15	15	12	13
d) de 9 à 12 mois .....	22	23	20	13	18	25
e) à plus d'un an .....	—	—	—	—	—	—
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum .....	1.309	639	904	763	790	829
b) de 3 à 6 mois .....	100	57	190	137	220	154
c) de 6 à 9 mois .....	75	61	46	49	47	41
d) de 9 à 12 mois .....	35	69	53	13	58	9
e) à plus d'un an .....	81	39	67	25	54	25
<b>VII. Actifs divers .....</b>	1	2	8	1	7	1
<b>VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne .....</b>	68	—	—	—	—	—
<b>Total actif ...</b>	<b>8.192</b>	<b>9.098</b>	<b>7.422</b>	<b>8.465</b>	<b>7.282</b>	<b>8.579</b>

**Exécution des Accords de La Haye de 1930 :**

**Fonds placés en Allemagne : <sup>2</sup>**

1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et l'administration des chemins de fer et bons de l'administration des postes (échus) .....
2. Effets de bons de Trésor du Gouvernement allemand (échus) .....

**Total ...**

221	—	—	—	—	—
76	—	—	—	—	—
<b>297</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>

<sup>1</sup> Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

<sup>2</sup> Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1958 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1er avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés y afférents à la date du 31 décembre 1952.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE <sup>1</sup>

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	31 décembre 1965	31 décembre 1966	30 avril 1966	30 avril 1967	31 mai 1966	31 mai 1967
<b>I. Capital :</b>						
Actions libérées de 25 % .....	125	125	125	125	125	125
<b>II. Réserves .....</b>	26	26	26	26	26	26
1. Fonds de Réserve Légale .....	13	13	13	13	13	13
2. Fonds de Réserve Générale .....	13	13	13	13	13	13
<b>III. Dépôts (or) :</b>	4.410	4.303	3.567	3.578	3.360	4.049
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an .....	—	34	—	—	—	—
b) de 9 à 12 mois .....	203	238	107	89	107	90
c) de 6 à 9 mois .....	69	—	35	131	17	103
d) de 3 à 6 mois .....	79	84	209	234	221	194
e) à 3 mois au maximum .....	1.656	1.163	320	38	291	887
f) à vue .....	1.836	2.254	2.419	2.527	2.246	2.215
2. Autres déposants :						
a) à plus d'un an .....	—	—	—	—	—	—
b) de 9 à 12 mois .....	17	100	—	—	52	—
c) de 6 à 9 mois .....	17	90	155	55	155	28
d) de 3 à 6 mois .....	69	86	69	103	121	103
e) à 3 mois au maximum .....	248	86	86	90	43	86
f) à vue .....	216	168	167	311	107	343
<b>IV. Dépôts (monnaies) :</b>	2.943	4.056	3.072	4.020	3.137	3.531
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an .....	28	19	24	16	24	16
b) de 9 à 12 mois .....	11	52	23	10	6	3
c) de 6 à 9 mois .....	80	105	44	43	82	29
d) de 3 à 6 mois .....	503	325	347	288	491	449
e) à 3 mois au maximum .....	1.950	3.177	2.315	3.134	2.242	2.365
f) à vue .....	16	139	13	200	15	99
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois .....	—	—	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois .....	—	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois .....	15	—	1	—	—	8
d) à 3 mois au maximum .....	323	209	286	310	255	541
e) à vue .....	17	30	19	19	22	21
<b>V. Effets :</b>	385	284	344	397	344	528
a) de 9 à 12 mois .....	—	—	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois .....	11	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois .....	41	4	3	—	2	—
d) à 3 mois au maximum .....	333	280	341	397	342	528
<b>VI. Divers .....</b>	79	78	77	93	42	47
<b>VII. Comptes de profits et pertes .....</b>	10	10	10	10	32	42
<b>VIII. Provision pour charges éventuelles .....</b>	214	216	201	216	216	231
<b>Total passif ...</b>	<b>8.192</b>	<b>9.098</b>	<b>7.422</b>	<b>8.465</b>	<b>7.282</b>	<b>8.579</b>

Exécution des Accords de La Haye de 1930 :

<b>Dépôts à long terme :</b>	229	—	—	—	—	—
1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités <sup>2</sup> .....	153	—	—	—	—	—
2. Dépôt du Gouvernement allemand .....	76	—	—	—	—	—
<b>Fonds propres utilisés en exécution des Accords (voir ci-dessus) .....</b>	68	—	—	—	—	—
<b>Total ...</b>	<b>297</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>

<sup>1</sup> Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

<sup>2</sup> La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs or 149.920.380,—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

**PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.**

<b>A.M.E.</b>	Accord Monétaire Européen.
<b>B.I.R.D.</b>	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
<b>B.I.T.</b>	Bureau International du Travail.
<b>B.N.B.</b>	Banque Nationale de Belgique.
<b>B.R.I.</b>	Banque des Règlements Internationaux.
<b>C.A.D.G.</b>	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
<b>C.E.C.A.</b>	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
<b>C.E.E.</b>	Communauté Economique Européenne.
<b>C.G.E.R.</b>	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
<b>C.N.C.P.</b>	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
<b>D.U.L.B.E.A.</b>	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
<b>FABRIMETAL</b>	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
<b>F.A.O.</b>	Food and Agricultural Organization.
<b>FEBELTEX</b>	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
<b>F.I.B.</b>	Fédération des Industries Belges.
<b>F.M.I.</b>	Fonds Monétaire International.
<b>I.N.S.</b>	Institut National de Statistique.
<b>I.R.E.S.P.</b>	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
<b>I.R.G.</b>	Institut de Réescompte et de Garantie.
<b>M.A.E.</b>	Ministère des Affaires Economiques.
<b>O.C.P.</b>	Office des Chèques Postaux.
<b>O.C.D.E.</b>	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
<b>O.N.E.M.</b>	Office National de l'Emploi.
<b>O.N.S.S.</b>	Office National de Sécurité Sociale.
<b>O.N.U.</b>	Organisation des Nations Unies.
<b>R.T.B.</b>	Radiodiffusion-Télévision Belge.
<b>R.T.T.</b>	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
<b>R.V.A.</b>	Régie des Voies Aériennes.
<b>SABENA</b>	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
<b>S.N.C.B.</b>	Société Nationale des Chemins de fer Belges.
<b>S.N.C.I.</b>	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
<b>S.N.C.V.</b>	Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.
<b>S.N.D.E.</b>	Société Nationale des Distributions d'Eau.
<b>U.E.B.L.</b>	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
<b>U.E.P.</b>	Union Européenne de Paiements.

**SIGNES CONVENTIONNELS.**

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.



# STATISTIQUES

## TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
<b>I. — Population et comptes nationaux.</b>			
1. Population .....	I - 1		
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production .....	I - 2		
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché .....	I - 3		
4. Affectation du produit national :			
a) Estimations à prix courants .....	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1953 .....	I - 4b		
<b>II. — Emploi et chômage.</b>			
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers) .....	II - 1		
2. Chômage — Renseignements généraux .....	II - 2		
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés .....	II - 3		
<b>III. — Agriculture et pêche.</b>			
1. Production agricole .....	III - 1		
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges .....	III - 2		
<b>IV. — Industrie.</b>			
1. a) Indices généraux de la production industrielle ...	IV - 1		
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs) .....	IV - 2		
3. Energie .....	IV - 3		
4. Métallurgie .....	IV - 4		
5. Construction : données annuelles .....	IV - 5		
6. Construction : données mensuelles .....	IV - 6		
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. ....	IV - 7		
<b>V. — Services.</b>			
1. Transports :			
a) Activités de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena .....	V - 1a		
b) Navigation maritime .....	V - 1b		
c) Navigation intérieure .....	V - 1c		
2. Tourisme .....	V - 2		
3. Commerce intérieur :			
a) Indices des ventes .....	V - 3a		
b) Ventes à tempérament .....	V - 3b		
<b>VI. — Revenus.</b>			
1. Rémunérations des ouvriers .....	VI - 1		
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie .....	VI - 2		
<b>VII. — Prix et indices des prix.</b>			
1. Prix de gros mondiaux .....	VII - 1		
2. Indices des prix de gros mondiaux .....	VII - 2		
3. Indices des prix de gros en Belgique .....	VII - 3		
4. Indices des prix de détail en Belgique .....	VII - 4		
<b>VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.</b>			
1. Tableau général .....	VIII - 1		
2. Exportations par groupes de produits .....	VIII - 2		
3. Importations par groupes de produits .....	VIII - 3		
4. a) Indice des valeurs unitaires moyennes .....	VIII - 4a		
b) Indices du volume .....	VIII - 4b		
5. Orientation géographique .....	VIII - 5		
<b>IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.</b>			
1. Chiffres annuels .....	IX - 1		
2. Soldes trimestriels .....	IX - 2		
3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés .....	IX - 3		
<b>X. — Marché des changes.</b>			
1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles .....	X - 1		
2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E. ....	X - 2		
<b>XI. — Finances Publiques.</b>			
1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires .....	XI - 1		
2. Impasse de trésorerie et son financement .....	XI - 2		
3. Besoins nets de financement de l'Etat et leur couverture .....	XI - 3		
4. Recettes fiscales (par exercice) .....	XI - 4		
6. Détail des recettes fiscales .....	XI - 5		
6. Recettes fiscales sans distinction d'exercice .....	XI - 6		
<b>XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.</b>			
1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1963 .....	XII - 1a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1964 .....	XII - 1b		
2. Mouvement des créances et des dettes en 1964 .....	XII - 2		
3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1963 (totaux sectoriels) .....	XII - 3a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1964 (totaux sectoriels) .....	XII - 3b		
4. Mouvement des créances et des dettes en 1964 (totaux sectoriels) .....	XII - 4		
<b>XIII. — Organismes monétaires.</b>			
1. Bilans intégrés des organismes monétaires .....	XIII - 1		
2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :			
a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels) .....	XIII - 2a		
b) Organismes publics monétaires .....	XIII - 2b		
c) Banque de dépôts .....	XIII - 2c		
d) Ensemble des organismes monétaires .....	XIII - 2d		
3. Origines des variations du stock monétaire .....	XIII - 3		
4. Stock monétaire .....	XIII - 4		
5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5		
6. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951-1958) .....	XIII - 6		
Bilans de la B.N.B. (depuis 1959) .....	XIII - 6		
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique .....	XIII - 6		
7. Comptes de chèques postaux .....	XIII - 7		
8. Situations globales des banques .....	XIII - 8		
9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P. ....	XIII - 9		

Numérotation  
des tableaux

Numérotation  
des tableaux

**XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.**

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	<b>XIV - 4</b>
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts .....	<b>XIV - 5a</b>
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne .....	<b>XIV - 5b</b>
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite .....	<b>XIV - 5c</b>
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie .....	<b>XIV - 5d</b>
6. Caisses d'épargne privées .....	<b>XIV - 6</b>
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie .....	<b>XIV - 7</b>
8. Crédit Communal de Belgique .....	<b>XIV - 8</b>
9. Compagnies d'assurances sur la vie .....	<b>XIV - 9</b>
10. Inscriptions hypothécaires .....	<b>XIV - 10</b>

**XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers et des entreprises à l'intérieur du pays**

**XV**

**XVI. — Emissions et dettes du secteur public.**

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme .	<b>XVI - 1</b>
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public .....	<b>XVI - 2</b>
3. Dettes de l'Etat .....	<b>XVI - 3</b>
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public .....	<b>XVI - 4</b>

**XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.**

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières .....	<b>XVII - 1</b>
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels .....	<b>XVII - 2</b>
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés .....	<b>XVII - 3</b>
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels .....	<b>XVII - 4</b>
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels .....	<b>XVII - 5</b>

**XVIII. — Marché monétaire.**

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme .....	<b>XVIII - 1</b>
3. Activité des chambres de compensation .....	<b>XVIII - 3</b>

**XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.**

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique .....	<b>XIX - 1</b>
2. Taux de l'argent au jour le jour .....	<b>XIX - 2</b>
3. Taux des certificats de Trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes .....	<b>XIX - 3</b>

4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite ...	<b>XIX - 4</b>
5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles .....	<b>XIX - 5</b>

**XX. — Banques d'Emission étrangères.**

1. Taux d'escompte .....	<b>XX - 1</b>
2. Banque de France .....	<b>XX - 2</b>
3. Bank of England .....	<b>XX - 3</b>
4. Federal Reserve Banks .....	<b>XX - 4</b>
5. De Nederlandsche Bank .....	<b>XX - 5</b>
6. Banca d'Italia .....	<b>XX - 6</b>
7. Deutsche Bundesbank .....	<b>XX - 7</b>
8. Banque Nationale Suisse .....	<b>XX - 8</b>
9. Banque des Règlements internationaux .....	<b>XX - 9</b>

**Principales abréviations utilisées.**

**Liste des graphiques :**

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses .....	<b>I - 4a et b</b>
II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés .....	<b>II - 3</b>
IV - 1. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture .....	<b>IV - 1</b>
IV - 2. — Indices de la production industrielle .	<b>IV - 2</b>
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. .	<b>IV - 7</b>
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée .....	<b>VI - 1</b>
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique	<b>VII - 3</b>
VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique	<b>VII - 4</b>
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	<b>VIII</b>
XI - 6. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice .....	<b>XI - 6</b>
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires .....	<b>XIII - 3</b>
XIII - 9. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks .....	<b>XIII - 9</b>
XIV - 5a. — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts .	<b>XIV - 5a</b>
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant .....	<b>XVII - 1</b>

---

---

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique, 250 francs.
	}	Etranger, 300 francs.
Prix du numéro séparé	{	Belgique, 25 francs.
	}	Etranger, 30 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.

---

---



IMPRIMERIE  
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE  
L'INGÉNIEUR EN CHEF DE L'IMPRIMERIE  
CH. AUSSEMS  
17, SQUARE DES NATIONS, BRUXELLES 5